

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JANVIER 2019

N°188

Direction du Secrétariat Général

SOMMAIRE

RAA DU 31 JANVIER 2019

	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1 : DELIBERATIONS</u> <i>(Conseil du 31 janvier 2019)</i>	3
<u>PARTIE 2 : DECISIONS</u> <i>(Conseil du 31 janvier 2019)</i>	244
<u>PARTIE 3 : ARRETES</u> <i>(Mois de janvier 2019)</i>	573
1- ARRETES REGLEMENTAIRES	574
<u>PARTIE 4 : CERTIFICAT D'AFFICHAGE - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL ARTICLE R. 332-25-2 DU CODE DE L'URBANISME</u>	577

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

CULTURE.....	8
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION ET ARTISANAT.....	33
FINANCES.....	51
HORS COMMISSION.....	112
LOGEMENT.....	130
PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER.....	155
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES.....	172
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC.....	182
RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE.....	186
RESSOURCES HUMAINES.....	204
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT.....	210
TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRENNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.....	215
TRANSPORTS ET MOBILITE.....	225
VOIRIE, ESPACE PUBLIC.....	231

PARTIE 1 SOMMAIRE

N° DELIB	CULTURE	PAGE
M2019-41	Convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville de Montpellier, la société ViàOccitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	9
M2019-42	Musée Fabre - Convention de partenariat avec le musée des Beaux-Arts de Lyon et l'association FRAME - Autorisation de signature	12
M2019-43	Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'Association Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie - Autorisation de signature	15
M2019-44	Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier - Autorisation de signature	18
M2019-45	Musée Fabre - Convention de partenariat avec la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires, le Service de Probation et d'Insertion Pénitentiaire de l'Hérault et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie - Autorisation de signature	21
M2019-46	Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'association Culture et Sport Solidaires 34 - Autorisation de signature	24
M2019-47	Direction des médiathèques et du livre - Prise en charge de frais de déplacement dans le cadre des rencontres d'auteurs organisées par le réseau des médiathèques - Approbation	27
M2019-48	Agora des savoirs - Désignation d'une personnalité qualifiée en tant que Président(e) du conseil scientifique - Approbation	30
N°DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT	PAGE
M2019-31	Frais de déplacement à l'étranger pour des agents de la Direction du développement économique et de l'emploi de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation	34
M2019-32	Business Innovation Center (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole - Pépinières d'Entreprises (Cap Oméga - Cap Alpha) - Demande de subventions pour l'année 2019 - Approbation	37
M2019-33	Organismes économiques extérieurs - Autorisation d'adhérer	40
M2019-34	Partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle Emploi Hérault - Convention cadre - Avenant 2019 - Approbation	43
M2019-35	Cité intelligente - Chaire internationale sur les usages et pratiques de la ville intelligente - Université de Montpellier - Convention - Autorisation de signature	47
N°DELIB	FINANCES	PAGE
M2019-3	Vote en Autorisations de Programme et Crédits de Paiement - Créations - Révisions - Approbation	52
M2019-4	Budget primitif 2019 - Adoption	58
M2019-5	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2019	69

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	FINANCES – Suite –	PAGE
M2019-6	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ENVIRONNEMENT ET TRANSPORTS - Exercice 2019	75
M2019-7	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique POLITIQUE DE LA VILLE - Exercice 2019	78
M2019-8	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique URBANISME ET HABITAT - Exercice 2019	81
M2019-9	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique CULTURE - Exercice 2019	84
M2019-10	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique RESSOURCES HUMAINES - Exercice 2019	89
M2019-11	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - Exercice 2019	92
M2019-12	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique TRANSITION ENERGETIQUE - Exercice 2019	97
M2019-13	Reports d'affectations de subventions votées sur des exercices antérieurs - Exercice 2019	100
N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
M2019-1	Élection du 19ème Vice-Président	113
M2019-16	Chambre Régionale des Comptes Occitanie - SAEMML SERM - Rapport d'Observations Définitives	116
M2019-17	Chambre Régionale des Comptes Occitanie - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SFMA - Rapport d'Observations Définitives	119
M2019-18	Société GOOGLE FRANCE - Principe de mise à disposition de l'Espace French Tech - Approbation	121
M2019-57	Représentations - Organismes internes et externes - Désignations et actualisations	124
M2019-58	Concession du domaine public maritime de la plage sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Demande de prolongation	127
N°DELIB	LOGEMENT	PAGE
M2019-24	Fonds de Solidarité pour le Logement - Actions Logement 2019 - Attributions de subventions à diverses associations et CCAS - Conventions - Autorisation	131
M2019-25	Construction de 48 logements sociaux à Montpellier - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature	135
M2019-26	Construction de 165 logements sociaux - Résidence sociale "la Croix Verte", 590 rue de la Croix Verte à Montpellier - Attribution de subvention à la Société Anonyme d'Economie Mixte ADOMA - Convention - Autorisation de signature	138
M2019-27	Construction de 14 logements sociaux, 54 avenue Georges Clemenceau sur la commune de Fabrègues - Attribution de subventions à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - CDC Habitat - Conventions - Autorisation de signature	141

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	LOGEMENT – Suite-	PAGE
M2019-28	Construction de 47 logements sociaux - Résidence ' Oxalis ' - Quartier de la Bergerie à Juvignac - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	145
M2019-29	Construction de 29 logements sociaux - Résidence ' Eurêka ' - Rue du mas de Verchant à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature	148
M2019-30	Construction de 14 logements sociaux - Résidence ' Maison Ecoe Castelet ' - ZAC du Castelet - lot C1 à Clapiers - Garantie d'emprunt à la SAS coopérative ' Maison Ecoe Castelet ' - Convention - Autorisation de signature	152

N°DELIB	PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER	PAGE
---------	--	------

M2019-19	Commune de Lattes - Modernisation de la station de traitement des eaux usées (STEU) Maera - Déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Lattes - Bilan de la concertation préalable	156
M2019-20	Commune de Pérols - Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	160
M2019-21	Quartier de la Mosson - Projet de renouvellement urbain - Instauration d'un périmètre d'études (article L.421-1 du Code de l'urbanisme) - Approbation	163
M2019-22	Commune de Lattes - Aménagement du quartier CAMBACERES - Cession à la SA3M des parcelles cadastrées CB n°3, CB n°4, CB n°5	166
M2019-23	Foncier - ZAC des Châtaigniers - Vente d'une partie de la parcelle AD 4 - Commune de Saint Aunès	169

N°DELIB	PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	PAGE
---------	--	------

M2019-49	GEMAPI - Journée mondiale des Zones Humides - Manifestation Art et Nature "Galerie Ephémère édition 2019" - Convention de partenariat avec le Conservatoire d'Espaces Naturels Languedoc Roussillon (CEN L-R), Olivier SCHER et Cahuate Milk, le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Bassin de Thau et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature	173
M2019-50	Aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez - Confortement des digues du Lez - Acquisition amiable des parcelles DV116, DW282, DW290 et DW291 à Lattes - Avenant au protocole d'accord - Autorisation de signature	176
M2019-51	Commune de Lattes - Création du réseau d'eaux pluviales du quartier de la Céreirède - Dossiers réglementaires - Approbation - Autorisation de demander le lancement de l'enquête publique	179

N°DELIB	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	PAGE
---------	---	------

M2019-52	Convention avec la Communauté d'Agglomération Sète Agglopôle pour l'usage du point propreté de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature	183
----------	---	-----

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE	PAGE
M2019-36	Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	187
M2019-37	Prise en charge des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des actions de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole	193
M2019-38	Projet de Zone d'Aménagement Concerté ' LAUZE EST ' - Commune de Saint Jean de Védas - Bilan de la concertation au titre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme - Approbation - Autorisation de signature	196
M2019-39	Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU - Bilan de la concertation préalable au titre de l'article L.121-17 du Code de l'environnement - Approbation - Autorisation de signature	201
N°DELIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGE
M2019-40	Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	205
N°DELIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGE
M2019-15	Convention d'objectifs avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°2 - Autorisation de signature	211
N°DELIB	TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	PAGE
M2019-2	Présentation du Rapport préalable au budget sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de développement durable	216
N°DELIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGE
M2019-14	Extension de la ligne 1 de tramway vers la gare Montpellier Sud de France - Bilan de la concertation - Approbation	226
N°DELIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGE
M2019-53	Programmation 2019 - Travaux d'aménagement des réseaux d'éclairage public sur la commune de Saint Jean de Védas - Modification du plan de financement - Approbation - Autorisation de signature	232
M2019-54	Convention de mise à disposition de services entre la commune de Castries et Montpellier Méditerranée Métropole pour les travaux relatifs à l'entretien des espaces verts et bassins d'orage du Parc Régional d'Activité Économiques (PRAE) Via Domitia - Approbation - Autorisation de signature	235
M2019-55	Investissement voirie - Convention de fonds de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Jacou - Modification - Approbation - Autorisation de signature	238
M2019-56	Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la commune de Clapiers et Montpellier Méditerranée Métropole pour les travaux relatifs à la création d'un parking et la sécurisation du boulevard de la Liberté - Approbation - Autorisation de signature	241

CULTURE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOU.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Joël VERA

Culture - Convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville de Montpellier, la société ViàOccitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

La société TV Sud Montpellier ViàOccitanie exploite son canal de télévision local sous la marque « *ViàOccitanie* » en vertu d'une convention conclue avec le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel en date du 27 juillet 2016.

La loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de la communication définit des grands principes qui régissent son activité :

- respect du pluralisme de l'information ;
- indépendance éditoriale ;
- vocation locale des émissions ;
- volonté d'atteindre tous les publics en leur offrant un espace d'expression où les problèmes de la vie courante sont privilégiés.

Ce dispositif législatif est complété par l'article L.1426-1 du Code général des collectivités territoriales, qui permet aux collectivités territoriales ou à leurs groupements de conclure avec une personne morale à qui est confié un service de télévision locale, un contrat d'objectifs et de moyens définissant les missions de service public qui incombent à cette chaîne et leurs conditions de mise en œuvre, notamment financières, pour une durée comprise entre 3 et 5 ans.

Par délibération n°10570 du 20 décembre 2011, le Conseil a autorisé la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec la société TV Sud Montpellier pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2012, dont le terme a été fixé au 31 décembre 2015 par avenant n°1. Cette convention a ensuite été renouvelée pour une durée de 3 ans, et est arrivée à échéance au 31 décembre 2018.

Compte tenu du retour d'expérience de ce partenariat, et de l'intérêt de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier à conventionner avec la société TV Sud Montpellier pour, entre autres, la promotion et la diffusion de leurs activités sur leurs territoires respectifs, il est proposé de conclure avec TV Sud Montpellier une nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs, tripartite, pour une durée de 3 ans.

La convention à intervenir a pour objet de fixer les axes de collaboration entre TV Sud Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. Les productions vidéos réalisées dans ce cadre s'appuieront sur le planning prévisionnel des manifestations de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, remis à jour chaque année et annexée à la convention.

D'une façon générale, la société TV Sud Montpellier s'engage à couvrir tous les aspects de la vie locale en l'abordant sous des angles variés : social, économie, culture, sport, politique, vie scolaire et universitaire, faits de société etc., de l'échelle communale à celle de la Métropole, voire du Pôle Métropolitain.

Dans ce cadre, elle s'attache à favoriser la compréhension de l'organisation institutionnelle, à conforter l'identité du territoire en valorisant sa cohérence comme ses spécificités locales et à renforcer l'expression des citoyens dans un souci de démocratie participative.

En outre, une attention plus particulière sera apportée à certaines des thématiques portées par les deux personnes morales à travers leurs politiques publiques, sur la base des 7 piliers stratégiques de la Métropole : Santé, Développement numérique, Mobilité et déplacements, Développement économique, touristique et industriel, Agroécologie et alimentation, Culture, patrimoine et université, Commerce et artisanat.

L'ensemble des communes de la Métropole et du Pôle Métropolitain feront l'objet d'une attention particulière de la société TV Sud Montpellier. La déclinaison de ces thématiques dans la grille de programme de TV Sud Montpellier pourra prendre plusieurs formes : web-reportages, magazine hebdomadaire « *Montpellier Méditerranée* », émissions spéciales, aide à la production audiovisuelle et cinématographique.

Enfin, l'ensemble des productions réalisées par TV Sud Montpellier dans le cadre de la présente convention sera mis à la disposition de la Ville et de la Métropole via la plateforme *My Vidéo Place* de la chaîne. Ces programmes pourront être librement réutilisés et diffusés via les sites et réseaux sociaux des deux personnes morales.

En contrepartie de ces engagements, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole verseront à la société TV Sud Montpellier une participation annuelle forfaitaire de, respectivement, 60 000 € HT, et 250 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec la société TV Sud Montpellier et la Ville de Montpellier,
- fixer le montant de la participation annuelle forfaitaire de Montpellier Méditerranée Métropole à 250 000 € HT, soit 275 000 € TTC,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-64626-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention ViaOccitanie 2019-2021.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Joël VERA

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec le musée des Beaux-Arts de Lyon et l'association FRAME - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis sa réouverture en 2007, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole a renforcé sa politique des publics en matière d'accessibilité en proposant une offre diversifiée et adaptée à chaque public, particulièrement aux personnes aveugles et malvoyantes.

Riche de cette expérience, le musée Fabre a souhaité donner la parole aux personnes aveugles pour la restituer auprès du grand public en lui proposant une autre expérience de visite, intime et singulière.

Du 9 décembre 2016 au 10 décembre 2017, le musée Fabre a présenté une exposition intitulée *L'art et la matière – Galerie de sculptures à toucher*. 80 000 visiteurs ont pu bénéficier de ce dispositif culturel. Fort de ce succès, le musée Fabre a souhaité faire bénéficier d'autres publics de cette exposition en la mettant gracieusement à disposition d'autres musées.

Le musée Denys-Puech de Rodez a accueilli l'exposition dans son intégralité du 6 avril au 31 décembre 2018 en associant le musée du Louvre au partenariat. Le Musée des Beaux-Arts de Lyon présentera l'exposition sous le titre *L'art et la matière – Prière de toucher* du 12 avril au 16 septembre 2019 dans le cadre du réseau de collaboration des musées franco-américains FRAME.

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'accueil de l'exposition.

Le musée des Beaux-Arts de la Ville de Lyon s'engage à :

- Prendre en charge la totalité des frais liés au transport et à l'installation de l'exposition dans ses murs, y compris les frais d'assurance des moulages et de la muséographie,
- Prendre en charge la communication liée à l'exposition et au partenariat et à en informer le musée Fabre,
- Prendre en charge les frais de mission d'une personne mise à disposition par le musée Fabre pendant 3 jours pour superviser le montage de l'exposition,
- Prendre en charge les frais de mission de deux personnes pendant une journée pour la séance de formation des personnels organisée avec le musée Fabre,
- Valoriser le partenariat.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- Prêter gracieusement les 5 moulages de l'exposition lui appartenant ainsi que la totalité de la muséographie y compris les dispositifs multimédias,
- Mettre à disposition son savoir-faire et ses compétences en matière de médiation, tactile auprès des équipes du musée des Beaux-Arts de la Ville de Lyon,
- Valoriser le partenariat.

FRAME Développement s'engage à :

- Coordonner pour le compte de FRAME les échanges entre les musées FRAME partenaires de l'itinérance *L'Art et la matière. Prière de toucher* en vue de l'actualisation des dispositifs partagés,
- Rechercher des ressources en vue de contribuer notamment à l'adaptation des dispositifs de médiation culturelle partagés entre les cinq musées de l'itinérance FRAME,
- Veiller à une communication harmonisée entre les musées FRAME partenaires,
- Valoriser le partenariat.

La présente convention entrera en vigueur le jour de sa signature par les parties jusqu'au 30 septembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le musée des Beaux-Arts de la Ville de Lyon et l'association FRAME,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72046-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Genès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Joël VERA

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'Association Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa collaboration avec l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONMO), le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole a prévu d'accueillir des « Soundwalks », balades sonores créées par l'artiste Julien GUILLAMAT, actuellement en résidence à l'OONMO.

Les deux institutions souhaitent en effet élargir leurs publics en co-organisant ces promenades sonores, dont l'objectif est de proposer un nouveau regard sur les collections permanentes du musée, et d'offrir ainsi au public une médiation renouvelée.

Dans la perspective de cette collaboration, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et l'OONMO ont souhaité consolider leur partenariat en établissant une convention qui a pour objet de définir les modalités d'organisation, les droits et les obligations de chacune des parties dans le cadre de cette opération.

Leurs engagements respectifs sont les suivants :

- Pour le musée Fabre :

- Donner accès à l'artiste au musée Fabre et à l'hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran afin qu'il puisse concevoir ces balades sonores,
- Accueillir au sein du musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran, pendant leurs horaires d'ouverture, les balades sonores, « Soundwalks », et les répétitions générales,
- Mettre à disposition un médiateur du service des publics pour guider les groupes,
- Valoriser les « Soundwalks » par des actions de communication.

- Pour l'OONMO :

- Organiser et assurer la partie création de ces « Soundwalks », en prenant notamment en charge la rémunération de l'artiste Julien GUILLAMAT,
- Fournir le contenu musical pour les balades sonores, ainsi que le matériel nécessaire à l'élaboration des « Soundwalks » et aux représentations,
- Gérer la billetterie de l'opération, au tarif de 15 € par participant, dans la limite de 20 personnes par groupe,
- Valoriser le partenariat par des actions de communication.

La convention est conclue à compter de sa date de signature et jusqu'à la fin du mois de mai 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Guy BARRAL, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique PEREZ,
M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71844-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Joël VERA

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre place l'ouverture à tous les publics au cœur de ses préoccupations, en particulier pour ceux que les problématiques de vie éloignent ou privent de toute pratique culturelle.

Les actions de partenariat entre le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier (CHU), mises en place de 2015 à 2018 dans le cadre du programme « Culture & Santé », se sont révélées fructueuses tant pour les usagers que pour les professionnels associés. Elles prouvent qu'il est possible pour des publics dits « empêchés » de s'affranchir de l'enfermement physique pour mieux réinvestir l'Hôpital comme un lieu de partage et de témoignage « aux autres » de leur vécu.

En 2017 et 2018, le musée Fabre a co-construit avec le CHU un nouvel outil baptisé « L'Art Emoi » constitué de 5 livrets d'œuvres rédigés selon la méthode d'éducation adaptée « Montessori », accompagnés de guides d'utilisations.

Conçus pour inciter à l'accompagnement de projets en autonomie, ce dispositif va permettre aux professionnels de la santé en EHPAD de tisser à distance une première curiosité avec les collections du musée Fabre pour mieux inciter à leur découverte *in-situ* avec leurs patients.

Le partenariat envisagé en 2019 concerne le Service de Gériatrie du CHU (Centre Antonin Balmès ; Service Unité Cognitive et Comportementale et le Centre Bellevue ; Service moyen et long séjour). La population visée est constituée de 60 patients atteints de la maladie d'Alzheimer et d'autres syndromes démentiels, hospitalisés dans ces services.

Ce projet abordera 5 chefs d'œuvres des collections du musée Fabre illustrant le thème des 5 sens.

En associant les familles et les proches à toutes les étapes du projet, cette dynamique sera aussi vectrice de lien social, participant à l'ouverture culturelle du CHU ainsi qu'au rayonnement des collections du musée Fabre.

La convention à venir règle l'ensemble des modalités techniques et administratives nécessaires à la mise en œuvre de ces objectifs, et précise notamment les obligations de chacune des parties.

Le musée Fabre s'engage à :

- mettre à disposition ses collections et le savoir-faire de ses médiateurs comme le point de départ d'une action culturelle et artistique pratiquée en milieu hospitalier ou hors des structures des soins par des patients et leur personnel soignant, à travers l'organisation de visites guidées au musée et d'ateliers destinés à ces patients et soignants.

Le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier s'engage à :

- mettre à disposition des locaux affectés à l'animation culturelle du service de Gériatrie sous la responsabilité de l'encadrement du site. Ponctuellement, les moyens de l'Espace Culturel du CHU pourront être sollicités et utilisés pour la réalisation du projet. Les services concernés s'engagent à mobiliser une équipe de thérapeutes référents, participant aux actions,
- prendre en charge l'intégralité des sommes correspondant aux prestations proposées par le musée Fabre (billets d'entrée, matériel d'arts plastiques et impressions nécessaires à l'opération) dans la limite du montant des subventions obtenues auprès de la Direction des Affaires Culturelles Occitanie et de l'Agence Régionale de Santé (demande en cours), et pour un montant prévisionnel de 4 000 € TTC.

La présente convention prend effet à la date de signature par les parties, et jusqu'au 31 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat susvisée ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la présente convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Rabii YOUSSEUS.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71887-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Joël VERA

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires, le Service de Probation et d'Insertion Pénitentiaire de l'Hérault et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa politique d'ouverture au public le plus large, souhaite poursuivre et développer ses missions visant à favoriser l'accès à la culture pour tous. Il est, à ce titre, un instrument majeur pour tout dispositif de réinsertion sociale.

Dans une démarche volontariste de solidarité et de citoyenneté, un partenariat avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de l'Hérault (SPIP) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC) a été mis en œuvre afin de participer à la politique de réinsertion culturelle et sociale des détenus.

Le SPIP, dans le cadre de ses missions de réinsertion sociale des publics placés sous-main de justice, a vocation à favoriser l'accès à la culture des publics dits « empêchés ».

La DRAC Occitanie, dans le cadre du protocole culture-justice, s'attache à atteindre les objectifs de démocratisation de la culture auprès des publics spécifiques. Elle facilite et accompagne les jumelages entre les grands équipements culturels et les établissements en charge des personnes sous-main de justice.

Depuis 2007, une convention permet aux différents partenaires de mettre en œuvre une action qui propose d'aller à la rencontre des populations qui n'ont pas accès à l'art afin de favoriser leur insertion culturelle et sociale.

Le projet 2019 concernera un groupe de 10 détenus volontaires de la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone, accueilli sur 6 séances, et proposera de faire découvrir aux participants le monde muséal, avec comme double objectif la découverte des Beaux-Arts et l'apprentissage du rôle et des missions républicaines et citoyennes des structures culturelles gérées par les collectivités territoriales.

La convention à venir règle l'ensemble des modalités techniques et administratives nécessaires à la mise en œuvre des objectifs, et précise notamment les obligations de chacune des parties.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- mettre à disposition le savoir-faire de ses médiateurs dans le cadre de la réalisation d'une action culturelle et artistique pratiquée au musée, au sein de ses collections permanentes et dans le cadre d'ateliers de pratiques plastiques,
- prendre en charge les frais de fonctionnement liés aux activités organisées dans ses murs (billets d'entrée, matériel d'arts plastiques, mise à disposition de l'atelier, frais de personnel), pour un budget global prévisionnel de 3 000 €.

Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de l'Hérault s'engage à :

- prévoir et organiser les modalités de déplacement des bénéficiaires du Centre Pénitentiaire de Villeneuve-lès-Maguelone au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole,
- assurer le financement des transports pour les déplacements et de la collation programmée pour la dernière séance au musée.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie s'engage à :

- garantir un suivi qualitatif de l'action (définition d'objectifs, évaluation,...), offrir un soutien technique et contribuer à l'élaboration du projet éducatif et artistique avec le service des publics du musée Fabre, le SPIP de l'Hérault et la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone,
- veiller à ce qu'un lien soit établi entre cette action et les activités culturelles soutenues financièrement par la DRAC et programmées à la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone,
- relayer cette opération sur le plan national au niveau du service en charge des politiques interministérielles au sein du Ministère de la Culture.

La convention prend effet à la date de signature par les parties pour une durée d'un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat susvisée ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71895-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Joël VERA

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'association Culture et Sport Solidaires 34 - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Dans ce cadre, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création plastique pour des usagers dits « éloignés ».

Par délibération n°13617 du 27 janvier 2016, le Conseil a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'association Culture et Sport Solidaires 34, dont l'objectif est de développer l'accès à la culture auprès de publics spécifiques, en s'appuyant sur un réseau de plus de 550 relais sociaux partenaires sur l'ensemble du territoire héraultais.

Les actions mises en place dans ce cadre de 2016 à 2018 se sont révélées fructueuses et prouvent qu'il est possible de soutenir et d'accroître le rayonnement du musée auprès d'une large population tant au niveau des publics spécifiques que des professionnels associés.

Il est donc envisagé de reconduire ce partenariat pour l'année 2019.

Afin d'inciter les partenaires relais de l'association Culture et Sport Solidaires 34 à rendre le musée accessible, il est proposé de mettre gracieusement à leur disposition des billets d'entrée pour 80 personnes et d'établir une convention qui précise les engagements de part et d'autre.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole assurera la prise en charge financière de la mise à disposition gracieuse de ces billets pour un budget global de 530 €.

En outre, l'association Culture et Sport Solidaires 34 invitera les professionnels et bénévoles de ses relais sociaux à participer à des rencontres-formations organisées par le musée Fabre au musée. A cette occasion l'outil d'accès en autonomie « Le sens du détail » sera valorisé.

Enfin, l'association Culture et Sport Solidaires 34 bénéficiera de l'organisation d'un projet spécifique annuel (visites ou ateliers) sur un thème choisi en collaboration avec le musée Fabre à destination d'un groupe de 10 à 12 usagers issus des relais sociaux de Culture et Sport Solidaires 34.

Pour encourager ce projet, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole proposera à Culture et Sport Solidaires 34 un tarif préférentiel sous la forme d'un abonnement annuel de 30 € sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires.

Cette convention sera conclue pour une durée d'un an. A l'issue de cette période, elle pourra être renouvelée, après un bilan établi annuellement, dans la limite de deux reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec l'association Culture et Sport Solidaires 34,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190131-71890-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Jean-Luc SAVY, Joël VERA

Culture - Direction des médiathèques et du livre - Prise en charge de frais de déplacement dans le cadre des rencontres d'auteurs organisées par le réseau des médiathèques - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de son programme annuel de rencontres d'auteurs en direction des scolaires et des professionnels et de la Comédie du Livre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a organisé les venues de Madame Marie-Aude MURAIL, de Madame Annelise HEURTIER et de Monsieur David CATHELIN, ainsi que Mme Florence BOUCHY pour sa participation à la programmation de la Comédie du Livre 2019.

Madame Marie-Aude MURAIL, écrivaine, interviendra du 3 au 5 avril 2019 à la médiathèque Centrale Émile Zola et à la médiathèque William Shakespeare pour des rencontres en direction des scolaires et des professionnels du réseau.

Madame Annelise HEURTIER, écrivaine, interviendra le 18 juin 2019 à la médiathèque Françoise Giroud, à Castries, et à la médiathèque Centrale Émile Zola pour des rencontres à destination des scolaires.

Monsieur David CATHELIN, dit Dawid, illustrateur et coloriste de bandes dessinées, interviendra les 11 et 12 avril 2019 à la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, à la médiathèque Centrale Émile Zola ainsi qu'à la médiathèque La Gare à Pignan, pour des rencontres en direction des scolaires.

Madame Florence BOUCHY interviendra ponctuellement pour des missions de programmation littéraire dans le cadre de la Comédie du Livre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge aux frais réels des frais de transport, stationnement, hébergement et restauration liés à la venue de ces intervenants pour un montant maximal de 13 500.00 € TTC,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-70699-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Jean-Luc SAVY, Joël VERA

Culture - Agora des savoirs - Désignation d'une personnalité qualifiée en tant que Président(e) du conseil scientifique - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-728 en date du 21 décembre 2018, l'Agora des savoirs a été déclarée manifestation d'intérêt métropolitain. Son organisation sera donc désormais assurée par la Direction de la Culture et du Patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Agora des savoirs a pour objectif de diffuser et partager les savoirs et les connaissances scientifiques auprès d'un public le plus large possible. Elle vise également à valoriser la recherche et l'enseignement des établissements scientifiques de la Ville et notamment les hommes et les femmes travaillant sur le territoire de Montpellier et de sa Métropole.

Il est aujourd'hui proposé de désigner une personnalité qualifiée qui aura vocation à assurer la Présidence du conseil scientifique de l'Agora des savoirs.

Cette personnalité qualifiée, en qualité de Président(e) du conseil scientifique, aura notamment pour mission de définir sa composition ainsi que la charte qui précise son rôle, ses règles de fonctionnement, et les procédures de mise en œuvre de la programmation de la manifestation.

Il est proposé, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée.

Le Président propose la candidature de madame Anne-Yvonne Le Dain.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de procéder à la désignation d'une personnalité qualifiée membre du conseil scientifique de l'Agora des savoirs et Président(e) de ce conseil, par un vote à main levée ;
- procéder à la désignation de madame Anne-Yvonne Le Dain, personnalité qualifiée en tant que Présidente du conseil scientifique et l'autoriser à exercer toutes les fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 19 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72418-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
ARTISANAT**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Henri ROUILLEAULT, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Frais de déplacement à l'étranger pour des agents de la Direction du développement économique et de l'emploi de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique en s'appuyant sur ses réseaux. Elle a renforcé son positionnement international afin de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

L'association NBIA (National Business Incubation Association) est la première organisation internationale rassemblant les professionnels de la création et de l'incubation d'entreprises. Etablie au Etats-Unis, elle compte plus de 1500 membres dans 50 pays.

Lors de la cérémonie organisée en 2007, Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu le prix du meilleur incubateur pour l'excellence globale des programmes d'incubation. Il a été à ce titre le 1^{er} incubateur en Europe à être primé.

En 2018, le classement UBI INDEX a nommé le BIC (Business Innovation Center) de Montpellier Méditerranée Métropole à la 2^{ème} place des meilleurs incubateurs internationaux sur un panel de plus de 300 incubateurs dans 67 pays.

Par ailleurs, pendant 3 ans, le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole a été intégré au board (Conseil d'Administration) du NBIA. Cette participation au board du NBIA implique le déplacement d'une personne pour participer a minima au congrès annuel du réseau américain. Le coût estimé de ces déplacements pour 2019 s'élèvent à 5 000 €.

L'association EBN (Européen Bic Network) est le réseau européen des CEEI pendant du NBIA au niveau européen. Ce réseau de référence rassemble, dans l'Europe élargie, les « Centres Européens d'Entreprise et d'Innovation » et les organismes dont la vocation est de fournir un soutien professionnel multidisciplinaire et de qualité aux entrepreneurs et PME innovants (3 déplacements européens dont le congrès annuel du réseau et 2 réunions techniques). Le coût estimé de ces déplacements pour 2019 s'élèvent à 5 000 €.

Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole de par sa notoriété internationale, est une référence et un membre actif des réseaux européens. Deux déplacements pour promouvoir le programme Softlanding du BIC (International) ainsi que pour le classement UNI INDEX interviendront en 2019 pour un coût estimé à 3 000 €.

Il est proposé d'autoriser les déplacements ci-dessus pour les agents et les élus ainsi que la prise en charge aux frais réels des aspects logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus.

En conséquence, il est proposé au conseil de bien vouloir :

- autoriser les déplacements en Europe et aux Etats-Unis des agents et/ou des élus concernés ainsi que la prise en charge ou le remboursement aux frais réels des dépenses afférentes à ces déplacements dans la limite de 13 000 € ;
- dire que les crédits seront proposés au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72007-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Business Innovation Center (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole - Pépinières d'Entreprises (Cap Oméga - Cap Alpha) - Demande de subventions pour l'année 2019 - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Les deux pépinières d'entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole Cap Oméga et Cap Alpha, sous le label Business Innovation Center (BIC), permettent aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de trois ans de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et de conseils appropriés.

Le but est de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesses, et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour mener à bien cette mission, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises.

Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission de Cap Omega et de Cap Alpha, des consultants ou des partenaires institutionnels. Elles sont destinées aux porteurs de projets et dirigeants de jeunes entreprises afin de les aider notamment à acquérir les connaissances et outils nécessaires au pilotage de l'entreprise (marketing, management, gestion, droit, vente etc.).

Pour atteindre l'objectif visé et contribuer ainsi à la pérennisation de ces entreprises, Montpellier Méditerranée Métropole finance directement une partie de l'accompagnement des créateurs et fait appel aux financements susceptibles d'être versés sous forme de subventions par d'autres institutions compétentes en la matière (Union Européenne, Etat, Région, autres collectivités).

Dès lors, il convient de solliciter les plus larges subventions possibles auprès de ces organismes ou institutions compétents pour l'année 2019.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des institutions compétentes pour soutenir les actions menées par le BIC Cap Oméga - Cap Alpha pour l'année 2019,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-70494-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOUUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Organismes économiques extérieurs - Autorisation d'adhérer

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie de promotion du territoire au niveau local, national et international en s'appuyant sur des réseaux économiques. Elle a renforcé son positionnement afin de faciliter, au travers de ses réseaux, l'implantation et le développement d'entreprises sur le territoire de l'agglomération.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite favoriser la création d'emplois durables sur son territoire. Pour ce faire, le soutien à la création et à l'implantation d'entreprises, aux filières d'excellences et aux pôles de compétitivité est l'un des axes forts de sa politique de développement économique.

Afin d'amplifier sa stratégie de développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole adhère à des organismes économiques de référence en lien direct avec son positionnement et ses filières d'excellence dont il convient de renouveler la participation tous les ans.

Il est proposé l'adhésion aux organismes suivants :

- INBIA (National Business Incubation Association),
- EBN (Européen Bic Network),
- PFCa (Plate-forme départementale de la Création d'Activités),
- UBI INDEX,
- AEROSPACE VALLEY,
- SYNERSUD (Association fédérant en Languedoc-Roussillon les 19 structures d'accompagnement à la création et au développement d'entreprises innovantes).

Le montant de ces cotisations est estimé à 10 000 €.

- RETIS (Réseau français de l'innovation), pour un montant de 2 000 €,
- AGROPOLIS International, pour un montant de 38 113 €,
- ATOUT FRANCE (Agence pour le développement touristique), pour un montant de 12 000 €,
- TERRES EN VILLE (Association favorisant les échanges entre territoires urbains et périurbains), pour un montant de 3 600 €,
- Fédération des communes oléicoles, pour un montant de 500 €,
- Ville et Métiers d'Art, pour un montant de 8 000 €,
- Réseau des Collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES), pour un montant de 1 350 €,
- Alliance Ville Emploi (AVE) - Réseau des Clauses Sociales, pour un montant de 2 950 €,
- Conférence Nationale Permanente du Tourisme Urbain (CNPTU), pour un montant de 4 000 €,
- Association des Villes Universitaires de France (AVUF), pour un montant de 1 500 €.

En conséquence, il est demandé au conseil de bien vouloir :

- autoriser les adhésions aux organismes cités,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Mylène FOURCADE, M. Max LEVITA, Mme Chantal MARION, Mme Isabelle MARSALA, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72005-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle Emploi Hérault - Convention cadre - Avenant 2019 - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle emploi Hérault ont noué des partenariats afin de participer au développement économique, à l'emploi et à l'insertion sur le territoire métropolitain.

Ce partenariat fait l'objet d'une convention cadre signée le 16 mars 2018 dont les objectifs stratégiques sont de :

- faciliter le rapprochement entre l'offre et la demande d'emplois pour contribuer au développement des entreprises endogènes et lutter contre le chômage ;
- mieux vendre le potentiel offert par le territoire en matière de ressources humaines, afin notamment d'attirer de nouvelles entreprises créatrices d'emplois sur le territoire.

Grâce à son partenariat avec Pôle emploi, depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a pu accompagner une vingtaine d'entreprises avec des besoins particuliers en termes d'implantation ou de développement sur notre territoire.

Dans le cadre de la politique de prospection et d'implantation d'entreprises de la collectivité, un dossier complet est réalisé par les services de Montpellier Méditerranée Métropole, grâce à des données fines fournies par Pôle emploi, sur les compétences présentes localement, les salaires pratiqués, les aides à la formation et au recrutement possibles notamment.

Les entreprises qui s'implantent sont accompagnées dans leurs processus de recrutement en activant les outils et partenariats nécessaires, notamment en termes de formations préalables à l'embauche.

Les entreprises locales qui rencontrent des problématiques particulières de recrutement liées à leur développement bénéficient également d'un accompagnement individualisé.

Par ailleurs, Pôle emploi est partenaire des Rencontres pour l'Emploi que Montpellier Méditerranée Métropole organise deux fois par an : il participe à l'invitation des entreprises et demandeurs d'emploi, procède à l'enregistrement des offres d'emplois et effectue un suivi post-forum (une cinquantaine d'entreprises suivies à chaque édition).

En tant que signataire du *Contrat de Ville* de Montpellier Méditerranée Métropole, Pôle emploi est aussi un acteur important dans la co-construction des projets mis en œuvre dans le cadre du Podem (Projet pour le développement de l'emploi métropolitain), un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville 2015-2020, dans lequel la mobilisation de l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique tient une place centrale.

A cet effet, la mobilisation des entreprises signataires de la Charte Entreprises et Quartiers est importante, et nécessite l'accompagnement des entreprises qui s'engagent à recruter dans les quartiers prioritaires, pour accroître l'efficacité de ces engagements. Des outils spécifiques de pôle emploi notamment seront proposés.

Concernant les clauses sociales sur les marchés, un partenariat fixant les modalités de partenariat de Pôle emploi au sein de la Plateforme collaborative métropolitaine clauses sociales a également été mis en place depuis le 11 juin 2018.

Il est proposé de renouveler ce partenariat en 2019, en conservant les mêmes objectifs stratégiques à savoir : faciliter le rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi et participer au développement et à l'implantation des entreprises grâce à un accompagnement de qualité en termes de détection et valorisation des ressources humaines.

Les objectifs opérationnels proposés pour 2019 sont :

- réussir à satisfaire les offres de recrutement des entreprises nouvelles ou en développement, connues de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- mobiliser les dispositifs d'aides à l'embauche et de formation pour la requalification et l'adaptation à l'emploi ;
- participer à la diffusion et à la sélection de candidats pour les recrutements de la Métropole (hors recrutements par voie statutaire de fonctionnaires) ;
- apporter aux entreprises, dans le cadre de leurs projets d'implantation sur le territoire de la Métropole, des informations qui ont trait à leurs besoins de recrutement : notamment études de potentiel ressources humaines disponibles ;
- mobiliser l'offre de service de Pôle emploi en vue de l'accompagnement des conjoints de salariés, demandeurs d'emploi, arrivant sur le territoire de la Métropole.
- participer à des événementiels « emploi » sur la Métropole : Rencontres pour l'Emploi, forums et job-datings autour des filières stratégiques suivantes : numérique, santé, environnement, agro-alimentation, industries culturelles et créatives, commerce et artisanat ;
- favoriser l'insertion des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, notamment en lien avec les entreprises signataires de la Charte Entreprises et Quartiers et les actions retenues dans le cadre du programme opérationnel du Podem ;
- participer à la gestion des clauses sociales sur les marchés ;
- faciliter la circulation de l'information autour des services de Pôle emploi ainsi que les liens de Pôle emploi avec les services de la Métropole et les services des communes membres de la Métropole.

Un nouvel objectif opérationnel est fixé pour l'année 2019 :

- étudier l'opportunité d'intégrer l'interface de programmation applicative (API offres) de Pôle emploi sur le site de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette interface permet la mise à disposition de la base de données des offres d'emploi qui seront ensuite visibles sur le site de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant 2019 à la convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Pôle emploi,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-70928-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant_conv.Pole_emploi&3M_2019_v1.docx
- 2018_Convention cadre de partenariat_POLE EMPLOI.pdf
- 2018_Convention cadre de partenariat_POLE EMPLOI_ ANNEXES.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Cité intelligente - Chaire internationale sur les usages et pratiques de la ville intelligente - Université de Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est impliquée dans un processus de Cité intelligente depuis près de 10 ans, concomitamment à la labellisation EcoCité pour le projet « de Montpellier à la mer ». La Cité intelligente, composante clef du projet French Tech montpellierain, touche tous les piliers de la Métropole : la santé, le numérique, la mobilité, le développement économique, le tourisme, la culture, le commerce et l'artisanat... C'est résolument une approche transverse.

En partenariat avec les entreprises, les universités, les organismes de recherche et opérateurs d'État, Montpellier Méditerranée Métropole développe des solutions numériques pour améliorer les services et applications en direction de ses citoyens et usagers conformément aux orientations et principes fondateurs de la feuille de route adoptés par délibération n°13817 en date du 26 mai 2016.

Le numérique, puissant ressort pour penser l'action publique dans une perspective de maîtrise d'usage, doit permettre de garantir au citoyen une meilleure qualité de vie. La Cité intelligente renforce ainsi la dynamique d'innovation, notamment en matière d'adaptation au changement climatique et contribue activement au développement économique durable du territoire.

Dans ce contexte, l'École des sciences de la gestion (ESG) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), partenaire de la ville de Montréal, et l'Institut Montpellier Management (IMM) de l'Université de Montpellier créent une « Chaire internationale sur les usages et les pratiques de la ville intelligente ».

L'Université du Québec à Montréal (UQAM) est une université publique de langue française dont le rayonnement est international. L'originalité et les caractéristiques propres de ses programmes, sa recherche de pointe souvent axée sur les préoccupations sociales ainsi que ses innovations en création ont contribué à bâtir sa renommée. L'UQAM connaît un rayonnement international que ce soit en Europe, en Afrique, en Asie ou en Amérique du Sud. Classée 6ème Top Business School selon Eduniversal, l'ESG UQAM collabore déjà à l'international avec plus d'une centaine de partenaires universitaires notamment pour l'échange d'étudiants.

L'Institut Montpellier Management (IMM) de l'Université de Montpellier est composé du Montpellier Management (MOMA) qui regroupe plus de 60 formations diplômantes et près de 90 enseignants et enseignants chercheurs, 5 équipes de recherche et 4 chaires, et du Montpellier Recherche en Management (MRM), l'un des plus grands laboratoires français en management responsable et innovation (acteurs, connaissances et marchés) avec plus de 200 chercheurs.

La « Chaire internationale sur les usages et pratiques de la ville intelligente » au confluent des deux axes de recherche de l'MRM a pour ambition d'être un pôle d'expertise transversal dédié à la description, l'explication et la prédiction des nouveaux usages de la ville intelligente « servicielle », connectée et durable.

Il ne s'agit plus seulement de s'intéresser aux évolutions relatives aux objets technologiques (ex. internet des objets, applications, etc.), mais davantage d'investiguer les perceptions, les attitudes et les comportements des usagers-citoyens vis à vis des services et des solutions qui leur sont proposés au cœur de leur vie quotidienne.

Elle permettra :

- le développement et la diffusion de recherches de haut niveau par l'organisation et la participation à des conférences internationales, ainsi que la production d'articles scientifiques, de mémoires et de thèses,
- la contribution à la formation, notamment par l'accueil d'étudiants de cycles supérieurs au sein de la Chaire,
- la contribution à une compréhension approfondie des enjeux de la ville intelligente à travers ses réalisations sur les thématiques prioritaires,
- la participation au transfert des approches et des résultats de recherches à la société, notamment par son implication avec ses partenaires en entrepreneuriat.

La Chaire regroupera 8 axes de recherche transdisciplinaires s'intéressant aux différents enjeux des usages et pratiques de la ville intelligente :

- Axe 1 – Immeubles et habitats intelligents,
- Axe 2 – Transport et mobilité intelligents,
- Axe 3 – Gouvernance intelligente et durable,
- Axe 4 – Transition écologique (ressources et énergies intelligentes),
- Axe 5 – Technologies intelligentes,
- Axe 6 – Milieux de vie intelligents, durables et humains,
- Axe 7 – Commerce intelligent,
- Axe 8 – Économie intelligente.

Plusieurs niveaux de partenariats avec des collectivités ou leurs groupements, laboratoires et industriels sont proposés. La gouvernance de la chaire sera alors composée de 3 comités : de direction, scientifique et des partenaires.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter sa contribution à la « Chaire internationale sur les usages et les pratiques de la ville intelligente » et bénéficiera ainsi :

- d'un travail de veille continue afin de repérer et collecter les informations disponibles pertinentes à jour et fiables sur les usages de la ville intelligente, au niveau professionnel et académique,
- des informations et données recueillies et produites auprès des publics cibles : bulletins de veille, synthèses des tendances, livre blanc annuel sur les usages de la ville intelligente et d'impact, événements publics (petit-déjeuner/lunch/cocktail d'affaires, conférences, colloques) ; ateliers de pitches entre les chercheurs académiques et les entreprises afin de développer le maillage et le financement de projets ; ateliers de « job-dating » entre des entrepreneurs de la ville intelligente et des étudiants, formations, etc.
- et d'une visibilité renforcée sur les questions de ville intelligente.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter son soutien financier à l'Université de Montpellier, pour la réalisation du projet à hauteur de 35 000 euros TTC pour l'année 2019 dans le cadre de la signature d'une convention de partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier,
- autoriser le versement de 35 000 euros TTC à l'Université de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention de partenariat avec l'Université de Montpellier, et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71294-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention 3M-UM Chaire smart city (002).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

FINANCES



Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Perla DANAN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Patricia MIRALLES

Finances - Vote en Autorisations de Programme et Crédits de Paiement - Créations - Révisions - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L.5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP).

Par délibération n°M2018-282 du 20 juin 2018, la Métropole a par ailleurs adopté un nouveau règlement budgétaire et financier, consacré notamment à la gestion en AP/CP.

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 31 décembre 2018 à 541 193 544 € sur le budget principal et 38 485 883 € sur le budget annexe assainissement.

I. Créations de nouvelles autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2019 :

BUDGET PRINCIPAL :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP AU BP 2019
M19CARR01	AMENAGEMENT DE CARREFOUR RD610/RD24E2 AU DROIT DE LA ZAC DES CHATAIGNIERS	1 700 000
M19FRTC01	HALLE FRENCH TECH CAMBACERES	6 900 000
M19JTOU01	JALONNEMENT TOURISTIQUE	2 280 000
M19LIHT01	ENFOUISSEMENT LIGNES HT	9 918 419
M19METH01	DERNIERE PHASE USINE METHANISATION	1 888 517
M19OUVA01	Reprise des rampes de l'ouvrage d'art de l'aéroport	1 050 000
M19RD1701	RD17E11 PISTE CYCLABLE MONTFER	1 255 000
M19TRVS01	TRAVERSE DE SUSSARGUES	2 300 000
M19TRVS02	TRAVERSE DE RESTINCLIERES	1 760 000
	Somme :	29 051 936

BUDGET TRANSPORT :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP AU BP 2019
M19EXTLI1	EXTENSION LIGNE 1 TRAMWAY	41 958 779
M19ACCM01	SCHEMA DIRECTEUR ACCESSIBILITE MOBILITES	1 650 000
M19NBUS01	ACQUISITION DE NAVETTES ET BUS	22 582 000
M19TRAML5	LIGNE 5 DE TRAMWAY	418 092 281
	Somme :	484 283 060

BUDGET ASSAINISSEMENT :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP AU BP 2019
M19STEP03	STEP MURVIEL	1 732 100
M19STEP02	STEP SAINT GEORGES D'ORQUES 9700 EH	2 902 800
M19MAERA01	EXTENSION STEP MAERA	110 364 500
M19MAERA01	RES PRIM MAERA PR ARTIS ET ETUDE	4 280 000
M19MAERA01	RES PRIM MAERA CHOLET MAS ST-PIERRE	3 179 400
M19MAERA01	RES PRIM MAERA DO VERDANSON	2 120 500
	Somme :	124 579 300

II. Révisions des autorisations de programme et crédits de paiement votés dans le cadre du Budget Primitif 2019 :

BUDGET PRINCIPAL :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU- REMENT VOTEE	VARIATION AP AU BP 2019	AP AU BP 2019
AMECEB16	Aménagement Cadoule et Bérange 2016	1 804 912	820 450	2 625 362
AMELIT16	Aménagement Littoral 2016	2 572 650	765 000	3 337 650
AMEMTP16	Aménagement Montpellier 2016	12 337 381	4 670 000	17 007 381
AMEPEG16	Aménagement Piémonts et Garrigues 2016	1 126 309	905 607	2 031 915
AMEPLO16	Aménagement Plaine Ouest 2016	1 090 863	463 744	1 554 607
AMEVDL16	Aménagement Vallée du Lez 2016	2 437 329	709 856	3 147 185
DMOVEL18	Vélo Station Gare Saint-Roch	700 000	140 000	840 000
FONAMU03	OPERATIONS D'AMENAGEMENT A VOCATION ECO	21 025 620	2 645 481	23 671 102
FONAMU04	ROUTE DE LA MER	16 500 000	12 391 327	28 891 327
FONAMU05	Acquisitions foncières	21 449 554	11 103 014	32 552 568
NETMTP16	Environnement Montpellier 2016	3 055 937	1 771 416	4 827 353
SPOACC01	SPORTS ACCESSIBILITE EQUIPEMENTS	4 600 000	212 903	4 812 903
SPOPIS02	PISCINE HERACLES	11 492 042	271 699	11 763 741
VOICEB16	Voirie Cadoule et Bérange 2016	8 739 454	2 732 808	11 472 262
VOILIT16	Voirie Littoral 2016	10 359 806	3 416 891	13 776 697
VOIMTP16	Voirie Montpellier 16	53 597 211	21 850 000	75 447 211
VOIPEG16	Voirie Piémonts et Garrigues 2016	8 904 247	5 712 709	14 616 956
VOIPLO16	Voirie Plaine Ouest 16	9 373 165	3 009 000	12 382 165
VOIVDL16	Voirie Vallée du Lez	9 845 735	4 585 179	14 430 914
	Somme :	201 012 214	78 177 084	279 189 298

Les AP inchangées (détaillées en annexe) sont les suivantes :

BUDGET PRINCIPAL :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP VOTEE
CULACC01	ACCESSIBILITE CULTURE	7 349 718
CULALG01	MOCO	22 500 000
CULCRR01	CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL	37 562 000
CULFAB01	RESTAURATION OEUVRES MUSEE FABRE	1 628 945
CULIFZ17	INTEGRATION MEDIATHEQUE FELLINI A ZOLA	6 200 000
CULMED01	MEDIATHEQUE CASTELNAU	5 630 000
DEAFAB18	FABREGUES protection Coulazou	4 915 000
DEAGRA18	GRABELS protection Rieumassel	3 600 000
DEALAT18	Lattes protection basse vallée Mosson	3 591 000
DEASHD18	Schéma hydraulique Verdanson pont via domitia	3 600 000
DEASHV18	Schéma hydraulique Verdanson bassin Valsière	3 510 000
DEEESR01	CPER/ESRI UNIVERSITE ET PARTENARIATS	11 803 080
DEEPMI17	PACTE MEDITERRANEEN D'INNOVATION MONTPELLIER CAPITAL SANTE	3 590 000
DPVDEC18	Modernisation parc déchèteries Métropole	6 972 000
DPVDTR18	Extension renov centre tri DEMETER	20 175 396
DRICIN18	Cité intelligente	7 110 000
DRIEXT18	Extension du SDAN	3 333 333
DUHCNM01	CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER	80 838 298
DUHESR01	CPER/ESRI LOGEMENT ETUDIANT	2 554 043
DUHP1E18	Aides à la pierre sur fonds propres	16 800 000
M18CIME01	Création d'un cimetière intercommunal	44 400 000
M18CTEC01	Création d'un Centre technique métropolitain pour le pôle plaine Ouest	2 700 000
M18SBRN01	Aménagement av Nîmes à St-Bres	1 620 000
M18VEHI01	Mise à niveau parc véhicules DAT	2 000 000
MGBRES18	Raccordement réseaux électriques Mtp SRU	1 000 000
MGBSUR18	Travaux sûreté siège Métropole	300 000
NETVDL16	Environnement Vallée du Lez 2016	13 416
SPOCNN18	Réhabilitation Centre Nautique Neptune	14 240 000
SPOPAR01	Parc multiglisse Gérard Bruyère à Baillargues	14 000 000
TRAGSR01	GARE SAINT ROCH	6 645 100
	Somme :	340 181 330

BUDGET ASSAINISSEMENT :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP VOTEE
SDARES01	RESEAUX INTERCEP EST AMONT & POMPIGNANE	26 400 891
SDASTR03	STEP SUSS-ST GENIES & COURNONTERRAL	12 084 992
	Somme :	38 485 883

Le montant total des Autorisations de programme s'élèverait en conséquence à 648 422 564 € sur le budget principal, 484 283 060 € sur le budget annexe transport et 163 065 183 € sur le budget annexe assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création et la révision des autorisations de programme mentionnées ci-dessus,
- retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux joints en annexe,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 11 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72711-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe APCP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Perla DANAN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Arnaud MOYNIER

Finances - Budget primitif 2019 - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole du 21 décembre 2018, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code général des collectivités territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015.

Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du Budget Primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2019.

Ce budget se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL :

- Section de fonctionnement : **474 113 115 euros**

- Section d'investissement : **271 167 100 euros**

Total **745 280 215 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	40 191 992		40 191 992
931	Sécurité et salubrité publiques	18 425 586		18 425 586
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	98 185 251		98 185 251
934	Santé et action sociale	383 622		383 622
935	Aménagement des territoires et habitat	26 570 908		26 570 908
936	Action économique	14 251 801		14 251 801
937	Environnement	99 924 089		99 924 089
938	Transports	60 207 673		60 207 673
940	Impositions directes	21 571 655		21 571 655
943	Opérations financières	12 695 000		12 695 000
946	Transferts entre les sections		39 608 237	39 608 237
953	Virement à la section d'investissement		42 097 301	42 097 301
Total		392 407 577	81 705 538	474 113 115

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	14 828 465		14 828 465
931	Sécurité et salubrité publiques	518 000		518 000
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	10 291 640		10 291 640
934	Santé et action sociale	127 000		127 000
935	Aménagement des territoires et habitat	4 869 392		4 869 392
936	Action économique	4 095 836		4 095 836
937	Environnement	82 624 806		82 624 806
938	Transports	18 398 682		18 398 682
940	Impositions directes	200 252 976		200 252 976
941	Autres impôts et taxes	81 950 318		81 950 318
942	Dotations et participation	47 150 000		47 150 000
943	Opérations financières	6 000		6 000
946	Transferts entre les sections		9 000 000	9 000 000
Total		465 113 115	9 000 000	474 113 115

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	5 280 246		5 280 246
901	Sécurité et salubrité publiques	1 308 000		1 308 000
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	41 402 748		41 402 748
904	Santé et action sociale	20 000		20 000
905	Aménagement des territoires et habitat	43 791 126		43 791 126
906	Action économique	21 415 188		21 415 188
907	Environnement	20 439 932		20 439 932
908	Transports	66 569 860		66 569 860
921	Taxes non affectées	1 700 000		1 700 000
923	Dettes et autres opérations financières	54 140 000		54 140 000
925	Opérations patrimoniales		6 100 000	6 100 000
926	Transferts entre les sections		9 000 000	9 000 000
Total		256 067 100	15 100 000	271 167 100

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
901	Sécurité et salubrité publiques	80 000		80 000
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	4 088 993		4 088 993
905	Aménagement des territoires et habitat	13 228 310		13 228 310
906	Action économique	2 866 000		2 866 000
907	Environnement	2 101 120		2 101 120
908	Transports	14 358 601		14 358 601
921	Taxes non affectées	3 000 000		3 000 000
922	Dotations et participations	20 042 000		20 042 000
923	Dettes et autres opérations financières	119 256 585		119 256 585
954	Produits des cessions d'immobilisations	4 339 953		4 339 953
925	Opérations patrimoniales		6 100 000	6 100 000
926	Transferts entre sections		39 608 237	39 608 237
951	Virement de la section de fonctionnement		42 097 301	42 097 301
Total		183 361 562	87 805 538	271 167 100

Conformément à l'article L2311-7 du Code général des collectivités territoriales, l'attribution des subventions fera l'objet de délibérations distinctes et conformément à l'article L2313-1, une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est présente en annexe du rapport de présentation du budget.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2019 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE TRANSPORT :

- Section d'exploitation :	114 436 000 euros
- Section d'investissement :	123 314 372 euros
Total	237 750 372 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	555 400		555 400
012	Charges de personnel et frais assimilés	405 000		405 000
014	Atténuations de produits	100 000		100 000
65	Autres charges de gestion courante	64 946 520		64 946 520
66	Charges financières	12 750 000		12 750 000
67	Charges exceptionnelles	40 000		40 000
023	Virement à la section d'investissement		5 639 080	5 639 080
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		30 000 000	30 000 000
Total		78 796 920	35 639 080	114 436 000

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuations de charges	6 000		6 000
70	Ventes de produits	10 000		10 000
73	Produits issus de la fiscalité	89 400 000		89 400 000
74	Subventions d'exploitation	16 400 000		16 400 000
75	Autres produits de gestion courante	2 420 000		2 420 000
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		6 200 000	6 200 000
Total		108 236 000	6 200 000	114 436 000

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	50 000		50 000
16	Emprunts et dettes assimilées	82 800 000		82 800 000
20	Immobilisations incorporelles	355 000		355 000
21	Immobilisations corporelles	11 242 000		11 242 000
23	Immobilisations en cours	8 824 072		8 824 072
27	Créances diverses	8 941 700		8 941 700
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		6 200 000	6 200 000
041	Opérations patrimoniales		4 901 600	4 901 600
Total		112 212 772	11 101 600	123 314 372

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	82 773 692		82 773 692
021	Virement de la section d'exploitation		5 639 080	5 639 080
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		30 000 000	30 000 000
041	Opérations patrimoniales		4 901 600	4 901 600
Total		82 773 692	40 540 680	123 314 372

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2019 transport par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M43,
- autoriser Monsieur le Président Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT :

- Section d'exploitation : **28 269 530 euros**

- Section d'investissement : **27 722 000 euros**

Total **55 991 530 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	3 007 380		3 007 380
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 175 001		3 175 001
65	Autres charges de gestion courante	717 200		717 200
66	Charges financières	3 005 000		3 005 000
67	Charges exceptionnelles	505 000		505 000
023	Virement à la section d'investissement		8 743 949	8 743 949
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		9 116 000	9 116 000
Total		10 409 581	17 859 949	28 269 530

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuation de charges	193 500		193 500
70	Ventes de produits	22 702 200		22 702 200
74	Subventions d'exploitation	2 293 830		2 293 830
75	Produits divers de gestion courante	80 000		80 000
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		3 000 000	3 000 000
Total		25 269 530	3 000 000	28 269 530

INVESTISSEMENT - DÉPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	5 500 000		5 500 000
20	Immobilisations incorporelles	277 000		277 000
21	Immobilisations corporelles	135 000		135 000
23	Immobilisations en cours	18 810 000		18 810 000
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		3 000 000	3 000 000
Total		24 722 000	3 000 000	27 722 000

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	1 320 400		1 320 400
16	Emprunts et dettes assimilées	7 241 651		7 241 651
23	Immobilisations en cours	1 300 000		1 300 000
021	Virement de la section d'exploitation		8 743 949	8 743 949
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		9 116 000	9 116 000
Total		9 862 051	17 859 949	27 722 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2019 du Service d'Assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF :

- Section d'exploitation : **56 350 euros**

- Section d'investissement : **33 000 euros**

Total 89 350 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	6 850		6 850
012	Charges de personnel et frais assimilés	45 000		45 000
65	Autres charges de gestion courante	500		500
67	Charges exceptionnelles	1 000		1 000
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		3 000	3 000
Total		53 350	3 000	56 350

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	56 250		56 250
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		100	100
Total		56 250	100	56 350

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	30 000		30 000
21	Immobilisations corporelles	2 900		2 900
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		100	100
Total		32 900	100	33 000

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	30 000		30 000
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		3 000	3 000
Total		30 000	3 000	33 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2019 du Service Public d'Assainissement Non Collectif par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE PARKING :

- Section d'exploitation : **781 000 euros**

- Section d'investissement : **182 735 euros**

Total 963 735 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	491 415		491 415
012	Charges de personnel et frais assimilés	105 850		105 850
67	Charges exceptionnelles	1 000		1 000
023	Virement à la section d'investissement		182 735	182 735
Total		598 265	182 735	781 000

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	781 000		781 000
Total		781 000	0	781 000

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	182 735		182 735
Total		182 735	0	182 735

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		182 735	182 735
Total		0	182 735	182 735

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2019 parking par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE :

- Section d'exploitation : **1 482 050 euros**

- Section d'investissement : **529 520 euros**

Total **2 011 570 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	1 203 950		1 203 950
012	Charges de personnel et frais assimilés	96 000		96 000
014	Atténuations de produits	13 000		13 000
65	Autres charges de gestion courante	4 100		4 100
67	Charges exceptionnelles	165 000		165 000
Total		1 482 050	0	1 482 050

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuations de charges	120 000		120 000
74	Subventions d'exploitation	105 000		105 000
75	Produits divers de gestion courante	1 257 050		1 257 050
Total		1 482 050	0	1 482 050

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
20	Immobilisations incorporelles	199 520		199 520
21	Immobilisations corporelles	100 000		100 000
23	Immobilisations en cours	230 000		230 000
Total		529 520	0	529 520

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	131 800		131 800
16	Emprunts et dettes assimilées	397 720		397 720
Total		529 520	0	529 520

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2019 de l'Eau Potable par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 22 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 11 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72707-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport de présentation BP 2019 intégrant la note brève et synthétique règlementaire
- Maquette BP 2019 Budget Principal
- Maquette BP 2019 Budget Transports
- Maquette BP 2019 Budget Assainissement
- Maquette BP 2019 Budget SPANC
- Maquette BP 2019 Budget Parking
- Maquette BP 2019 Budget Eau Potable

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Perla DANAN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Véronique DEMON, Jean-Pierre GRAND, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Noël SEGURA

Finances - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2019

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

1) Attributions de subventions

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Fonctionnement		13 650 €
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	Fonctionnement		24 500 €
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	Projet	MONTPELLIER BEACH MASTERS WORLD TOUR	10 000 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement		292 500 €
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	Fonctionnement		27 800 €
1747	ASSOCIATION SPORTIVE CULTURELLE HOSPITALIERE TENNIS	Projet	TOURNOI INTERNATIONAL FEMININ	10 000 €
1848	CENTRE EQUESTRE MUNICIPAL MONTPELLIER GRAMMONT	Fonctionnement		40 000 €
3604	COMITE DEPARTEMENTAL DU JEU DE BALLE AU TAMBOURIN	Projet	GRAND PRIX MONTPELLIER 3M	2 000 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Projet	GALA INTERNATIONAL DE TAEKWONDO PAR EQUIPE- MONTPELLIER VS MONDE	8 000 €
3914	MONTPELLIER METROPOLE HOCKEY CLUB	Fonctionnement		248 000 €
4176	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE NATATION ARTISTIQUE	Fonctionnement		6 400 €
4380	AQUALOVE SAUVETAGE	Fonctionnement		8 050 €

4681	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE PATINAGE	Fonctionnement		75 000 €
4821	CLUB DES SUPPORTERS BLUE FOX DU MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement		9 000 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE MA2M	Fonctionnement		78 000 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE MA2M	Projet	MARATHON 2019	40 000 €
5443	SASU MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB SAS MHSC	Fonctionnement		1 174 797 €
5734	MONTPELLIER XIII	Fonctionnement		10 000 €
6488	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE SPORTS DE GLACE	Fonctionnement		25 000 €
6866	ARC LAT VEDAS MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement		3 900 €
6887	KARATE KICK BOXING LATTOIS METROPOLE	Fonctionnement		3 000 €
7125	COMITE DEPARTEMENTAL DE TENNIS DE L'HERAULT	Projet	OPEN MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - HERAULT	50 000 €
7155	KITE AND WINDSURF MAGUELONE	Projet	FESTIKITE	40 000 €
	COMITE D'ORGANISATION FRANCE VOLLEY	Projet	EUROVOLLEY 2019	125 000 €
TOTAL				2 324 597 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933.

2) Modifications d'attributions de subventions

Afin de permettre aux associations de fonctionner dès le début de l'année, une première subvention a été votée au Conseil de Métropole du 21 décembre 2018. Suite au vote du budget 2019 il y a lieu de modifier les attributions de subventions comme suit :

Code	Nom de la structure	Type	Montant affecté au conseil du 21 décembre 2018	Nouvelle attribution
128	MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement	250 000 €	630 000 €
864	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE CANOE KAYAK UC	Fonctionnement	25 000 €	58 500 €
917	MONTPELLIER VOLLEY-BALL UNIVERSITE CLUB (M.V.U.C)	Fonctionnement	100 000 €	879 940 €
950	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE U.C. NATATION	Fonctionnement	100 000 €	375 650 €
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	Fonctionnement	10 000 €	60 000 €
1850	MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement	300 000 €	900 000 €
1891	MONTPELLIER GRS	Fonctionnement	25 000 €	97 500 €
1928	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON MAT	Fonctionnement	15 000 €	25 950 €
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ASSOCIATION BLMA	Fonctionnement	150 000 €	940 000 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Fonctionnement	10 000 €	20 000 €
4319	MONTPELLIER WATER-POLO MWP	Fonctionnement	150 000 €	346 650 €
5368	MONTPELLIER RUGBY CLUB SASP	Fonctionnement	600 000 €	916 425 €
5442	SAS MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement	360 000 €	1 106 630 €
TOTAL			2 095 000 €	6 357 245 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions et des avenants;
- prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 8 681 842 €;
- approuver les conventions et les avenants ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 11 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72224-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- BP 2019 CONVENTION 3MCK UC.doc
- BP 2019 CONVENTION 3MNA.doc
- BP 2019 CONVENTION 3MTKD.doc
- BP 2019 CONVENTION 3MUC NATATION.doc
- BP 2019 CONVENTION AQUALOVE SAUVETAGE.doc
- BP 2019 CONVENTION ARC LAT VEDAS.doc
- BP 2019 CONVENTION ASCH TENNIS.doc
- BP 2019 CONVENTION ASSO MHB.doc
- BP 2019 CONVENTION ASSO MHSC VMF2.doc
- BP 2019 CONVENTION ASSO MRC.doc
- BP 2019 CONVENTION BEACH MASTERS.doc
- BP 2019 CONVENTION BEACH VOLLEY.doc
- BP 2019 CONVENTION BLMA.doc
- BP 2019 CONVENTION BLUE FOX.doc
- BP 2019 CONVENTION CD JEU DE BALLE AU TAMBOURIN 34.doc
- BP 2019 CONVENTION CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER GRAMMONT.doc
- BP 2019 CONVENTION COMITE DE TENNIS DE L'HERAULT.doc
- BP 2019 CONVENTION ECM.doc
- BP 2019 CONVENTION FESTIKITE.doc
- BP 2019 CONVENTION GALA INTERNATIONAL DE TAEKWONDO.doc
- BP 2019 CONVENTION KARATE KICK BOXING LATTOIS.doc
- BP 2019 CONVENTION MA2M Marathon de Montpellier.doc
- BP 2019 CONVENTION MA2M.doc
- BP 2019 CONVENTION MMF.doc

- BP 2019 CONVENTION MMMP.doc
- BP 2019 CONVENTION MMMSG.doc
- BP 2019 CONVENTION MONTPELLIER BASEBALL.doc
- BP 2019 CONVENTION MONTPELLIER GRS.doc
- BP 2019 CONVENTION MONTPELLIER METROPOLE HOCKEY CLUB.doc
- BP 2019 CONVENTION MONTPELLIER TRIATHLON.doc
- BP 2019 CONVENTION MONTPELLIER VOLLEY-BALL UC.doc
- BP 2019 CONVENTION MONTPELLIER WATER-POLO.doc
- BP 2019 CONVENTION MONTPELLIER XIII.doc
- BP 2019 CONVENTION SAS MHB.doc
- BP 2019 CONVENTION SASP MRC.doc
- BP 2019 CONVENTION SASU MHSC VMF.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Perla DANAN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Véronique DEMON, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT, René REVOL, Noël SEGURA

Finances - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ENVIRONNEMENT ET TRANSPORTS - Exercice 2019

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de la structure	Type	Montant
693	GIHP GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES LR	Fonctionnement	1 200 000 €
696	COMITE de LIAISON ET DE COORDINATION DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES ET MALADIES CHRONIQUES	Fonctionnement	10 000 €
4534	LE VIEUX BICLOU	Fonctionnement	4 000 €
TOTAL			1 214 000 €

Les crédits seront prélevés sur le budget annexe Transport, nature 6574, chapitre 65.

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
693	GIHP GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES LR	Projet	ACHAT DE VEHICULES	50 000 €

Les crédits seront prélevés sur le budget annexe Transport, nature 1318, chapitre 13.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 1 264 000 € ;
- approuver les conventions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Isabelle GIANIEL, Mme Régine ILLAIRE.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 11 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72239-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION ASSOCIATION LE VIEUX BICLOU.doc
- 2019 01 28_GIHP_CahierFonctionnement.pdf
- 2019 01 31_GIHP_ConvModifiée.doc
- Convention CLCPH 2019.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Perla DANAN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Véronique DEMON, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Laurent JAOU, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Noël SEGURA

Finances - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique POLITIQUE DE LA VILLE - Exercice 2019

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
705	ASSOCIATION GENERALE DES SOURDS DE MONTPELLIER	Projet	110 ANS DE L'ECHOMAGAZINE	500 €
1936	ROULE NATURE	Projet	PRATIQUES SPORTIVES POUR PERSONNES PORTEUSES DE HANDICAP	1 500 €
3675	ESSOR SAVOIRS ET PARTAGE	Projet	ARRIMAGE EN SCÈNE	1 000 €
3675	ESSOR SAVOIRS ET PARTAGE	Projet	VACANCES SPORTIVES "ALLEZ LES FILLES"	1 500 €
3901	HALTE POUCE	Projet	HALTE POUCE LOISIRS	2 000 €
TOTAL				6 500 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 934.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 6 500 € ;
- approuver les conventions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 11 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72242-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Modele convention d'attribution d'une subvention.pdf
- Convention d'attribution d'une subvention de fonctionnement 2019.docx
- Convention d'attribution d'une subvention pour un projet 2019.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Perla DANAN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Véronique DEMON, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Laurent JAOUL, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Noël SEGURA

Finances - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique URBANISME ET HABITAT - Exercice 2019

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
244	CONSOMMATION LOGEMENT ET CADRE DE VIE	Fonctionnement		6 900 €
244	CONSOMMATION LOGEMENT ET CADRE DE VIE	Projet	ACTION DE REPRESENTATION	1 000 €
650	GAMMES UNION DES ASSOCIATIONS DU CSP ESPOIR	Projet	MISSION DE MÉDIATION AUPRÈS DES GENS DU VOYAGE	20 000 €
1139	CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT FEDERATION DE L'HERAULT	Fonctionnement		2 100 €
3328	ADIL DE L'HERAULT	Fonctionnement		33 500 €
3328	ADIL DE L'HERAULT	Projet	CONTRIBUTION AU FINANCEMENT DE L'OBSERVATOIRE LOCAL DES LOYERS	15 000 €
4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	Fonctionnement		1 500 €
4904	HABITER ENFIN	Fonctionnement		1 200 €
4904	HABITER ENFIN	Projet	OBJECTIF LOGEMENT DÉCENT	600 €
5248	OCCITANIE MEDITERRANEE HABITAT (EX HABITAT SOCIAL OCCITANIE)	Fonctionnement		20 000 €
6839	COMPAGNONS BATISSEURS DU LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement		9 000 €
TOTAL				110 800 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 935

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 110 800 € ;
- approuver les conventions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Michèle DRAY-FITOUSSI.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 11 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72234-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention ADIL
- Convention OMH
- Convention CNL
- Convention Habiter Enfin
- Convention ANCB
- Convention CLCV
- Convention Habita et Humanisme

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Perla DANAN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Noël SEGURA, Joël VERA

Finances - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique CULTURE - Exercice 2019

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

1) Attributions de subventions

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
80	LES AMIS DU MUSEE FABRE AMF	Fonctionnement		4 000 €
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER CINEMED	Projet	41ÈME FESTIVAL CINEMED	440 000 €
146	AMIS DE L'ORGUE ET CHŒURS DE LA CATHEDRALE	Projet	MASTER CLASSE D'IMPROVISATION	2 500 €
149	ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE	Projet	LES HEURES MUSICALES DU TEMPS DE NOEL	1 000 €
149	ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE	Projet	MUSIQUE FRANCAISE CONTEMPORAINE	2 000 €
151	CHOEUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE	Fonctionnement		1 000 €
646	ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES ET AMIS DU CONSERVATOIRE NATIONAL DE REGION - APEC	Fonctionnement		800 €
1250	ASSOCIATION COREE'GRAPHIE	Projet	5EME FESTIVAL COREE D'ICI	9 500 €
1530	CLUB DE LA PRESSE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement		10 000 €
1788	LES NUITS DU CHAT	Fonctionnement		500 €
1893	ICI - CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER - OCCITANIE	Fonctionnement		80 000 €
2057	ARS MUSICA MONTPELLIER	Fonctionnement		2 000 €

2410	ALDEBARAN CREATION CONTEMPORAINE	Fonctionnement		9 000 €
2857	SINGULIER PLURIEL	Projet	MUJERES LIBRES	500 €
2957	LA BARONNIE DE CARAVETES ET LES AMIS DE LA BARONNIE	Fonctionnement		1 600 €
3022	REVUE SOUFFLES / LES ECRIVAINS MEDITERRANEENS	Fonctionnement		1 000 €
3745	ASSOCIATION CHRETIENS ET CULTURES	Projet	22IEME FESTIVAL DU CINEMA CHRÉTIEN	7 000 €
3746	ASSOCIATION UNI'IONS	Projet	LES JEUNES VOIX D'ARABESQUES	209 072 €
3891	ORCHESTRE SYMPHONIQUE UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	Projet	CONCERT GRATUIT	1 000 €
4265	ATTITUDE	Projet	BATTLE OF THE YEAR FRANCE 2019	27 080 €
4265	ATTITUDE	Projet	BATTLE OF THE YEAR INTERNATIONALE 2019	50 000 €
4967	ZIGZAGS ARBATZ ET COMPAGNIE	Projet	ZIGZAGS	1 000 €
5573	CNRS - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	Fonctionnement		71 150 €
6368	EFFETS STARS -	Projet	FESTIVAL EFFETS STARS	7 000 €
6466	CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES	Fonctionnement		13 300 €
6661	COMPAGNIE CORPS ITINERANTS	Projet	TRANSMUTATION	500 €
6860	KOA JAZZ FESTIVAL	Projet	KOA JAZZ FESTIVAL 12IEME ÉDITION	1 000 €
6918	ESPANA BAILA	Projet	FIESTA AL CAMPO 2019	6 000 €
6924	JETEZ L'ENCRE	Projet	21 IEME FESTIVAL INTERNATIONAL DE BD.	2 000 €
6930	ART MIXTE	Projet	FÊTE DU RAT	4 750 €
6936	LE REVEIL COUNONTERRALAIS	Projet	ANNIVERSAIRE DU 30EME FESTIVAL INTERNATIONALE DE MUSIQUE	1 000 €
7146	LES MUSES EN DIALOGUE	Fonctionnement		13 000 €
TOTAL				980 252 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal nature 65748, chapitre 933.

2) Modifications d'attributions de subventions

Afin de permettre aux associations de fonctionner dès le début de l'année, une première subvention a été votée au Conseil de Métropole du 21 décembre 2018. Suite au vote du budget 2019 il y a lieu de modifier les attributions de subventions comme suit :

Code	Nom de la structure	Type	Montant affecté au conseil du 21 décembre 2018	Nouvelle attribution
265	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER OONM	Fonctionnement	1 650 000 €	13 420 000 €
1620	LE PRINTEMPS DES COMEDIENS	Fonctionnement	150 000 €	1 372 382 €
1666	STAND'ART	Fonctionnement	34 500 €	166 250 €
1937	FOLIES LYRIQUES	Fonctionnement	120 000 €	413 741 €
2156	MONTPELLIER DANSE	Fonctionnement	305 000 €	1 538 050 €
6919	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE DE MONTPELLIER LR	Fonctionnement	100 000 €	333 340 €
TOTAL			2 359 500 €	17 243 763 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions et des avenants ;
- prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 18 224 015 € ;
- approuver les conventions et les avenants ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 17 voix

M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, M. Thierry BREYSSE, Mme Rosy BUONO, M. Renaud CALVAT, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Perla DANAN, Mme Titina DASYLVA, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jérémie MALEK, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique PEREZ, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 11 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72220-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCP 3M Avenant-type Subventions 2019.pdf
- DCP 3M Convention Subventions Fonctionnement 2019.pdf
- DCP 3M Convention Subventions Projet 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Noël SEGURA, Joël VERA

Finances - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique RESSOURCES HUMAINES - Exercice 2019

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

1) Attributions de subventions

Code	Nom de la structure	Type	Montant
6888	AMICALE DES RETRAITES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement	2 200 €

Les crédits prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 930

2) Modifications d'attributions de subventions

Afin de permettre aux associations de fonctionner dès le début de l'année, une première subvention a été votée au Conseil de Métropole du 21 décembre 2018. A la suite du vote du budget 2019 il y a lieu de modifier les attributions de subventions comme suit :

Code	Nom de la structure	Type	Ancien Montant	Nouvelle attribution
6922	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE MONTPELLIER 3M	Fonctionnement	180 000 €	769 169 €

Les crédits prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 930

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions et des avenants ;
- prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 771 369 € ;
- approuver les conventions et des avenants ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Rosy BUONO, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Régine ILLAIRE, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 11 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72228-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MODELE AVENANT
- modèle convention.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Noël SEGURA, Joël VERA

Finances - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - Exercice 2019

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

1) Attributions de subventions

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
33	AXENTS LE TREMPIN DES ENTREPRENEURS	Fonctionnement		12 500 €
36	INSTITUT DE L'AUDIOVISUEL ET DES TELECOMM EN EUROPE IDATE	Projet	DIGIWORLD SPRING SESSION 2019	22 500 €
77	COMIDER - COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE REGIONALE	Projet	MARKHETON DE L'EMPLOI	4 800 €
576	INFORMATIQUE PLUS	Projet	CHANTIER D'INSERTION REVALORISATION DU MATÉRIEL INFORMATIQUE	15 000 €
576	INFORMATIQUE PLUS	Projet	NUMÉRIQUE @T WORK	25 000 €
697	APSH 34 - ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	Fonctionnement	HANDIJOB	6 000 €
729	ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE	Fonctionnement		11 000 €
1599	PASSERELLES-INSERTION	Projet	CHANTIER D'INSERTION ATELIER MÉCANIQUE ET AIDE À LA MOBILITÉ	15 000 €
2725	CREER - MAISON DES CHOMEURS	Fonctionnement		9 000 €
3087	FORMATION CAP EMPLOI FOR CE	Projet	CHANTIER D'INSERTION DU BATIMENT SECOND OEUVRE AU FEMININ	15 000 €
5648	PLATE-FORME DE LA CREATION D'ACTIVITES DE L'HERAULT	Projet	ANIMATION ET PROFESSIONNALISATION DES ACTEURS DE L'ACCOMPAGNEMENT	10 000 €
5748	RACINES SUD	Fonctionnement		7 000 €

6897	CHAMBRE REGIONALE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE OCCITANIE	Projet	DÉVELOPPEMENT ET PROMOTION DE L'ESS RÉGIONALE	10 000 €
6913	AIRDIE	Projet	SOUTIEN À L'ACCOMPAGNEMENT ET AU FINANCEMENT DES ENTREPRISES DE PROXIMITÉ	65 000 €
6926	CREALAD	Fonctionnement		30 000 €
6938	CENTRE DE RESSOURCES DES GROUPEMENTS D'EMPLOYEURS REGION OCCITANIE	Fonctionnement		5 000 €
6951	INITIATIVE MONTPELLIER PIC SAINT-LOUP	Fonctionnement		30 000 €
6955	ATELIERS D'ART DE FRANCE	Projet	SALON OB'ART MONTPELLIER	38 000 €
6986	PUSH START SUD	Fonctionnement	PLAN D'ACTION 2018/2019	6 000 €
TOTAL				336 800 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 936.

2) Modifications d'attributions de subventions

Afin de permettre aux associations de fonctionner dès le début de l'année, une première subvention a été votée au Conseil de Métropole du 21 décembre 2018.

A la suite du vote du budget 2019 il y a lieu de modifier les attributions de subventions comme suit :

Code	Nom de la structure	Type	Ancien Montant	Nouvelle attribution
1553	MISSION LOCALE DES JEUNES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement	317 090 €	633 090 €
4115	OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement	1 147 414 €	2 279 830 €
TOTAL			1 464 504 €	2 912 920 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 936.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions et des avenants ;
- prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 3 249 720 € ;
- approuver les conventions et les avenants ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Fabien ABERT, M. Thierry BREYSSE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Eric PENSO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 11 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72231-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention CREER
- Convention COMIDER
- Convention CREALEAD.pdf
- Convention AXENTS
- Convention APSH34
- Convention ADIE
- Convention PFCA34
- Convention Passerelle Mecam
- Convention Informatique Revalorisation
- Convention Informatioque Num@work
- Convention IMPSL

- Convention FORCE
- Convention CRGE
- Convention AAF
- Convention AIRDIE.pdf
- Convention CRESS.pdf
- Convention IDATE.pdf
- Convention Push Start 2019 .pdf
- Convention 2019 RACINES SUD.pdf
- avenant_MLJ3M_fonctionnement_ BP 2019_vf.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Noël SEGURA, Joël VERA

Finances - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique TRANSITION ENERGETIQUE - Exercice 2019

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de la structure	Type	Montant
4431	LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX LPO 34	Fonctionnement	5 000 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 935

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 5 000 € ;
- approuver les conventions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Pierre DUDIEUZERE.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 11 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72249-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MODELE CONVENTION.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Noël SEGURA, Joël VERA

Finances - Reports d'affectations de subventions votées sur des exercices antérieurs - Exercice 2019

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution du budget de fonctionnement 2018, certaines subventions n'ont pu être versées sur l'exercice. Ces subventions concernent notamment des projets nécessitant la production, par la structure subventionnée, des éléments définitifs du dossier. Ces crédits peuvent faire l'objet d'un report.

Il est donc proposé au Conseil de Métropole de réaffecter ces montants de subventions de fonctionnement aux structures bénéficiaires suivant la liste ci-dessous et de proroger pour un an la convention :

Dans le cadre de la thématique ENVIRONNEMENT ET TRANSPORTS :

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant à reporter
244	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE DE MONTPELLIER CLCV	Fonctionnement		4 000 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	Projet	ACQUISITION D'UN BIO- COMPOSTEUR	3 000 €
TOTAL				7 000 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 937

Code	Nom de la structure	Type	Montant à reporter
793	AMICALE DES RETRAITES DES TRANSPORTS URBAINS DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 220 €

Les crédits seront prélevés sur le budget annexe Transports, nature 6574, chapitre 65.

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant à reporter
666	SECOURS CATHOLIQUE	Projet	ACTION DE SOLIDARITE INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DE L'EAU POTABLE	2 600 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN TERRITOIRES DE MONTPELLIER	Projet	ACTION DE SOLIDARITE INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DE L'EAU POTABLE	6 744,40 €
3512	PLATE FORME HUMANITAIRE SOLIDARITE HERAULT	Projet	ACTION DE SOLIDARITE INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DE L'EAU POTABLE	16 865,60 €
6497	EAU POUR LA VIE	Projet	ACTION DE SOLIDARITE INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DE L'EAU POTABLE	10 464 €
6518	EAU DE LA	Projet	ACTION DE SOLIDARITE INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DE L'EAU POTABLE	400 €
	MIGRATIONS SOLIDARITE ET DEVELOPPEMENT DURABLE	Projet	ACTION DE SOLIDARITE INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DE L'EAU POTABLE	5 980 €
	ASSOCIATION EAU VIVE	Projet	ACTION DE SOLIDARITE INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DE L'EAU POTABLE	6 400 €
	COMMUNE DE MONTAUD	Projet	ACTION DE SOLIDARITE INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DE L'EAU POTABLE	4 000 €
TOTAL				53 454 €

Les crédits seront prélevés sur le budget annexe Assainissement, nature 6743, chapitre 67.

Dans le cadre de la thématique SPORTS:

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant à reporter
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	Fonctionnement		1 500 €
788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION	Projet	J'APPRENDS A NAGER	1 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Fonctionnement		1 500 €
4380	AQUALOVE SAUVETAGE	Projet	J'APPRENDS A NAGER	1 000 €
4861	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE PATINAGE	Fonctionnement		55 000 €
	US GRABELS TAMBOURIN	Projet	Manifestation	1 000 €
	LE TRIDENT SAINT GENIES	Fonctionnement		20 000 €
	LE JOUJOU DU CRES	Projet	COURSE CAMARGUAISE TROPHÉE TAURIN	1 000 €
TOTAL				82 000 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 933.

Dans le cadre de la thématique CULTURE:

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant à reporter
146	AMIS DE L'ORGUE ET CHŒURS DE LA CATHEDRALE	Fonctionnement		1 000 €
151	CHOEUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE	Fonctionnement		1 000 €
227	THEATRE TALHERS PRODUCTION LA RAMPE T.I.O	Fonctionnement		28 000 €
2057	ARS MUSICA MONTPELLIER	Fonctionnement		1 000 €
3104	ETRE EN SCENE	Fonctionnement		2 000 €
4967	ZIGZAGS ARBATZ ET COMPAGNIE	Fonctionnement		1 500 €
5052	COMPAGNIE AUTRE MINA	Fonctionnement		10 000 €
5505	COMPAGNIE MOUVEMENTS PERPETUELS	Fonctionnement		2 000 €
5573	CNRS - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	Fonctionnement		71 150 €
6250	MONTPELLIER ACCORDEON	Projet	FESTIVAL ACCORDEON PLURIEL	1 800 €
	L'INTERNOTE	Projet	ECOLE INTERCOMMUNALE DE MUSIQUE	4 900 €
TOTAL				124 350 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 933.

Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant à reporter
COMMUNE DE CASTRIES	Projet	ECOLE DE MUSIQUE DE CASTRIES	10 098 €
COMMUNE DE JUVIGNAC	Projet	ECOLDE DE MUSIQUE DE JUVIGNAC	11 168 €
COMMUNE DE PEROLS	Projet	ECOLE DE MUSIQUE DE PEROLS	18 062 €
COMMUNE DE SUSSARGUES	Projet	ECOLDE DE MUSIQUE DE SUSSARGUES	5 038 €
COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS	Projet	ECOLE DE MUSIQUE DE SAINT JEAN DE VEDAS	17 436 €
TOTAL			61 802 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 657341, chapitre 933.

Dans le cadre de la thématique POLITIQUE DE LA VILLE:

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant à reporter
5097	LES ENFANTS D'HELENE	Fonctionnement		3 000 €
6536	ASSOCIATION SOUTIEN ET AIDE	Projet	AMUSONS-NOUS ENSEMBLE	300 €
TOTAL				3 300 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 934.

Nom de la structure	Type	Montant à reporter
CONSEIL CITOYENS VERT BOIS	Fonctionnement	3 000 €
CONSEIL CITOYENS POMPIGNANE	Fonctionnement	3 000 €
CONSEIL CITOYENS LEMASSON	Fonctionnement	3 000 €
CONSEIL CITOYENS GELY	Fonctionnement	3 000 €
CONSEIL CITOYENS CEVENNES	Fonctionnement	3 500 €
CONSEIL CITOYENS PAS DU LOUP - VAL DE CROZE	Fonctionnement	3 500 €
CONSEIL CITOYENS PETIT BARD - PERGOLA	Fonctionnement	3 500 €
CONSEIL CITOYENS MOSSON - HAUT DE MASSANE	Fonctionnement	3 500 €
CONSEIL CITOYENS MOSSON – PAILLADE ET CELLENEUVE	Fonctionnement	4 000 €
TOTAL		30 000 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 935

Dans le cadre de la thématique URBANISME ET HABITAT :

Code	Nom de la structure	Type	Montant à reporter
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE OCCITANIE	Fonctionnement	2 000 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 935.

Dans le cadre du FONDS D'AIDE AUX JEUNES:

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant à reporter
369	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	Projet	ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUES JEUNES DE 18 A 25 ANS	1 200 €
1553	MISSION LOCALE DES JEUNES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Projet	POINT D'ECOUTE JEUNES QUARTIER MOSSON	2 500 €
2142	ASSOCIATION POUR L'INSERTION DES JEUNES PAR L'EMPLOI APIJE	Projet	PLATE FORME DE MOBILITE	900 €
3090	INITIATIVE SOLIDARITE SITUATIONS URGENCE SOCIALE - ISSUE	Projet	ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES JEUNES DE 18 A 25 ANS	14 000 €
4388	LE PASSE MURAILLE	Projet	CHANTIERS CITOYENS	4 000 €
4703	AMICALE DU NID	Projet	ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES EN SITUATION DE RISQUES PROSTITUTIONNEL	2 800 €
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	Projet	ACTION DE RE MEDIATION LINGUISTIQUE	5 200 €
	CHRS ELISABETH BOUISSONNADE	Projet	ACCUEIL ET ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES FILLES VICTIMES DE MARIAGES FORCES	2 604,40 €
	CODES 34	Projet	UNITES MOBILISES D'ADDICTOLOGIE	1 072,40 €
	POINT ECOUTE PARENTS ADOLESCENTS PEPA	Projet	POINT ECOUTE PARENTS ADOLESCENTS	3 264 €
TOTAL				37 540,80 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 934.

Dans le cadre de la thématique TRANSITION ENERGETIQUE :

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant à reporter
372	DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE ET DURABLE	Projet	APPEL A PROJET ASSOCIATION A ENERGIE POSITIVES	1 500 €
1347	ECOHABITONS ! POUR UN HABITAT BIO-CLIMATIQUE, ECOLOGIQUE, ET GROUPE AUX ENVIRONS DE MONTPELLIER	Projet	APPEL A PROJET ASSOCIATION A ENERGIE POSITIVES	1 000 €
TOTAL				2 500 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 935.

Dans le cadre de la thématique DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE :

Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant à reporter
CORALYS EVENEMENTS	Projet	CONGRES JURISUP	1 500 €
ISTS 2015 IMAGERIE DU SEIN P	Projet	CONGRES TOMOSYNTHESE MAMMAIR	4 000 €
SOCIETE FRANCAISE DE MEDECINE	Projet	CONGRES SOFMER	10 000 €
IAE MONTPELLIER	Projet	CONGRES DAVOS	1 000 €
UNIVERSITE DE MONTPELLIER	Projet	CONGRES SYMPOSIUM	1 500 €
UNIVERSITE DE MONTPELLIER	Projet	CONGRES AVENIR DE L'EAU	1 500 €
VOIR EN MEDITERRANEE	Projet	CONGRES PLANETE RETINE	2 500 €
LES NEGOCIALES	Projet	CONGRES LES NEGOCIALES	1 000 €
UNIVERSITE DE MONTPELLIER	Projet	ENTREPRENEURIAT DURABLES	2 000 €
IAE MONTPELLIER	Projet	CONGRES DAVOS DES PME	500 €
SOCIETE DE BIOLOGIE	Projet	CONGRES TRANSVERSALITE	1 000 €
UNIVERSITE DE MONTPELLIER	Projet	REMISE DIPLOMES POLYTECH	1 000 €
XTREM UP	Projet	XTREM'UP	4 000 €

UNIVERSITE DE MONTPELLIER	Projet	CONGRES 16E SEMINAIRE EAU	1 000 €
AFAS	Projet	CONGRES MTP ET LA SC	1 000 €
UNIVERSITE MPT III P VALERY	Projet	CONGRES RITUELS	700 €
ACADEMIE SCIENCES LETTRES MT	Projet	CONGRES ALEMBERT	1 000 €
UFR STAPS MONTPELLIER	Projet	CONGRES UFR STAPS	1 000 €
ASS DES INGENIEURS TERRITORIAUX	Projet	"RNIT"	15 000 €
MAISON DE MONTPELLIER A CHENGDU	Fonctionnement		20 000 €
AGROPOLIS INTERNATIONAL	Projet	CPER - ESRI	37 500 €
AGROPOLIS INTERNATIONAL	Projet	CPER AGROPOLIS	75 000 €
COMUE LR UNIVERSITES	Projet	COMUE-LRU MSH SUD	37 500 €
COMUE LR UNIVERSITES	Projet	COMUE LRU COLLEGE DOCTORAL	7 500 €
COMUE LR UNIVERSITES	Projet	COMUE LRU PEPITE LR	5 000 €
INRA CENTRE DE MONTPELLIER	Projet	INRA THESE CIFRE	7 111 €
CIRAD	Fonctionnement		5 000 €
INRA CENTRE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		5 000 €
MONTPELLIER SUP AGRO	Fonctionnement		5 000 €
UNIVERSITE DE MONTPELLIER	Projet	LABEX ENTREPRENDRE	10 000 €
CHBRE PROF CONSEILS ENTREPRISE	Fonctionnement		2 500 €
LEADER OCCITANIE	Fonctionnement		2 500 €
CHU MONTPELLIER	Projet	EXTRACTEUR INNOV.CHU	40 000 €
ASSOCIATION METROPOLES DU SUD	Projet	CONGRES SYMPOSIUM	1 500 €
ASSOCIATION BIOTRACE	Projet	CONGRES BIO-CONCEPTION INNOV	500 €
UNIVERSITE DE MONTPELLIER	Projet	CONGRES EAU POLYTECH	2 000 €
SIG LR	Projet	CONGRES OPENIG	1 000 €
IRSTEA	Projet	CONGRES SFPT TELEDETECTION	500 €
UNIVERSITE DE MONTPELLIER	Projet	CONGRES METMA IX	500 €
UNIVERSITE DE MONTPELLIER	Projet	CONGRES 3° EDITION CONF BALARD	1 000 €
UNIVERSITE DE MONTPELLIER	Projet	CONGRES OBSERVATOIRES ETS	500 €
AGROPOLIS INTERNATIONAL	Projet	CONGRES EVOLUTION 2018	10 000 €
CNRS REGION LANGUEDOC ROUSSE	Projet	CONGRES EMBO - PIWI PROTEINS	1 000 €

CIRAD	Projet	CONGRES IUFRO-EUCALYPTUS 2018	2 000 €
UNIVERSITE DE MONTPELLIER	Projet	CONGRES JOURNEE SIRIC CANCER	1 000 €
FORMAELIV	Projet	CONGRES FORMAELIV	1 000 €
INRA CENTRE DE MONTPELLIER	Projet	CONGRES IPMB 2018	20 000 €
APF OCCITANIE	Projet	CONGRES PARALYSES DE FRANCE	20 000 €
STE FRANCAISE SANTE ET ENVIR	Projet	CONGRES SFSE 2018	1 000 €
STE REG SANTE PUBLIQUE LANGU	Projet	CONGRES SRSP-ENVIRONNEMENT URBAIN	1 000 €
SALON DE L'ECOLOGIE	Projet	CONGRES SALON ECOLOGIE 2018	1 000 €
SOCIETE FRANCOPHONE DE TABAC	Projet	12°CONGRES TABACOLOGIE	2 000 €
PROMOTION FLUX TOURISTIQUES	Projet	MARKETING TOURISTIQUE	75 000 €
GEMINI WAY	Fonctionnement		5 600 €
LE PASSE MURAILLE	Projet	CHANTIER INSERTION BERGE FLUVIAL	15 000 €
INITIATIVE MPT PIC ST LOUP	Fonctionnement		9 000 €
INFORMATIQUE PLUS	Projet	CHANTIER D'INSERTION	4 500 €
CREA LEAD	Projet	COUVEUSE ACTIVITE	9 000 €
ADIE	Fonctionnement		11 000 €
AIRDIE	Fonctionnement		50 000 €
INITIATIVE MPT PIC ST LOUP	Fonctionnement		21 000 €
URSCOP LR	Fonctionnement		6 000 €
CRES LR	Fonctionnement		4 500 €
FACE HERAULT	Fonctionnement		6 500 €
PASSERELLES	Projet	CHANTIER MECANIQUE	4 500 €
INITIATIVE MPT PIC ST LOUP	Projet	PROJETS AFE-PRET QUARTIER	4 000 €
MEILLEURS OUVRIERS DE FRANCE	Fonctionnement		3 000 €
AIRDIE	Projet	AFE 2018	2 000 €
KAINA	Projet	POLI VILLENUMERIQUE	2 000 €
ADIE	Projet	AFE 2018 MICROCREDIT	3 000 €
FORCE	Projet	CHANTIER BAT FEMININ	5 000 €
INFORMATIQUE PLUS	Projet	NUMERIQUE@WORK 2018	7 000 €
AXENTS	Projet	FABRIQUE ENTREPRENDRE	20 000 €
VIA VOLTAIRE	Fonctionnement		3 500 €
CONTEXT ART	Fonctionnement		5 000 €
AXENTS	Projet	AXENTS AFE-Aide création act	7 850 €

PFCA 34	Projet	PFCA	10 000 €
CHAMBRE DE METIERS DE L'HERAULT	Projet	CMA34 PARCOURS ACCOMP QPV2	6 000 €
AIRDIE	Fonctionnement		4 500 €
AIRDIE	Projet	ACC ENTREPRISES	6 000 €
LE PASSE MURAILLE	Fonctionnement		5 000 €
CHAMBRE DE METIERS DE L'HERAULT	Projet	CMA PROF ACTIFS QPV	2 500 €
AEDE BGE MONTPELLIER	Fonctionnement		5 800 €
SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR	Fonctionnement		1 500 €
TOTAL			703 561 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 936.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider du report de l'affectation des subventions de fonctionnement indiquées ci-dessus pour un montant total de 1 108 727,80 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout doucement relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

M. Guy BARRAL, Mme Sabria BOUALLAGA, M. Thierry BREYSSE, Mme Perla DANAN, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Sonia KERANGUEVEN, M. Max LEVITA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Chantal MARION, Mme Béatrice MICHEL, M. Gilbert PASTOR, M. Philippe SAUREL, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Annie YAGUE, M. Rabii YOUSSEUS.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 11 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72252-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Julie FRÊCHE

Hors commission - Élection du 19ème Vice-Président

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole est appelé à élire le 19^{ème} Vice-Président, membre du Bureau, à la suite du non maintien de Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans ses fonctions de Vice-Président, par délibération n°M2018-593 du 3 décembre 2018.

Conformément aux articles 2122-14 et 15 du Code général des collectivités locales, il convient donc de procéder à l'élection d'un nouveau Vice-Président sur le poste déclaré vacant.

L'ordre d'élection des membres du Bureau constitue l'ordre du tableau.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2122-7 et L.5211-2, chaque membre du Bureau doit être élu au scrutin uninominal majoritaire à trois tours. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à l'élection à bulletin secret et au scrutin uninominal majoritaire à trois tours, du nouveau 19ème Vice-Président ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Président propose de procéder au vote pour l'élection du 19^{ème} Vice-Président.

Il propose la candidature de Monsieur Jean-Luc SAVY.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

1^{er} tour de scrutin

Présents (émargement) : 87

Votants : 84

Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire, articles L65 et L66 du Code électoral) : 10

Bulletins blancs : 14

Suffrages exprimés : 60

Majorité absolue : 31

Suffrages obtenus :

Monsieur Jean-Luc SAVY: 60 voix.

Monsieur Jean-Luc SAVY ayant obtenu 60 voix, est élu à la majorité des suffrages exprimés.

A l'issue de la proclamation de ces résultats, le Président prononce la clôture de ces opérations de vote.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190131-72245-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Joël VERA

Hors commission - Chambre Régionale des Comptes Occitanie - SAEML SERM - Rapport d'Observations Définitives

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Chambre Régionale des Comptes a transmis à la Métropole son rapport d'observations définitives concernant le contrôle des comptes et de la gestion de la SAEML SERM.

En application de l'article L.243-6 du Code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie concernant le contrôle des comptes et de la gestion de la SAEML SERM au cours des exercices 2011 à 2017 fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 31 janvier 2019, est joint à la convocation adressée à chacun de ses membres et doit donner lieu à un débat en séance.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'inscription à l'ordre du jour de cette séance du rapport de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie sur le contrôle des comptes et de la gestion de la SAEML SERM pour les exercices 2011 à 2017,
- prendre acte de la transmission du rapport précité, joint à la présente affaire et à la convocation,
- prendre acte du débat relatif à ce rapport,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte.

Le Conseil prend acte du rapport.

Ne prennent pas part au débat : 3 voix.

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72109-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ROD2SERM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Joël VERA

Hors commission - Chambre Régionale des Comptes Occitanie - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SFMA - Rapport d'Observations Définitives

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Chambre Régionale des Comptes Occitanie a transmis à Montpellier Méditerranée Métropole son rapport d'observations définitives concernant le contrôle des comptes et de la gestion de la SAEML SFMA.

En application de l'article L.243-6 du Code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie concernant le contrôle des comptes et de la gestion de la SAEML SFMA sur les exercices 2013 à 2016, fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 31 janvier 2019, a été joint à la convocation adressée à chacun de ses membres, et doit donner lieu à débat en séance.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'inscription à l'ordre du jour de cette séance du rapport de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie sur le contrôle des comptes et de la gestion de la SAEML SFMA sur les exercices 2013 à 2016,
- prendre acte de la transmission du rapport précité, joint à la présente affaire et à la convocation,
- prendre acte du débat relatif à ce rapport,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte.

Le Conseil prend acte du rapport.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190131-72053-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ROD CRC SAEML SFMA.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Joël VERA

Hors commission - Société GOOGLE FRANCE - Principe de mise à disposition de l'Espace French Tech - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur du numérique et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Cette politique a favorisé l'émergence d'entreprises performantes dans le secteur du numérique.

Les actions de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur du numérique et de l'entrepreneuriat innovant ont constitué une composante essentielle de la candidature à la labellisation des Métropoles French Tech en 2014, qui a induit le portage du dossier de candidature par Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis la labellisation French Tech en novembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole porte l'équipe opérationnelle French Tech et coordonne l'action de l'écosystème.

En parallèle, et afin de se doter de structures permettant l'accueil d'entreprises innovantes, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont convenu, au bénéfice de cette dernière, de la mise à disposition d'une partie des locaux de l'ancien Hôtel de Ville, situé sur la commune de Montpellier, 1 Place Francis Ponge, pour une durée de 6 ans.

Dans ce cadre, et en attendant la construction prochaine du bâtiment dédié à l'innovation sur le quartier de Cambacérès, la Métropole a donc souhaité, pour accompagner cette dynamique, mettre dès à présent à disposition de la communauté French Tech et des acteurs de l'innovation une partie des locaux de l'Hôtel French Tech (ancien Hôtel de Ville), ainsi que l'espace, baptisé ESPACE FRENCH TECH, situé au rez-de-chaussée du bâtiment.

Les entreprises de l'écosystème French Tech de Montpellier utilisent régulièrement ce lieu pour y organiser des manifestations, ateliers, rencontres professionnelles, voire occasionnellement destinées à un public plus large (scolaires pour des jours autour des métiers de l'innovation, grand public dans le cadre d'expositions, demandeurs d'emploi, etc.).

Il est devenu un symbole fort de la dynamique innovante locale.

La société GOOGLE FRANCE a choisi d'implanter un atelier numérique à Montpellier. Ce dispositif se veut un espace de vie dédié au numérique, pour se former et s'inspirer. Concrètement, il vise à accompagner un large public (étudiants, parents, gérants de PME ou d'association...) vers une meilleure maîtrise des outils numériques et innovants.

Des formations (gratuites), en groupe ou individuelles, seront dès lors assurées, en lien avec des partenaires publics et privés montpelliérains, restant à préciser. Ces formations ont pour objectif :

- d'aider les professionnels à réussir leurs projets grâce au numérique,
- d'améliorer l'utilisation d'Internet au quotidien de 7 à 77 ans,
- de favoriser les échanges et l'innovation entre les publics, entre les générations,
- de co-construire et co-animer avec les acteurs locaux.

De par ces ateliers, la société GOOGLE FRANCE souhaite s'inscrire dans une démarche partenariale avec les acteurs de l'écosystème French Tech de Montpellier : les entreprises montpelliéraines seront des acteurs clés qui interviendront dans le cadre des ateliers pour permettre à tous les publics de s'approprier les outils numériques et/ou de profiter au mieux des services disponibles grâce à ces outils.

A cette fin, GOOGLE FRANCE a sollicité auprès de Montpellier Méditerranée Métropole la mise à disposition d'une partie de l'ESPACE FRENCH TECH pour une durée de 6 mois à compter de la date de signature d'une convention partenariale, et selon les conditions établies dans le règlement de gestion opérationnelle du lieu.

Le tarif de location du lieu sera déterminé au prorata de l'utilisation horaire et géographique des locaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de mise à disposition de l'ESPACE FRENCH TECH à la société GOOGLE FRANCE pour une durée de 6 mois,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention d'occupation temporaire, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72593-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Joël VERA

Hors commission - Représentations - Organismes internes et externes - Désignations et actualisations

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Il est nécessaire d'actualiser la représentation de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des organismes ci-dessous.

Modification de la composition du Bureau métropolitain/

À la suite de la modification de la composition du Bureau métropolitain, il est proposé de désigner un nouveau représentant de Montpellier Méditerranée Métropole en remplacement de Monsieur Pierre DUDIEUZERE au sein des organismes suivants :

- Commission de réforme du matériel et des véhicules : 1 titulaire
- Ligue protectrice des oiseaux : 1 titulaire
- Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole : 1 titulaire
- Services Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole (SFMA) : 1 titulaire
- Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO) : 1 suppléant
- Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) : 1 titulaire
- Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) : 1 suppléant

Renouvellement des Conseils d'administration :

À la suite du renouvellement de leur Conseil d'Administration, il est proposé de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des établissements suivants :

- Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) : 1 titulaire et 1 suppléant
- Montpellier Business School : 1 titulaire
- Institut d'Administration des Entreprises - École Universitaire de Management : 1 titulaire

Le Président propose les candidatures suivantes :

- Commission de réforme du matériel et des véhicules : Guy BARRAL
- Ligue protectrice des oiseaux : Valérie BARTHAS-ORSAL
- Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole : Valérie BARTHAS-ORSAL
- Service Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole (SFMA) : Lorraine ACQUIER
- Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO) : Yvon PELLET
- Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) : Eliane LLORET
- Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) : Jean-Luc COUSQUER
- Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) : Maud BODKIN (titulaire) et Abdi EL KANDOSSI (suppléant)
- Montpellier Business School : Gérard LANNELONGUE
- Institut d'Administration des Entreprises - École Universitaire de Management : Chantal MARION.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Le Président propose à l'Assemblée de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales,
- procéder ces désignations et autoriser les personnes ainsi désignées à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72862-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Joël VERA

Hors commission - Concession du domaine public maritime de la plage sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Demande de prolongation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La commune de Villeneuve-lès-Maguelone s'est vu confier la concession par l'Etat, par arrêté préfectoral n°DDTP34 – 2013 – 01 – 02857, de la gestion du domaine maritime de sa plage naturelle. Cette concession est échue depuis le 31 décembre 2017.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dispose dans son article 2, alinéa I-6-k, que la Métropole est l'autorité concessionnaire de l'Etat en lieu et place des communes pour les plages dans les conditions prévues à l'article L. 2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Après avis de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, la Métropole a lancé une nouvelle procédure de demande de concession en juin 2016 (délibération n°13965). Le dossier définitif a été enregistré par les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) le 10 février 2017 et a été soumis le 6 juillet 2017, après instruction des différents services concernés, à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites qui a émis un avis favorable sous réserve de la prise en compte, avant l'enquête publique, de deux observations mineures qui ont été levées.

Par délibération n°15082 du 28 décembre 2017, la Métropole a sollicité l'Etat pour la prorogation d'un an de l'actuelle concession de plage et de la délégation de service public des lots de plage afférents, en application de l'article L.1411-2 du Code général des collectivités territoriales.

Par arrêté préfectoral n°DDTM34-2018-09226 les services de l'Etat ont acté la prorogation d'un an à Montpellier Méditerranée Métropole de la concession des plages naturelles situées sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

L'enquête publique relative au projet de concession des plages naturelles de Villeneuve-lès-Maguelone s'est déroulée du 3 décembre 2018 au 4 janvier 2019 conformément à l'arrêté préfectoral n°2018-1-1191, et le procès-verbal du Commissaire Enquêteur, faisant suite, ne fait l'objet d'aucune opposition.

Parallèlement à cette enquête publique, une consultation pour l'attribution des lots de plage en délégation de service public a été lancée.

La commune de Villeneuve-lès-Maguelone nous a fait part de multiples observations, notamment sur l'activité commerciale du lot n°3, qui nécessitent de redéfinir plus précisément le périmètre du service public à déléguer, ce qui nous a contraint à déclarer la procédure sans suite pour motif d'intérêt général.

Considérant ces dernières modifications, les délais de consultation des différents services de l'Etat, de la procédure de délégation de service public, et des délais d'instruction des permis de construire, ceux-ci apparaissent incompatibles avec l'octroi de sous-traités de concession pour la prochaine saison estivale.

Aussi, en accord avec la Direction des Territoires et de la Mer et en application de l'article L.1411-2 du Code général des collectivités territoriales, il convient de solliciter l'Etat pour la prorogation pour un an de l'actuelle concession de plage et de la délégation de service public des lots de plage afférents.

Le Conseil Municipal de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone prendra à son prochain Conseil une délibération en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les services de l'Etat pour proroger jusqu'au 31 décembre 2019 la concession du domaine public maritime de la plage sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone n° DDTP34– 2013–01–02857 et les sous-traités d'exploitation afférents,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72117-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

LOGEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Joël VERA

Logement - Fonds de Solidarité pour le Logement - Actions Logement 2019 - Attributions de subventions à diverses associations et CCAS - Conventions - Autorisation

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour le territoire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal.

Par délibération n°M2018-714 en date du 21 décembre 2018, le Conseil de Métropole a approuvé le projet de convention confiant à nouveau la gestion financière et comptable du FSL à la CAF de l'Hérault et les modalités du partenariat avec celle-ci. La présente délibération vise, à la suite de la précédente, à entériner les concours financiers apportés par le FSL aux opérateurs portant les aides indirectes du FSL.

En effet, le FSL s'adresse aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant à la fois sur le versement d'aides financières directement aux ménages concernés pour l'accès au logement et le maintien dans le logement, mais également comme prévu par la législation sur le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement, portées par des associations ou des CCAS.

Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, les actions mises en œuvre dans le cadre du FSL mobilisent les personnes dans des démarches participatives et partenariales.

Ces actions concernent plusieurs domaines :

- *Animation d'ateliers recherche de logement*, portant sur le marché immobilier, les droits et devoirs des locataires et des propriétaires, les dispositifs liés au logement ;
- *Mise en œuvre de mesures d'accompagnement social lié au logement*, incluant diverses interventions en fonction de la situation des ménages : recherche de logement, installation dans les lieux, prévention des expulsions locatives, accédants et propriétaires ;
- *Actions de rénovation*, dans un but de réhabilitation des logements, ou de favoriser la maîtrise de leur consommation de fluides et de lutter contre les impayés d'énergie et d'eau ;
- *Actions de médiation*, avec une recherche de conciliation entre bailleurs et locataires autour de la décence des logements et des conditions d'habitation ;
- *Gestion d'un parc d'hébergement d'insertion et de logement adapté* : prise à bail et gestion de logements dans le parc public ou privé de type appartements relais, hôtel social ou sous-location à bail glissant ou sous-location simple pour les mettre à disposition de ménages défavorisés.

Le budget prévisionnel 2019 du FSL métropolitain doit permettre de soutenir une vingtaine de structures au total sur le territoire de la Métropole, comme en 2018, pour un montant total de subventions attribuées de 1 900 510 €, selon la répartition précisée en annexe à la présente délibération. Les actions d'accompagnement permettent aux ménages en difficulté de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets d'accès ou de maintien.

Il y a lieu de formaliser l'attribution de ces subventions par la signature d'une convention avec chaque structure définissant les obligations réciproques des parties en matière d'organisation, de fonctionnement et de financement des actions, ainsi que les méthodes et outils d'évaluation des actions sur un plan quantitatif, qualitatif et financier. Ces conventions portent sur une année, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution du concours du Fonds Métropolitain de Solidarité pour le Logement à 19 associations et 2 CCAS, pour un montant global d'aide de 1 900 510 €, selon la répartition détaillée en annexe à la présente délibération ;
- dire que les paiements seront crédités sur le compte des opérateurs par la Caisse d'Allocation Familiale de l'Hérault, gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement de Montpellier Méditerranée Métropole en vertu de la délibération n° M2018-714 du Conseil Métropolitain du 21 décembre 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions à intervenir avec chacune des structures subventionnées, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71111-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- FSL_Actions_logt_2019_subv_assos_CCAS.pdf
- CONVENTION HABITAT JEUNES 19112018.doc
- Convention ATU def.doc
- CONVENTION CBLR 2019.doc
- CONVENTION CCASVLM 2019.doc
- CONVENTION L AVITARELLE 2019.doc
- CONVENTION RESTO 19112018.doc
- Convention 2019 Amicale du Nid.doc
- Convention H H DEF.doc
- CONVENTION SOL DOM TOM.doc
- CONVENTION LE REFUGE 19112018.doc
- CONVENTION AERS 2019.doc
- Convention 2019 ADAGES Maison du logement.doc

- Convention CLCV 2019 def.doc
- Convention 2019 UDAF.doc
- Convention 2019 GEFOSAT.doc
- Convention GESTARE 2019 DEF.doc
- CONVENTION CCAS 26112018.doc
- CONVENTION ISSUE 19112018.doc
- Convention CCAS Bouissonnade def.doc
- CONVENTION LA CLAIRIERE 27112018 OK 04012019.doc
- Convention 2019 RENAISSANCE 34.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Joël VERA

Logement - Construction de 48 logements sociaux à Montpellier - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les porteurs de projet.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de deux opérations de construction neuve prenant place sur la commune de Montpellier totalisant 48 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 3 700 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des deux opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	Opération « Via Cedra » rue du Pas du Loup à Montpellier Zone 2	Opération « Harmonia Verde » Avenue Etienne Méhul à Montpellier Zone 2
Caractéristiques : Promoteur VEFA Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	Bouygues Immobilier Garcia Diaz Collectifs 524,49 m ² 7 5 PLUS / 2PLAI 2T3 - 4T4 - 1T5	Pragma Boyer Percheron et Serrado Collectifs 2 475 m ² 41 27 PLUS / 14 PLAI 15T2 - 18T3 - 7T4 - 1T5
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Prêt CDC Prêt Action logement Fonds Propres Participation Montpellier Méditerranée Métropole	1 113 530 € 17 400 € 14 500 € 800 425 € - € 255 305 € 25 900 €	5 419 289 € 102 900 € 41 500 € 5 035 190 € 87 999 € - € 151 700€

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à ACM Habitat de 25 900 € pour la réalisation de 7 logements locatifs sociaux, résidence « Via Cedra », rue du Pas du Loup, à Montpellier ;
- apporter une subvention à ACM Habitat de 151 700 € pour la construction de 41 logements locatifs sociaux, résidence « Harmonia Verde », avenue Etienne Méhul, Zac des Grissettes à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71842-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention "Harmonia Verde"
- plan de localisation "Harmonia Verde"
- convention "Via Cedra"
- plan de localisation "Via Cedra"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Henri ROUILLEAULT, Joël VERA

Logement - Construction de 165 logements sociaux - Résidence sociale "la Croix Verte", 590 rue de la Croix Verte à Montpellier - Attribution de subvention à la Société Anonyme d'Economie Mixte ADOMA - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les porteurs de projet.

Dans ce cadre, la société anonyme d'économie mixte ADOMA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 165 logements sociaux d'insertion, Résidence Sociale « *la Croix Verte* », situés 590 rue de la Croix Verte à Montpellier. Cette résidence répond aux besoins en logement des jeunes actifs isolés qui s'inscrivent dans un parcours professionnel avec des revenus limités et rencontrent des difficultés d'accès au logement ordinaire.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Linkcity, comprend 165 logements sociaux financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture Thomas Landemaine domicilié à Montpellier, le projet, composé de 165 T1', développe une surface habitable de 3 463m².

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 500 € par logement, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 9 971 033 €,
- Subvention Etat déléguée : 1 419 000 €,
- Prêts 1% patronal : 999 000 €,
- Prêts CDC : 6 308 430 €,
- Fonds propres : 997 103 €,
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 247 500 €.**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la société anonyme d'économie mixte ADOMA de 247 500 € pour la réalisation de 165 logements sociaux d'insertion, résidence sociale « *la Croix Verte* », situés 590 rue de la Croix Verte à Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905,
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de son versement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71268-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan de localisation croix verte
- convention croix verte

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Henri ROUILLEAULT, Joël VERA

Logement - Construction de 14 logements sociaux, 54 avenue Georges Clemenceau sur la commune de Fabrègues - Attribution de subventions à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional - CDC Habitat - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional (CDC Habitat) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 14 logements locatifs sociaux, résidence « Av. Georges Clemenceau », 54 avenue Georges Clemenceau à Fabrègues.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Linkcity, comprend 9 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 5 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture Pascal Mégias à Aigues-Mortes, le programme développe une surface habitable de 829.51 m² selon la typologie suivante : 6 T2, 7 T3, 1 T5

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base d'une aide forfaitaire de 1 000 € par logement PLUS/PLAI, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations en zone 3 du financement du logement social.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 1 885 348 €
- Subvention Etat déléguée : 43 500€
- Subvention Conseil régional : 14 000 €
- Prêt CDC : 1 118 511 €
- Prêt Autres (Booster) : 98 000 €
- Fonds Propres : 597 337 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 14 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional (CDC Habitat) de 14 000 € pour la réalisation de 14 logements locatifs sociaux, résidence « Av. Georges Clemenceau », 54 avenue Georges Clemenceau à Fabrègues,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905,
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71847-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_Subv_NLM_CDC Habitat_G.Clémenceau_Fabrègues.docx
- Plan de localisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Henri ROUILLEAULT, Joël VERA

Logement - Construction de 47 logements sociaux - Résidence ' Oxalis ' - Quartier de la Bergerie à Juvignac - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM ERILIA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 47 logements sociaux, résidence « Oxalis », quartier La Bergerie à Juvignac.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AGIR Promotion, comprend 31 logements sociaux financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 16 logements très sociaux financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture Garcia Diaz à Montpellier, le programme développe une surface habitable de 2687.76 m² selon la typologie suivante : 23 T2, 18 T3, 6 T4

La Société Anonyme d'HLM ERILIA demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 5 060 540 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) d'un montant total de 1 929 109 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) d'un montant total de 969 642 €.
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 1 438 663 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant total de 723 126 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Les caractéristiques financières des prêts consenties par la Caisse des Dépôts et Consignations, charges et conditions du prêt définies dans le contrat n°88287, sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 929 109 €	1 438 663 €	969 642 €	723 126 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.33%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.33 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)			

Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Anonyme d'HLM ERILIA, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Société Anonyme d'HLM ERILIA est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la Société Anonyme d'HLM ERILIA opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Société Anonyme d'HLM ERILIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 795 405 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 5 060 540 €, sollicité par la Société Anonyme d'HLM ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 47 logements sociaux, résidence « Oxalis », quartier La Bergerie à Juvignac selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°88287 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt et à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71850-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention "Oxalis"
- Plan de localisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Henri ROUILLEAULT, Joël VERA

Logement - Construction de 29 logements sociaux - Résidence ' Eurêka ' - Rue du mas de Verchant à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranée (groupe Action Logement) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 29 logements sociaux, résidence « Eurêka », rue du Mas de Verchant à Castelnau-le-Lez.

L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Hélénis, comprend 21 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par les cabinets d'architecture « Jakobs + Macfarlane » et « Teissier-Portal ».

Immobilière Méditerranée demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 3 376 699 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 450 946 €
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 1 029 137 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 547 558 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 349 058 €

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 450 946 €	1 029 137 €	547 558 €	349 058 €
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,60 %	- 0,20 %	- 0,20 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	Double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0.5 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Immobilière Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Immobilière Méditerranée est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Immobilière Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Immobilière Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 532 524,25 €, représentant 75 % des quatre prêts sollicités par la SA d'HLM Immobilière Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 29 logements sociaux, résidence « Eurêka », rue du Mas de Verchant à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71998-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention
- Plan de localisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Henri ROUILLEAULT, Joël VERA

Logement - Construction de 14 logements sociaux - Résidence ' Maison Ecoe Castelet ' - ZAC du Castelet - lot C1 à Clapiers - Garantie d'emprunt à la SAS coopérative ' Maison Ecoe Castelet ' - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Coopérative par Action Simplifiée MAISON ECOE CASTELET a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt PLS foncier qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 14 logements sociaux, résidence « Maison Ecoe Castelet », ZAC du Castelet Lot C1 à Clapiers. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur SMB, comprend 14 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain "Portal-Teissier".

La Société Coopérative par Action Simplifiée MAISON ECOE CASTELET demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % l'emprunt PLS foncier Evolutys millésime 2018 d'un montant total de 822 799 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon pour financer cette opération.

La commune de Clapiers est sollicitée par ailleurs pour accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le prêt PLS Construction Evolutys millésime 2018.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon sont les suivantes :

Désignation	PLS foncier
Montant du prêt	822 799 €
Durée	32 ans
Dont phase de mobilisation	2 ans
Périodicité des échéances	Remboursement trimestriel à terme échu
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.11 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %
Profil d'amortissement	Echéance constante

Au cas où La Société Coopérative par Action Simplifiée MAISON ECOE CASTELET, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 822 799 €, représentant 100 % du prêt PLS foncier Evolutys millésime 2018 sollicité par la Société Coopérative par Action Simplifiée MAISON ECOE CASTELET auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon pour financer la réalisation de 14 logements sociaux, résidence « Maison Ecoe Castelet », ZAC du Castelet lot C1 à Clapiers ;
- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon et la Société Coopérative par Action Simplifiée MAISON ECOE CASTELET, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72024-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention
- plan de localisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU
TERRITOIRE, FONCIER**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Joël VERA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Lattes - Modernisation de la station de traitement des eaux usées (STEU) Maera - Déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Lattes - Bilan de la concertation préalable

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-512 en date du jeudi 18 octobre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'engager une procédure de mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet visant à permettre la modernisation de la station d'épuration (STEU) Maera.

La station de traitement des eaux usées Maera, outil majeur du service public de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, constitue un équipement d'intérêt général essentiel au fonctionnement du territoire et à la préservation des milieux aquatiques.

Le projet de modernisation de Maera vise à poursuivre et améliorer la préservation des milieux aquatiques (mer, Lez, étangs palavasiens) et à accompagner le développement de la Métropole dans une logique de développement durable. Ainsi, le projet permettra d'améliorer la gestion des effluents en temps de pluie (réduction des déversements au Lez), d'optimiser les performances de la station y compris sur le plan énergétique et de tendre vers le « zéro nuisances » pour l'environnement proche du site.

Les études préalables ont mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de la commune de Lattes applicables au site ne sont aujourd'hui pas compatibles avec le programme général de l'opération. La mise en œuvre opérationnelle du projet nécessite donc de faire évoluer le PLU. Compte tenu du caractère d'intérêt général du projet, une procédure de mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet a donc été engagée.

Cette procédure étant soumise à évaluation environnementale en application du Code de l'urbanisme, les procédures de mise en compatibilité du PLU entrent dans le champ d'application de la concertation préalable prévue par le Code de l'environnement aux articles L. 121-15-1 et suivants.

C'est en ce sens que Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré le 18 octobre 2018 afin de prévoir les modalités de cette concertation en amont permettant d'associer le public.

Les modalités de la concertation

La concertation préalable, d'une durée de 22 jours, s'est déroulée du 10 décembre 2018 à 9h au 31 décembre 2018 à 18h.

Le dossier de présentation de la mise en compatibilité du PLU et un registre permettant de recueillir les observations et propositions du public, ont été mis à disposition du public en mairie de Lattes et à l'Hôtel de Métropole. Ils ont pu être consultés par le public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

Le dossier était également disponible pendant toute la durée de la concertation sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : www.montpellier3m.fr/concertations

Chacun pouvait également adresser ses observations :

- par voie postale à l'adresse suivante :
Montpellier Méditerranée Métropole - 50, place Zeus - CS 39556 - 34961 MONTPELLIER CEDEX 2
- ou par voie dématérialisée à l'adresse suivante : Lattes.dp.maera@montpellier3m.fr

Le public a été informé de l'ensemble de ces modalités :

- par affichage de la délibération du 18 octobre 2018 à Montpellier Méditerranée Métropole,
- par annonce légale dans la presse (Midi Libre du 23 novembre 2018),
- par mise en ligne, dès le 23 novembre 2018 et pendant toute la durée de la concertation de l'avis de concertation sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole
- par affichage, dès le 23 novembre 2018 et pendant toute la durée de la concertation, de l'avis de concertation :
 - o sur le site de Maera,

- o au niveau de la Mairie de Lattes,
- o à l'hôtel de Métropole.

Nombre de contributions et synthèse des remarques

Quel que soit le dispositif de concertation (mail, registres, courrier), aucune observation du public n'a été émise sur le dossier.

Ce bilan de concertation sera publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

Compte tenu de l'intérêt général du projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées Maera :

Considérant que le PLU en vigueur nécessite d'évoluer pour permettre la réalisation du projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées dans le cadre d'une procédure de mise en compatibilité,

Considérant que Montpellier Méditerranée Métropole a engagé volontairement la concertation relative à la mise en compatibilité du PLU de Lattes dans le cadre de la déclaration de projet pour le projet de modernisation de la station d'épuration Maera,

Considérant que la concertation s'est déroulée conformément aux dispositions du code de l'environnement et selon les modalités mises en place par Montpellier Méditerranée Métropole,

Considérant que la démarche de concertation mise en œuvre n'a généré aucune remarque du public et n'appelle pas d'évolution du projet de mise de compatibilité du plan local d'urbanisme

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- constater que la concertation s'est déroulée selon les prescriptions du code de l'environnement et selon les modalités mises en place par délibération de Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 18 octobre 2018 ;
- arrêter et publier le bilan de la concertation ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à prendre toutes les décisions nécessaires à la poursuite de la procédure de déclaration de projet avec mise en compatibilité du PLU ainsi qu'à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190131-72256-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Joël VERA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Pérols - Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Il convient de procéder à la modification simplifiée n°5 du PLU de la Commune de Pérols, afin, notamment, de corriger une erreur matérielle sur le plan de zonage et de modifier des dispositions mineures d'ordre réglementaire (emplacements réservés, aspects extérieurs, ...).

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Pérols et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en Mairie de Pérols et au siège de la Métropole, permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public) et de la Mairie de Pérols ([www. http://www.ville-perols.fr](http://www.ville-perols.fr)).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public par voie de presse au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72381-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Claire HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Joël VERA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Quartier de la Mosson - Projet de renouvellement urbain - Instauration d'un périmètre d'études (article L.421-1 du Code de l'urbanisme) - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le quartier de la Mosson figure parmi les douze quartiers politiques de la ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où il concentre à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ce quartier a été retenu par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), comme quartier d'intérêt national, au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Ainsi, un protocole de préfiguration a été signé le 16 décembre 2016 par l'ensemble des partenaires concernés. Il visait à préciser les orientations stratégiques, les études à conduire et les moyens d'ingénierie à mobiliser, ainsi que les engagements financiers des partenaires. L'objectif étant d'aboutir à la définition d'un projet urbain, formalisé par une convention de renouvellement urbain s'étalant sur plusieurs années et qui déterminera les conditions de mise en œuvre opérationnelle et le partenariat financier.

Le protocole de préfiguration prévoyait plusieurs études sur le quartier de la Mosson, dont la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre urbaine, en recourant dans un premier temps à une procédure de dialogue compétitif. A l'issue du dialogue compétitif qui s'est déroulé de novembre 2017 à mars 2018, une équipe a été retenue pour l'élaboration du projet de renouvellement urbain du quartier.

Pour garantir la bonne mise en œuvre de ce projet, il convient désormais de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution maîtrisée de ce secteur. Aussi, conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme, il convient de prendre en considération ce projet d'aménagement et de délimiter par un périmètre d'étude les terrains affectés à ce projet. La délimitation du périmètre concerné est jointe en annexe de la présente délibération.

Cette disposition permettra au Maire sur avis de la Métropole d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisations de travaux, de construction ou d'installation qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson ;
- instaurer un périmètre d'étude, ci-annexé, délimitant les terrains affectés par ce projet, conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71410-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Périmètre d'études

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Joël VERA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Lattes - Aménagement du quartier CAMBACERES - Cession à la SA3M des parcelles cadastrées CB n°3, CB n°4, CB n°5

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Sur le territoire des communes de Montpellier et Lattes, entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Méjanelle accueille la gare nouvelle de Montpellier, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse « Contournement Nîmes Montpellier » (CNM). Ce site occupe une position-clé, à l'articulation entre le développement urbain de Montpellier vers la mer et le corridor de transports languedociens. Il fait partie, à ce titre, des 11 sites stratégiques d'enjeu métropolitain identifiés au SCoT de Montpellier approuvés par délibération du 17 février 2006.

Les enjeux s'attachant au projet d'aménagement sont importants pour le devenir du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole puisqu'il s'agit de créer le « poumon » économique au sein d'un quartier urbain mixte et compact aux interfaces maîtrisées avec la nature, la viticulture et le patrimoine. Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de ses compétences « Aménagement de l'espace » autour de ce futur quartier Cambacérès, « Développement économique » pour favoriser, réaliser et promouvoir l'important pôle d'affaires programmé, et « Équilibre social de l'habitat » pour favoriser la mixité sociale.

Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi décidé, par délibération du 17 janvier 2013 d'élaborer un projet d'aménagement, d'en fixer les objectifs et d'organiser, pendant la durée de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées en application du Code de l'urbanisme.

Par délibération en date du 24 septembre 2013, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la signature d'un traité de concession confiant la réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble de ce secteur à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dont la signature est intervenue le 16 octobre 2013.

Parallèlement à ces démarches, Montpellier Méditerranée Métropole a finalisé la maîtrise foncière largement engagée les années précédentes sur l'ensemble du secteur, à l'amiable et par la mise en œuvre d'une déclaration d'utilité publique pour la constitution de réserves foncières obtenue le 14 juin 2013 et prorogée le 6 juin 2018.

Dans le cadre de l'opération d'aménagement d'ensemble du quartier Cambacérès, la SA3M a sollicité la Métropole en vue d'acquérir les parcelles cadastrées CB n°3, CB n°4, et CB n°5 sur la commune de Lattes, situées au lieu-dit Font de la banquière, pour une contenance d'environ 24 495 m². Ces parcelles ont été acquises, respectivement, en 2012, 2015, et 2016. Le prix de revient de ces trois acquisitions pour Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 667 791 € hors taxes.

Cette cession aura lieu moyennant le prix de 667 791 € hors taxes correspondant au prix d'achat majoré des indemnités dues et des frais d'acquisition conformément aux dispositions de l'article R.311-10 du Code de l'urbanisme. Ce prix est conforme à l'évaluation des services de France Domaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la cession à la SA3M des parcelles CB n°3, CB n°4, et CB n°5 pour une superficie vendue d'environ 24 495 m² moyennant le prix 667 791 € (six cent soixante-sept mille sept cent quatre-vingt-onze euros) hors taxes,
- désigner l'office notarial de Baillargues en vue de la réitération de l'acte de vente et de ses suites ;
- dire que les recettes correspondant à cette cession seront inscrites au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72211-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Joël VERA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Foncier - ZAC des Châtaigniers - Vente d'une partie de la parcelle AD 4 - Commune de Saint Aunès

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Dans le cadre de la réalisation de l'opération d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Châtaigniers sur la commune de Saint Aunès, Monsieur le Maire de Saint Aunès a sollicité la Métropole en vue d'acquérir une emprise de terrain d'une superficie de 2219 m² environ cadastrée AD 172.

L'objet de cette acquisition est de réaliser des ouvrages hydrauliques nécessaires à la réalisation opérationnelle de la ZAC, notamment un bassin de rétention.

La Métropole s'est rendue propriétaire initialement de ce foncier dans le cadre de sa propre compétence hydraulique à la suite d'un transfert du SIVOM (Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple) d'adduction d'eau du Salaison.

Ce transfert est intervenu à titre gratuit.

Par délibération en date du 26 mai 2014, le comité syndical du SIVOM d'adduction d'eau du Salaison avait par ailleurs d'ores et déjà délibéré en vue de céder à titre gratuit à la commune de Saint-Aunès l'emprise concernée par l'aménagement des ouvrages hydrauliques.

Une estimation des services fiscaux en date du 26 septembre 2018 a évalué ce terrain à 18€/m².

Tenant l'engagement formel préexistant du comité syndical pris par délibération, tenant l'absence d'affectation du bien à une activité, installation ou aménagement donnant lieu à valorisation économique directe du bien mais à un transfert de charge lié à l'aménagement d'ouvrages hydrauliques destinés à assainir ce secteur, il est proposé par la présente délibération de passer outre cette évaluation, et de céder à la commune le bien concerné à l'euro symbolique.

La vente sera strictement conditionnée à l'affectation de ce bien à la réalisation des ouvrages hydrauliques envisagés.

La parcelle cadastrée AD 172 n'étant pas affectée à l'usage public ni spécialement aménagée à cet effet, il convient parallèlement de la déclasser du domaine public.

Par ailleurs, afin de ne pas retarder les travaux programmés, la commune sollicite une possibilité d'entrée en possession anticipée du bien pour une durée maximale d'un an à compter de la date de la présente délibération, par anticipation sur la signature de l'acte de transfert de propriété. Les prestataires, professionnels et hommes de l'art, mandatés par la commune en vue de concourir à la réalisation des ouvrages hydrauliques pourront être autorisés par la commune à réaliser toute étude et diagnostic préalable aux travaux sur cette emprise par anticipation sur la signature de l'acte mais sous l'exclusive responsabilité de la commune vis-à-vis de la Métropole.

En complémentarité avec les travaux sur la parcelle à céder, la Métropole autorisera le cas échéant la commune de Saint Aunès ou son aménageur, à intervenir sur ce solde cadastré parcelle AD 173, pour engager tous travaux qu'elle jugera utile voire nécessaire, en accord avec la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, notamment en vue de condamner des puits et forages abandonnés, et sera habilitée dans les formes requises.

Enfin, la vente de la parcelle AD 172 sera conditionnée à la création d'une servitude d'accès pour desservir la parcelle AD 173 qui restera propriété de la Métropole. Cette servitude, consentie à titre gratuit, permettra l'accès de tous véhicules, sans aucune restriction sur son utilisation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- constater la désaffectation et prononcer le déclassement du domaine public d'une emprise de 2219 m² cadastrée AD 172, détachée de la parcelle AD 4 sur la commune de Saint Aunès,
- vendre à la commune de Saint Aunès une emprise de 2219 m² nouvellement cadastrée AD 172, dans la ZAC des Châtaigniers à Saint Aunès, afin de permettre la réalisation des ouvrages hydrauliques nécessaires à l'aménagement du secteur,

- accepter que cette vente soit réalisée au prix de l'euro symbolique en passant outre l'avis des Domaines en date du 26 septembre 2018, en prenant en compte les engagements antérieurs et de la nature des travaux à réaliser par la commune ou son aménageur,
- autoriser la signature d'une convention de prise de possession anticipée pour une durée d'un an à titre gratuit au profit de la commune, acquéreur, ou tout autre organisme substitué, sous l'exclusive responsabilité de la commune,
- conditionner la vente à la création d'une servitude d'accès à la parcelle AD 173 restant la propriété de la Métropole, et à l'affectation exclusive du bien à la réalisation de travaux d'aménagement d'ouvrages hydrauliques,
- désigner l'Office Notarial de Baillargues pour la rédaction de l'acte notarié incluant la servitude, aux frais et à la charge de la commune de Saint Aunès, acquéreur,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document lié à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71469-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION
DES MILIEUX AQUATIQUES**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Jean-Luc SAVY, Joël VERA

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - GEMAPI - Journée mondiale des Zones Humides - Manifestation Art et Nature "Galerie Ephémère édition 2019" - Convention de partenariat avec le Conservatoire d'Espaces Naturels Languedoc Roussillon (CEN L-R), Olivier SCHER et Cahuate Milk, le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Bassin de Thau et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Chaque année, le 2 février, à l'occasion des journées mondiales des zones humides, est célébrée partout dans le monde la signature de la convention de Ramsar, du nom de la ville iranienne où elle fut signée en 1971.

C'est aujourd'hui la seule convention internationale qui concerne un milieu naturel, à savoir les zones humides, et qui s'intéresse autant à la préservation de sa biodiversité qu'aux valeurs sociales et culturelles qui y sont attachées.

Les étangs palavasiens, chapelet de lagunes situé entre l'étang de l'Or et celui de Thau ont été inscrits comme zone humide d'importance internationale au titre de cette convention en 2008.

Depuis 2013, « *La Galerie Ephémère* », manifestation hybride alliant amoureux de la nature et des zones humides et amateurs d'art, ouvre ses portes chaque année aux Salines à Villeneuve-lès-Maguelone, à l'occasion des journées mondiales des zones humides.

Les 6 éditions de cet événement ont connu un succès croissant (4 000 visiteurs sur l'édition 2018) par leur originalité et grâce à l'appui d'un collectif de bénévoles : artistes, usagers du site (chasseurs, pêcheurs, bénévoles villeneuvois...).

Cette manifestation est pilotée d'un point de vue culturel par deux artistes montpelliérains, Olivier SCHER et Cahuate Milk, avec l'appui technique et financier des gestionnaires du site des Salines, le CEN L-R et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et le CPIE du Bassin de Thau.

La septième édition de la manifestation est programmée du vendredi 1er février au dimanche 4 février 2019.

Au programme, de l'illustration, de la photographie, du graff, de la sculpture, de la peinture, de la musique mais aussi la découverte du site protégé des Salines avec les gestionnaires de ce site naturel d'exception, située au cœur du site Ramsar. Une quinzaine d'artistes investissent un ancien bâtiment des Salines pour donner au public sa vision des espaces naturels et des zones humides.

La convention est établie pour clarifier le rôle de chaque partenaire sur l'organisation de cette manifestation.

Le CEN L-R pilote, coordonne et assure la responsabilité civile et la sécurité de la manifestation. Il s'occupe des autorisations administratives et prend en charge les coûts de l'opération sous réserve de l'attribution des appuis financiers fléchés dans la convention.

Enfin, il assure l'accueil et à la sensibilisation des scolaires pendant la journée qui leur est réservée. Les artistes Olivier SCHER et Cahuate Milk pilotent la programmation artistique de la manifestation, accompagnent les artistes et assurent le lien entre ces derniers et l'équipe d'organisation de la manifestation. Enfin, ils participent à l'accueil et à la sensibilisation des scolaires pendant la journée qui leur est réservée.

Montpellier Méditerranée Métropole, partenaire de la manifestation au titre de la mise en œuvre de la convention cadre signée avec le Conservatoire du Littoral en août 2018 et de sa nouvelle compétence sur la gestion des milieux aquatiques et la préservation des zones humides, contribue à l'organisation générale de la manifestation, à sa communication auprès du grand public et à son inauguration.

Enfin, elle apporte un appui financier à hauteur de 10 000 € au CEN L-R.

La commune de Villeneuve-lès-Maguelone délivre les autorisations administratives, apporte un appui technique et logistique, met à disposition des terrains communaux pour le stationnement, organise la journée d'accueil des scolaires et participe à hauteur de 1 000 € à la manifestation sur facturation de prestations.

Le CPIE du bassin de Thau propose un programme de sensibilisation du public à la thématique « zones humides » et le met en œuvre à travers la mobilisation d'un animateur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat établie entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CEN L-R, les artistes Olivier SCHER et Cahuate Milk, la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, et le CPIE du bassin de Thau,
- dire que les crédits sont inscrits au Budget général 2019, chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72262-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Jean-Luc SAVY, Joël VERA

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez - Confortement des digues du Lez - Acquisition amiable des parcelles DV116, DW282, DW290 et DW291 à Lattes - Avenant au protocole d'accord - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre des procédures d'acquisitions foncières nécessaires à la réalisation des travaux de confortement des digues du Lez à Lattes et afin de mettre fin à une procédure contentieuse, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, et Monsieur et Madame SARADJAN étaient parvenus après négociations à un accord.

Par délibération n°9548 du 27 mai 2010, le Conseil d'Agglomération avait approuvé les termes du protocole d'accord avec Monsieur SARADJAN Ramezan Ali et Madame SARADJAN qui prévoyait les dispositions suivantes :

- l'acquisition par l'intercommunalité des emprises telles que définies par un jugement du juge de l'expropriation en date du 16 décembre 2009,
- le versement par l'intercommunalité d'une indemnité définitive de 66 578€,
- la réalisation par l'intercommunalité de deux forages équipés d'un dispositif de secours et l'engagement de réaliser l'extension du réseau public d'assainissement permettant le raccordement du Mas Saint Albert à l'extrémité sud de la parcelle DW 291 avant le 31 décembre 2010,
- l'engagement de Monsieur et Madame SARADJAN à adhérer à l'ordonnance d'expropriation du 16 mars 2009 par laquelle le Juge de l'expropriation a ordonné l'expropriation partielle des parcelles cadastrées section DW n° 282, 290 et 291 et section DV n° 116,
- le renoncement par Monsieur et Madame SARADJAN à toute demande d'indemnité supplémentaire relative à l'expropriation des parcelles concernées, à tout recours et à toute autre prétention, de quelque nature que ce soit, pendant la réalisation des travaux de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez, à rechercher la responsabilité de la collectivité du fait de l'incidence éventuelle des travaux de confortement des digues sur une partie de l'assainissement du Mas Saint Albert.

Ce protocole a été signé le 21 mai 2010 par Monsieur et Madame SARADJAN et le 8 juin 2010 par la Communauté d'Agglomération. Chacune des parties avait depuis réalisé ses engagements. Cependant par courrier en date du 13 avril 2017, Monsieur et Madame SARADJAN ont sollicité à nouveau la Métropole car un des deux forages réalisés par la Métropole dans le cadre du protocole d'accord de 2010 ne respectait pas le débit sur lequel la Métropole s'était engagée.

Les parties se sont donc à nouveau rapprochées et après négociations sont parvenues à un accord qui fera l'objet d'un avenant au protocole de 2010.

A travers ce projet d'avenant, la Métropole s'engage à indemniser Monsieur et Madame SARADJAN à hauteur de 23 324,00 € H.T. pour la réalisation d'un 3^{ème} forage. Ce forage sera mis en œuvre par Monsieur et Madame SARADJAN. En contrepartie, Monsieur et Madame SARADJAN reconnaissent être entièrement et définitivement remplis de leurs droits et ils s'engagent à renoncer à toute indemnité supplémentaire, à tout recours et à toute autre prétention de quelque nature que ce soit liés aux termes du protocole initial et à cet avenant, à rechercher la responsabilité de la Métropole liée à l'incidence des travaux de réalisation du forage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant au protocole de 2010 entre Monsieur SARADJAN Ramezan Ali et Madame SARADJAN et la Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 907,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72078-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant protocole SARADJIAN.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Jean-Luc SAVY, Joël VERA

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Commune de Lattes - Création du réseau d'eaux pluviales du quartier de la Céreirède - Dossiers réglementaires - Approbation - Autorisation de demander le lancement de l'enquête publique

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Afin d'améliorer la gestion des eaux de pluies sur le quartier de la Céreirède, la Commune de Lattes avait lancé en 2008 une mission de maîtrise d'œuvre dans l'objectif de réaliser un réseau pluvial structurant à l'échelle du bassin versant de la Céreirède dimensionné pour gérer sans débordement des événements de période de retour 10 ans. Il comprend la création d'un exutoire pour le rejet des eaux dans le Lez, de deux branches de fossés d'eaux pluviales et d'un bassin d'écêtement des eaux pluviales avant rejet dans le Lez

Les premières études d'avant-projet avaient permis de définir les ouvrages à réaliser, qui ont ainsi pu être pris en compte lors de la conception et de la réalisation des différentes infrastructures lourdes traversant depuis le quartier. Ainsi, l'exutoire de rejet des eaux dans le Lez a été réalisé en 2010 lors du chantier de confortement des digues du Lez, le coût des travaux ayant été supporté par la Commune de Lattes, compétente à cette époque en matière de gestion des eaux pluviales. Les ouvrages de transparence hydraulique des remblais du déplacement de l'autoroute A9 et du Contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier (CNM), notamment ceux prévus pour le futur réseau pluvial ont été réalisés et financés dans le cadre de ces chantiers.

En 2017, Montpellier Méditerranée Métropole devenue compétente en la matière, a fait actualiser l'avant-projet. Par délibération n°15148 du 20 décembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé cet avant-projet pour un montant de 1,86 M € HT et a approuvé le dossier d'enquête préalable à l'autorisation au titre des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement (loi sur l'eau). Le montant global de cette opération, y compris acquisitions foncières est estimé à 2 M € HT.

Depuis 2018, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit les études de conception des aménagements en optimisant notamment les emprises foncières nécessaires à la réalisation des travaux. A la suite des différents échanges avec la plupart des propriétaires fonciers, il s'avère nécessaire de déclarer d'utilité publique et d'intérêt général les futurs aménagements hydrauliques. Ces procédures administratives permettront à Montpellier Méditerranée Métropole d'instaurer des servitudes et faciliteront l'obtention de la maîtrise foncière, au besoin par voie d'expropriation, pour la réalisation des travaux.

Ainsi, il y a lieu d'engager les procédures d'enquêtes publiques afin de permettre :

- l'acquisition, si besoin par expropriation, du foncier nécessaire sur les emprises du projet,
- l'obtention des autorisations requises pour la réalisation des travaux.

Les dossiers soumis à ces procédures d'enquêtes sont établis conformément au Code de l'expropriation, au Code de l'environnement, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur. En complément du dossier loi sur l'eau, on distingue :

- le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique,
- le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général,
- le dossier d'enquête parcellaire.

Il est également proposé au Conseil de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application de l'article R.232-1 du Code de l'expropriation, compte tenu de l'intérêt à réaliser les travaux dans les délais les plus courts au regard de la vulnérabilité du quartier de la Céreirède face au ruissellement pluvial.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dossiers d'enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique, à la déclaration d'intérêt général et parcellaire,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture des enquêtes publiques conjointes nécessaires à l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP), de la Déclaration d'Intérêt Général (DIG) et des éventuelles procédures d'expropriation,
- requérir, à l'issue des enquêtes, le prononcé des arrêtés correspondants,
- solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault afin qu'il déclare l'urgence en application de l'article R.232-1 du Code de l'expropriation,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de Métropole de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72114-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des
déchets, propreté de l'espace
public

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Joël VERA

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Convention avec la Communauté d'Agglomération Sète Agglopôle pour l'usage du point propreté de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°11256 du 28 novembre 2012, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Conseil de Métropole a approuvé la signature d'une convention avec la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau, aujourd'hui Sète Agglopôle portant sur la répartition des charges d'exploitation du Point Propreté de Villeneuve-lès-Maguelone, accessible aux habitants des communes de Vic-la-Gardiole et Mireval.

Cette convention, d'une durée de 5 ans, est arrivée à échéance le 31 décembre 2018.

Afin de permettre la continuité du service rendu aux usagers des communes concernées de par la transition vers une déchèterie mobile, Sète Agglopôle a sollicité le renouvellement de la convention qui prévoit la facturation par Montpellier Méditerranée Métropole à Sète Agglopôle des charges correspondantes réparties au prorata des populations des communes.

Les pourcentages de prise en charge, acceptés par les parties, sont établis sur la base du recensement de la population, sources INSEE en 2016 (populations officielles publiées et entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2019).

La présente convention est conclue pour une durée courant jusqu'à la fermeture de l'équipement pour la réalisation des travaux de réhabilitation prévue courant du 3^{ème} trimestre 2019.

La présente convention peut être résiliée par lettre recommandée avec avis de réception au moins 3 mois avant la date d'échéance à l'initiative de l'une ou l'autre des parties notamment en cas de modification de leur périmètre, compétences ou règles de fonctionnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention à conclure avec Sète Agglopôle pour l'usage du Point Propreté de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190131-71800-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention PP Villeneuve Sete AGGLOPOLE 2019.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS
D'ACTIVITE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Joël VERA

Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 347 € par jour (estimation de 2017).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2019, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

Colloque Ethnobotanique : quels liens entre biodiversité tropicale et relations Hommes-plantes

L'Association Brin de Forêt, sous l'autorité de son Président, Monsieur Etienne MARTINE, a organisé le 17 janvier 2019, à la faculté de sciences de Montpellier, une manifestation intitulée « Colloque Ethnobotanique : quels liens entre biodiversité tropicale et relations Hommes-plantes ».

Cet événement organisé depuis 5 ans, vise à promouvoir la diffusion des savoirs relatifs à l'écologie, la place de l'Homme dans l'écosystème et la biodiversité végétale dans les milieux tropicaux. Environ 150 participants se sont réunis, principalement des étudiants, lycéens et scientifiques.

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

6èmes Journées Francophones de scanner

L'Association Française du Personnel Médical d'Electroradiologie, sous l'autorité de son Trésorier Guillaume TRAINAUD, a organisé du 26 au 27 janvier 2019, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 6èmes journées Francophones de scanner ».

Cet événement organisé depuis 6 ans a permis aux participants d'entretenir leurs compétences scanographiques et de découvrir des applications innovantes de cette technologie. Environ 800 participants se sont réunis, principalement des manipulateurs en électroradiologie médicale, cadre de santé des secteurs publics et privés du territoire national et francophone.

Une subvention de **4 500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Journées de chimie de coordination 2019

Le CNRS, sous l'autorité de son Délégué Régional, Monsieur Jérôme VITRE, organise du 31 janvier au 01 février 2019, à Montpellier, Salle Guillaume de Nogaret, une manifestation intitulée « Journées de chimie de coordination 2019 ».

Ce congrès rassemble la communauté française de chimie de coordination scientifique. Lors de cette conférence, les chercheurs auront la possibilité de présenter leurs travaux sous forme de communications orales et d'affiches. Environ 120 conférenciers sont attendus, principalement des enseignants, chercheurs, doctorants et étudiants.

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

14^{ème} Congrès Biotrace

L'Association BIOTRACE, sous l'autorité de son Président, Monsieur Cédric SOULIE, organisera le 05 février 2019, à la faculté de sciences de Montpellier, une manifestation intitulée « 14^{ème} Congrès Biotrace ».

Ce congrès permettra un échange et des réflexions sur un sujet technologique et scientifique, en le rendant accessible au grand public. Les enjeux d'une telle manifestation reposent également sur l'insertion professionnelle des membres de l'association et la valorisation de la formation DTEC-Bio, en permettant aux étudiants d'acquérir les compétences nécessaires à l'organisation et à la gestion de projets. Environ 200 participants seront réunis (conférenciers et chercheurs en nouvelles technologies).

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

FGSI'19 in Montpellier (Foundations of Geometric Structures of information)

L'Université de Montpellier, sous l'autorité du Vice-Président de la Recherche, Monsieur Jacques MERCIER, organisera du 04 au 06 février 2019, à l'université de Montpellier, une manifestation intitulée « FGSi'19 in Montpellier ».

Ce congrès est un événement pour l'université de Montpellier suite à la venue de Monsieur Mikhail Gromov, Mathématicien russo-français, connu pour ses contributions majeures dans diverses branches de la géométrie et lauréat de nombreux prix prestigieux comme le prix Abel en 2009. Environ 120 participants seront réunis, principalement des universitaires, chercheurs dans le privé, de toutes nationalités.

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« Montpellier OMICS DAYS 2019 »

L'association d'élève du Master TIC-Santé ASTICO, sous l'autorité de son Président, Monsieur Rémy COSTA, organisera du 07 au 08 février 2019, à la faculté des sciences de Montpellier, une manifestation intitulée « Montpellier Omics Days 2019 ».

Cette manifestation a pour but de rassembler les différents acteurs s'intéressant au traitement et à l'analyse des données de séquençage. Environ 250 participants seront réunis, principalement des étudiants, chercheurs et tout public, toutes nationalités confondues.

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Congrès JFK (Journées Francophones de Kinésithérapie)

La Société Française de Physiothérapie, sous l'autorité de son Président, Monsieur Jean-Philippe REGNAUX, organisera du 14 au 16 février 2019, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès JFK ».

Les JFK sont devenus un événement incontournable dans le monde de la Kinésithérapie. Il s'agit du plus grand événement scientifique francophone en Europe. Cette 7^{ème} édition 2019 sera l'occasion de confirmer la place centrale de cet événement en attirant plus de 2 000 professionnels francophones et 250 intervenants venus du monde entier.

Une subvention de **5 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Congrès National du Tutorat de Santé

L'association WET, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Carla Litarri, organisera du 22 au 24 février 2019, à Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès National du Tutorat de Santé ».

Ce congrès national du tutorat en santé réunit les tutorats de France des différentes filières de santé (odontologie, médecine, pharmacie, maïeutique, kinésithérapie) afin de promouvoir, notamment la formation des tuteurs. Ce 9^{ème} rassemblement réunissant 35 tutorats de France, attirera plus de 400 participants.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« 10^{ème} Festival du Jeu de Montpellier : Sortons Jouer ! »

L'Association du Festival du Jeu de Montpellier, sous l'autorité de son Président, Monsieur Christophe FIORIO, organisera du 9 au 10 mars 2019, au Corum de Montpellier, le « 10^{ème} Festival du Jeu de Montpellier : Sortons Jouer ! ».

Ce festival ouvert à tous, fête sa 10^{ème} édition. Il permet de découvrir ou redécouvrir le jeu de société moderne. Les éditeurs présents sur le festival sont de plus en plus nombreux. Plus de 250 jeux sont prévus cette année. Environ 10 000 participants sont attendus, principalement des familles Montpelliéraines, mais aussi des participants des régions avoisinantes (Marseille, Toulouse, Lyon).

Une subvention de 8 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« Journée annuelle 2019 du Groupe Français de la Céramique »

L'Association GFC, sous l'autorité de son Président, Monsieur Jean-André ALARY, organisera du 12 au 14 mars 2019, à l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, une manifestation intitulée « Journées annuelles 2019 du GFC ».

Ces journées annuelles rassemblent chaque année des experts académiques et industriels français mais aussi étrangers. Elles permettent aux participants de faire le point sur les dernières avancées scientifiques et technologiques dans le domaine des céramiques. Environ 150 participants seront réunis, dont 50 étudiants (Masters et Doctorants).

Une subvention de 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Congrès SFIL

La Société Française d'Informatique de Laboratoire, sous l'autorité de son Président, Monsieur Éric LAINE, organisera du 28 au 29 mars 2019, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès SFIL ».

Ce congrès regroupe les laboratoires de biologie médicale publics et privés. La thématique du Congrès porte sur les « données de santé ». Près de 250 congressistes, biologistes médicaux, responsables informatiques, qualité, industriels, consultants spécialisés en biologie médicale, sont attendus.

Une subvention de 2 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« 12^{èmes} Assises de la Sexologie »

La Fédération Française de Sexologie et de Santé Sexuelle, sous l'autorité de son Président, Monsieur Rosario CARBALLEDÀ, organisera du 28 au 31 mars 2019, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 12^{èmes} Assises de Sexologie ».

Cet événement annuel permet à des centaines de professionnels sensibilisés ou spécialisés dans le domaine de la santé sexuelle et de la sexologie de se réunir pour se former et interagir avec leurs pairs. Environ 800 participants, venant de la France entière, mais aussi des pays francophones, médecins, sage-femme, infirmiers, psychologues, acteurs du champ de la santé sexuelle sont attendus.

Une subvention de 8 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« Les matinales CO-CREATEC »

La Fondation université de Montpellier, sous l'autorité de son Président, Monsieur Christian LAGARDE, organisera le 16 avril et le 12 novembre 2019, à l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « Les matinales Co-Créatec ».

Cette manifestation vise à valoriser la dynamique entrepreneuriale locale vers une dimension nationale voire internationale sur deux matinées qui seront intégralement filmées et diffusées ensuite sur les réseaux sociaux. L'objectif présentiel est d'environ 60 à 80 personnes, les objectifs de communication numérique sont estimés à 15 000 personnes.

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2019, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72373-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1 - Convention-Colloque Ethnobotanique.docx
- 2 - Convention-6èmes Journées francophone de scanner.docx
- 3 - Convention-Journées de chimie de coordination 2019.docx
- 4-Convention-Congrès Biotrace.docx

- 5-Convention-Congrès FGSI'19 in Montpellier.docx
- 6-Convention-Montpellier OMICS DAYS.docx
- 7-Convention-Congrès JFK.docx
- 8-Convention-Congrès national du tutorat de Santé.docx
- 9-Convention-10ème festival du jeu.docx
- 10-Convention-Journée annuelle GFC.docx
- 11-Convention-Congrès SFIL.docx
- 12-Convention-12 ème assise de la sexologie.docx
- 13-Convention-Les matinales CO-CREATEC.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Joël VERA

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Prise en charge des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des actions de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole relève les grands défis du XXI^e siècle pour développer son territoire en répondant efficacement et harmonieusement aux besoins de ses habitants et de ses entreprises. Le passage en Métropole au 1^{er} janvier 2015 a permis d'amorcer une nouvelle ambition pour le territoire.

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole impulse son projet de métropole autour de sept piliers : numérique, santé, développement économique tourisme et industrie, transport et mobilité, agro-écologie et alimentation, culture-patrimoine et université, citoyenneté développement social et égalité des chances. Ces sept piliers correspondent aux domaines d'excellence que la Métropole s'engage à structurer, développer et valoriser.

En matière de développement économique, la Métropole poursuit l'installation et la croissance des entreprises en répondant à leurs besoins, avec ses parcs d'activités, son immobilier métropolitain, son Pack croissance et son Business & Innovation Centre (BIC) de renommée internationale.

Fin 2014, la mobilisation des acteurs privés et publics de la filière numérique a permis l'obtention du *label French Tech* illustrant le positionnement novateur et le dynamisme économique du territoire aux bénéfices des entreprises et des citoyens.

Montpellier Méditerranée Métropole conduit aussi une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique en s'appuyant sur ses réseaux. Elle a renforcé son positionnement international afin de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes. Elle mène par ailleurs une politique active d'attractivité du territoire et de développement du tourisme.

La Métropole coopère ainsi aux quatre coins du monde pour développer son économie et activer des opportunités avec la Chine (Shanghai, Chengdu), les Etats-Unis, le Canada, la Russie, la Belgique, le Brésil, etc. Pour mener ses actions, la Métropole est appelée à recevoir un certain nombre de délégations étrangères pour promouvoir le territoire.

Le budget dédié à l'accueil de ces délégations pour l'année 2019 est estimé au maximum à **10 000 €**.

Pour stimuler le développement des secteurs clés de l'économie, Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur ses filières d'excellences, notamment le numérique avec la French Tech, la santé, les ICC (Industries Culturelles et Créatives), l'environnement et le pack croissance. En 2019, il est prévu de mettre en place des événements autour de ces thématiques.

Le budget dédié aux déplacements et à la réception de ces actions est estimé au maximum à **6 000 €**.

La promotion du tourisme est une des composantes du développement économique, à ce titre, la Métropole est susceptible de recevoir des tour-operators afin de vendre la destination du territoire.

Le budget dédié aux déplacements et à la réception de ces actions est estimé au maximum à **10 000 €**.

Pour mener à bien ses missions, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises. Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission du BIC, des consultants ou des partenaires institutionnels.

Certains de ces formateurs interviennent à titre gratuit et seul le déplacement est pris en charge.

Le montant dédié à ces actions est estimé au maximum à **500 €**.

En conséquence, il est demandé au conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charges des frais de déplacement et de réception ou le remboursement aux frais réels ci-dessus ainsi que la prise en charge des frais de logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2019 de la Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72011-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Claire HART, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Joël VERA

Relations internationales, tourismses, parcs d'activité - Projet de Zone d'Aménagement Concerté ' LAUZE EST ' - Commune de Saint Jean de Védas - Bilan de la concertation au titre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Figurant en zone d'extension urbaine au Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de 2006, la création d'un nouveau parc d'activités économiques est envisagée sur le secteur de la Lauze Est à Saint Jean de Védas. Situé dans la continuité des secteurs d'activités existants (Lauze et Marcel Dassault), le SCoT en cours de révision confirme le projet de la Lauze Est.

Par ailleurs, le Schéma d'Accueil des Entreprises (S.A.E.) de Montpellier Méditerranée Métropole a mis en évidence l'insuffisance en foncier à vocation d'activités économiques sur le territoire métropolitain estimant un besoin de foncier cessible de 15 hectare/an.

Par la délibération n°14159 et conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, le Conseil de Métropole, réuni en séance du 25 octobre 2016, a approuvé les objectifs poursuivis par le projet de ZAC de la Lauze Est et défini les modalités de la concertation.

Aussi, depuis le 6 mars 2017, un dossier a été mis à la disposition du public à l'Hôtel de Métropole comprenant la délibération du 25 octobre 2016, un plan de situation du projet, un plan prévisionnel du périmètre de l'opération, une notice explicative des objectifs et enjeux du projet ainsi qu'un registre destiné à recueillir les observations du public. Ce même dossier a été mis à la disposition du public en mairie de Saint Jean de Védas.

Par la suite, les études menées ont permis d'affiner le périmètre de la ZAC (32,9 hectares) et de préciser le projet (vocation, schéma viaire et découpage indicatifs des lots, trame paysagère et patrimoine à préserver, modélisation hydraulique et valorisation allée alluviale, éléments agricoles, ...).

Au fur et à mesure de l'avancement des études, le dossier de concertation a été enrichi : mise à jour de la notice explicative le 26 avril 2018, ajout du projet de dossier de création complet avec son étude d'impact en novembre 2018 avec nouvelle mise à jour de la notice explicative (éléments du projet, planning, ...).

Par ailleurs, une réunion publique a été organisée le 26 novembre 2018 en mairie de Saint Jean de Védas dont la publicité a pris la forme suivante :

- affichage sur le site internet Montpellier Méditerranée Métropole (rubrique « concertation ») à compter du 31 octobre 2018,
- article dans le magazine MMMag du mois de novembre 2018 diffusé sur le territoire de la Métropole,
- affichage par panneaux lumineux sur la commune de Saint Jean de Védas.

La concertation est désormais achevée et il s'agit d'en tirer le bilan.

Une seule remarque a été formulée dans les registres mis à la disposition du public sous la forme d'un courrier de M. Roque, propriétaire d'une habitation riveraine de la Grande Lauze, reprenant les propos qu'il a émis lors de la réunion publique du 26 novembre 2018.

Lors de la réunion publique, une trentaine personnes était présente. En s'appuyant sur la projection d'un diaporama d'une dizaine de pages, les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint Jean de Védas ont exposé les éléments du projet et en particulier : localisation, enjeux, périmètre (Grande Lauze à l'Est et petite Lauze à l'Ouest), vocation et programme constructif, aménagement et accessibilité, gestion hydraulique, identités paysagères à préserver, calendrier prévisionnel.

Le public a pu s'exprimer. Les thématiques suivantes ont ainsi été abordées et ont fait l'objet d'échanges et de réponses du maître d'ouvrage :

Vocation et programmation

Des précisions ont été demandées sur la nature des entreprises qui s'implanteront sur le parc d'activités et sur le nombre d'emplois attendu.

A ce jour les entreprises ne sont pas connues. Néanmoins, au regard du Schéma d'Accueil des Entreprises (S.A.E.) et des réflexions menées par la Métropole, les vocations principales ont été définies selon plusieurs secteurs d'implantation et pour une surface de plancher attendue comprise entre 70 000 m² et 100 000 m² :

- un secteur productif de type « artisanal »,
- un secteur industriel et logistique,
- un secteur production et distribution,
- un secteur grande logistique (Grande Lauze, nord Capoulière),
- un éventuel pôle de service à destination des entreprises et de leurs salariés.

La création de près de 700 emplois directs est attendue sans compter un nombre d'emplois indirects aussi important.

Paysage, agriculture et environnement

Des interrogations ont porté sur les impacts du projet vis-à-vis du bois de Maurin (situé au Sud) et du parc du château de la Lauze.

Le bois de Maurin ne sera pas impacté par le projet puisqu'il est exclu du périmètre de l'opération. Le maintien de la haie végétale en limite Sud-Est du projet permettra également de faire écran vis-à-vis du bois de Maurin et des habitations environnantes. De même, une attention particulière sera portée sur la nature des entreprises qui s'implanteront en limite Sud-Est et sur l'agencement des bâtiments (effet d'écran).

L'ancien château de la Lauze est intégré dans le périmètre afin de permettre sa réhabilitation et sa valorisation. Son parc est situé hors du périmètre (zone Np au Plan Local d'Urbanisme de Saint Jean de Védas) et est protégé par un classement au titre des Espaces Boisés Classés (E.B.C.). Par ailleurs, le projet d'aménagement s'appuiera sur les structures paysagères existantes (végétale et patrimoniale) qui seront préservées et renforcées (alignement d'arbre, ripisylve, dépendance de l'ancien château, ...).

Afin d'étudier l'impact du projet sur l'agriculture, une étude a été confiée à la Chambre d'Agriculture de l'Hérault et a fait l'objet d'un passage en Commission Départementale pour la Préservation des Espaces Naturels, Agricole et Forestiers (CDPENAF). En application de la doctrine Eviter/Réduire/Compenser (ERC), près de 400 000 € seront dégagés par la Métropole pour soutenir l'économie agricole afin de consolider les filières impactées.

Il est également à noter que le SCoT en cours de révision prévoit de limiter les espaces urbains de la Métropole à seulement 1/3 du territoire. Les deux autres tiers seront maintenus en espaces agro-naturels. Ainsi, ce sont près de 480 hectares figurant en extension dans le SCoT de 2006 qui retourneront en espaces agro-naturel (rétro-zonage). Pour répondre à cette volonté de limiter la consommation d'espaces agro-naturels, la Métropole s'est également engagée dans la requalification-réinvestissement du parc d'activités existant de la Lauze à l'instar de ce qui a déjà été fait sur le parc du Salaison à Vendargues.

Hydraulique

Une question a porté sur la gestion du risque hydraulique et la protection du captage de la Lauzette.

La gestion hydraulique est un élément fort du projet puisque l'intégralité de l'allée alluviale de la Capoulière (6.2 hectares) sera préservée et mise en valeur. Plusieurs bassins de rétention assureront une protection contre le risque d'inondation.

Les travaux qui se dérouleront dans les secteurs situés en périmètre de captage rapproché déploieront des process permettant de préserver la qualité de la ressource en eau (étanchéité des réseaux et des bassins de rétention, dispositif de rétention des polluants dans les bassins de rétention, dispositifs au sein des lots privés, ...). Par ailleurs, les entreprises qui s'implanteront sur le parc seront peu polluantes (artisanat, petite industrie, distribution, logistique, ...). Toutes les entreprises devront respecter des règles environnementales et disposeront de dispositifs visant à protéger l'aquifère.

Sécurité

Une inquiétude est pointée vis-à-vis du risque d'occupation illicite en phase travaux.

Durant le chantier, l'aménageur s'assurera de la bonne tenue des chantiers. A cet effet, il garantira la protection des biens (bloc anti-intrusion, éclairage du chantier, borne incendie sécurisée, ...) et des personnes (Co-ordonnateur Sécurité Protection Chantier, information des riverains).

Déplacements

De nombreuses interrogations et demandes d'informations ont été relayées durant la réunion publique, particulièrement sur les travaux connexes à engager ou sur une vision des déplacements à une échelle plus large.

Afin d'innover l'ensemble du projet, un nouveau carrefour sera réalisé sur la RM 612 permettant la desserte de la Grande Lauze et de la Petite Lauze sous la forme d'une voie Est-Ouest ; voie qui sera par ailleurs prolongée en direction de la rue Jean Mermoz (Lauze existante) afin de mailler plus efficacement ce secteur. Le profil des voies permettra d'accueillir confortablement tous les flux générés par les activités économiques (structure de chaussée lourde, protection des piétons, profil, ...) tout en lui conférant un caractère urbain et paysager.

Plus globalement, une étude est actuellement menée par la Métropole sur une séquence de la RM 612 allant du giratoire de la Condamine à la Maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone. Cette étude intègre également la création d'un futur barreau de jonction entre la Lauze existante et l'autoroute A709. Cette étude déterminera la nature des carrefours à réaliser et les profils de la section courant de la RM612 en fonction des générations de trafic attendu.

La création du barreau entre la Lauze existante et l'A709 permettra de délester la partie Nord de la RM 612 d'une partie de ses flux et faciliter l'accès aux zones d'activités existantes et à venir depuis l'A709 (en évitant la RM 612). Dans l'hypothèse d'une maîtrise foncière à court terme, les travaux de mise en œuvre de ce barreau pourraient intervenir dès la fin de l'année 2019. Prenant en compte la création du Contournement Ouest de Montpellier (C.O.M.) et les raccordements à venir sur l'A709, la requalification de la RM 612 permettra de fluidifier les déplacements sur ce secteur.

S'agissant des modes actifs (modes pluriels), des aménagements en faveur des piétons et des cyclistes sont prévus dans la Z.A.C., à la fois en accompagnement de voirie mais également dans le cadre de la mise en valeur de l'allée alluviale. Ces aménagements se poursuivront au-delà du périmètre de la Z.A.C. afin de connecter l'ensemble du secteur d'activités, d'une part vers le Nord (giratoire de la Condamine et Garosud), d'autre part, à l'ouest vers Saint Jean-le-Sec via la Lauze existante (requalification nécessaire) mais également vers les espaces agro-naturels situés à l'Est et au Sud.

Au final et regard des remarques formulées lors de la réunion publique et dans les registres, il n'apparaît pas nécessaire de modifier le dossier de création de la ZAC. Menée par Montpellier Méditerranée Métropole, l'étude de déplacement en cours permettra de préciser les conditions de réalisation de la desserte des parcs d'activités sur toute la section de la RM 612 comprise entre le giratoire de la Condamine et la Maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone et de préciser la nature des carrefours à réaliser.

Plusieurs remarques formulées seront par ailleurs prises en compte lors des phases plus opérationnelles du projet, comme le maintien d'une haie végétale attenante à la propriété de M. Roque, l'agencement des bâtiments en limite Sud-est de la Z.A.C., la mise en œuvre de dispositifs anti-intrusion, le choix de poteaux incendie sécurisés, ...

Il est enfin utile de préciser que cette concertation au titre du Code de l'urbanisme s'ajoute à celle au titre de l'article L.121-17 du Code de l'environnement concernant la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU nécessaire à la réalisation de l'opération d'aménagement et dont le bilan est tiré au cours de la séance du présent conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- tirer le bilan de la concertation de la Zone d'Aménagement Concerté de la Lauze Est tel qu'exposé ci-dessus et conformément aux dispositions de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71852-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Joël VERA

Relations internationales, tourismses, parcs d'activité - Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU - Bilan de la concertation préalable au titre de l'article L.121-17 du Code de l'environnement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Prévue par le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de 2006, l'extension du secteur d'activités existant (Lauze et Marcel Dassault) sur le secteur de la Lauze Est à Saint Jean de Védas est confirmée par le SCoT en cours de révision.

Par ailleurs, le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) de Montpellier Méditerranée Métropole a mis en évidence l'insuffisance du foncier à vocation d'activités économiques sur le territoire métropolitain estimant un besoin de foncier cessible de 15 ha/an.

Ainsi, sur environ 33 hectares, le parc d'activité de la Lauze Est viendra compléter l'offre en foncier économique de la Métropole nécessaire dans les années à venir et confortera les zones d'activités existantes de la Lauze et de Marcel Dassault. L'accueil de nouvelles entreprises dans des secteurs d'activités (artisanat, petite industrie, logistique, ...), indispensables au bon fonctionnement du tissu économique général de la Métropole, permettra la création de nouveaux emplois.

La mise en œuvre de ce projet nécessite la mise en compatibilité des règles d'urbanisme figurant au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de Védas applicables. En effet, la partie située à l'Est de la RM612 est actuellement classée en zone agricole (Ap) et les règles de la partie située à l'Ouest de la RM612 (4AUb) nécessitent d'être adaptées. Ainsi, lors du Conseil du 2 novembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de lancer une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, afin d'adapter les règles du document d'urbanisme avec ce projet d'intérêt général.

Au regard des caractéristiques de la procédure de déclaration de projet, celle-ci nécessite la réalisation d'une évaluation environnementale et par conséquent, rentre dans le champ d'application de l'article L.121-17 du Code de l'environnement relative au droit d'initiative. C'est pourquoi, Montpellier Méditerranée Métropole, par sa délibération du 20 septembre 2018, a d'ores et déjà décidé d'engager une concertation préalable telle que l'article L.121-17 du Code de l'environnement lui en donne la possibilité.

Ainsi, du 5 au 21 novembre 2018, un dossier de concertation, accompagné d'un registre dans lequel le public pouvait consigner ses remarques, a été mis à disposition du public à la fois en mairie de Saint Jean de Védas et à l'Hôtel de Métropole. Le même dossier était consultable sur le site internet de la Métropole.

Constitué d'un document de 28 pages avec de nombreuses illustrations, ce dossier de concertation décrivait notamment les objectifs et caractéristiques principales du plan et du programme, le plan dont il découle, la liste des communes correspondant au territoire susceptible d'être affecté ainsi qu'un aperçu des incidences potentielles sur l'environnement. Etaient notamment précisées les incidences sur le patrimoine et le paysage, sur les sols, sur le climat, sur la gestion des eaux pluviales et les risques d'inondation, sur les déplacements.

Préalablement, dès le 18 octobre 2018, la mention de cette concertation a été portée à la connaissance du public par sa publication sur le site Internet de la Métropole et par un affichage à l'Hôtel de Métropole et en mairie de Saint Jean de Védas ainsi que par la pose d'un panneau d'information sur le site du projet.

Il s'agit désormais de tirer le bilan de cette concertation.

Aucune remarque n'ayant été formulée dans les registres tant à l'Hôtel de Métropole qu'en mairie de Saint Jean de Védas, il ne semble pas opportun de modifier les éléments constitutifs du dossier au regard de cette concertation.

Il est à noter que cette phase de concertation au titre de l'article L.121-17 du Code de l'environnement n'est qu'une étape du processus d'information et de participation lié à cette opération puisque, d'une part, la concertation objet de la présente délibération s'ajoute à la concertation prévue par le Code de l'urbanisme au titre de la zone d'aménagement concerté (article L.103-2), et que d'autre part, une enquête publique ultérieure portera notamment sur cette procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU.

Conformément à l'article R.121-21 du Code de l'environnement, la présente délibération tirant le bilan de la concertation sera publiée dans les trois mois suivant la fin de la concertation sur le site internet de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan de cette concertation au titre de l'article L.121-17 du Code de l'environnement
- dire que la présente délibération tirant le bilan de la concertation sera publié sur le site internet de la Métropole à la rubrique « concertations »,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71839-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES HUMAINES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASILVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Joël VERA

Ressources Humaines - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

I- Création de poste :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe ;

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Réajustement de poste pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès aux postes mentionnés en **annexe 2** ci-jointe ;

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

En application des décrets n°2017-901 et n°2017-902 du 9 mai 2017, il est proposé de mettre en conformité les postes occupés par des assistants socio-éducatifs, afin de les ouvrir à la catégorie A.

Il s'agit des postes suivants :

002016-085	Conseillère sociale de l'Aire de Bionne
002017-279	Travailleur social Dispositif Logement FSL
002017-280	Travailleur social Dispositif Logement FSL
002017-281	Travailleur social Dispositif Logement FSL
002017-291	Travailleur social Dispositif Logement FSL
HA2004-497	Responsable des actions Logements Mobilité, chargé d'accompagnement à la MLJAM
002004-726	Assistante sociale du Personnel
002017-130	Conseiller social Air d'accueil gens du voyage
002017-100	Assistante sociale
002017-101	Assistante sociale

III- Transformation de poste :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes, au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 23 janvier 2019.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV- Suppression de poste :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à la suppression des postes mentionnés en **annexe 4** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 23 janvier 2019.

V- Confirmation de poste :

- 1) Par délibération n°2018-570 du 18 octobre 2018, le poste de Responsable veille et analyse médias, Directrice adjointe, qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2016-533) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des Relations Presse.
 - nature des fonctions : participer à la mise en œuvre de la stratégie de relations des presses politique et institutionnelle aux côtés de la Directrice et des autres membres de l'équipe et contribuer au management de l'équipe. Assurer la veille et de l'analyse média, afin de proposer en conséquence des actions correctrices.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la presse écrite et connaissance de la presse des collectivités locales,
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant,
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

- 2) Par délibération du 24 octobre 2012, le poste de Chargé de la communication interne, qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2002-110) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la communication.
 - nature des fonctions : assurer la communication en direction des agents de la Ville, de la Métropole et du CCAS de Montpellier par le biais de supports écrits (journal interne, lettre périodique aux agents, lettre à destination des cadres), de messages électroniques (alimentation de l'Intranet des collectivités) et l'organisation de manifestations (accueil des nouveaux agents...).
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de communication des collectivités locales,
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des agents, ce poste ne peut rester vacant,
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

- 3) Par délibération du 19 juillet 2018, le poste de Contrôleur de gestion, qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2018-071) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction Organisation, Etudes, Evaluations.
 - nature des fonctions : Procéder au repérage des missions, activités, prestations et moyens des collectivités. Contribuer au pilotage interne et à l'évaluation et à la conception des procédures. Réaliser des études conjoncturelles d'aide à la décision stratégique et à l'analyse des coûts.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine du contrôle de gestion,
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des agents, ce poste ne peut rester vacant,
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

- 4) Par délibération n°13384 du 12 novembre 2015, le poste de Chef de projet e-services et culture, qui relève du cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux (n° du poste : 2012-015) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des Ressources Informatiques.

- nature des fonctions : conduire les projets informatiques des établissements « externes » (Médiathèques, Musées,...), en conformité avec les référentiels de la Collectivité, organiser le travail avec les groupes de projets (internes et externes) et assurer le pilotage des prestataires informatiques liés à ses projets.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 4 ans d'études, d'une solide expérience professionnelle de plusieurs années dans le domaine de l'informatique
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité des projets informatiques, ce poste ne peut rester vacant.
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- 5) Par délibération n° 14570 du 29 mars 2017, le poste d'Ergonome, qui relève du cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux (n° du poste : 2017-111) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction Qualité de vie au travail du Dialogue Social et de l'Accompagnement Managérial.
- nature des fonctions : étudier les relations entre l'Homme et un système de travail, afin d'améliorer les conditions de travail, en termes de sécurité (prévention des accidents), de santé, de pénibilité, de bien-être ou pour favoriser le développement et l'épanouissement des agents. Conduire des interventions et réaliser des études sur des problématiques et dans des domaines divers (conditions de réalisation du travail, conceptions des lieux de travail...).
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 4 ans d'études, d'une solide expérience professionnelle de plusieurs années dans le domaine de l'ergonomie.
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité des projets informatiques, ce poste ne peut rester vacant.
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- 6) Par délibération n°2018-642 du 3 décembre 2018, le poste d'attaché de presse qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2016-535) a été transformé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des Relations Presse.
- nature des fonctions : Assurer et développer les relations presse de la Ville et de la Métropole de Montpellier auprès des supports médias écrits, TV, radio et web au niveau local, régional, national et international. Valoriser auprès des médias les actions des collectivités. Assurer un maximum de retombées presse positives pour les collectivités.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la presse écrite et connaissance de la presse des collectivités locales,
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant,
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte de la création, des mises en conformité, des transformations, des suppressions et des confirmations de poste.
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-73411-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 non annotée Créations Conseil 03 12 2018
- Annexe 2 non annotée MEC Conseil du 31 janvier 2019
- Annexe 3 non annotée transformation conseil du 31 janvier 2019
- Annexe 4 non annotée suppression Conseil du 31 janvier 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Perla DANAN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Joël VERA

Service public de l'eau et de l'assainissement - Convention d'objectifs avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°2 - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Métropole exerce la compétence eau potable en direct sur 13 communes depuis le 1^{er} janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur du retour en régie du service public de l'eau potable et du maintien en gestion directe du service public de l'eau brute.

Ce retour en régie publique s'est concrétisé par l'adoption, le 28 avril 2015, de la délibération créant l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, disposant de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Les relations entre la Métropole et la Régie ont été définies par une convention d'objectifs d'une durée de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2020. Une version consolidée a été adoptée conjointement par délibération n° 14746 du Conseil de Métropole en date du 28 juin 2017 et par le Conseil d'Administration de la Régie des Eaux dans sa séance du 03 juillet 2017.

Au-delà des responsabilités et missions de chacun, cette convention est un outil au service d'une démarche coopérative :

- la Métropole, autorité organisatrice du service public de l'eau, définit la politique de l'eau et en fixe les grands objectifs. Elle confie leur mise en œuvre à l'établissement public qu'elle a constitué à cet effet ; elle contrôle l'activité de ce dernier, dans le strict respect du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.),
- la Régie, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière est chargée depuis le 1er janvier 2016, dans le cadre de ses statuts approuvés par le Conseil de Métropole, de gérer le Service Public Industriel et Commercial de l'eau potable et de l'eau brute sur 13 communes de la Métropole ; la Régie rend compte à l'autorité organisatrice de l'accomplissement de ses missions.

Un audit externe a été conduit en 2018 sur la gestion de la Régie des Eaux. Ses conclusions nécessitent notamment plusieurs évolutions de la convention d'objectifs. Il est donc proposé un avenant n° 2 comme suit.

En premier lieu, le rapport d'audit recommande la clarification de certains indicateurs fixés par la convention d'objectifs. En effet, ceux-ci permettent d'avoir une vision globale et transparente de l'activité du service et de mesurer les progrès effectués. Sur les 72 indicateurs définis initialement, les ¾ sont suivis et respectés, le restant requiert des précisions car insuffisamment explicites, voire une remise en cause car non opérants.

L'autorité organisatrice et la Régie ont procédé à une analyse partagée et conviennent des principes suivants :

- les indicateurs 1, 9, 21, 23, 33, 34, 35, 38, 41, 42, 43, 46, 50, 62, 65 sont maintenus à l'identique : l'atteinte des objectifs va pouvoir être mesurée à compter du bilan d'exercice 2018 ou l'atteinte des objectifs reste nécessaire bien que décalée dans le temps ;
- les indicateurs 47 et 69 sont conservés mais la méthode de mesure d'atteinte de l'objectif reformulée car à adapter au contexte ou à rendre opérante. Il s'agit de la trésorerie disponible et des émissions de gaz à effet de serre (GES) ;

- les indicateurs 1, 4, 13, 26, 58 et 66 sont supprimés car inopérants dans la période de durée de la convention d'objectifs. Ils pourront être repris ultérieurement. Il s'agit de la mesure de la satisfaction clientèle pour laquelle les outils de suivis ne sont pas adaptés à ce jour, de la mise en place d'une tarification sociale, du taux de sécurisation des besoins en pointe d'alimentation en eau qui ne sera améliorable qu'à compter de la mise en service de la nouvelle usine de potabilisation Valedéau, escomptée en 2023, et des certifications ISO14001 et OHSAS 18001 ;
- les indicateurs 18 et 19 sont retirés de la convention d'objectifs car relevant en premier lieu de la responsabilité ou d'actions de l'autorité organisatrice. Il s'agit de la création de points d'eau ou de fontaines d'eau à boire ou de la transparence de l'information publique.

Les objectifs assignés à la Régie sont donc révisés selon ces principes qui figurent en totalité en annexe de l'avenant n°2.

En deuxième lieu, les activités liées aux missions de communication sont clarifiées, celles concernant la communication institutionnelle relèvent dans leur intégralité de l'autorité organisatrice.

En troisième lieu, la convention d'objectifs avait donné lieu à la mise en place de comités, lieux d'échanges et de partages des données et activités du service, gages de transparence réciproque et d'efficacité.

Afin de consolider la gouvernance de la Régie, deux autres comités ont été installés en 2018 de manière informelle. Il est proposé de les confirmer.

Il s'agit :

- du comité « ressources en eau » : son objectif est le suivi de la préservation des ressources en eau pour un approvisionnement durable et de qualité ;
- du comité « facturation et recouvrement » qui permettra le partage des informations relatives aux taux d'impayés, à la fois sur le budget eau potable de la Régie et sur le budget assainissement de la Métropole, et de définir conjointement des solutions d'optimisation.

Ces comités se réuniront trimestriellement. Ils sont animés par l'autorité organisatrice qui établit un relevé de décisions conjoint. Ils sont composés des représentants des services de chacune des parties, en présence éventuelle du (de la) Vice-Président(e) délégué(e) de la Métropole et du (de la) Président(e) de la Régie.

Enfin, au-delà des évolutions proposées de la convention d'objectifs, l'autorité organisatrice et la Régie partagent un plan d'actions à mettre en œuvre suite aux recommandations formulées par l'audit. Ce plan d'action a conduit dès 2018 à des décisions du Conseil d'Administration relatives à l'adoption d'un règlement de Commission d'Appel d'Offres ou encore à la révision des délégations attribuées au directeur en matière de commande publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n° 2 à la Convention d'objectifs entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Thierry BREYSSE, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71459-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- GVA_20190107_Convention d'objectifs V20190115-1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**TRANSITION CLIMATIQUE ET
ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE,
BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET
TECHNIQUE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition climatique et
environnementale, développement
durable, biodiversité, culture
scientifique et technique

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Perla DANAN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Jérémie MALEK, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Patricia MIRALLES

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Présentation du Rapport préalable au budget sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de développement durable

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi grenelle 2 dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable.

La présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique,
- la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources,
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations,
- une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables,
- l'épanouissement de tous les êtres humains.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable :

- la participation des acteurs et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Le rapport dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de la Métropole pour l'année 2018 et livre les éléments chiffrés disponibles pour les années 2017 et/ou 2018. Il renseigne annuellement une vingtaine d'indicateurs de suivi. Il dessine également les perspectives envisagées par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2019. Rappelons que dans le contexte de l'accélération des crises climatiques et de la biodiversité, l'ONU a lancé un appel international, à tous les décideurs, afin qu'un modèle de développement viable puisse voir le jour dans les deux années à venir.

A ce sujet, la Métropole dispose de dynamiques largement engagées, pour permettre au territoire d'accroître son adaptation aux effets du climat déjà bien visibles, mais aussi d'entreprendre une nouvelle étape dans l'atténuation de ses émissions de gaz à effet de serre, afin de montrer l'exemple et de favoriser la coresponsabilité de tous les acteurs du territoire, et bien sûr d'entrer dans une dynamique toujours plus ambitieuse de résilience, d'innovation et de projets à impact positif, régénérateurs.

1- La lutte contre le changement climatique

En matière de lutte contre le changement climatique, la volonté de mise en application des ambitions de la démarche « Montpellier territoires, une Métropole productive », initiée en 2016-2017, a nécessité de se doter d'une vision aiguisée concernant l'appréhension de l'écosystème dans lequel s'insère le territoire métropolitain, les équilibres environnementaux, l'impact des changements climatiques, l'évolution des modes de vie, de travailler, d'habiter... cela a donné lieu à un travail d'exploration des enjeux et des facteurs d'évolutions du territoire, de sa population, de ses usagers sur les moyen et long termes, pour fixer les orientations fondamentales d'un développement de l'espace métropolitain respectueux des générations futures.

Dans la continuité, Montpellier Méditerranée Métropole traduit cette vision dans la révision de son schéma de cohérence territoriale (SCoT) et l'élaboration de son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi). Ainsi, le conseil de Métropole a pu arrêter un projet de SCoT concerté le 19 juillet 2018, qui a été mis à enquête publique fin 2018 jusqu'au 4 janvier dernier, dernière étape avant l'approbation définitive du document qui interviendra courant du 1er trimestre 2019.

Montpellier Méditerranée Métropole inscrit ainsi son développement dans les orientations du SCoT revisité, dont l'objectif est de diminuer significativement la consommation foncière nécessaire à l'urbanisation en préservant 2/3 du territoire en espaces naturels et agricoles. Le PADD du PLUi s'appuie, en cela, sur ces principes de limitation de la consommation d'espaces.

La stratégie de Montpellier Méditerranée Métropole vise à renouveler et intensifier l'urbanisation, comme dans le projet Ecocité, le long des lignes de transport en commun, en développant un urbanisme qui favorise la mixité sociale et fonctionnelle sur la ville constituée et la ville émergente, dans un contexte de croissance démographique soutenue.

Dans le cadre de la deuxième tranche du programme ville de demain, la Métropole prolonge les actions transversales relatives à la gestion multimodale et post carbone des déplacements et au développement des énergies locales renouvelables, dont la bioénergie. Dans ce domaine, elle continue à innover avec le quartier Euréka et le développement d'un *smart grid* thermique et électrique. L'Ecocité de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit également ses actions à l'échelle des quartiers en accompagnant les usages des habitants des nouveaux îlots démonstrateurs réalisés lors de la première tranche du programme.

A l'échelle de l'ensemble du territoire, la Métropole met en place un schéma directeur de la logistique et un schéma directeur des mobilités actives, pour favoriser la livraison décarbonée, le vélo, la marche à pied et les autres modes de déplacement doux. Le bilan de l'année fait apparaître environ 16 km de pistes cyclables supplémentaires, en incluant les voies vertes, les pistes, bandes, les zones de rencontres et zones 30. De plus une expérimentation de zone à faibles émissions est en cours.

Par ailleurs, en 2018, Montpellier Méditerranée Métropole s'est lancée dans un ambitieux programme de déploiement de 66 bornes de recharge pour véhicules électriques (pour 128 points de charge) sur le territoire, dans le cadre d'un groupement à l'échelle de la nouvelle Région (9 Départements, 2 Métropoles), validé et financé en partie par l'ADEME. Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi mis en place à la fois un réseau public d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et un nouveau service d'autopartage électrique Totem Mobi.

La maîtrise de la demande énergétique et le renforcement de la performance des bâtiments reste également une ambition forte de la Métropole. Par exemple en 2018, l'opération de reconstruction de la médiathèque aimé Césaire à Castelnau-Le-Lez a permis de faire de cet équipement la première médiathèque française à être certifiée Bepos Effinergie (bâtiment à énergie positive). De même, la rénovation thermique des copropriétés privées est une des priorités de la Métropole à travers deux opérations d'importance : d'une part, dans le cadre de l'EcoCité, un programme est engagé sur près de 1000 logements de copropriétés des années 60-70, avec un niveau de performance bbc rénovation ; et d'autre part, le dispositif Rénov'energie a été mis en place en juin 2018 : véritable service public de la rénovation thermique, dans le cadre d'un partenariat avec l'ADEME, il a pour objectif d'accompagner les ménages dans leur démarche de rénovation thermique de leur logement.

Concernant la ville intelligente, notons qu'en 2018, de nouvelles applications ont été mises en service : des capteurs innovants environnementaux, permettant via une application pour smartphone de récupérer des données de température et d'hygrométrie ambiante pour l'usager et pour la Métropole

Concernant l'éclairage public, suite au retour d'expérience de la commune de Prades-le-Lez, deux nouvelles communes de la Métropole ont voté en 2018 une mesure d'extinction de l'éclairage public à partir de minuit ou 1h jusqu'à 5h du matin : Sussargues et Castries. L'objectif est ici de réduire les consommations d'électricité et la pollution lumineuse nocturne.

En 2018, la Métropole a engagé l'élaboration de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) en y intégrant les enjeux relatifs à la préservation de la qualité de l'air conformément à la loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (TECV) du 17 août 2015. En outre, elle a souhaité compléter cette démarche par l'élaboration d'un schéma directeur des énergies, afin de consolider l'exercice de sa compétence en la matière, notamment vis-à-vis des opérateurs énergéticiens.

En interne à l'institution métropolitaine, afin de rendre moins polluants les déplacements domicile-travail et professionnels des agents, la collectivité a renouvelé son plan de mobilité et teste le remboursement des frais kilométriques vélos. Durant l'année 2018, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit la mutation de son parc automobile en souscrivant un marché en groupement de commandes permettant l'acquisition de véhicules électriques et Vélo à Assistance Electrique (VAE). Le parc actuel dispose de 62 VAE.

2- La préservation de la biodiversité et la protection des milieux et des ressources

En matière de préservation de la biodiversité et de protection des milieux et des ressources, quatre rapports régionaux dressent d'ores et déjà, un tableau préoccupant de la biodiversité dans le monde. « La biodiversité et les contributions de la nature continuent à décliner dangereusement », avertissent plus de 500 experts issus

de plus de 100 pays qui ont contribué pendant trois ans à cette évaluation. Ce déclin est constaté dans pratiquement toutes les régions du monde, mettant en péril non seulement la qualité de vie mais aussi les économies, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire.

La Métropole agit sur ce sujet, se donnant comme valeur commune, au travers de son projet de territoire, de « révéler le paysage de la Métropole comme bien commun à travers la figure d'un grand parc métropolitain ». Au-delà de la préservation de l'armature des espaces naturels et agricoles, il s'agit maintenant d'intégrer le respect de la biodiversité, le « grand paysage » et la mise en œuvre d'une politique agroécologique et alimentaire de référence, comme des éléments déterminants du projet de territoire au même titre que les projets urbains. Ces composants fondamentaux sont destinés à constituer le cœur des outils de planification et de programmation (SCoT, PLUi, PCAET...).

L'objectif est de reconquérir les nombreuses terres aujourd'hui non exploitées, publiques et privées, afin d'y installer de nouveaux agriculteurs ou conforter les entreprises agricoles existantes tout en accompagnant la transition agroécologique et alimentaire du territoire (cultures nourricières pérennes et locales, haute valeur qualitative et environnementale, protection de la ressource en eau, installations expérimentales...).

En 2018, la définition précise des besoins et investissements nécessaires aux porteurs de projets pour consolider leur installation permet d'envisager prochainement la conclusion de baux agricoles à clauses environnementales.

De même, les études préalables menées en 2018, vont permettre de créer deux grandes Associations Foncières Agricoles (AFA) en 2019.

Par ailleurs, la Métropole a souhaité accompagner et soutenir le projet d'AgroEcoPôle du domaine de Mirabeau à Fabrègues conçu comme un pôle d'excellence agroécologique et sociale. Ce projet, s'inscrit pleinement dans la perspective de déploiement d'un archipel de fermes ressources multifonctionnelles sur le territoire de la Métropole. L'année 2018 a permis de stabiliser avec l'ensemble des partenaires le plan de financement et le démarrage de la première activité viticole et d'insertion sur le domaine avec le projet vignes de cocagne.

Enfin, en 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé une étude de faisabilité pour identifier précisément les potentialités de réactivation agricole des secteurs en friche dans les zones irrigables, définir le ou les outils d'animation foncière appropriés et définir les travaux de remise en état des terres nécessaires pour y parvenir.

Pour répondre aux nouveaux besoins en termes de qualité de l'air et de rafraîchissement naturel de son territoire, un programme d'actions dans l'espace public consiste à renforcer la présence des arbres en ville, créer de grandes avenues vertes, améliorer les entrées de ville, impliquer les publics à travers le permis de végétaliser, les jardins partagés et les plantations participatives (plantons 1000 arbres).

Concernant la gestion de l'eau, pour rappel, une charte de 31 engagements cadre l'objectif de qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement, selon cinq axes : pédagogie et information, exemplarité, transparence, solidarité, protection de la ressource et préservation des milieux. Ces axes guident la définition et la mise en œuvre des politiques en matière d'eau et d'assainissement, en investissement comme en exploitation. Ils permettent de répondre à l'objectif de solidarité entre territoires et usagers. Sur le périmètre du Syble, l'année 2018 a été riche en partage entre la Métropole et l'Etat sur ce sujet et a permis de valider par exemple, une augmentation du débit réservé correspondant au débit minimum biologique de la source du lez, pour le bon état des peuplements piscicoles.

Un arrêté a ainsi été signé par le Préfet de l'Hérault le 09 août 2018 fixant à 230 l/s la nouvelle valeur de débit restitué. Ce relèvement est assorti d'une période de transition nécessaire à la Métropole pour adapter son système de production d'eau potable à ce nouvel enjeu.

Citons également, sur le plan de la gestion des inondations, l'installation de 4 stations de mesures permettant d'obtenir des données sur les cours d'eau et la finalisation du développement de l'application rendant possible l'accès à la plateforme par les communes de « ville en alerte ». L'outil est entré dans une phase de test opérationnel en septembre 2018, sur le périmètre de 3 communes, pour une durée de 1 an. En parallèle de la phase de test, sur l'année 2019, 2 nouvelles stations seront installées améliorant la couverture du territoire par l'outil.

Montpellier Méditerranée Métropole porte enfin, dans le cadre du programme européen life, un projet ambitieux d'innovations, de recherche et développement mobilisant la réutilisation des eaux usées traitées, qui peut à la fois constituer une opportunité d'amélioration des systèmes épuratoires et une solution dans un contexte de réduction de la ressource.

En interne, sur le territoire des 30 communes hors périmètre ville de Montpellier, dans une logique d'harmonisation des pratiques, 2018 a été marquée par l'entrée en vigueur de la réglementation visant à mettre fin à l'utilisation de tout produit phytosanitaire sur le domaine public. Au-delà, en lien avec la logique de préservation de la ressource en eau, une étude visant à élaborer et mettre en œuvre un Plan d'Adaptation des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) a été instruite, et le plan a été adopté sur un premier pôle territorial, afin d'optimiser la gestion des espaces verts.

3- La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations

Au titre de la cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires et les générations, la Métropole a poursuivi et accentué sa politique de production des différents types d'offres résidentielles (locatif social, logements spécifiques, accession à la propriété...) de manière équilibrée sur le territoire métropolitain, conformément aux orientations fixées par son Programme Local de l'Habitat (PLH) 2013-2018. Elles contribuent à l'action de fond menée depuis plusieurs années pour améliorer la qualité de vie, répondre à la diversité des parcours résidentiels, réduire les inégalités territoriales et participer ainsi au renforcement de son attractivité.

Le bilan 2013-2018 des mises en chantier fait en effet apparaître que l'offre est produite à hauteur de 48 % à Montpellier et 52 % sur le reste du territoire métropolitain (hors Montpellier). Egalement de 2013 à 2017, 9 500 logements locatifs sociaux ont été financés dans Montpellier Méditerranée Métropole soit une moyenne annuelle de près de 1 900 logements pour un objectif fixé par le PLH d'au moins 1 500 logements, équivalant à 28 % de l'ensemble des logements autorisés sur la période.

Le prochain PLH 2019-2024, élaboré en 2017 et 2018 pour être approuvé courant du 1er semestre 2019, permettra de consolider ce mouvement, tant en ce qui concerne la production de logements locatifs sociaux, que de logements sociaux spécifiques (d'insertion, pour les seniors, pour les jeunes...) et d'accession abordable à la propriété.

Depuis le 28 février 2018, Montpellier Méditerranée Métropole propose un nouveau dispositif de logement abordable compris entre 2 400 et 2 900 € TTC/m², avec parking. L'objectif est la livraison à partir de fin 2019 de 1 000 logements par an, les premiers permis de construire viennent d'être délivrés pour une offre qui s'adresse aux ménages à « revenus intermédiaires ».

Concernant la politique culturelle qui doit prendre en compte l'équité dans l'accès des individus à la culture, l'accent est mis sur le maillage de l'offre sur le territoire et la solidarité intercommunale qui se concrétise par des coopératives de services et des partenariats avec les communes.

La mission de coopératives de services et les renforcements des partenariats avec les autres communes du territoire répondent au souci de solidarité de la collectivité. Le schéma de mutualisation qui prévoit une coopération entre les différentes communes du territoire métropolitain et la Métropole, intègre l'offre culturelle.

Les médiathèques illustrent bien cette politique, elles sortent également de leurs murs, à la fois dans Montpellier et dans les communes de la Métropole, dans le cadre d'une politique culturelle intercommunale : médiathèques de rues dans les quartiers par le déploiement de l'IDEAS BOX, participation à l'action de la Métropole « piscines en fêtes » ainsi qu'à la manifestation nationale « partir en livre dans des espaces atypiques de la Métropole » (parcs, campings...).

Le planétarium Galilée et l'aquarium réunis en PLANETOCEAN MONTPELLIER, le site archéologique Lattara - musée Henri Prades, le musée Fabre, et pour la première fois le zoo de Lunaret et l'Ecolothèque unissent leurs ressources pour proposer un programme inédit en France. Pour l'année scolaire 2018, c'est le thème du mouvement qui a été choisi et décliné selon l'approche spécifique de chacun de ces 6 établissements culturels.

L'Ecolothèque a coordonné le parcours de « la science par 4 chemins » pour une vingtaine de classes. Celui-ci s'est conclu en juin à l'Ecolothèque avec 2 grands marchés des connaissances auxquels ont pris part les 600 participants du programme. Le thème du mouvement sera repris en 2018/2019 et le thème « temps » a été choisi pour l'année 2019.

Concernant le contrat de ville, une évaluation à mi-parcours a eu lieu dans le courant du second semestre 2018 avec un rendu des conclusions et préconisations fin 2018. Cette évaluation doit permettre de présenter un bilan d'étape de mise en œuvre et de résultats des actions au regard des objectifs et du fonctionnement du contrat de ville et, au besoin, de procéder à des ajustements. Ces derniers tiendront compte également de la nouvelle feuille de route du gouvernement pour les quartiers relevant de la politique de la ville.

La collectivité développe des actions qui portent sur l'accessibilité aux établissements et sur l'adaptation de l'offre culturelle à ces différents publics pour faciliter leur accès à la culture. Le musée Henri Prades-site archéologique Lattara a lancé la fabrication de maquettes tactiles et programmé l'installation de boucles magnétiques qui viendront renforcer les dispositifs destinés aux visiteurs aveugles ou malvoyants.

Sur le plan du soutien à l'emploi que mène avec le PODEM la Métropole, citons, parmi les nombreux projets en cours « fabrique à entreprendre », en partenariat avec l'Etat, la caisse des dépôts et la région aux côtés de l'Agence France Entrepreneur (AFE). Il vise à expérimenter sur 3 ans (2018-2020) et sur le territoire de la Mosson un guichet unique, véritable plateforme entrepreneuriale, permettant de faire le lien entre l'offre de services des principaux acteurs de la création/reprise d'entreprises et les habitants du quartier ayant le souhait de créer ou reprendre une activité. Ce projet est porté par un consortium d'acteurs de la création d'entreprises.

Enfin, en interne, le taux d'emploi légal des personnes en situation de handicap pour l'année 2017 est de 6,29%.

4- Une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommations responsables

Une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables est développée par Montpellier Méditerranée Métropole, depuis 2015, au travers d'une stratégie économique de dimension métropolitaine, impulsée autour des sept piliers, que sont : la santé, le numérique, les transports et les mobilités, le développement économique le tourisme, l'industrie, l'Agro-écologie et l'alimentation, la culture, le patrimoine et les universités et enfin le commerce et l'artisanat. Ces sept piliers correspondent aux domaines d'excellence que la Métropole s'engage à structurer, développer et valoriser.

Le développement de liens et de projets communs entre les écosystèmes et les territoires doit permettre d'amplifier une véritable dynamique métropolitaine pouvant se matérialiser sous de multiples formes de partenariat. Montpellier Méditerranée Métropole œuvre ainsi pour le rayonnement méditerranéen, européen et mondial du territoire au travers notamment de sa stratégie F.A.I.R., depuis 2017 :

- Fédérer en mettant les écosystèmes en mouvement,
- Accélérer en levant les freins et en boostant la création et la croissance des acteurs économiques,
- Implanter en développant une offre foncière et immobilière adaptée aux besoins des entreprises,
- Responsabiliser en soutenant une économie solidaire.

Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique particulièrement dynamique de création d'entreprise. Depuis 1987, le BIC (Business & Innovation Centre) de Montpellier Métropole œuvre à la création d'entreprises innovantes sur le territoire de la Métropole. Classé meilleur incubateur au monde en 2007 par la NBIA (National Business Incubation Association), il est aussi récompensé, en 2014 et 2015, par l'UBI INDEX, qui classe le BIC dans le top 10 mondial des meilleurs incubateurs. En 30 ans, il a accompagné la création de 643 sociétés qui représentent aujourd'hui près de 4 700 emplois directs et un chiffre d'affaires de 648 m€.

En 2018, le BIC passe à la 2^e place dans le classement UBI global des meilleurs incubateurs mondiaux.

Concernant la gestion des déchets, en lien avec l'objectif de consommation responsable, la Métropole s'attache à réduire l'empreinte écologique du territoire, en privilégiant les techniques innovantes. En 2018, les réflexions ont repris afin d'initier le futur programme local de prévention des déchets 2019-2023. La Métropole a également finalisé en 2018 la mise en place du tri des biodéchets dans toutes les cantines scolaires de la ville de Montpellier. Cette démarche accompagne une opération globale menée par la ville de Montpellier visant à réduire le gaspillage alimentaire.

Elle mène également des projets pilotes pour accompagner les habitants, commerçants et employés, dans la mise en pratique d'Ecogestes sur 2 îlots urbains de la ville de Montpellier, dont l'îlot emblématique de la Mantilla sur Port Marianne. Ainsi de janvier 2018 à fin 2019, 6 000 foyers et salariés supplémentaires seront accompagnés pour la mise en pratique d'éco-gestes.

Elle poursuit par ailleurs, en 2018, son programme de modernisation des points propreté, et son service de collecte mobile de petits objets encombrants.

Concernant la valorisation des déchets, retenons l'exemple d'Amétyst, qui en matière de bilan énergétique, produit jusqu'à 400 000 kWh d'électricité par semaine (20 472 mW au total en 2017), représentant la consommation en électricité de plus de 6 500 logements. De plus, l'usine alimente le réseau de chaleur de la ZAC des grisettes, soit à terme environ 2 400 logements et une clinique (10 856 mW de chaleur ont été livrés en 2017).

En novembre 2018, la Ville et la Métropole initient une démarche écoresponsable globale qui s'articule autour de 4 valeurs-partagées : l'exemplarité, l'excellence, l'écoresponsabilité et la coresponsabilité. Elle vise à créer début 2019, un guide pour généraliser les bonnes pratiques écoresponsables lors de l'organisation des événements, culturels et sportifs notamment, par les deux collectivités. Elle donnera lieu à la rédaction d'une charte visant à mobiliser l'ensemble des partenaires du territoire organisateurs d'événements, afin de tendre le plus rapidement possible vers des événements zéro déchets, bas carbone et à impact positif, dans une démarche d'économie symbiotique, régénératrice des écosystèmes naturels.

Enfin, la Métropole porte l'ambition de donner accès à une alimentation saine et locale à tous, et de faire connaître à chacun les initiatives territoriales autour de l'agroécologie et de l'alimentation. La plateforme internet (bocal.montpellier3m.fr) recense via une base de données dynamique et cartographiée plus de 275 points de distribution en produits bons et/ou locaux. Elle intègre également un agenda mutualisé. C'est une déclinaison concrète de la politique de la Métropole en matière d'agroécologie et d'alimentation durable.

L'éco-exemplarité de la Métropole en interne se retrouve en particulier dans sa charte de l'achat public durable et dans les démarches de certification engagées par ses prestataires.

En interne, la Métropole continue de mener une politique renforcée de formation et de sensibilisation auprès de ses agents. La collectivité s'attache à les sensibiliser aux gestes éco-citoyens sur leurs lieux de travail. Ainsi, en 2018, la semaine de réduction des déchets, a fait l'objet de messages de sensibilisation auprès des agents, notamment sur l'enjeu de réduction de la quantité de déchets à la source.

5- L'épanouissement de tous les êtres humains

Concernant l'épanouissement de tous les êtres humains, la Métropole a choisi de s'engager dans la lutte contre l'exclusion.

L'amélioration de l'accès à la culture et à la connaissance est une préoccupation majeure de la politique culturelle de la collectivité, afin d'irriguer l'ensemble du territoire en spectacles de qualité. Ainsi, deux des grands festivals qui ponctuent la vie culturelle métropolitaine, le festival Montpellier danse et le festival radio France Occitanie Montpellier, proposent des spectacles gratuits décentralisés dans les communes.

Chaque année, les concerts du festival radio France, attirent environ 7 000 spectateurs.

La programmation du festival Montpellier danse pour sa part, investit depuis une dizaine d'années déjà les villes de la Métropole avec des pièces spécialement conçues pour l'espace public. Une douzaine de communes sont concernées chaque année, et ces représentations en plein air attirent entre 2 500 et 3 000 spectateurs.

Le projet de doter la Métropole d'un centre d'art contemporain en restructurant l'hôtel Montcalm en vue de la création du MOCO, centre d'art de Montpellier Méditerranée Métropole a commencé en 2017 par le lancement des études opérationnelles de maîtrise d'œuvre, puis les travaux ont débuté en juin 2018, l'ouverture étant prévue en juin 2019. Son objectif : doter la Métropole d'un équipement culturel novateur faisant émerger Montpellier comme une place forte artistique de niveau international et dynamisant la scène locale du point de vue culturel et touristique.

Avec 1 391 407 entrées en 2017, dont 782 575 dans les deux médiathèques centrales Zola et Fellini (département image en mouvement), 2 231 391 prêts, 59 700 abonnés, le réseau des médiathèques métropolitaines est sans doute le service culturel le plus fréquenté, par un public large et diversifié. Elles constituent de véritables maisons de services publics culturels, ouvertes largement aux citoyens du territoire,

comme le prouvent les quelques 60 000 personnes qui ont participé aux 2 500 manifestations proposées en 2017-18 : rencontres d'auteurs, lectures, ateliers, spectacles, contes, projections, jeux, etc...

Avec 47 heures d'ouverture hebdomadaire, le réseau des médiathèques métropolitaines est attentif à ouvrir mieux, à des moments variés et pertinents pour des publics très diversifiés. Aux plages horaires pour le grand public s'ajoutent entre six et vingt heures hebdomadaires d'accueils réservés aux classes et autres groupes spécifiques dans chaque médiathèque ainsi qu'au centre de ressources pour les écoles et la littérature de jeunesse. Près de 40 000 scolaires sont ainsi accueillis chaque année, plus de 5 000 collégiens et lycéens et plus de 20 000 participants dans le cadre des accueils réservés à la petite enfance.

Citons également le projet DEMOS, visant à inscrire l'éducation et la pratique musicale dans les quartiers « politique de la ville » et les zones rurales éloignées des lieux de pratique qui se poursuit en 2018

Le soutien de la Métropole à FACILIGO, dans le cadre de la démarche cité intelligente, vise à imaginer de nouveaux services urbains et des dispositifs numériques contribuant à améliorer la participation citoyenne et à stimuler l'économie par l'innovation. La start-up FACILIGO, incubée au BIC Cap Omega, propose une plateforme collaborative et solidaire sur internet (faciligo.fr) qui permet la mise en relation de populations à mobilité réduite avec les populations autonomes pour aider les premières dans leurs déplacements de proximité (tramway ou bus) ou pour des voyages.

En interne, dans le cadre des actions de prévention de santé de la collectivité, la Gefluc (groupement des entreprises françaises dans la lutte contre le cancer) intervient depuis 7 ans auprès des agents. A titre d'exemple, les agents souhaitant arrêter de fumer peuvent être accompagnés, au travers de quatre rendez-vous individuels de 30 minutes avec un tabacologue. En 2018, 21 agents ont été accompagnés.

6- Les éléments de méthode inhérents au développement durable

Du point de vue méthodologique, la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole est fondée sur une nouvelle gouvernance. Elle repose sur quatre approches :

- une relation repensée entre la Métropole et les communes à l'occasion de la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole,
- une priorité accordée à la relation aux usagers et à la proximité, consacrant l'échelon communal comme le premier maillon de la relation aux habitants,
- une nouvelle ambition pour la participation citoyenne,
- un rôle renouvelé pour le Conseil de Développement (CoDé).

Le CoDé continue à multiplier les avis et consultations. Il a ainsi contribué activement au projet de schéma de cohérence territoriale (SCoT).

La place des habitants dans le contrat de ville est également un axe politique fort. Les conseils citoyens sont élus pour 2 ans et ont été renouvelés au printemps 2018.

Concernant l'état d'avancement des concertations des 2 projets de tramway en 2018, la concertation relative à la modification du tracé de la 5ème ligne de tramway afin de préserver le parc Montcalm, engagée en 2017, s'est poursuivie en 2018 avec l'organisation de 3 réunions publiques.

De même, après une première phase de concertation menée en 2012 et 2013, le projet d'extension de la ligne 1 de tramway à la nouvelle gare Montpellier sud de France s'est poursuivi par la tenue d'une nouvelle réunion publique le 14 décembre 2018. L'objectif est de présenter au public le projet d'extension et les modifications apportées depuis la 1ère phase de concertation, les parties d'aménagement et d'exploitation ainsi que l'évolution du tracé, dans l'objectif d'offrir un service de transport rapide, régulier et ponctuel entre les deux gares de Montpellier et relier la gare nouvelle au centre-ville.

Dans le domaine de la gestion concertée de la ressource en eau, notons que les principes de gouvernance suivants ont été retenus :

- une rationalisation et une simplification de l'organisation dans le domaine du grand cycle de l'eau, et notamment de la Gemapi. L'ensemble des EPCI partenaires de l'étude socle qui assurent cette compétence a voté l'instauration de la taxe Gemapi afin de couvrir les surcoûts inhérents à l'exercice de cette compétence sur leur territoire et au renforcement des contraintes réglementaires en matière d'endiguement.

La structuration progressive d'une gouvernance agroécologique et alimentaire territoriale, se poursuit également, elle vise notamment à construire une démarche cohérente d'intégration de l'agriculture dans des projets d'aménagement durables. Les fermes nourricières du domaine de viviers ou de la Condamine initient cette démarche, font de la pédagogie, ont mis en culture, et ont pu commercialiser leur première récolte, dans une démarche de dialogue territorial.

En interne, la dématérialisation des services assemblée de la Ville et de la Métropole est opérée en 2018 : la dématérialisation des convocations des conseils municipaux et métropolitains a permis, outre l'inscription du projet dans une démarche de développement durable et de sécurité juridique, une économie annuelle de 120 000 € environ (reprographie et envoi des dossiers en version papier).

Les objectifs propres à Montpellier Méditerranée Métropole, pour chacune de ces 5 finalités du développement durable, constituent ainsi sa feuille de route pour son action au quotidien.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport 2018 joint sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de développement durable et de sa présentation préalable au débat sur le budget ;
- approuver par un vote la transmission du rapport et la tenue du débat ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72129-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RDD OFFICIEL METRO 2018.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

TRANSPORTS ET MOBILITE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Joël VERA

Transports et Mobilité - Extension de la ligne 1 de tramway vers la gare Montpellier Sud de France - Bilan de la concertation - Approbation

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°11195 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la 1ère ligne de tramway à la gare nouvelle Montpellier Sud de France. Le Conseil s'est également prononcé favorablement sur l'engagement d'un processus de concertation conformément aux articles L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme.

Une première phase de concertation s'est déroulée courant 2013, et a débouché sur un bilan intermédiaire, approuvé par la délibération n°11738 du 25 juillet 2013.

Rappel des éléments principaux de cette première phase de concertation :

Par délibération n°11301 en date du 20 décembre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé les modalités de concertation au vu de l'avis favorable de la Ville de Montpellier en date du 17 décembre 2012 et confirmé l'installation d'un périmètre d'étude pour l'extension de la 1ère ligne de tramway à la gare, en traversant le quartier dénommé depuis « Cambacères ».

Il est à noter que le projet d'extension de la ligne 1 de tramway pour assurer la desserte de la gare nouvelle et desservir ce nouveau quartier a fait l'objet d'une procédure de concertation qui lui est propre. Par souci de cohérence et afin d'assurer au public une information lisible et claire, ces deux projets portés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue depuis Montpellier Méditerranée Métropole, ont été présentés et discutés de manière concomitante.

Le futur quartier « Cambacères » est à la croisée des développements urbains de Montpellier vers la mer et du corridor des transports languedociens (Gare Montpellier Sud de France, Aéroport, contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier et nouvelle A9).

Une première phase de concertation sur l'extension de la Ligne 1 de tramway à la gare nouvelle « Montpellier Sud de France » et son quartier a eu lieu du 3 mai au 15 juillet 2013.

1. Le dispositif d'information du Public

- **L'exposition Nature urbaine**

Cette exposition, événement majeur du dispositif de concertation, était installée à l'Opéra Comédie de Montpellier, du 3 mai au 15 juillet 2013.

- **La plaquette d'information**

Cette plaquette, destinée au grand public, avait pour objectif d'exposer efficacement le projet aux citoyens.

Cette plaquette, imprimée en 3 000 exemplaires, a été diffusée :

- Lors des ateliers de concertation ;
- Lors des réunions publiques ;
- Sur les 2 lieux d'exposition ;
- Aux différentes étapes de la concertation organisée par Réseau Ferré de France (RFF) sur le projet de gare nouvelle.

- **Le film de présentation**

Un film a été réalisé qui introduisait le contexte de mise en place du projet urbain, ses enjeux, ses objectifs et ses atouts. Dans ce film, étaient présentée la stratégie urbaine et paysagère du projet. Plusieurs interviews de personnalités du monde économique et des élus de la Communauté d'Agglomération de Montpellier intervenaient également dans cette présentation.

- **Les relations Presse**

Les relations presse ont facilité la mobilisation des citoyens. Des bannières internet ont été diffusées sur le site de *Midi Libre* avec un lien sur le site de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Un supplément présentant spécifiquement le projet urbain dans le magazine *La Gazette de Montpellier* du 2 au 8 mai 2013 a été édité. Plus de 10 articles sur le projet sont parus dans la presse locale.

La majorité des articles ont mis l'accent sur le projet global et ont encouragé la population à participer à la concertation, notamment à travers l'exposition Nature urbaine.

- **Campagne d'affichage urbain**

12 affiches ont été mises en place en des lieux stratégiques pendant une durée de 3 fois 15 jours pour inviter la population aux réunions publiques et à découvrir les expositions publiques.

- **La présence sur le site de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :**

<http://www.montpellier-agglo.com/>

Une rubrique dédiée au projet urbain a été créée. Elle propose une description synthétique du projet et soumet également les supports d'information disponibles et les dates clés des réunions publiques.

Par ailleurs, le site permettait de se rediriger vers le site de la conversation citoyenne mis en place par l'agglomération de Montpellier <http://www.monagglo2020.com/>, sur lequel une rubrique spécifique au projet a été créée avec la possibilité de donner son avis.

- **La mise à disposition de dossiers présentant le projet et expositions de panneaux d'information du 3 mai au 15 juillet 2013**

A l'Hôtel d'Agglomération de Montpellier (dans le hall du premier étage), composée de :

- o 2 panneaux sur le projet urbain dont extension de la ligne 1 de tramway,
- o 1 panneau Nature urbaine,
- o 1 registre à disposition du public à l'accueil,
- o 1 document de présentation synthétique « OZ un nouveau cadre de vie » précisant la stratégie urbaine et programmatique du projet.

2. Le dispositif de participation du public

Du 3 mai au 15 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en avant le projet, sur lequel les citoyens ont été invités à s'exprimer, via :

- Des annonces Presse ;
- Des invitations à chaque grand rendez-vous (exposition, réunion publique, ateliers), avec notamment des invitations spécifiques adressées à la Chambre d'Agriculture, à la Chambre des Métiers, à la Chambre de Commerce et d'Industrie ainsi qu'au Conseil de Développement ;
- Une réunion publique de présentation du projet, le mardi 21 mai 2013 au Corum pendant 2h30.

Finalisation de la concertation publique pour le projet d'extension de la ligne 1 à la gare Montpellier Sud de France

Le 14 décembre 2018, une nouvelle réunion publique s'est tenue à l'Hôtel de Métropole, de manière concomitante avec la concertation réalisée dans le cadre de la ZAC Cambacérès 1bis.

Cette réunion publique, qui a réuni environ 80 personnes, a été l'occasion de présenter au public les principaux objectifs de cette extension ainsi que les modifications apportées au projet depuis la 1^{ère} phase de concertation.

Les cinq objectifs retenus pour ce projet structurant sont :

1. Poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics afin de diminuer la dépendance automobile

L'extension de la ligne 1 de tramway s'inscrit à terme dans cet objectif de maillage du réseau, améliorant la coordination des différents modes au niveau des nœuds de ce même réseau. Elle doit permettre de maîtriser les trafics automobiles en assurant une desserte directe et cadencée de la gare Montpellier Sud de France, en relation avec la gare Montpellier-Saint-Roch.

2. S'intégrer dans une stratégie urbaine globale

L'armature de réseau de transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole a été conçue comme la colonne vertébrale du développement du territoire. L'extension de la ligne 1 de tramway dans le nouveau quartier Cambacérès répond à cet objectif.

3. Assurer des dessertes de qualité des grands équipements, des établissements d'enseignement et des pôles d'emploi

L'extension de la ligne 1 de tramway relie la Gare Montpellier Sud de France et le quartier Cambacérès aux secteurs très dynamiques en termes d'emplois, de recherche, d'enseignement et de commerces, actuellement desservis par la ligne 1 entre Odysseum, l'hyper-centre de Montpellier et le secteur Hôpitaux-Facultés. Avec le réseau maillé prévu à 5 lignes de tramway en 2024, 60% de la population et 64% des emplois de la métropole desservis par le tramway bénéficieront d'un accès direct à la gare TGV. L'extension de la ligne 1 constitue ainsi un des projets structurants de la gare TGV et du nouveau quartier, avec comme objectif d'offrir des conditions exceptionnelles d'accessibilité et de desserte en transports collectifs. Elle s'accompagne de la réalisation d'une liaison urbaine entre Odysseum et la gare TGV comprenant l'aménagement d'itinéraires piétonniers et cyclables.

4. Permettre de relier efficacement les deux gares entre elles

Nombre de voyageurs seront amenés à emprunter les deux gares, notamment dans leurs transferts entre trains régionaux et trains à grande vitesse. Il convient donc de leur assurer les meilleures conditions pour effectuer ce trajet. L'objectif est de concevoir un service de transport suffisamment rapide, régulier, ponctuel, confortable et sécurisé pour diminuer au maximum les effets de rupture de trajet des voyageurs transitant par les deux gares. En outre, l'atteinte de cet objectif doit permettre d'assurer le meilleur accès à la gare TGV en transport en commun.

5. S'intégrer au nouveau quartier Cambacérès

Les aménagements de ce nouveau quartier et de la ligne de tramway doivent participer de la même unité et de la même cohérence urbaines, afin notamment que les espaces publics, les cheminements des piétons et des cycles soient traités en harmonie et en continuité les uns par rapport aux autres. Dans cet esprit, les aménagements liés au prolongement de la ligne de tramway doivent non seulement participer à la mise en relation des différentes composantes du nouveau quartier entre elles (la gare TGV, le lycée, le pôle d'affaires, les équipements sportifs, les premiers logements, les commerces, les parcs, etc...), mais aussi entre ce quartier et les autres équipements de la Métropole, en assurant le franchissement de l'actuelle autoroute A9 en direction d'Odysseum, des quartiers de Port Marianne et, plus loin, du centre-ville et des autres quartiers de Montpellier.

Bilan de la Concertation

Cette concertation, auprès de la population, des associations et des instances concernées, a permis de préciser les parties d'aménagement et d'exploitation de l'extension de la ligne 1 et de présenter l'évolution du tracé.

A ce stade, il est possible, en analysant les remarques des populations concernées et tenant compte de l'avancée des études, d'établir la synthèse suivante.

Le futur quartier Cambacérès accueille la gare nouvelle de Montpellier Sud de France depuis juillet 2018, pour laquelle la liaison avec le centre-ville, la gare Montpellier-Saint-Roch et l'aéroport via les transports urbains est primordiale.

L'extension de la ligne 1 de tramway va ainsi permettre d'ouvrir un service de transport suffisamment rapide, régulier et ponctuel pour diminuer au maximum les effets de rupture de trajet entre les deux gares. Dans cet esprit, les aménagements liés au prolongement de la ligne de tramway vont participer à la mise en relation des différentes composantes du nouveau quartier entre elles (lycée, pôle d'affaires, équipements sportifs, logements, commerces, parcs...), et entre ce quartier et les autres équipements de la ville, en assurant le franchissement de l'A9 et de l'A709 en direction d'Odysseum. Ils constitueront l'axe central de ce quartier.

La population qui s'est exprimée a considéré que le projet proposé était un projet utile et indispensable : la liaison entre les deux gares apparaît comme indispensable à la réussite du programme global Quartier Cambacérès/gare Montpellier Sud de France. Selon les citoyens, les transports sont l'une des composantes prioritaires du programme, l'extension de la ligne 1 est donc vitale pour que le projet soit unanimement accepté. Il apparaît en effet la volonté citoyenne de voir les modes de vie actuelle simplifiés en simplifiant notamment l'accès à la mobilité.

Le tracé ne fait pas débat. Le tracé préférentiel de l'extension ligne 1 depuis le terminus du centre commercial Odysseum jusqu'au parvis ouest de la gare en passant par le cours de la gare du futur quartier Cambacerès, n'a pas été remis en cause et a, au contraire, recueilli un avis très favorable.

La possibilité de prolonger la ligne 1 est très bien perçue par les citoyens qui souhaitent même qu'elle soit à terme prolongée jusqu'à l'aéroport.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme de réalisation de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway à la gare Montpellier Sud de France sur la Commune de Montpellier, selon le tracé décrit ci-dessus,
- approuver le bilan de la concertation préalable à la réalisation de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway à la gare Montpellier Sud de France,
- approuver le projet de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway à la gare Montpellier Sud de France,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72338-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Joël VERA

Voirie, Espace public - Programmation 2019 - Travaux d'aménagement des réseaux d'éclairage public sur la commune de Saint Jean de Védas - Modification du plan de financement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

En application de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'entretien et l'aménagement de la voirie et des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires, sur le territoire des 31 communes membres.

De plus, elle est également autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et à ce titre assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire.

Cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux. Le Syndicat mixte Hérault Energies est autorisé concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole.

Dans le cadre des projets d'aménagements locaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite rénover les réseaux d'éclairage public ou les enfouir, dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants et de rationalisation de l'action et de la dépense publique.

Au titre de la programmation de travaux 2019, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention, pour les projets liés à des travaux de rénovation, de mise en conformité, d'enfouissement des réseaux d'éclairage public.

Pôle Territorial Plaine Ouest :

Commune de Saint Jean de Védas :

Travaux de la rue des Ecoles : travaux sur le réseau de distribution publique d'électricité.

Il convient de modifier la délibération n°M2018-504 du 20 septembre 2018, suite à la réception du plan de financement définitif.

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	TVA déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Part financière pour Hérault Energies	Dépense à charge de la Métropole
Electricité	62 667	9 791,72			52 875,28
Eclairage public	42 296,92				42 296,92
Télécommunication	13 246,93				13 246,93

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les travaux effectués sur le réseau de distribution publique situés sur la commune de Saint Jean de Védas
- approuver la modification du plan de financement des travaux de mise en discrétion des réseaux sur la commune de Saint Jean de Védas,
- solliciter le Syndicat Hérault Energies pour l'inscription de ces opérations à son prochain programme de travaux ;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 908 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Titina DASYLVA, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-70376-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Joël VERA

Voirie, Espace public - Convention de mise à disposition de services entre la commune de Castries et Montpellier Méditerranée Métropole pour les travaux relatifs à l'entretien des espaces verts et bassins d'orage du Parc Régional d'Activité Économiques (PRAE) Via Domitia - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, et le Conseil Régional Languedoc-Roussillon, devenu Conseil Régional Occitanie, ont décidé d'unir leurs compétences et moyens en matière de développement économique et de s'associer afin de constituer un syndicat mixte dénommé « Syndicat Mixte du Parc Régional d'Activités Via Domitia », dont la création a été entérinée par arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.

Le Syndicat Mixte du Parc Régional d'Activités Via Domitia est compétent pour mettre en œuvre et réaliser l'opération d'aménagement d'ensemble, à vocation industrielle, commerciale, tertiaire et artisanale, d'intérêt régional, dite « Via Domitia », sur les communes de Castries et de Vendargues.

La création de cette ZAC souhaite répondre à la forte demande de foncier économique de la part des entreprises locales et ainsi diversifier la base économique des zones d'activités, en concrétisant la compétitivité internationale de Montpellier Méditerranée Métropole et de la région Occitanie.

C'est dans ce contexte que la commune de Castries et Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de voirie, se sont rapprochées afin de mettre à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole des services et des moyens généraux susceptibles d'assurer les prestations nécessaires à l'entretien des bassins d'orage, des espaces verts ainsi que le nettoyage général de cette zone.

En complément, et à titre expérimental, les parties ont décidé de procéder à l'évaluation sur l'année 2018 du dispositif relatif à la mise à disposition des services et moyens nécessaires à la réalisation des prestations citées plus haut.

Conformément à l'engagement commun de rationalisation des services et du principe de meilleure organisation, la commune de Castries et Montpellier Méditerranée Métropole conviennent de l'efficacité de ce nouveau dispositif et souhaitent en pérenniser les dispositions.

En conséquence, il est proposé de contractualiser cette mise à disposition de moyens et de services de la commune de Castries vers Montpellier Méditerranée Métropole par voie conventionnelle, conformément aux dispositions de l'article L.5111-1 du Code général des collectivités territoriales, pour la réalisation de prestations liées à l'entretien des aménagements paysagers.

L'ensemble des prestations réalisées par la commune de Castries fera l'objet d'une contrepartie financière forfaitaire, dont le coût estimé est de 24 000 € TTC par an, correspondant au coût estimé des moyens nécessaires pour accomplir l'ensemble de ces missions.

La convention est conclue pour une durée de 4 ans,

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de mise à disposition de services de la commune de Castries pour Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Gilbert PASTOR.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71433-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention mise à disposition de services

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Joël VERA

Voirie, Espace public - Investissement voirie - Convention de fonds de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Jacou - Modification - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire métropolitain.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Le Conseil Municipal de la commune de Jacou a approuvé le versement d'un fonds de concours, par délibération en date du 12 décembre 2018, sur la programmation de travaux de réfection et de sécurisation de sa voirie communale.

Constatant le retrait d'une opération, et en accord avec la commune, il convient de modifier, en conséquence, la répartition du fonds de concours par montants d'opérations.

La présente délibération abroge et remplace les dispositions correspondantes de la délibération n°M2018-669 du 03 décembre 2018 en ces termes :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Montant du fonds de concours	Taux de fonds de concours
Travaux de réaménagement rue de Soubeyran	48 102,72	40 085,60	19 641,94	49%
Aménagement de voirie : Feux tricolores de la commune	13 258,44	11 048,70	5 413,86	49%
Aménagement de voirie : Eclairage public de la commune	26 000	21 666,67	10 616,67	49%
Travaux divers d'aménagement de voirie	20 892,09	17 410,08	8 530,94	49%

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les versements des fonds de concours décrits ci-dessus ;
- approuver les conventions définissant les modalités de versement de ces fonds de concours ;
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits à son budget de l'exercice en cours, au chapitre 908, et seront complétés en tant que de besoin aux budgets des prochains exercices ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71436-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv de FDC Jacou modifications

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Joël VERA

Voirie, Espace public - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la commune de Clapiers et Montpellier Méditerranée Métropole pour les travaux relatifs à la création d'un parking et la sécurisation du boulevard de la Liberté - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La commune de Clapiers souhaite structurer son offre de stationnement, notamment par la réalisation d'un parking face au parc municipal Claude Leenhardt et la sécurisation du boulevard de la liberté axe structurant de circulation. Le projet prévoit également de réaliser un plateau piétonnier traversant surélevé entre le parking et l'entrée du parc pour franchir le boulevard.

Or, ces programmes d'aménagement relèvent aujourd'hui de compétences distinctes.

En effet, si la construction du parking et l'aménagement d'une nouvelle ouverture du parc relèvent de la pleine compétence communale, c'est aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole qui est compétente en matière d'aménagement des espaces publics.

La cohérence de l'opération impose cependant que les éléments de programme soient traités de la manière la mieux coordonnée possible. Aussi, la Métropole et la commune ont envisagé la conclusion d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage, qui prévoit que l'ensemble de l'opération soit piloté par la commune

En application de l'article 2 II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée « *Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération* ».

En conséquence, les deux parties ont convenu de la désignation de la commune de Clapiers comme maître d'ouvrage unique de l'opération « Construction d'un parking situé sur le boulevard de la Liberté, avec réalisation d'un plateau traversant piétonnier et nouvelle ouverture du parc municipal Claude Leenhardt ».

Considérant que les travaux d'aménagement de l'espace public prennent leur cause dans le projet de réalisation du parking initié par la commune, et au titre des avantages que retire Montpellier Méditerranée Métropole d'un tel aménagement, les parties conviennent de la répartition financière décrite ci-après :

	Montant HT	Pourcentage
Travaux	207 600	100 %
Part commune de Clapiers	179 050	86 %
Part Métropole	28 550	14 %

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la commune de Clapiers et Montpellier Méditerranée Métropole relative aux travaux de construction d'un parking situé sur le boulevard de la Liberté ;
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits à son budget, aux chapitres 905 et 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71445-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv de co moa Clapiers

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE 2 - SOMMAIRE

Conseil du 31 janvier 2019
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-019	Décision relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de services postaux - Autorisation de signature de la convention et des marchés	254
MD2018-706	Décision relative au marché n°5121 VD 16 de "Fourniture, installation et mise en service d'un système d'évaporation de perméats de lixiviats osmosés utilisant l'énergie de brûlage du biogaz produit sur l'ISDND de Castries"	256
MD2018-770	Décision relative au marché n°4687EA17 pour l'aménagement de quatre ouvrages transversaux du Lez - Réalisation de dispositifs piscicoles - Avenant N°2	258
MD2018-813	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AD 45, AD 48, AD 49 et AD 50 auprès de l'ASL "Mas des Tonnelles" Impasse des Arceaux Commune de Montferrier-sur-Lez	260
MD2018-834	Décision relative à la mise à niveau du système de ventilation du Tunnel de la Comédie - Attribution du marché - Autorisation de signature	262
MD2018-842	Décision relative au marché n°8.11A portant sur l'étude d'impact vibratoire pour le secteur nord dans le cadre de la 5ème ligne de Tramway	265
MD2018-846	Décision relative à l'avenant n°6 au marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°969 pour l'étude et la réalisation de la 3ème ligne de tramway- Extension Ouest de la ligne 1 et ligne 4 "la Circulade"	267
MD2018-848	Décision relative à l'acquisition Volume 2 Parcelle BO 44 rue Ganymède Commune de Juvignac	270
MD2018-853	Décision relative à l'acquisition des bassins de rétentions sur le secteur OVALIE-GRISETTES, parcelles cadastrées EH 55, EH 241, DZ 114 auprès de la SERM commune de Montpellier	272
MD2018-854	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé - Parcelles cadastrées section EK n° 186p et 188p - commune de Montpellier	274
MD2018-863	Décision relative à la rétrocession par la SERM des terrains supportant les voiries et équipements publics de la ZAC de l'Aéroport - Commune de Pérols	276
MD2018-894	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la 5ème ligne de tramway - Parcelle AL204 route de Mende à Montpellier	278
MD2018-908	Décision relative à un marché n°5027EA18 - Réhabilitation du poste de relevage du Pont Trinquat (4ème pompe)	280
MD2018-936	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BY 496 en nature de voirie Commune de Clapiers	282
MD2018-940	Décision relative au marché n°5144RI18 de maintenance des logiciels Ermes Portail, Ermes Poste Publics, SARASVATI et INFODOC du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole	284

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-954	Décision relative à un marché subséquent n°4938MS02bis - Aménagement des avenues Unterschleissheim et Méditerranée sur la commune du Crès	286
MD2018-957	Décision relative à l'attribution d'un marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage "Programmation créative d'un nouveau pôle de développement économique ", dans le cadre des études préalables à l'aménagement des sites Naussargues /Mijoulan	288
MD2018-960	Décision relation au marché n°5092EP18 - Contrôles électriques des installations d'éclairage public de la ville de Montpellier - Attribution - Autorisation de signature	291
MD2018-961	Décision relative au marché n°5141EP18 - Fournitures de lampes d'éclairage public - Attribution - Autorisation de signature	293
MD2018-962	Décision relative au marché n°4776 de renouvellement des réseaux de l'avenue du Val de Montferrand à Montpellier - Avenant n°2 - Autorisation de signature	295
MD2018-970	Décision relative au Mécénat de la société Jean Larnaudie SNC pour l'acquisition d'une œuvre de François-Xavier Fabre (Montpellier, 1766 - id., 1837), Portrait de Caroline Scitivaux (1800-1882)	297
MD2018-975	Décision relative à une convention d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage du Syndicat du Bassin du Lez auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	299
MD2018-988	Décision relative à la mise en place un groupement de commandes entre La Ville de Montpellier, la Métropole et le CCAS de Montpellier, relatif aux aménagements de poste et de prestation d'accompagnement des agents en situation de handicap	301
MD2018-1001	Décision autorisant d'établir une convention d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de la Métropole pour l'implantation d'éclairage ornemental sur les équipements métropolitains. Pôle Littoral	304
MD2018-1003	Décision relative à la signature du marché subséquent N°5023A03 de travaux VRD pour la liaison du PUP Jardin d'Hélios vers le Carrefour des Devèzes - Commune de Courdonterral	306
MD2018-1005	Décision relative à un marché subséquent n°4938MS01 - Renouvellement du réseau d'eaux usées de la rue Francis Poulenc à Lattes	308
MD2018-1006	Décision relative à la cession de la parcelle CR n°184 B située à Lattes	310
MD2018-1007	Décision relative aux conventions de mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2019	312
MD2018-1009	Décision relative à l'adoption d'une convention de groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole portant sur le lot n°1 de la procédure d'"Achat de multifonctions, imprimantes réseau avec contrats de maintenance", le lot 1 portant sur l'acquisition et la maintenance de photocopieurs multifonctions.	315
MD2018-1010	Décision relative à la signature du marché subséquent N°5023A04 de travaux de VRD sur l'avenue de Montpellier et la rue de la Roselière à Lattes	318
MD2018-1011	Décision relative à un avenant de transfert pour le marché n°3951DC15 de gardiennage du musée Fabre	320

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-1012	Décision relative à la cession d'une emprise de 37 m ² Impasse rue Breton Commune de Montpellier	322
MD2018-1013	Décision relative à un marché n° 5138EA18 - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la Route de Boirargues à Lattes	324
MD2018-1014	Décision relative à l'attribution du marché subséquent n°4 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'Aire de Grand Passage située sur la commune de Pérols dans le cadre de la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des Gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole	326
MD2018-1015	Décision relative à l'attribution du marché subséquent n°5 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'Aire de Grand Passage - Commune de Saint Jean de Védas - Réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des Gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole	329
MD2018-1016	Décision relative à l'attribution du marché subséquent n°6 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'Aire de Grand Passage située sur la commune de Fabrègues dans le cadre de la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des Gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole.	332
MD2018-1017	Décision relative à l'attribution du marché subséquent n°7 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'Aire d'Accueil Permanent - Commune de Castries - Réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des Gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole	335
MD2018-1018	Décision relative à l'attribution du marché subséquent n°8 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'Aire d'Accueil Permanent - Commune de Cournonterral - Réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des Gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole	338
MD2018-1020	Décision relative à l'avenant n°1 au mandat d'étude - Aire d'accueil des gens du voyage	341
MD2018-1022	Décision relative à l'avenant n°1 d'augmentation du montant de l'accord- cadre à bons de commande n°4661AT16 relatif aux travaux et maintenance de voirie - Lot 1 Pôle Plaine Ouest	343
MD2018-1023	Décision relative à la convention de prestation de services de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des archives	345
MD2018-1024	Décision relative au marché n°4826AT17 - LOT N°2 - Terrassements assainissement chaussées et aménagements paysagers - RD610 Déviation de Castries - Avenant n°1 - Autorisation de signature	347
MD2018-1030	Décision relative à une convention entre La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'installation d'équipements de télécommunication LoRa sur les réservoirs de Montpellier - Autorisation de signature	349
MD2018-1032	Décision relative à la cession d'une emprise de 191 m ² non cadastrée en section SN sur la partie de la rue du Mas des Brousses déclassée sise commune de Montpellier - Aménagement du quartier CAMBACERES	352
MD2018-1034	Décision relative à la convention de prestation de services réciproques de la commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion du parc automobile	354
MD2018-1035	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BS 486 - Lieudit Terres del Rey - Commune Le Crès	356

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-1036	Décision relative au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) - Mise à jour de la convention de prestation de service entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	358
MD2018-1038	Décision relative au marché n°3580DS14 "Nettoyage du gymnase Pitot-Peyrou, du Palais des sports René-Bougnol et du Stade de la Mosson de Montpellier Méditerranée Métropole" - Lot n°2 "Palais des sports René-Bougnol" - Avenant n°1	361
MD2018-1039	Décision relative au Règlement Général sur la Protection des données (RGPD) - Mise en place d'un contrat de prestation de service entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	363
MD2018-1040	Décision relative au marché n°3580DS14 "Nettoyage du gymnase Pitot-Peyrou, du Palais des sports René-Bougnol et du Stade de la Mosson de Montpellier Méditerranée Métropole" - Lot n° 3 "Stade de la Mosson" - Avenant n° 1	366
MD2018-1043	Décision relative à un accord-cadre de prestations d'études de maîtrise d'œuvre urbaine - Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Mandat d'études confié à la SA3M - Autorisation de signature du marché subséquent n°1	368
MD2018-1044	Décision relative au marché n°M8B0008DE - Mission de détection de projets d'implantation sur Montpellier Méditerranée Métropole	371
MD2018-1045	Décision relative à l'agrément de candidature de la société LABOSUD dans la Zac Garosud Extension à Montpellier	373
MD2018-1046	Décision relative au marché n°5153DE18 pour le nettoyage des 3 bâtiments du BIC CAP ALPHA-CAP OMEGA-MIBI de Montpellier Méditerranée Métropole et l'espace Métropole de l'aéroport de Montpellier	375
MD2018-1048	Décision relative au marché subséquent n°5023B02 - Travaux de sécurité écoles - Réaménagement de la rue Viollet le Duc - Montpellier - Attribution du marché - Autorisation de signature	377
MD2018-1049	Décision relative au marché n°4765 UH18 pour la Mission de suivi-animation du Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) en Quartier Politique de la Ville - Attribution	379
MD2018-1050	Décision relative à un avenant n°5 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société ECOCLIMASOL pour une réduction de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	382
MD2018-1052	Décision relative à l'attribution du lot 2 du marché n°5103TE18 relatif à la révision et animation du plan climat énergie territorial en plan climat air énergie territorial, la démarche Cit'ergie associée et l'élaboration du schéma directeur des énergies	385
MD2018-1053	Décision relative à l'agrément de candidature de la société NETIA dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	388
MD2018-1055	Décision relative au marché n°5207DC18 de nettoyage des bâtiments du site archéologique Lattara - musée Henri Prades	390

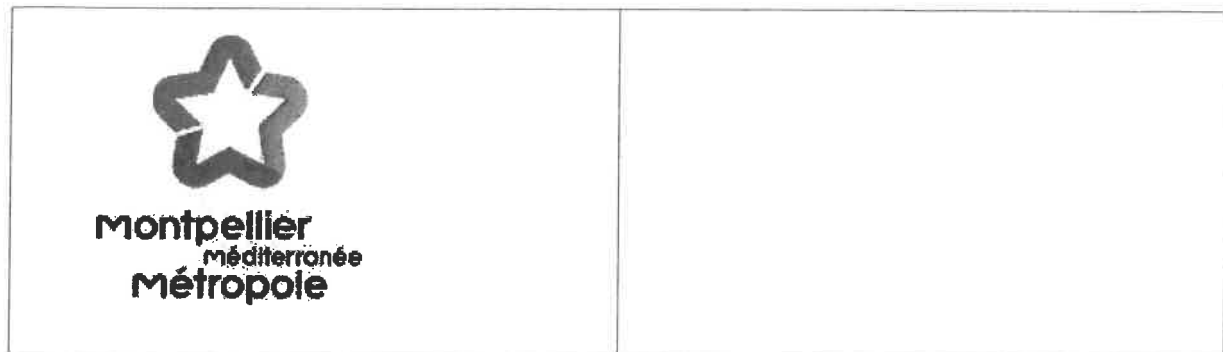
N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-1056	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°4548UH16 - Programme d'études relatif à l'élaboration du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024 de Montpellier Méditerranée Métropole - autorisation de signature	392
MD2018-1057	Décision relative à un marché n°5095MG18 - Exploitation et maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution - Autorisation de signature	394
MD2018-1058	Décision relative à un marché n°4804MG17 - Travaux de modernisation d'un parc d'ascenseur au siège de Montpellier Méditerranée Métropole	397
MD2018-1060	Décision relative à un avenant portant sur le marché n°3727 - Prestations de gardiennage pour Montpellier Méditerranée Métropole	399
MD2018-1061	Décision relative à un avenant n°1 portant sur le marché n°3710MG14 - Entretien, contrôle et maintenance du Parc Automobile de Montpellier Méditerranée Métropole	401
MD2018-1065	Décision relative à l'octroi de la protection fonctionnelle	403
MD2018-1067	Décision relative à un marché n°5137EA18 - Travaux de renforcement du réseau d'assainissement sur la commune de Saint Jean de Védas - Avenue de la Condamine	405
MD2018-1068	Décision relative à l'agrément de candidature de la société FACILIGO dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	407
MD2018-1069	Décision relative à une donation de Monsieur Christian Bonnefoi d'une de ses toiles, Babel I "de la sphère", 90°, datée de 1978	409
MD2018-1070	Décision relative à une donation de l'Indivision héritier Pallier, représentée par Madame Coralie Bernard Pallier, d'une esquisse de Frédéric Bazille, La Chienne Rita	411
MD2018-1071	Décision relative à une donation de Monsieur Frédéric Jacques Temple de trois dessins d'Albert Dupin (1910-2005) : Nu agenouillé, Nu allongé et Deux figures debout	413
MD2018-1075	Décision relative à une donation de Monsieur Jean Hilaire de dix gouaches de Jean Hugo (Paris, 1894-Lunel, 1984)	415
MD2018-1076	Décision relative au transfert de propriété de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole du volume 1 du parking Saint-Roch	417
MD2018-1078	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries et espaces communs Lotissement les Combes Commune de Cournonsec	419
MD2018-1079	Décision relative à la conclusion d'un bail entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Cannabes - Location de locaux à Courmonterral.	422
MD2018-1080	Décision relative à un marché n°5151RI18 de mise en place d'une plateforme de gestion de tags NFC/Beacons	424
MD2018-1081	Décision relative à l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre de conception et réalisation des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Emile Zola afin de transférer les droits et obligations de la société Frustié et Associés, cotraitante, à la société EGIS Bâtiments Sud-Ouest	426
MD2018-1082	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IPRASENSE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	428

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-1083	Décision relative à l'acquisition des parcelles AI 179 et AI 347 rue du Mistral Commune de Saint-Drézéry	430
MD2018-1085	Décision relative à l'avenant n°1 à la convention de groupement de commandes Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole pour le marché de travaux et de maintenance de la voirie n°4661AT17 (lots 6 à 10)	432
MD2018-1087	Décision relative à l'attribution des marchés de travaux pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	434
MD2018-1088	Décision d'ester en justice "Requête n°1805442-6 TA - Isabelle MARQUE"	437
MD2018-1090	Décision relative à un avenant n°3 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société AVINEON pour une réduction de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	439
MD2018-1091	Décision relative au marché n°5224RI18 d'infogérance et prestations d'assistance à l'exploitation du système d'information de Montpellier Méditerranée Métropole	442
MD2018-1092	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AP 164 angle Passage des Blaques et rue des Aires - Commune de Montferrier-sur-Lez	444
MD2018-1095	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées DS 801 et DS 803 auprès de la société Eméris avenue du Pont-Trinquat Commune de Montpellier	446
MD2018-1097	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Urgence Solaire - Ateliers Eco-artisans rue de Font Froide à Montpellier	448
MD2018-1099	Décision relative à la signature du marché subséquent n°5023A07 relatif aux travaux d'aménagement de la rue des terres noires à Pérols	450
MD2018-1100	Décision relative à l'avenant n°2 au marché 4811 Renforcement de conduites AEP de refoulement, réhabilitation et dévoiement de conduites EU à Montferrier-sur-Lez	452
MD2018-1101	Décision relative à la signature du marché subséquent N°5023A09 relatif aux travaux de réaménagement de la rue des Roudères à Saint Jean de Védas	454
MD2018-1102	Décision relative à l'attribution des marchés de travaux - Extension et rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER - Commune de Montpellier	456
MD2018-1103	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule Ford Connect immatriculé AA-724-ME économiquement irréparable - Hôtel des Ventes de Montpellier	459
MD2018-1104	Décision relative au marché n°M8B0016DC de réalisation, édition et diffusion du catalogue raisonné du fonds des peintures italiennes du musée Fabre	461
MD2018-1106	Décision relative à une convention de partenariat avec la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour à la mise à disposition d'espaces au Centre Culturel Béranger de Fré dol et l'autorisation d'occupation du domaine public communal	463

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-1107	Décision relative à une convention de mise à disposition d'espaces de la Médiathèque Jules Verne au bénéfice de l'association ' L'ouvre-boîtes '	466
MD2018-1108	Décision relative à la signature du marché subséquent n°M8C0002AT relatif aux travaux d'aménagement de la rue du Bosc à Clapiers	468
MD2018-1109	Décision relative à l'acquisition de parcelles en nature de voiries - Lotissement Mas de Plagnol-Marty Commune de Cournonsec	470
MD2018-1111	Décision relative aux avenants n°1 de prolongation du marché multi-attributaire n°4055TV15 relatif à l'élagage, abattage et débroussaillage des arbres	472
MD2018-1112	Décision d'ester en justice "Assignment TGI - SARL KOSY"	474
MD2018-1115	Décision d'ester en justice "TGI Montpellier - Copropriété les Cévennes à Montpellier"	476
MD2018-1116	Décision relative à l'avenant n°2 de prolongation du marché n°3571TV14 relatif aux travaux de signalisation horizontale et verticale	478
MD2018-1117	Décision relative à l'avenant n°1 de prolongation du marché n°4147TV15 relatif aux travaux de signalisation verticale	480
MD2018-1118	Décision relative au marché n°5152MG18 Marché de location, entretien et maintenance de fournitures d'hygiène sanitaire de Montpellier Méditerranée Métropole	482
MD2018-1121	Décision autorisant la signature d'un avenant au marché n°5073RH18 prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole	484
MD2018-1122	Décision relative au marché n°5024EA18 - Construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier	486
MD2018-1123	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la 5ème ligne de tramway - Parcelle AN210 route de Mende à Montpellier	488
MD2018-1126	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets Service de collecte des déchets ménagers Régie d'avances Pôle d'exploitation de Pignan Clôture de la régie	490
MD2018-1127	Décision relative au marché n°5155DE18 de maintenance multi-technique avec travaux et prestations associés à la maintenance pour les 3 bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole Cap Alpha-Cap Omega-Mibi	492
MD2018-1128	Décision relative à une autorisation de dépôt de permis de construire sur le site du Domaine d'Ô à Montpellier	494
MD2018-1129	Décision relative au marché de réalisation des travaux d'amélioration des installations de captage et de valorisation du biogaz de l'unité de méthanisation Amétyst - Autorisation de signature	496
MD2018-1131	Décision relative à la désaffectation et au déclassement de plusieurs emprises Pôle Multimodal - Commune de Baillargues	498
MD2018-1132	Décision relative à une convention de prêt d'œuvres avec le Musée du vin de Champagne et d'archéologie régionale d'Épernay	501
MD2018-1135	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALL IN ONE ELECTRONICS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	503

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-1137	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ERBA DIAGNOSTICS FRANCE dans le Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez	505
MD2018-1138	Décision d'ester en justice "Requête Michel MOUSSOL - Cour d'Appel de Montpellier"	507
MD2018-1139	Décision d'ester en justice "SCI TOUZELINE - Cour d'Appel de Montpellier"	509
MD2018-1140	Décision relative à l'avenant n°1 de prolongation d'une durée de douze mois du marché n°3599UH14 portant sur la conception et le développement d'une maquette 3D ' Grand Territoire ' temps réel et évolutive au service de l'Aménagement du Territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	511
MD2018-1142	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI 586 - Rue du Mistral - Commune de Saint-Drézéry	513
MD2018-1143	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOMNEWS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	515
MD2018-1144	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société AWADAC au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	517
MD2018-1147	Décision relative à l'avenant 1 au marché n°4417DM16 portant sur l'exploitation du parc de stationnement des Arceaux (à Montpellier)	519
MD2018-1149	Décision relative à une convention de mise à disposition d'un local par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole - Local du 498 rue Louise Michel à Montpellier	521
MD2018-1150	Décision relative à l'approbation du projet de convention pour la mise à disposition gratuite, les conditions d'utilisation et de gestion quotidienne des locaux poubelle rue de Rhodes	523
MD2018-1151	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule Citroën Berlingo immatriculé EL-578-FR économiquement irréparable - Hôtel des Ventes à Montpellier	525
MD2018-1153	Décision relative à la cession pour réforme d'une benne à ordures ménagères de marque Citroën immatriculée BG-013-PJ économiquement irréparable - Hôtel des Ventes de Montpellier	527
MD2018-1154	Décision relative au transfert de propriété du tronçon du lit du Lez dans le cadre de la compétence dite GEMAPI - Commune de Montpellier	529
MD2018-1157	Décision relative au marché n°5070EP18 - Maitrise d'œuvre - RD5 - Cournonsec - Recalibrage de la chaussée - Piste cyclable - Avenant n°1 - Autorisation de signature	532
MD2018-1158	Décision relative au sinistre ayant endommagé le véhicule de Montpellier Méditerranée Métropole - Indemnités d'assurances - Acception d'une offre d'indemnisation	534
MD2018-1159	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets Service collecte des déchets ménagers Régie de recettes Station de compostage de Grammont Ajout d'une recette autorisée	536
MD2018-1160	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets Service collecte des déchets ménagers Sous Régie de recettes Station de compostage de Grammont Ajout d'une recette autorisée	539

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-1162	Décision relative à la cession pour réforme d'une balayeuse de marque Hako type Labor économiquement irréparable - Hôtel des Ventes de Montpellier	542
MD2018-1165	Décision relative à la vente d'une emprise de terrain de 496 m ² chemin de la Peyrière commune de Saint Jean de Védas	544
MD2018-1166	Décision relative au marché de prestation de service de coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé pour la conception et la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier - Attribution	546
MD2018-1168	Décision relative à un avenant n°1 au marché 4025MG16 "Prestation de télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole"	549
MD2018-1169	Décision d'ester en justice "Requête 1805922-5 TA - Geniès BALAZUN"	551
MD2018-1171	Décision relative à un avenant n° 1 au marché n°3692DC14 - lot 13 - de nettoyage des établissements culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	553
MD2018-1172	Décision d'ester en justice "Procédure d'expulsion - Parking lycée Mendès France Montpellier"	555
MD2018-1174	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°3670DC14 - lot 1 "maintenance multitechnique des bâtiments et installations techniques du musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières d'Espeyran"	557
MD2018-1175	Décision d'ester en justice "Requête n°1805918-4 TA - BADIE Véronique"	559
MD2018-1178	Décision relative à l'avenant n° 1 au marché 3875GD15 de "Nettoisement et collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier"	561
MD2018-1183	Avenants aux marchés 3428AJ13 (Lots 1 et 3 à 6) et 3428AJ13ter (Lot 2) - Souscriptions des contrats d'assurance de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	563
MD2018-1185	Décision relative à la cession de la parcelle A 2388 - Impasse du Château Commune de Castries	565
MD2018-1190	Décision relative à l'avenant n°3 du marché de 3263UH13 - Lot n°1 et Lot n°2 concernant l'AMO pour la "révision du SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole"	567
MD2018-1191	Décision relative à l'avenant n°2 du marché 3308UH13 ' Mission d'études environnementales et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) '	569
MD2018-1196	Avenant n°1 au marché 3867 BIS AJ15 - Prestations de services postaux - Prolongation de la durée du marché sans minimum ni maximum pour le lot n°1	571



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (3M)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise en place d'une
convention constitutive de groupement de
commandes entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier - Prestations de services
postaux - Autorisation de signature de la
convention et des marchés**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques, et Protocole » ;
- **CONSIDERANT** le souhait de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre en œuvre un groupement de commandes dans le cadre de la passation de d'un marché de prestations de services postaux, dans l'objectif de réaliser des économies d'échelle,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Il est proposé de constituer entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole un groupement de commandes en application de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, et de conclure une convention à cet effet.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnatrice de ce groupement. A ce titre, la Métropole sera chargée de procéder à l'ensemble de la procédure de mise en concurrence, dans le respect de l'ordonnance susvisée et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, de désigner l'attributaire et de lui notifier le marché ou l'accord cadre.

ARTICLE 3 : La procédure de passation sera conduite sur la base des besoins fonctionnels globaux suivants : recensement des besoins et planification, rédaction des pièces administratives et financières du dossier de consultation des entreprises, suivi administratif de la procédure de mise en concurrence, suivi technique et financier du marché, interfaces avec un logiciel financier, formation.

ARTICLE 4 : Chacune des deux entités sera chargée de l'exécution du marché ou accord- cadre conclu à l'issue de la procédure de mise en concurrence, avec la mise en œuvre d'une facturation distincte pour la Ville et la Métropole sur la base des prestations réalisées pour leur compte.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction, ainsi que les marchés conclus dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 déc. 2018


Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 28/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

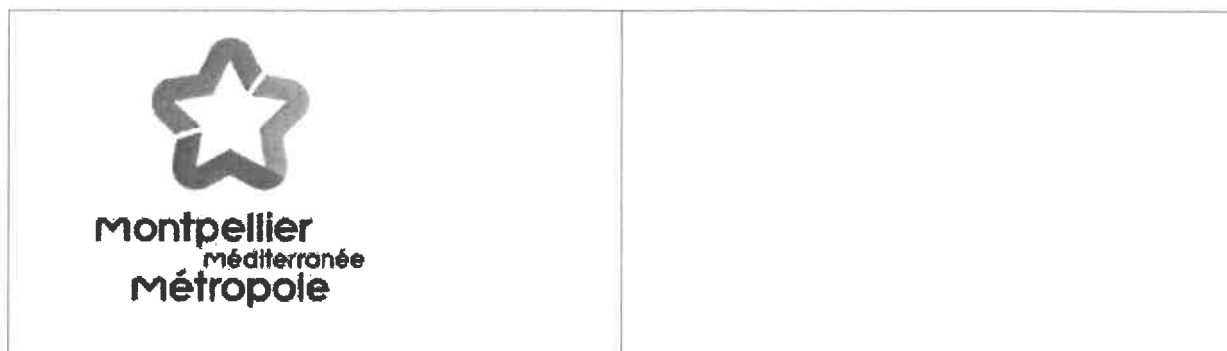
034-243400017-20180101-26489-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/12/18

Réception en Préfecture : 28/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5121 VD 16
de "Fourniture, installation et mise en
service d'un système d'évaporation de
perméats de lixiviats osmosés utilisant
l'énergie de brûlage du biogaz produit sur
l'ISDND de Castries"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de passer un marché de fourniture, installation et mise en service d'un système d'évaporation de perméats de lixiviats osmosés utilisant l'énergie de brûlage du biogaz produit sur l'ISDND de Castries ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché passé en appel d'offre ouvert pour une durée de un an à compter de la date fixée par ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique au regard de la note méthodologique (60%) ; le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40%)
- qu'après analyse, le groupement d'entreprises GRS VALTECH / FBI BIOME, 112 chemin de Mûre, 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 17 juillet 2018 a choisi cette offre

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché 5121VD18 de « Fourniture, installation et mise en service d'un système d'évaporation de perméats de lixiviats osmosés utilisant l'énergie de brûlage du biogaz produit sur l'ISDND de Castries » au groupement d'entreprises GRS VALTECH / FBI BIOME pour un montant estimatif de 213 600 euros HT. Sa durée est de un an.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL**

Publiée le : 03/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

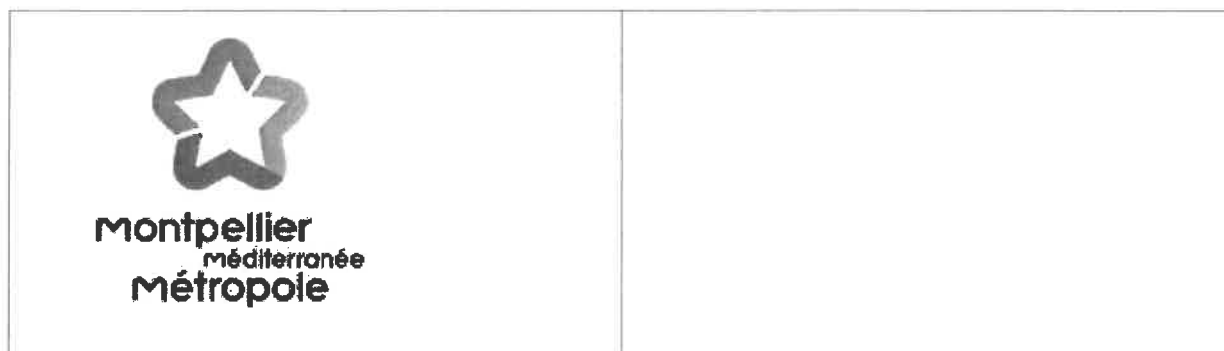
034-243400017-20180101-51264-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/12/18

Réception en Préfecture : 03/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4687EA17
pour l'aménagement de quatre ouvrages
transversaux du Lez - Réalisation de
dispositifs piscicoles - Avenant N°2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des risques majeurs et des milieux aquatiques »,

CONSIDÉRANT :

- qu'à l'issue des études d'exécution, il est apparu que pour limiter l'impact environnemental du chantier et réduire les risques liés aux variations du débit du Lez lors de l'exécution du chantier, il convenait de modifier les conditions d'intervention par la mise en œuvre de moyens de travaux subaquatiques,

- qu'en phase chantier, il est apparu que la stabilité des berges bétonnées du Lez ne permettait pas la pose des dalles « béton » prévues au marché en raison de leur poids (300kg/m²). Pour éviter ce risque, il a été décidé d'installer un modèle de dalles ABS plus léger en polyuréthane. De plus, ces dalles permettent de répondre aux dernières demandes de l'Agence Française pour la Biodiversité (services de l'Etat) qui doit valider la nature des travaux réalisés afin que la Métropole puisse percevoir les aides financières de l'Agence de l'eau, aides qui représentent 80% du coût de l'opération,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 4687EA17 relatif à l'aménagement de quatre ouvrages transversaux du Lez (réalisation de dispositifs de franchissements piscicoles) pour un montant de 17 767 € HT, portant le montant global du marché à 136 735,40 € HT (pour mémoire, l'avenant n°1 était sans incidence financière);

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant n°2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 déc. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc LUSSERT**

Publiée le : 07/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

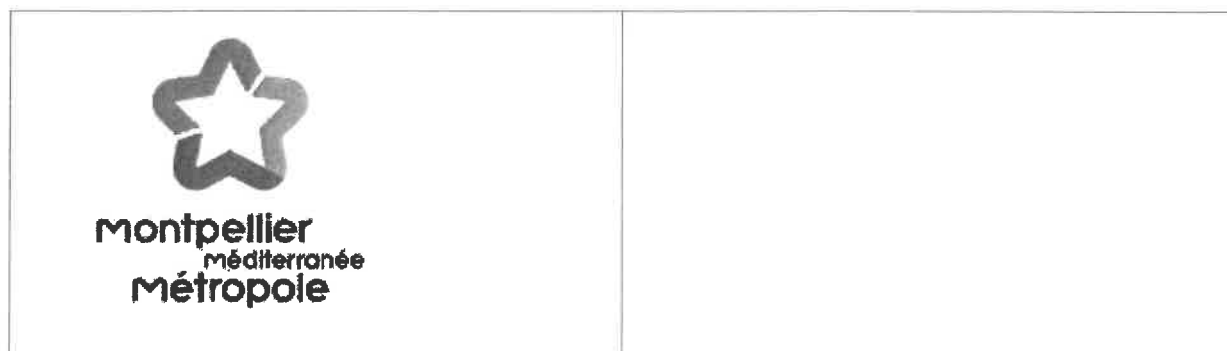
034-243400017-20180101-54486-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/18

Réception en Préfecture : 07/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées AD 45, AD 48, AD 49
et AD 50 auprès de l'ASL "Mas des
Tonnelles" Impasse des Arceaux Commune
de Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le procès-verbal de l'Assemblée Générale de l'ASL "Mas des Tonnelles" en date du 16 septembre 2017,
- VU la demande de rétrocession formulée par l'ASL "Mas des Tonnelles" en date du 25 septembre 2017,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir les parcelles cadastrées AD 45, AD 48, AD 49 et AD 50 situées impasse des Arceaux à Montferrier-sur-Lez, afin de régulariser la propriété foncière de ces parcelles déjà aménagées en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'ASL "Mas des Tonnelles", représentée par Monsieur THOUVENIN, les parcelles cadastrées AD 45 (82 m²), AD 48 (56 m²), AD 49 (513 m²) et AD 50 (329 m²), situées impasse des Arceaux à Montferrier-sur-Lez, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : L'office notarial Foch à Montpellier se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 21/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

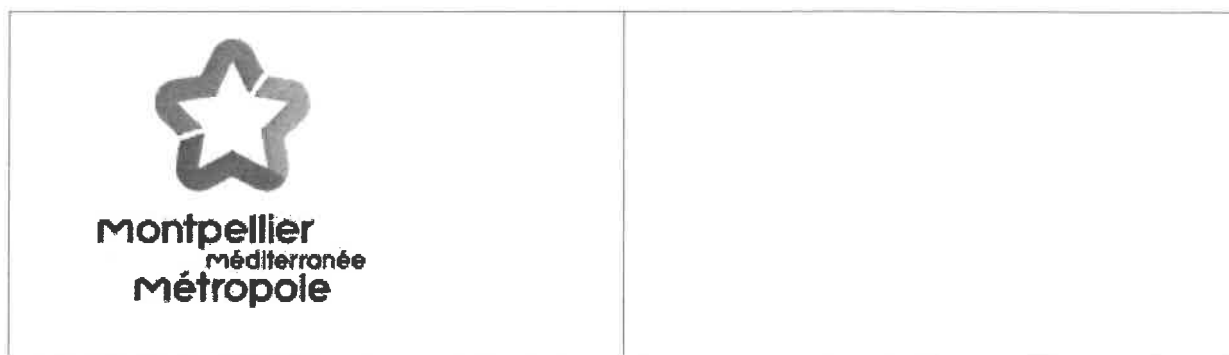
034-243400017-20180101-56424-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/12/18

Réception en Préfecture : 21/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Gestion Multimodale des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à niveau du
système de ventilation du Tunnel de la
Comédie - Attribution du marché -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14050 en date du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Président ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des « Transports et Mobilité » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de la mise à niveau du système de ventilation du Tunnel de la Comédie, il est nécessaire de confier à une entreprise spécialisée l'exécution des travaux de réhabilitation des moteurs et de la mise à niveau des armoires de commandes ;
- qu'un marché de services a été lancé conformément aux articles 25-I-1 et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 pour une durée d'1 an ;
- que cette consultation a été passée en application des articles 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique 60 %
 - Prix des prestations 40 %
- que la commission d'appel d'offres de Montpellier Méditerranée Métropole, dans sa séance du 25 septembre 2018, a choisi pour le marché 4932DM17 après analyse le Groupement d'entreprises SPIE INDUSTRIES ET TERTIAIRES/YVROUD – 4 avenue Jean Jaurès – 69551 FEYZIN présentant l'offre économiquement avantageuse, au regard des critères posés dans le règlement de la consultation.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché 4932DM17 - Mise à niveau du système de ventilation du Tunnel de la Comédie au groupement d'entreprises SPIE INDUSTRIES ET TERTIAIRES/YVROUD représenté par son mandataire SPIE INDUSTRIES & TERTIAIRES – 4 avenue Jean Jaurès – 69551 FEYZIN pour un montant maximum de 500 000 € HT (pour information, pour un montant estimatif de 466 445,22 € HT). Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 1 an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2018 et 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 déc. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO**

Publiée le : 18/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-57382-AU-1-1

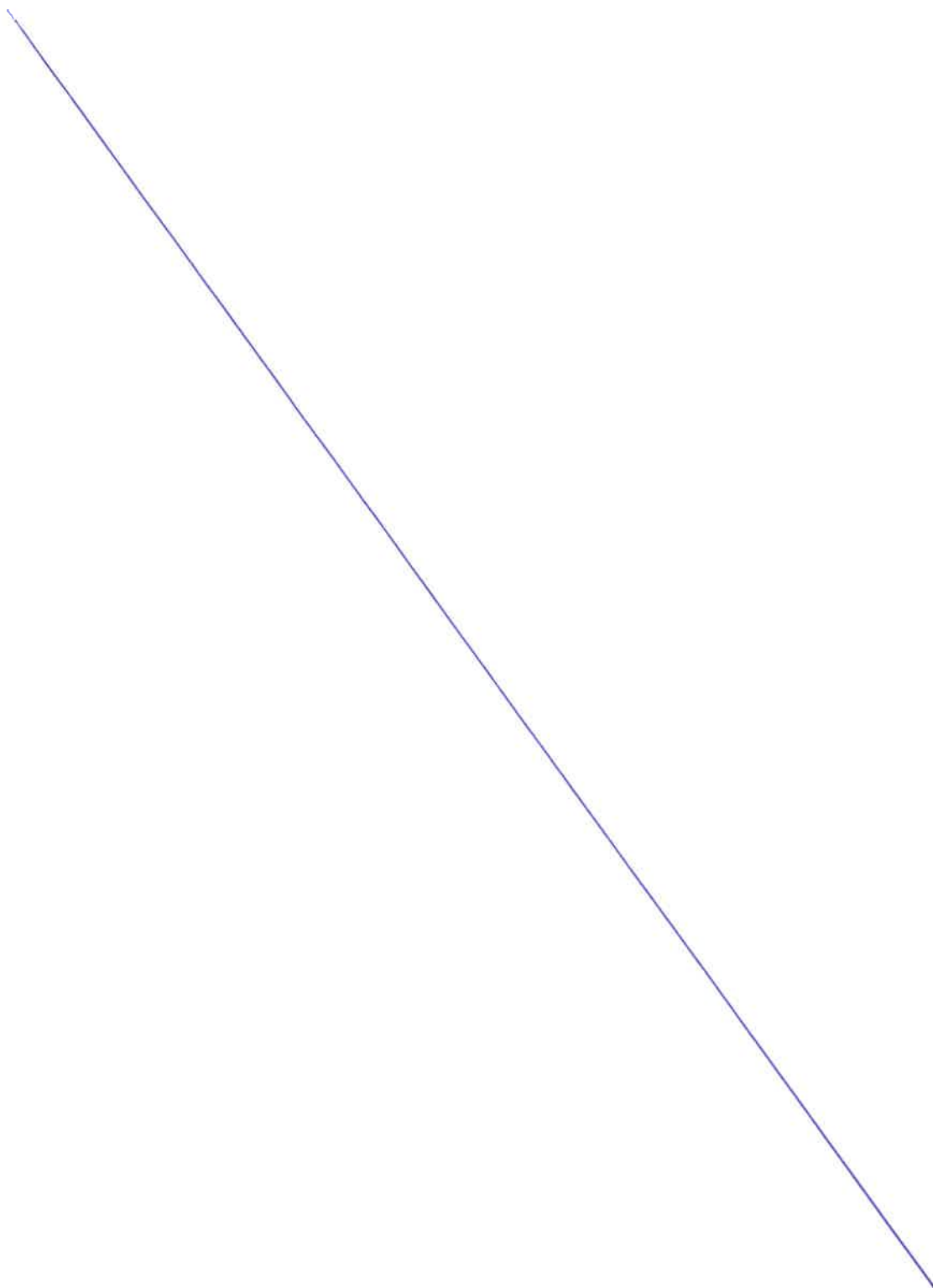
Acte Certifié exécutoire

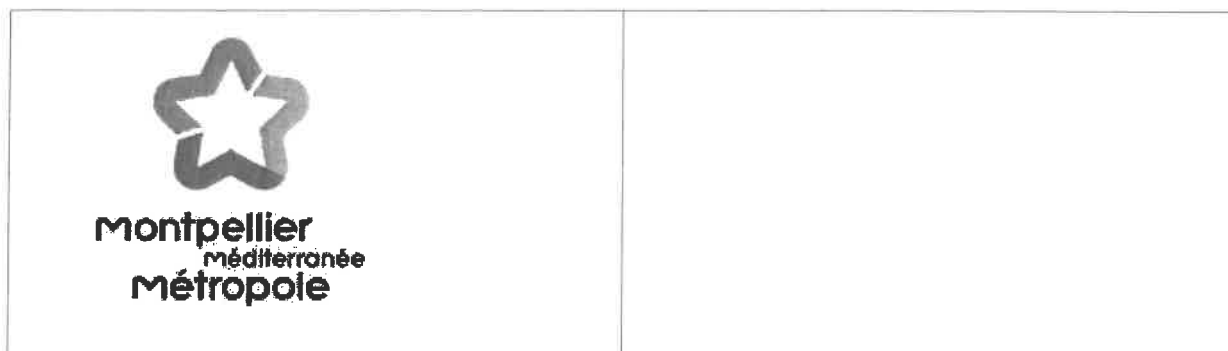
Envoi Préfecture : 18/12/18

Réception en Préfecture : 18/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°8.11A
portant sur l'étude d'impact vibratoire
pour le secteur nord dans le cadre de la
5ème ligne de Tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,

CONSIDERANT :

- Qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics portant sur la réalisation des prestations relatives à l'étude d'impact vibratoire pour le secteur nord de la ligne 5 de tramway,

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,
- Qu'après analyse, l'entreprise ACOUSTB (Saint Martin d'Hères, 34) présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°8.11A portant sur les prestations relatives à l'étude d'impact vibratoire pour le secteur nord de la ligne 5 de tramway à l'entreprise ACOUSTB,

ARTICLE 2 : Ce marché est un marché à bons de commande d'un montant minimum de 15 000 € HT et d'un montant maximum de 60 000 € HT,

ARTICLE 3 : Ce marché est passé pour une durée de 12 mois à compter de sa notification,

ARTICLE 4 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23,

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1,

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 déc. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO**

Publiée le : 18/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

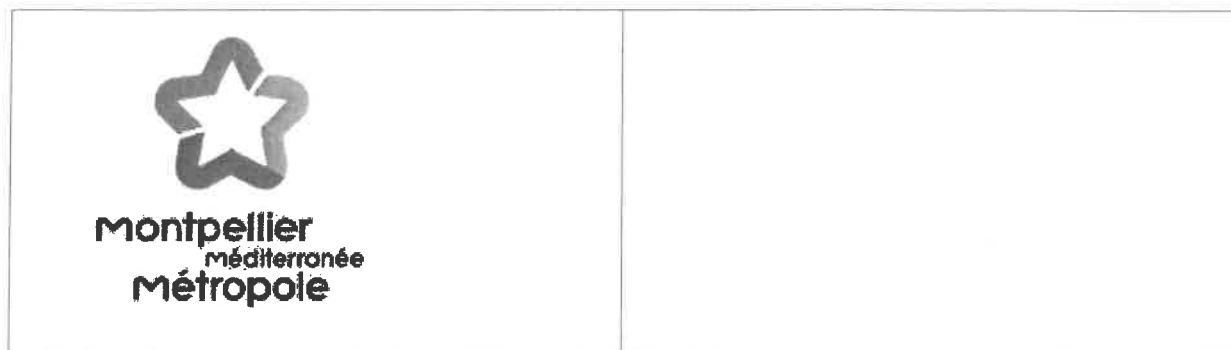
034-243400017-20180101-58227-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/12/18

Réception en Préfecture : 18/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°6 au marché
de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée
n°969 pour l'étude et la réalisation de la
3ème ligne de tramway- Extension Ouest
de la ligne 1 et ligne 4 "la Circulade"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité ;
- VU la délibération du Conseil n°6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n°6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n°1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3ème ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché ;

- VU la délibération du Conseil n°8414 du 23 juillet 2008 relative à l'avenant n°2 fixant, suite à l'approbation de l'AVP, le montant d'opération à 450 millions d'€ HT (valeur avril 2004) et arrêtant la rémunération du mandataire à 15,541 millions d'euros HT ;

- VU la délibération du Conseil n°9761 du 28 septembre 2010 relative à l'avenant n°3 intégrant dans le périmètre du mandat le programme de la ligne 4 la Circulade et des ouvrages et aménagements connexes imbriqués à ceux de la ligne 3 pour un montant de 8,150 millions d'euros HT. Le montant de la rémunération du mandataire est fixé à 15,701 millions d'euros HT ;

- VU la délibération du Conseil n°10980 du 28 juin 2012 relative à l'avenant n°4 intégrant dans le périmètre du mandat les études et la réalisation du parking en ouvrage de la Mosson et fixant le montant de la rémunération du mandataire à 16,009 millions d'euros HT ;

- VU la délibération du Conseil n°11817 du 24 septembre 2013 relative à l'avenant n°5 intégrant des opérations connexes supplémentaires concernant la ville de Lattes et l'acquisition de 4 rames supplémentaires. Le montant de la rémunération du mandataire a été porté à 16,076 millions d'euros HT ;

CONSIDÉRANT :

que le marché doit être modifié pour tenir compte des évolutions suivantes :

- l'abandon de la réalisation d'un parking d'échanges en ouvrage sur le pôle Mosson,
- la poursuite du mandat pour le suivi et le traitement des procédures administratives foncières et des contentieux toujours en cours,
- le suivi des études et des travaux de reprise du revêtement de la rue de la République, dans le cadre du contentieux revêtement plateforme, avec l'objectif d'une livraison avant l'ouverture du MOCO en juin 2019,
- la réalisation des études et travaux des opérations complémentaires liés à la ligne 3 dont le traitement acoustique du PCC du parking Gambetta.

- que le projet d'avenant n°6 a été présenté à la Commission d'Appel d'offres qui s'est réunie le 11 septembre 2018 pour avis préalable.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°6 au marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°969 pour l'étude et la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway de Montpellier fixant le montant de la rémunération du mandataire à 16 078 318,03 € HT et le terme du mandat au 31 décembre 2019.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°6 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 déc. 2018

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Jean-Pierre RICO

Publiée le : 18/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

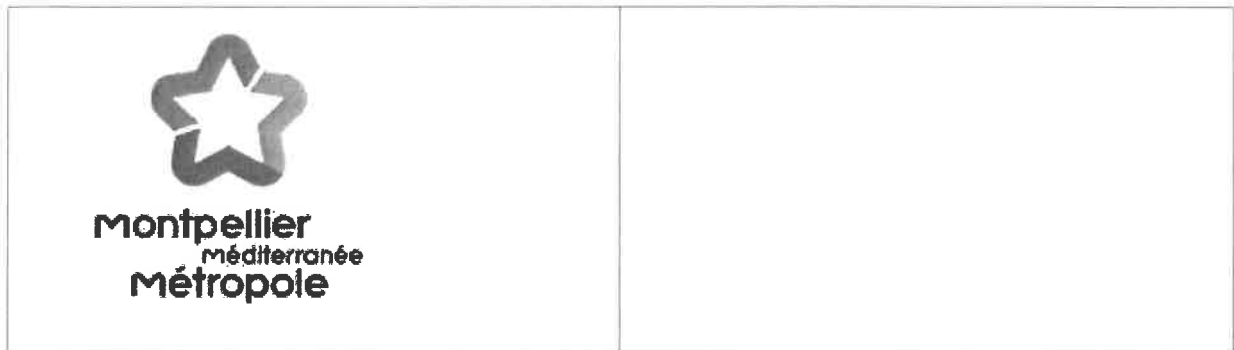
034-243400017-20180101-58576-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/12/18

Réception en Préfecture : 18/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition Volume 2
Parcelle BO 44 rue Ganymède
Commune de Juvignac

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le dossier de la ZAC des Constellations située sur la commune de Juvignac et ses équipements publics prévus au titre de la ZAC,
- VU la demande de rétrocession formulée par la SCCV ASTRALE EPSILON, du volume 2 sur la parcelle BO 44 correspondant à des espaces publics aménagés devant l'ensemble immobilier « l'Astrale » situé rue Ganymède à Juvignac,

CONSIDERANT que la parcelle BO 44 ne peut pas être acquise dans sa totalité compte tenu du surplomb du bâtiment au-dessus des espaces publics aménagés,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le volume 2 sur la parcelle BO 44 correspondant aux espaces publics aménagés devant l'ensemble immobilier « l'Astrale » situé rue Ganymède à Juvignac auprès de la SCCV ASTRALE EPSILON.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie au prix d'un euro (1 €) pour tout prix, avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu. Le volume 2 acquis dépendant de la parcelle BO 44 sera affecté à l'usage public.

ARTICLE 3 : Le notaire de l'opération sera saisi aux frais de la Métropole pour rédiger l'acte constant le transfert de propriété.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

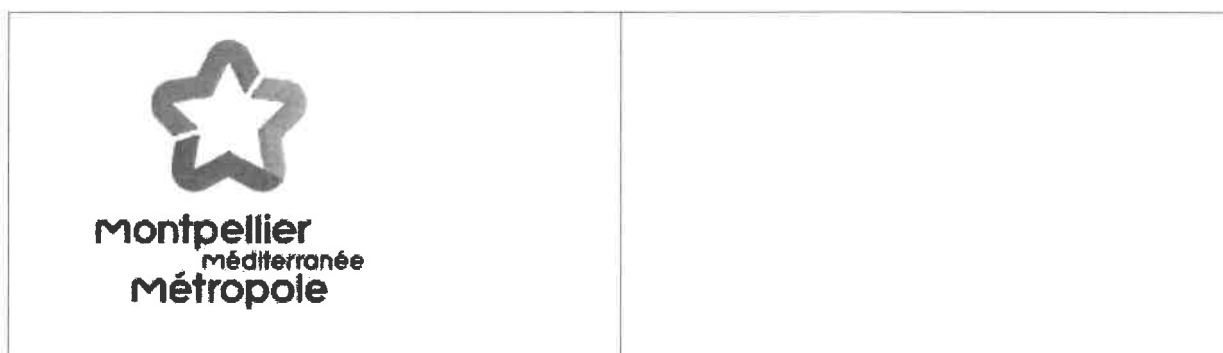
034-243400017-20180101-58640-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des bassins
de rétentions sur le secteur OVALIE-
GRISETTES, parcelles cadastrées EH 55,
EH 241, DZ 114 auprès de la SERM
commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2018-203, du 12 octobre 2018 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du Service Public de l'Eau et de l'Assainissement,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération n°15145 prise en séance de Conseil de Métropole en date du 20 décembre 2017 portant sur la prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, gouvernance du cycle de l'eau, compétence GEMAPI,

- VU le procès-verbal de remise d'ouvrage en date du 22 août 2018 signé par la SERM, la ville de Montpellier et la Métropole sur le secteur OVALIE - GRISETTES à MONTPELLIER,
- VU la demande de la SERM, qui souhaite transférer les bassins de rétentions réalisés sur le secteur OVALIE - GRISETTES au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, sur les parcelles situées sur la commune de MONTPELLIER, cadastrées EH 55, EH 241, DZ 114 d'une contenance respective de 11124 m², 1730 m² et 15194 m², moyennant l'euro symbolique,
- **CONSIDERANT** que ces équipements sont nécessaires à l'exercice de la compétence GEMAPI assurée par la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2018,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SERM, les parcelles cadastrées EH 55, EH 241, DZ 114 d'une contenance respective de 11124 m², 1730 m² et 15194 m², sur la commune de Montpellier, à savoir les bassins de rétention nécessaires à l'exercice de la compétence GEMAPI.

ARTICLE 2 : Cette acquisition aura lieu moyennant un euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement.

ARTICLE 3 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, ou toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Maître CABANES GELLY, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

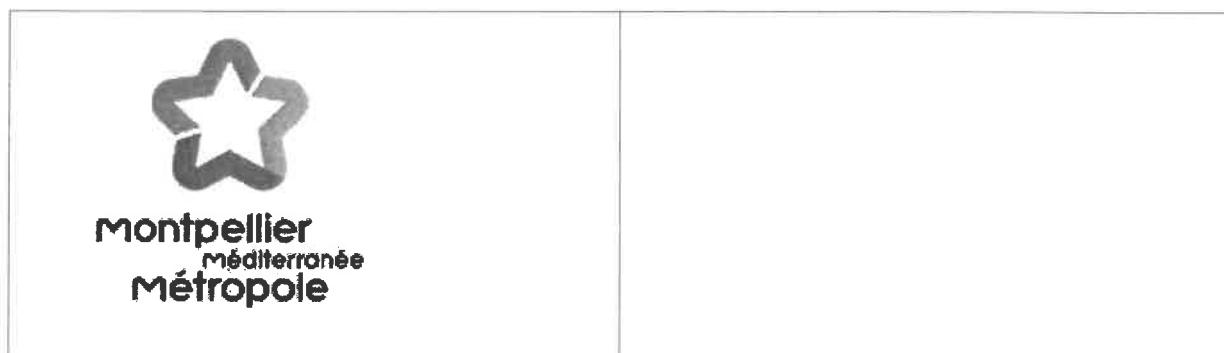
034-243400017-20180101-59111-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine privé
- Parcelles cadastrées section EK n° 186p
et 188p - commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n° 2018-0242, du 12 octobre 2018 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du Développement économique, de la Recherche et Innovation et l'Artisanat,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire au profit de la société d'exploitation de la polyclinique Saint Roch, domicilié 43 rue du Faubourg Saint Jaumes à Montpellier (34000), représenté par Monsieur Max Ponsellé en qualité de Président Directeur Général pour une emprise approximative de 3 500 m² sur les parcelles cadastrées section EK n° 186 et 188, d'une contenance totale de 8 657 m², situées sur la commune de Montpellier,

- **CONSIDERANT** le besoin de 124 places de stationnement destinées à son personnel exprimé par la clinique St Roch,
- **CONSIDERANT** la possibilité de mettre à disposition temporairement un espace suffisant pour répondre au besoin de la clinique, rue de Cholet, sur des terrains propriété de la Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine privé est signée pour une durée de trois ans à compter du 15 octobre 2018, jusqu'au 14 octobre 2021, entre la société d'exploitation de la polyclinique Saint Roch et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire des parcelles cadastrées section EK n° 186 et 188, rue de Cholet sur la commune de Montpellier, pour une occupation sur une superficie approximative de 3 500 m².

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant le versement annuel d'une redevance de 29 760.00 € TTC pour 124 places, basée sur un tarif de 20 € TTC / place / mois.

ARTICLE 3 : La recette liée à cette occupation sera versée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, ou toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

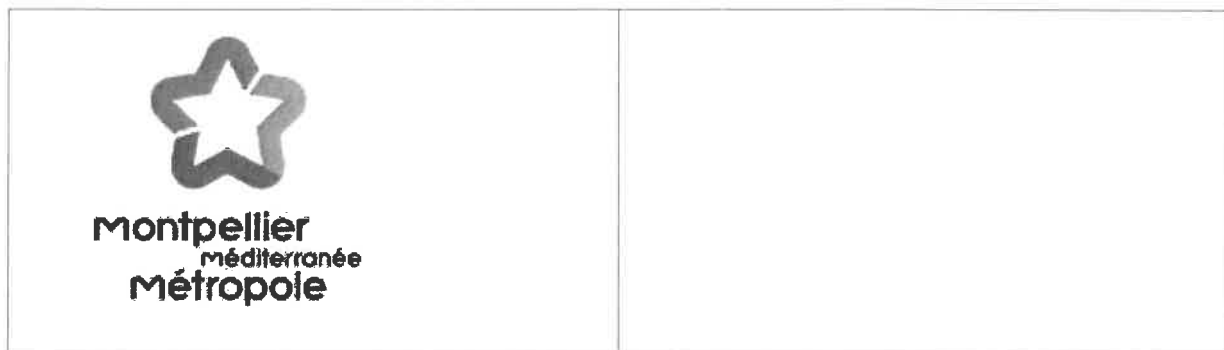
034-243400017-20180101-59147-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la rétrocession par la
SERM des terrains supportant les voiries
et équipements publics de la ZAC de
l'Aéroport - Commune de Pérols**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le procès-verbal de remise d'ouvrage en date du 16 avril 2018,
- VU le courrier de la SERM en date du 6 novembre 2018,
- **CONSIDERANT** que les travaux relatifs à la ZAC de l'Aéroport à Pérols, confiés à la SERM, sont achevés et qu'il convient d'intégrer les voiries et terrains supportant les équipements publics dans le domaine public métropolitain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SERM (société d'équipement de la région de Montpellier), domiciliée 45 place Ernest Granier à Montpellier

(34000), représentée par son Président, plusieurs parcelles, sises commune de Pérols, afin de permettre leur intégration dans le domaine public métropolitain. Les emprises concernées sont cadastrées AH 187 (49 m²), AH 188 (3 m²), AH 193 (47 m²), AH 216 (26 309 m²), AH 200 (2 442 m²), AH 202 (365 m²), AH 206 (1 251 m²), AH 208 (39 m²) et AH 209 (40 m²), ainsi qu'un fossé non cadastré (267 m²) longeant la parcelle AH 89.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'un euro avec dispense de paiement s'agissant d'une remise d'équipements publics prévue au titre de la zone d'aménagement concerté.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : L'office notarial de Baillargues se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 18/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

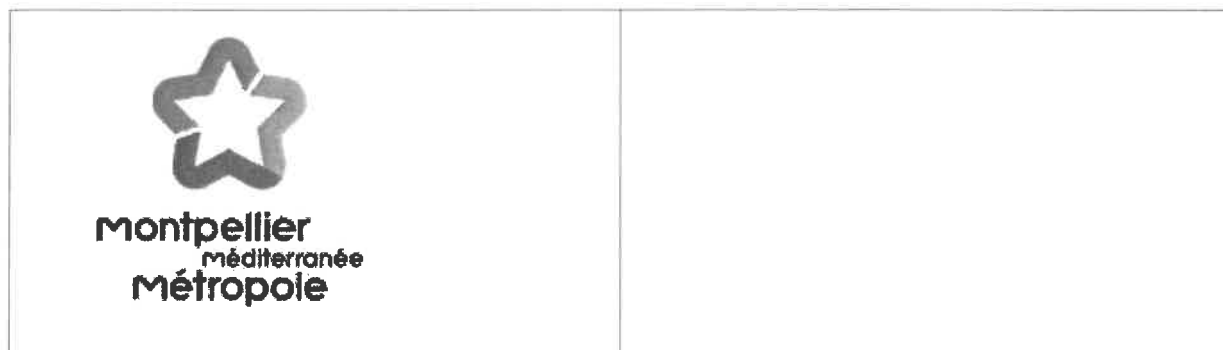
034-243400017-20180101-59900-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/12/18

Réception en Préfecture : 18/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la 5^{ème} ligne de
tramway - Parcelle AL204 route de Mende
à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des Transports et de la Mobilité ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation de la 5^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway et le bouclage de la 4^{ème} ligne au profit de la Métropole puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 de prorogation de la DUP pour une durée de 5 ans soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT :

- que le bien situé au 1600 route de Mende à Montpellier, cadastré section AL n°204 appartenant au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Paul Valery, est nécessaire à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ladite parcelle,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la Métropole à acquérir le bien immobilier (terrain en nature de voirie et trottoir de 60 m²) situé au 1600 route de Mende à Montpellier, cadastré section AL n°204 appartenant au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Paul Valery.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 1 440,00 euros (mille quatre cent quarante euros), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par un représentant du Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Paul Valery et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la délibération n°9943 du 26 janvier 2011, approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

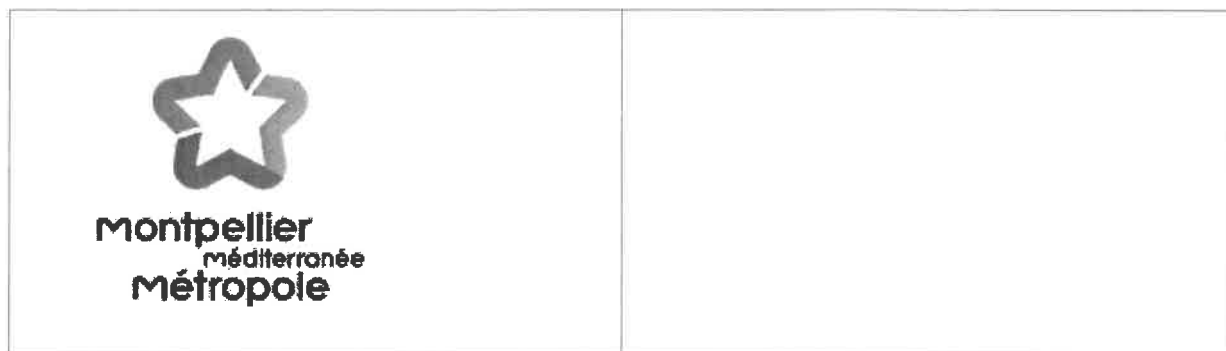
034-243400017-20180101-60797-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°5027EA18
- Réhabilitation du poste de relevage du
Pont Trinquat (4ème pompe)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN – BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT :

- que le poste de relevage du Pont Trinquat (4^{ème} pompe) doit être réhabilité ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché en procédure adaptée ouverte pour une durée de 5 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 2. Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global forfaitaire : 40 %
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 25 septembre 2018 a :

- été informée du choix de l'entreprise SAUR sise Direction Opérationnelle - 222 Allée de l'Amérique Latine 30900 NÎMES présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°5027EA18 - Réhabilitation du poste de relevage du Pont Trinquat (4ème pompe) à l'entreprise SAUR sise Direction Opérationnelle - 222 Allée de l'Amérique Latine 30900 NÎMES pour un montant de 227 425 euros HT. Le délai d'exécution des travaux est de 5 mois dont 2 mois de préparation, il part à la date fixée par l'ordre de service

ARTICLE 2 : de dire que la dépense, prévue au budget, sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 nov. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 03/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

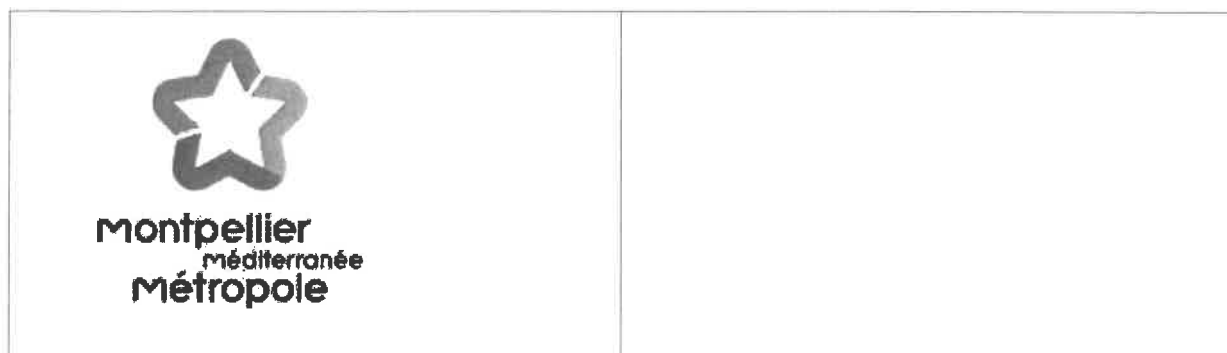
034-243400017-20180101-61617-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/12/18

Réception en Préfecture : 03/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BY 496 en nature de voirie
Commune de Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- VU la demande de rétrocession de la parcelle BY 496 formulée par Monsieur Zaragosa afin de permettre le classement de cette emprise dans le domaine public de la Métropole.
- VU l'avis favorable du Pôle Vallée du Lez en date du 15 novembre 2018.
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle BY 496 en nature de voie, et constituant une portion de la rue Paul Valéry à Clapiers.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Zaragosa et Madame Meunier, la parcelle BY 496 d'une superficie de 279 m² en nature de voie, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir une emprise intégrée dans la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

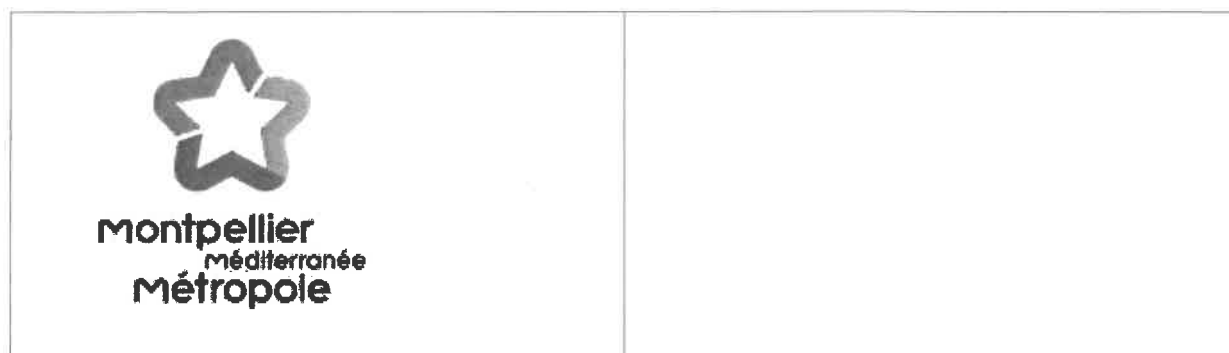
034-243400017-20180101-62847-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°5144RI18 de
maintenance des logiciels Ermes Portail,
Ermes Poste Publics, SARASVATI et
INFODOC du réseau des médiathèques de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à, Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de l'exercice de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole a la nécessité de confier la maintenance de ces logiciels à la société ARCHIMED SAS au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit ;
- qu'une procédure a été lancée sous la forme d'un marché négocié sans publicité et ni mise en concurrence conformément l'article 30-I-3 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois par reconduction tacite ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1 – prix des prestations, au regard de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (40 %)
 - 2 – valeur technique, au regard du cadre de mémoire technique (60 %) ;
- Que dans sa séance du 09 Octobre 2018 et après analyse, La Commission d'Appel d'Offre a déclaré que l'entreprise ARCHIMED SAS, 49 boulevard de Strasbourg, 59000 LILLE, présente une offre satisfaisante et un niveau de qualité nécessaire à l'exécution du marché.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° 5144RI18 de maintenance des logiciels Ermes Portail, Ermes poste Publics, Sarasvat et Infodoc du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise ARCHIMED SAS sise 59 000 LILLE pour un montant annuel de 54 174,10 € H.T pour les prestations rémunérés par un prix forfaitaire et de 75 000 € H.T maximum par an pour les prestations rémunérées par un prix unitaire, soit un montant de 516 696,40 euros HT pour la durée totale du marché. Ce marché est passé pour une durée de un an reconductible trois fois par période de un an. Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 nov. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 03/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

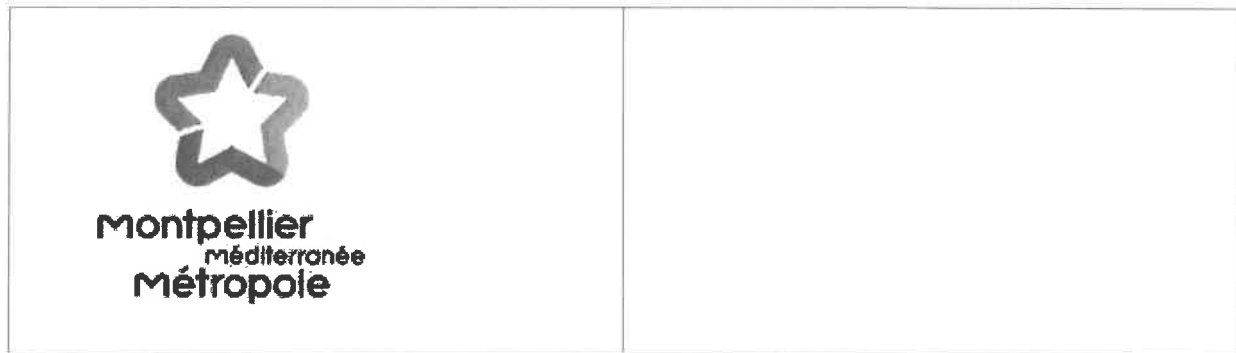
034-243400017-20180101-63035-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/12/18

Réception en Préfecture : 03/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché subséquent
n°4938MS02bis - Aménagement des
avenues Unterschleissheim et
Méditerranée sur la commune du Crès**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service public de l'eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT :

- qu'un accord-cadre n°4938EA17 – Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est conclu ;

- que les avenues Unterschleissheim et Méditerranée doivent être aménagées ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 25 semaines ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 9 octobre 2018 a été informée du choix du groupement SADE CGTH / RAZEL BEC sis Zone Industrielle 820 rue de la Marbrerie – BP 33 - 34741 VENDARGUES présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°4938MS02bis – Aménagement des avenues Unterschleissheim et Méditerranée au Crès au groupement SADE CGTH / RAZEL BEC sis Zone Industrielle 820 rue de la Marbrerie – BP 33 - 34741 VENDARGUES pour un montant de 549 928,76 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 25 semaines.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 nov. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 03/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

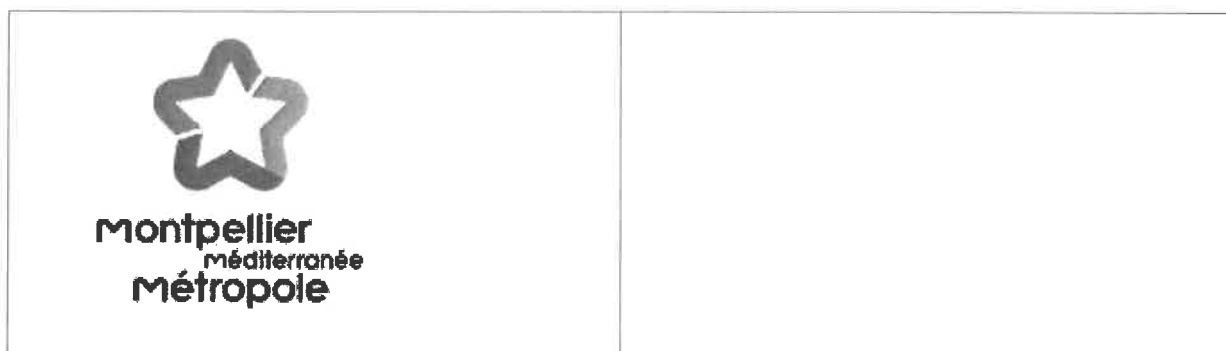
034-243400017-20180101-63646-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/12/18

Réception en Préfecture : 03/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution d'un
marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
"Programmation créative d'un nouveau
pôle de développement économique ', dans
le cadre des études préalables à
l'aménagement des sites Naussargues
/Mijoulan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des « Relations internationales, du tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain »,

- VU la convention de mandat en date du 25 janvier 2018 au bénéfice de la SA3M,

CONSIDERANT :

- qu'il convient de disposer d'une Assistance à Maîtrises d'Ouvrage "Programmation créative d'un nouveau pôle de développement économique », dans le cadre des études préalables à l'aménagement des sites Naussargues /Mijoulan sur les communes de Juvignac et Saint-Georges d'Orques.
- qu'une consultation en procédure adaptée ouverte, avec faculté de négociation avec les 4 offres économiquement les plus avantageuses a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché d'accord cadre à bons de commande pour une durée de 24 mois.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeurs techniques pour 60% appréciée sur la méthodologie proposée, l'adéquation des intervenants proposés par le prestataire, l'adéquation entre temps passé/ prix/ mission à accomplir et critère prix pour 40 %.
- Qu'après analyse, le groupement ALGOE, Villes innovations, La Fabulerie, sis pour le mandataire à 9 bis rue de Champagne 69130 Ecully, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché d'Assistance à Maîtrises d'Ouvrage "Programmation créative d'un nouveau pôle de développement économique », dans le cadre des études préalables à l'aménagement des sites Naussargues /Mijoulan sur les Communes de Juvignac et Saint-Georges d'Orques au groupement ALGOE, Villes innovations, La Fabulerie pour un montant de 72 050 euros HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 déc. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR**

Publiée le : 11/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-63689-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

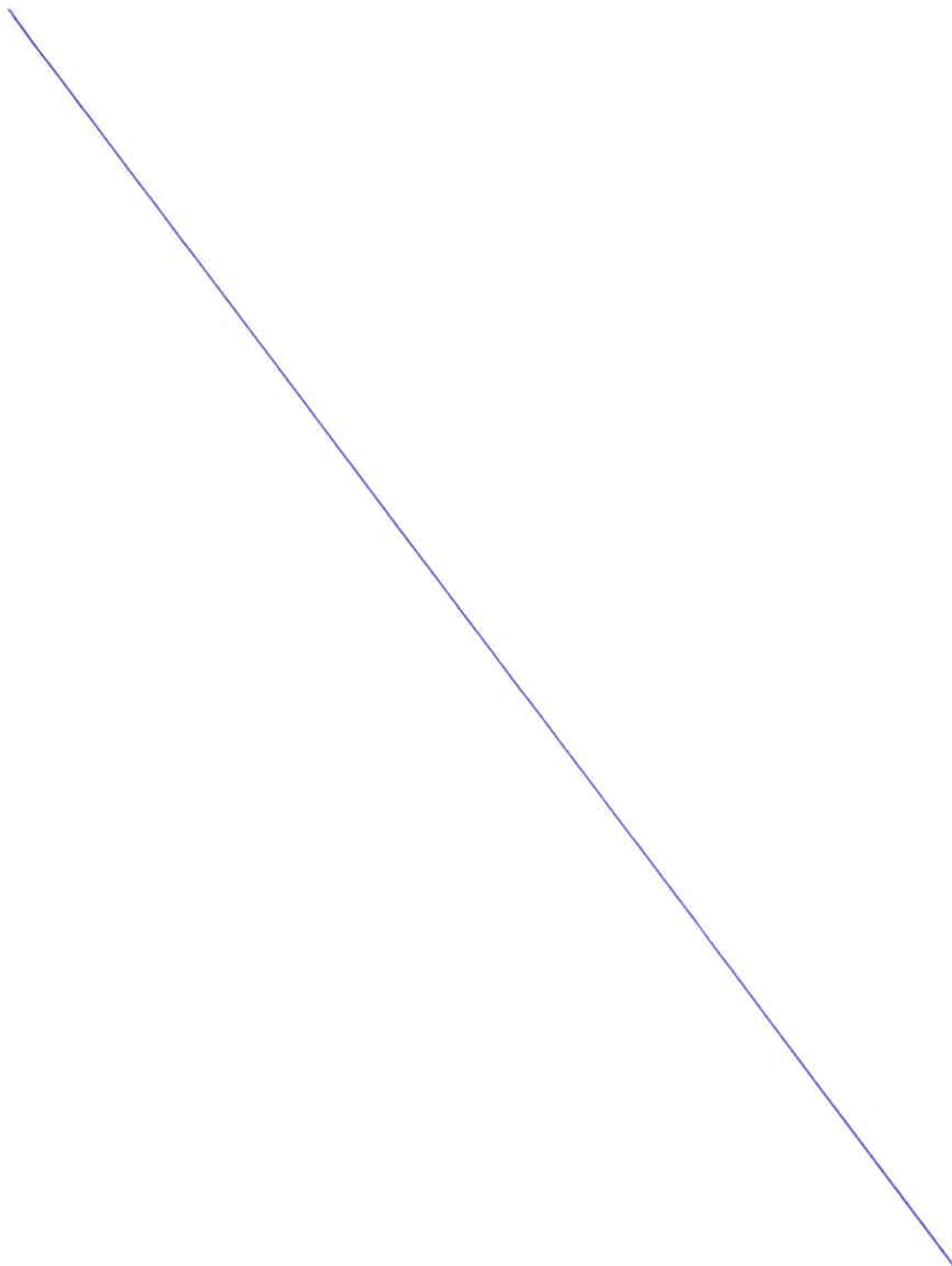
Envoi Préfecture : 11/12/18

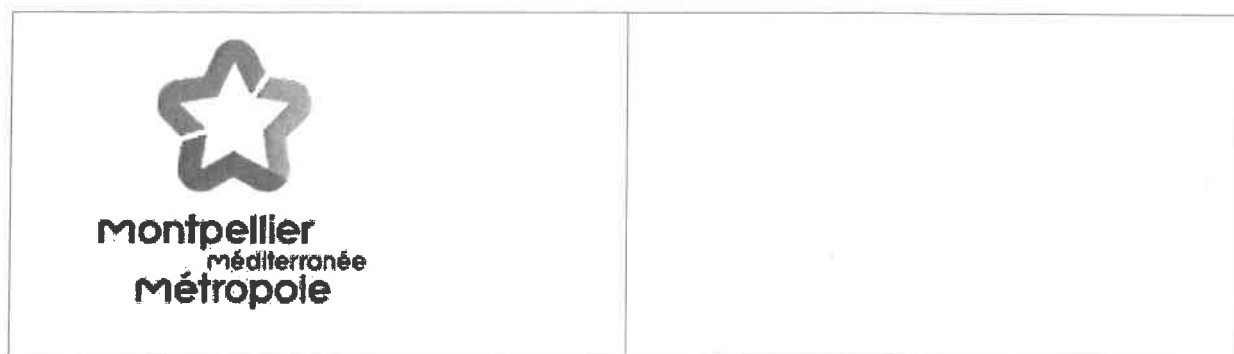
Réception en Préfecture : 11/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire

Décision n° MD2018-957

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Eclairage Public

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relation au marché n°5092EP18 -
Contrôles électriques des installations
d'éclairage public de la ville de Montpellier
- Attribution - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de procéder au contrôle initial ou périodique des installations d'éclairage public de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1, 67, 68 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum ni maximum pour une durée d'un an renouvelable trois fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% pour le critère prix et 60% pour le critère valeur technique.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 16 octobre 2018 a classé les offres et choisi l'entreprise APAVE SUDEUROPE SAS sise 310, rue de la sarriette – zone Ecoparc à Saint-Aunès présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché Contrôles électriques des installations d'éclairage public de la ville de Montpellier à l'entreprise APAVE SUDEUROPE SAS, sans seuil minimum ni seuil maximum, pour un montant estimatif basé sur le détail quantitatif estimatif de 97 100,00 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an renouvelable trois fois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 05/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

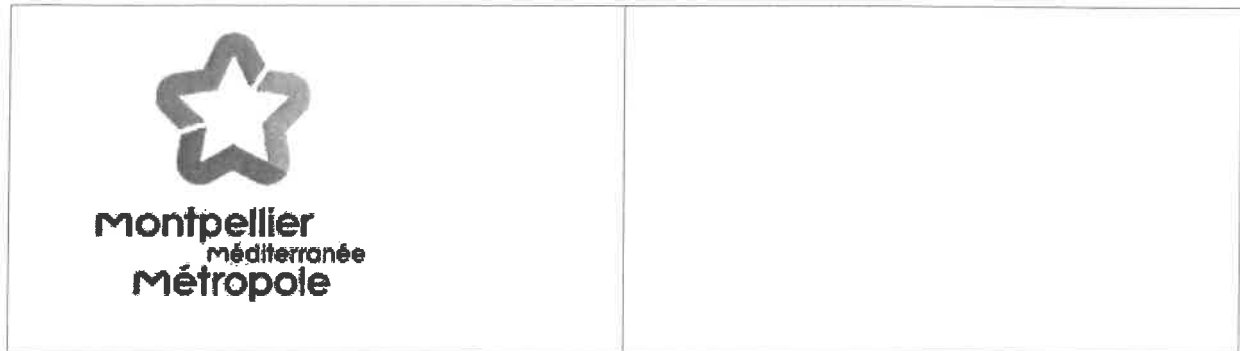
034-243400017-20180101-63807-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/12/18

Réception en Préfecture : 05/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Eclairage Public

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°5141EP18 -
Fournitures de lampes d'éclairage public -
Attribution - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'assurer le renouvellement des lampes d'éclairage public ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1, 67, 68 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum ni maximum pour une durée d'un an renouvelable trois fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 80% pour le critère prix et 20% pour le critère valeur technique.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 16 octobre 2018 a classé les offres et choisi l'entreprise EDDEP sise 151 avenue des Aygalades à Marseille présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de fournitures de lampes d'éclairage public à l'entreprise EDDEP, sans seuil minimum ni seuil maximum, pour un montant estimatif basé sur le détail quantitatif estimatif de 80 067,16 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer. Sa durée est d'un an renouvelable trois fois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 05/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

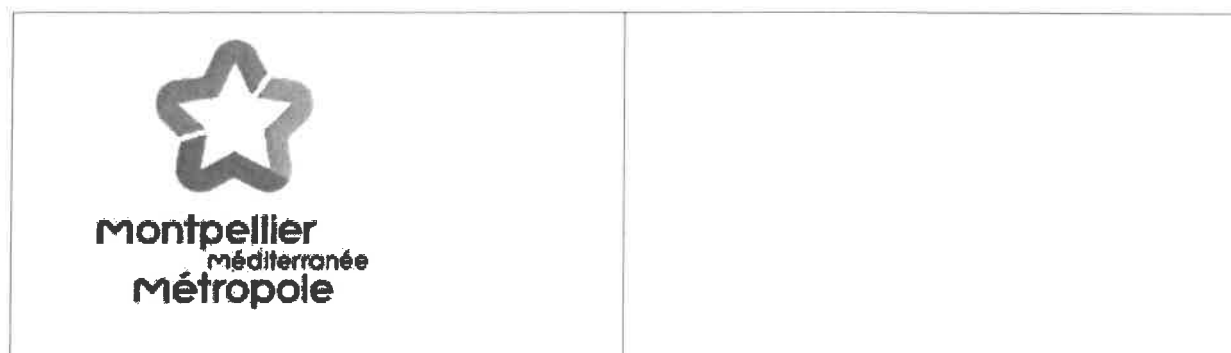
034-243400017-20180101-63825-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/12/18

Réception en Préfecture : 05/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4776 de
renouvellement des réseaux de l'avenue du
Val de Montferrand à Montpellier -
Avenant n°2 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°D2017-877 attribuant le marché 4776 relatif au renouvellement des réseaux d'eau potable et d'eaux usées de l'avenue du Val de Montferrand à Montpellier à l'entreprise SOLATRAG sise Zone Industrielle – 34300 AGDE, pour un montant de 521 679 euros HT et pour une durée de 7,5 mois ;

- VU la décision n°D2018-577 du 16 juillet 2018 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché 4776 relatif au renouvellement des réseaux d'eau potable et d'eaux usées de l'avenue du Val de Montferrand à Montpellier à l'entreprise SOLATRAG sise Zone Industrielle – 34300 AGDE, avenant sans incidence financière ayant pour objet de corriger une erreur matérielle ;

CONSIDÉRANT :

- que des modifications des travaux liées à des choix techniques de revêtement de voirie et à l'encombrement du sous-sol sont intervenues en cours de chantier,
- que les quantités prévues au marché initial ont été ajustées aux quantités réellement exécutées,
- que des travaux complémentaires sur le réseau d'eau potable ont été demandés par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole,
- que ces travaux supplémentaires impliquent une augmentation du délai de réalisation des travaux.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 4776 relatif au renouvellement des réseaux d'eau potable et d'eaux usées de l'avenue du Val de Montferrand à Montpellier à l'entreprise SOLATRAG sise Zone Industrielle – 34300 AGDE, pour un montant de 55 345,60 € H.T.

ARTICLE 2 : De prolonger le délai d'exécution des travaux de 3 semaines, portant ainsi le délai du marché de 7,5 mois (dont 1 mois de préparation) à 8,25 mois (dont 1 mois de préparation).

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 07/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

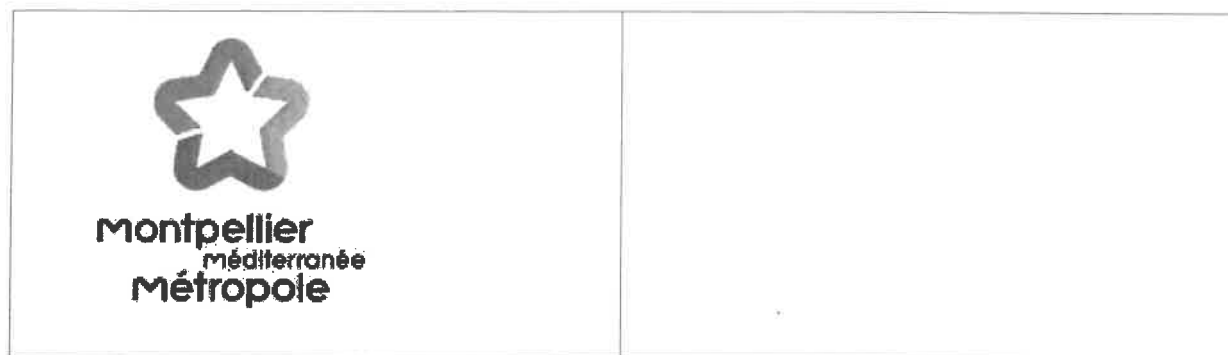
034-243400017-20180101-63858-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/18

Réception en Préfecture : 07/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au Mécénat de la société
Jean Larnaudie SNC pour l'acquisition
d'une œuvre de François-Xavier Fabre
(Montpellier, 1766 - id., 1837), Portrait de
Caroline Scitivaux (1800-1882)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a récemment acquis auprès de la galerie Michel Descours à Lyon, une toile de François-Xavier Fabre (Montpellier, 1766 – id., 1837), *Portrait de Caroline Scitivaux* (1800-1882), pour un montant de 60 000 € (Soixante mille euros).
- **CONSIDERANT** que la société Jean Larnaudie, représentée par son Gérant la société MELTEM, elle-même représentée par Monsieur Arthur d'ESPOUS, souhaite faire un don pour l'achat de l'œuvre de François-Xavier Fabre (Montpellier, 1766 – id., 1837), *Portrait de Caroline Scitivaux* (1800-1882), pour un montant de 60 000 € (Soixante mille euros).

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de 60 000 € (soixante mille euros) de la société Jean Larnaudie représentée par Monsieur Arthur d'ESPOUS pour l'achat de l'œuvre de François-Xavier Fabre (Montpellier, 1766 – id., 1837), *Portrait de Caroline Scitivaux* (1800-1882).

ARTICLE 2 : De dire que la recette est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué à la Culture, à signer les actes relatifs à ce don et notamment la convention de mécénat.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 déc. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 12/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

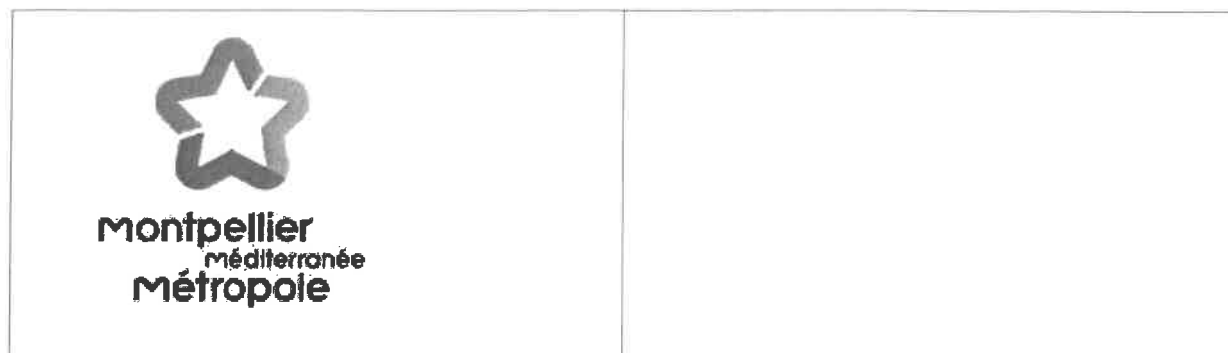
034-243400017-20180101-64095-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/12/18

Réception en Préfecture : 12/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage du
Syndicat du Bassin du Lez auprès de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des risques aquatiques »,
- **CONSIDERANT** la volonté de la Montpellier Méditerranée Métropole de faire appel aux techniques douces de protection des berges par la mise en œuvre des techniques du génie végétal,
- **CONSIDERANT** que le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE), syndicat mixte composé de plusieurs collectivités dont Montpellier Méditerranée Métropole est habilité à gérer le volet « animation et études d'intérêt général » pour la mise en œuvre des plans d'action du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) et du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) du bassin du Lez,

- **CONSIDERANT** la nécessité de solliciter l'assistance du SYBLE,
- **CONSIDERANT** la nécessité de définir les engagements réciproques du Syndicat entre le Syndicat du Bassin du Lez et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation à titre gracieux des prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'élaboration, le suivi du marché et le suivi de travaux d'aménagement en génie végétal de la berge du « Ruisseau de la Fosse » rive Droite et Gauche chemin de Labournas sur la commune de Juvignac,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'élaboration, le suivi du marché et le suivi de travaux d'aménagement en génie végétal de la berge du « Ruisseau de la Fosse » rive Droite et Gauche chemin du Labournas sur la commune de Juvignac, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat du Bassin du Lez.

ARTICLE 2 : De dire que les prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage sont réalisées à titre gracieux et que la convention prendra effet dès sa signature et restera en vigueur pendant toute la durée du marché, soit la durée des travaux et du délai de garantie fixé à un an après la réception.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 déc. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc LUSSERT**

Publiée le : 03/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

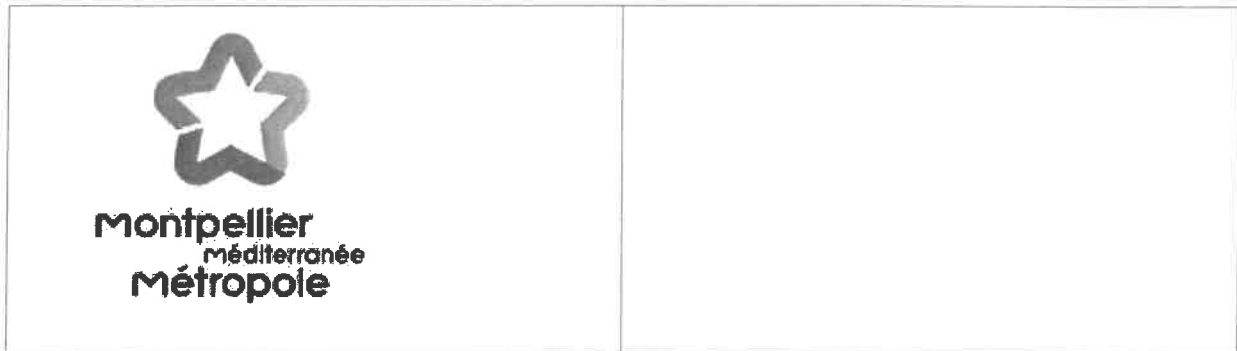
034-243400017-20180101-64295-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/12/18

Réception en Préfecture : 03/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service qualité de vie au travail

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise en place un
groupement de commandes entre La Ville
de Montpellier, la Métropole et le CCAS de
Montpellier, relatif aux aménagements de
poste et de prestation d'accompagnement
des agents en situation de handicap**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Madame Régine ILLAIRE, dans le domaine des « Ressources Humaines »,
- **CONSIDERANT**
- que par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 Montpellier Méditerranée Métropole est créée à compter du 1er janvier 2015, suite à la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- que cette transformation renforce les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier,

- qu' il convient de mutualiser l'ensemble des marchés publics relatifs au maintien en emploi des agents en situation de handicap de la Ville et de la Métropole afin de permettre une égalité de traitement entre les agents des deux entités, une cohérence des actions et un fonctionnement optimal des missions du Pôle RHRS,

- qu'il est également proposé d'associer le CCAS à ce groupement de commande compte tenu des besoins similaires de l'établissement concernant le maintien dans l'emploi.

- qu'il nécessaire de passer une convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier, relatif aux aménagements de poste et de prestation d'accompagnement des agents en situation de handicap.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et CCAS de Montpellier.
Groupement de commande régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015 relatif aux aménagements de poste et de prestation d'accompagnement des agents en situation de handicap.

ARTICLE 2 : Que le présent groupement est composé de la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et CCAS de Montpellier

ARTICLE 3 : Que ce groupement aura notamment pour objet les marchés suivants :

- Prestation d'accompagnement d'agent(s) en situation de handicap dans le cadre de son activité professionnelle (Auxiliaire de vie professionnelle et personnelle)
- Fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation de handicap
- Prestations d'analyse, d'accompagnement et préconisations de la compensation du handicap dans le cas d'agents en situation de déficiences moteur, visuel, auditif, mental ou psychique
- Formation (handicap et sensibilisation)
- Bilans professionnels pour le personnel en situation de handicap
- Etudes ergonomiques
- Prestation d'interprétariat langue des signes (présentiel)
- Visio interprétariat en langue des signes (utilisation d'appareils mobiles pour mise en relation téléphonique)

En cas de nouveau besoin, cette liste est susceptible d'évoluer par avenant entre les parties.

ARTICLE 4 : De dire que la Ville de Montpellier y est désignée en qualité de coordonnateur du groupement, elle est chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification.

ARTICLE 5 : De dire qu'après signature et notification du marché ou de l'accord-cadre par la Ville, chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution financière du marché ou de l'accord-cadre pour la partie qui le concerne.

ARTICLE 6 : De dire que cette convention est conclue jusqu'à la complète exécution du ou des marchés et la levée de toutes les réserves émises lors des opérations de réception .

ARTICLE 7 : Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention relative au groupement visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame La Trésorière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 déc. 2018

Signé.

Madame la Vice-Présidente déléguée

Régine ILLAIRE

Publiée le : 03/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

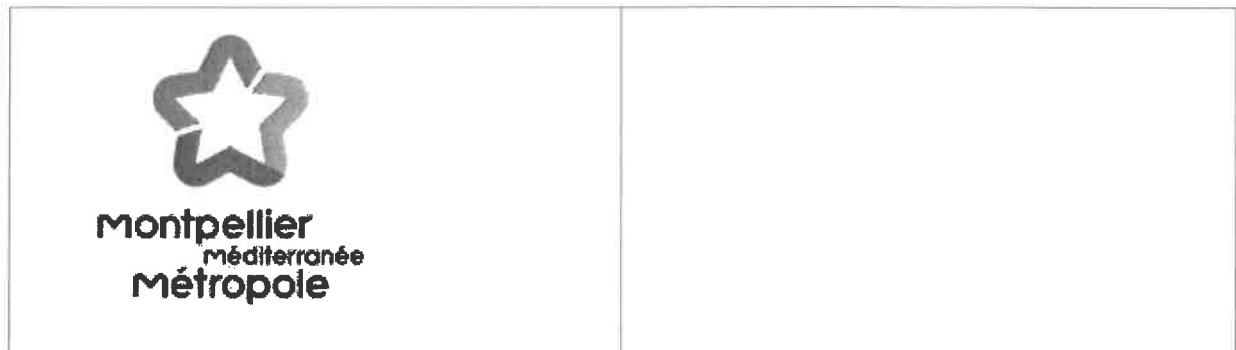
034-243400017-20180101-64665-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/12/18

Réception en Préfecture : 03/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision autorisant d'établir une
convention d'occupation temporaire du
domaine public entre Montpellier
Méditerranée Métropole et les communes
de la Métropole pour l'implantation
d'éclairage ornemental sur les équipements
métropolitains. Pôle Littoral**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le décret n° 2014-1605 en date du 23 décembre 2014, portant création de la Métropole à partir du 1^{er} janvier 2015 emporte concomitamment transfert intégral et définitif de la compétence Voirie des 31 communes membres à la Métropole ainsi que l'éclairage public affecté aux voies transférées (génie civil, armoires de commandes, comptages, candélabres, câblages, ...).
- **CONSIDERANT** que l'éclairage ornemental, à savoir les illuminations festives et la mise en lumière du patrimoine communal demeurent de la compétence communale dès lors qu'il ne concourt pas à l'exploitation de la voie.

- **CONSIDERANT** que pour permettre l'installation de l'éclairage ornemental, il est nécessaire de définir les modalités d'occupation du domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'autoriser les communes à implanter les installations électriques sur les équipements de la Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est nécessaire d'établir une convention d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes du pôle territorial de Littoral, afin de définir les modalités de cette occupation, à savoir : Lattes, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation temporaire est consentie et acceptée pour une durée de 3 ans, à compter du 1^{er} novembre/décembre et renouvelable par tacite reconduction, pour la même durée, sous réserve d'une dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée au plus tard 6 mois avant l'échéance de la convention, sauf accord exprès des parties. Aucune résiliation ne pourra intervenir entre la pose et la dépose complète des illuminations de fête.

ARTICLE 3 : L'occupation étant considérée d'intérêt général, elle est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 05/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

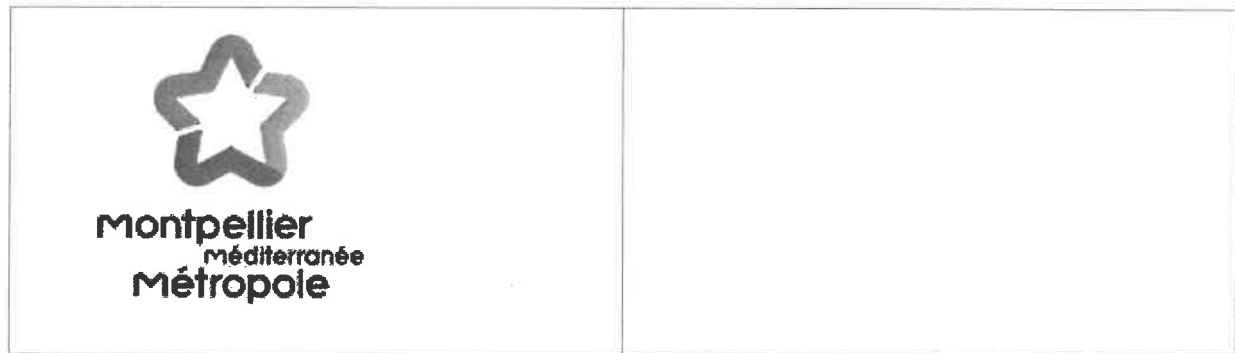
034-243400017-20180101-65169-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/12/18

Réception en Préfecture : 05/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché
subséquent N°5023A03 de travaux VRD
pour la liaison du PUP Jardin d'Hélios vers
le Carrefour des Devèzes - Commune de
Cournonterral**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la décision N°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre N°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018,

CONSIDERANT :

- que des travaux de VRD sont nécessaires pour la liaison du PUP Jardin d'Hélios vers le Carrefour des Devèzes sur la Commune de Cournonterral ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret N°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre N°5023AT17 – Lot 1 « 3M-Ouest », sous la forme

d'un marché subséquent, pour un délai maximum d'exécution de 3 mois, période de préparation de 1 mois non comprise

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- . Prix pondéré à 50 %
- . Valeur technique pondérée à 30 %
- . Délai pondéré à 20 %

- que la Commission d'appel d'offres, dans sa séance du 30 octobre 2018 a été informée du choix de l'attributaire EUROVIA, sise à Juvignac (34990), présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent N°5023A03 relatif aux travaux de VRD pour la liaison du PUP Jardin d'Hélios vers le Carrefour des Devèzes sur la Commune de Courdonterral à l'entreprise EUROVIA sise à Juvignac (34990), pour un montant estimatif de 168 464,51 € HT. Le marché prend effet à sa notification. Le délai d'exécution prend effet à compter de l'ordre de service. Sa durée est de 2 mois période de préparation comprise.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 déc. 2018


Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 05/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

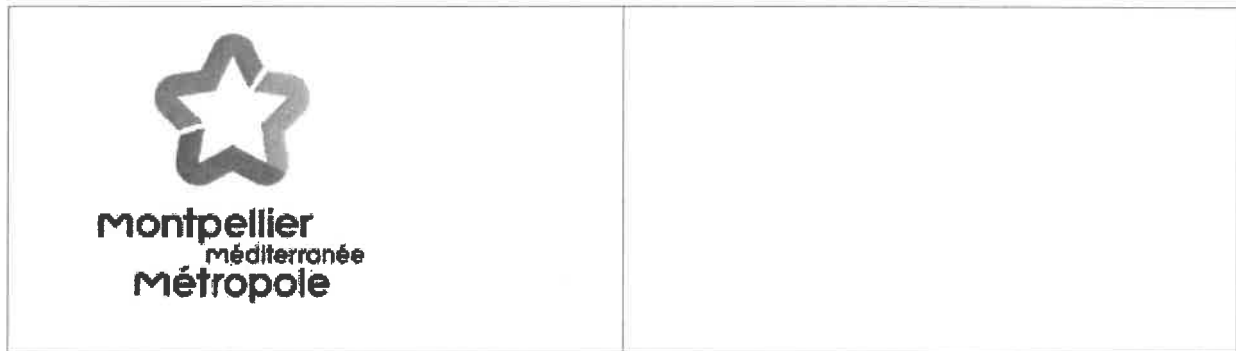
034-243400017-20180101-65379-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/12/18

Réception en Préfecture : 05/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché subséquent
n°4938MS01 - Renouvellement du réseau
d'eaux usées de la rue Francis Poulenc à
Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

CONSIDERANT :

- qu'un accord-cadre n°4938EA17 – Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est conclu ;

CONSIDERANT :

- que le renouvellement du réseau d'eaux usées de la rue Francis Poulenc à Lattes est nécessaire,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 3,1 mois ne comprenant pas la période de préparation de chantier de 45 jours ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30 octobre 2018 a :
 - été informée du choix du groupement SCAM (mandataire) / FAURIE, sis 825 avenue de la Cresse St Martin- 34660 Cournonsec présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°4938MS01 - Renouvellement du réseau d'eaux usées de la rue Francis Poulenc à Lattes au groupement SCAM (mandataire) / FAURIE, sis 825 avenue de la Cresse St Martin- 34660 Cournonsec pour un montant de 368 756,00 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3,1 mois. Le délai d'exécution ne comprend pas la période de préparation de chantier de 45 jours.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 nov. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 03/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

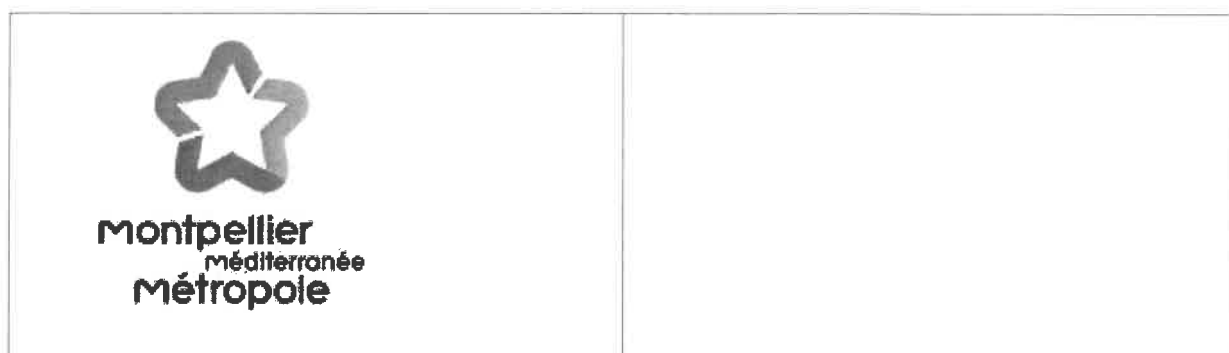
034-243400017-20180101-65496-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/12/18

Réception en Préfecture : 03/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de la parcelle
CR n°184 B située à Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil métropolitain n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil métropolitain, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de « l'Administration générale, du Contentieux, des Affaires juridiques et du Protocole » ;
- **VU** la demande d'acquisition formulée par Madame Dominique Chovin et Monsieur Eric Wathelet le 28 mars 2018 concernant l'acquisition d'une emprise de 22 m² à prendre sur la parcelle CR n°184 appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole moyennant le prix de 2 500 € et la résiliation de la servitude de passage véhicules au profit de la parcelle CR n°138 grevant la parcelle CR n°184 pour ne laisser en vigueur que la servitude passage piétons et deux roues non motorisés d'une emprise de 1,50 m de largeur en limite cadastrale ;
- **VU** l'avis de domaines du 30 avril 2018 ;

CONSIDERANT :

- que la cession de 22 m² au profit de Mme Dominique Chovin et M. Eric Wathelet n'est pas de nature à remettre en cause les projets de Montpellier Méditerranée Métropole sur ce secteur ;

- que la résiliation de la servitude de passage véhicules grevant la parcelle CR n° 184 est nécessaire pour permettre l'aménagement de la place de stationnement handicapé pour la maison de la Justice et du Droit de Lattes.

D E C I D E

ARTICLE 1: Montpellier Méditerranée Métropole cède à Mme Dominique Chovin et M. Eric Wathelet, domicilié 1605 avenue des platanes à Lattes (34970), la parcelle CR n° 184 B, d'une contenance de 22 m², sise commune de Lattes.

ARTICLE 2: Mme Dominique Chovin et M. Eric Wathelet résilie la servitude passage de véhicules au profit de la parcelle CR n°138 leur appartenant grevant la parcelle CR n° 184 appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3: Cette cession a lieu moyennant le prix de deux mille cinq cent euros (2 500 €) hors taxes. Les frais d'actes sont à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

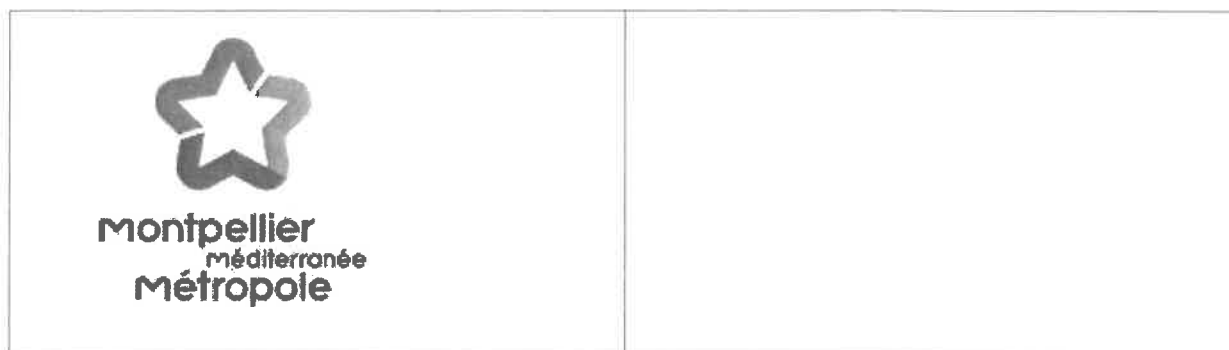
034-243400017-20180101-65491A-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/11/18

Réception en Préfecture : 28/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative aux conventions de mise à
disposition de locaux et terrains dans les
installations sportives de Montpellier
Méditerranée Métropole pour l'année 2019**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole gère un ensemble d'installations sportives sur son territoire,
- que les associations ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole ont besoin de disposer régulièrement ou ponctuellement de locaux et/ou de terrains dans ces établissements sportifs pour le

développement de leurs activités et/ou leur promotion dans le cadre de l'organisation de manifestations sportives,

- qu'au regard de l'intérêt général et de l'intérêt métropolitain que représente pour Montpellier Méditerranée Métropole l'accueil d'associations à but non lucratif pour l'organisation de manifestations et d'activités sportives, ces mises à disposition sont accordées à titre gratuit,

- qu'il convient de passer des conventions, respectivement avec chacune de ces associations, pour la mise à disposition exclusive ou non exclusive de locaux et/ou de terrains en vue de l'organisation de manifestations et d'activités sportives dans les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation, précaire et révocable, détaillant les modalités d'utilisation des installations sportives sises sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, est conclue nominativement avec chacune des associations.

ARTICLE 2 : Ces conventions concernent l'ensemble des installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole :

- le Stade de la Mosson « Mondial 98 », sis 345, avenue de Heidelberg, 34080 Montpellier ;
- le Palais des sports René-Bournol, sis 1000, avenue du Val de Montferrand, 34090 Montpellier ;
- le complexe sportif Yves-du-Manoir, sis 500, avenue de Vanières, 34070 Montpellier ;
- le complexe sportif Jules-Rimet, sis 133, route de Montpellier, 34160 Sussargues ;
- la base de canoë-kayak de La Valette, sise 1076, rue Jean-François Breton, 34090 Montpellier ;
- le gymnase Pitot, sis 60, place Jacques Mirouze, 34000 Montpellier ;
- le gymnase Lou Clapas, sis 645, avenue de Heidelberg, 34000 Montpellier ;
- le réseau des piscines.

ARTICLE 3 : La durée de ces conventions court du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

ARTICLE 4 : Les associations n'ont pas de redevance à acquitter, les conventions étant conclues à titre gratuit, compte tenu de l'intérêt général et de l'intérêt métropolitain que représente pour Montpellier Méditerranée Métropole l'accueil d'associations à but non lucratif pour l'organisation de manifestations et d'activités sportives.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer les conventions visées à l'article 1, et tout autre document relatif à cette décision.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

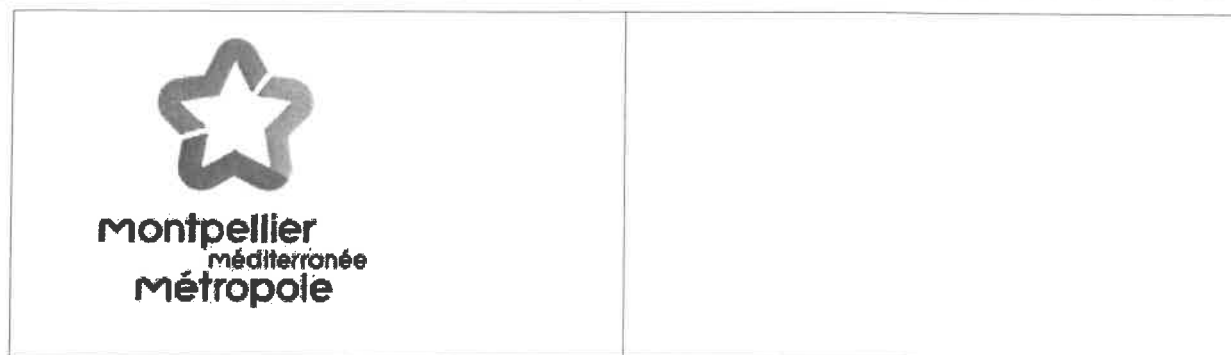
034-243400017-20180101-65594A-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/11/18

Réception en Préfecture : 28/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'adoption d'une
convention de groupement de commande
entre la Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole portant sur le lot
n°1 de la procédure d'"Achat de
multifonctions, imprimantes réseau avec
contrats de maintenance", le lot 1 portant
sur l'acquisition et la maintenance de
photocopieurs multifonctions.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice- Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole » ;

CONSIDÉRANT :

- que la volonté de rationaliser les achats et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelles enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupements de commandes et que dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie le droit des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie ;
- que la présente convention a pour objet de créer, entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole un groupement de commandes régi par les dispositions de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- qu'il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour le lot 1 de l'appel d'offres suivant « Accord-cadre groupement de commandes : Achat de Multifonctions, imprimantes réseau, avec contrat de maintenance », le lot 1 portant sur l'acquisition et la maintenance de photocopieurs multifonctions ;
- qu'après recensement des besoins de Montpellier Méditerranées Métropole, le montant annuel d'achats estimé est de 50 000 euros HT ;
- que la convention prendra effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration de chaque marché, périodes de reconductions éventuelles comprises ;
- qu'il apparaît pertinent que la Ville de Montpellier soit désignée coordonnateur du groupement et choisisse la procédure de consultation la plus adaptée. La Commission d'appel d'offres sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver la passation de la convention de groupement de commandes jointe entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ayant pour objet l'achat et la maintenance de photocopieurs multifonctions.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser, préalablement à la procédure de mise en concurrence, toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 déc. 2018

Signé.

Madame la Vice-Présidente déléguée

Isabelle GUIRAUD

Publiée le : 11/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

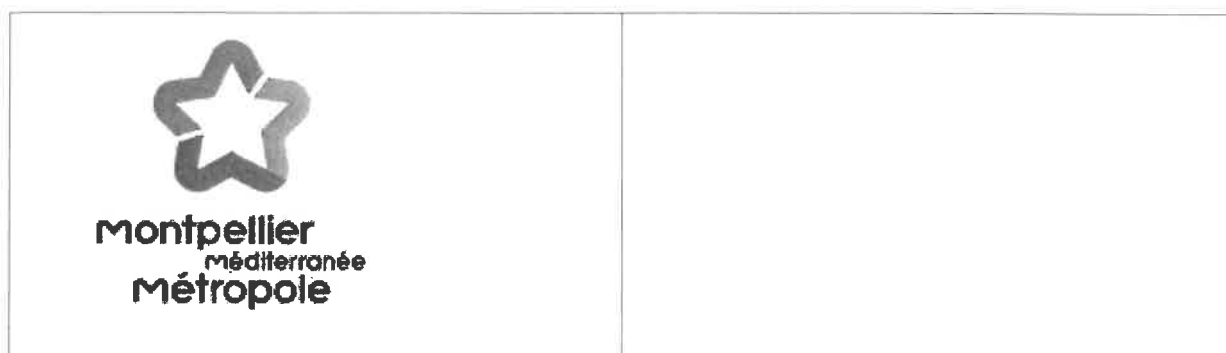
034-243400017-20180101-65531-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/12/18

Réception en Préfecture : 11/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature du marché
subséquent N°5023A04 de travaux de VRD
sur l'avenue de Montpellier et la rue de la
Roselière à Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la décision N°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre N°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 Mars 2018,

CONSIDERANT :

- que des travaux de VRD sur l'Avenue de Montpellier et la Rue de la Roselière sur la Commune de Lattes sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret N°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre N°5023AT17 – Lot 1 « 3M-Ouest », sous la forme d'un marché subséquent, pour un délai maximum d'exécution de 5 mois, période de préparation de 1 mois non comprise ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - . Prix pondéré à 60 %
 - . Valeur technique pondérée à 30 %
 - . Délai pondéré à 10 %.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30 octobre 2018 a été informée du choix de l'attributaire Razel Bec sise à Saint Georges d'Orques (34680), présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent N°5023A04 relatif aux travaux de VRD sur l'avenue de Montpellier et la rue de la Roselière sur la Commune de Lattes à l'entreprise Razel Bec sise à Saint Georges d'Orques (34680) pour un montant estimatif de 332 504,56 € HT. Le marché prend effet à sa notification. Le délai d'exécution part de l'ordre de service de démarrage des travaux. Sa durée est de 3 mois, période de préparation de 1 mois non comprise.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 05/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

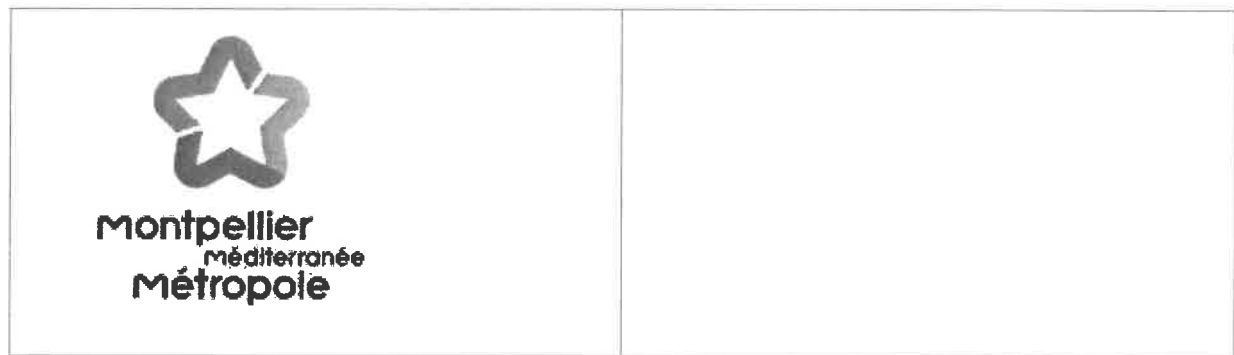
034-243400017-20180101-65541-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/12/18

Réception en Préfecture : 05/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant de transfert
pour le marché n°3951DC15 de
gardiennage du musée Fabre**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,
- VU le marché n°3951DC15 de gardiennage du musée Fabre attribué à la SAS GIP LR, sise à LATTES (34970) ZAC Font de la Banquière (RCS Montpellier n° 309 286 128 001 24),

- Considérant :

- Qu'il est nécessaire de passer un avenant de transfert suite à la cession de droit au bail avec transfert de propriété de la SAS GIP LR, sise à LATTES (34970) ZAC Font de la Banquière, à la SAS GIP SECURITE sise à TOULOUSE (31300) 40 avenue Etienne Billières, (RCS Toulouse n° 832 990 766)

- Que le marché s'exécutera dans les mêmes conditions administratives, techniques et financières que celles prévues au cahier des charges initial,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n° 3951DC15 de gardiennage du musée Fabre qui doit être passé en vue du transfert de la société GIP LR à la société GIP SECURITE. Ce transfert prendra effet au 1^{er} janvier 2019.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 nov. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER**

Publiée le : 03/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

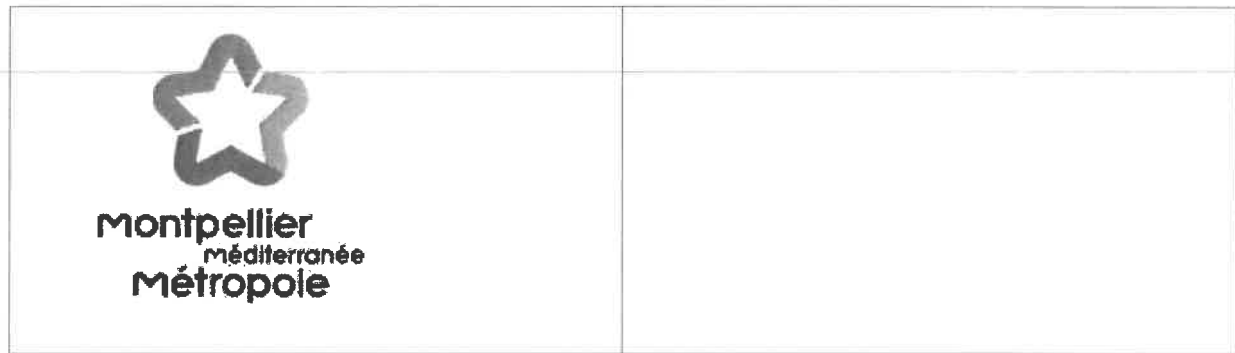
034-243400017-20180101-65579-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/12/18

Réception en Préfecture : 03/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'une emprise
de 37 m² Impasse rue Breton
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.112-8, L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU la demande de Monsieur POCQUET Frédéric et de Mme GALOPPIN Nathalie d'acquérir une emprise de 37 m², à savoir une impasse non dénommée située rue Breton sur la commune de Montpellier,
- VU la décision n° D2018-755 en date du 19 octobre 2018 relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 37 m² située au niveau de l'impasse rue Breton sur la commune de Montpellier,
- VU l'estimation domaniale n° 2018-172V1271 en date du 08 octobre 2018,
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur POCQUET Frédéric et à Mme GALOPPIN Nathalie une emprise de 37 m² nouvellement cadastrée LM 882, à savoir une impasse non dénommée située rue Breton sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette vente sera réalisée au prix fixé par France Domaine, à savoir 23 €/m² soit un montant total de 851 €.

ARTICLE 3 : L'acte notarié constatant la transaction sera rédigé aux frais des acquéreurs.

ARTICLE 4 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018


**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

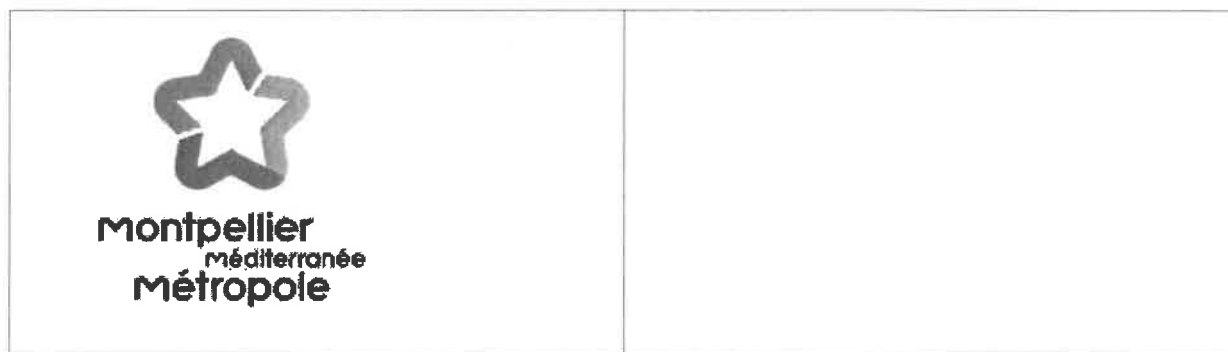
034-243400017-20180101-65583-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n° 5138EA18
- Renouvellement des réseaux d'eau
potable et d'assainissement de la Route de
Boirargues à Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

CONSIDERANT :

- que les réseaux d'eau potable et d'assainissement de la Route de Boirargues sur la commune de Lattes doivent être renouvelés,

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30 octobre 2018 a :
 - été informée du choix de l'entreprise SCAM TP (offre de base) sise 825 avenue de la Cresse Saint Martin - 34660 Cournonsec présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°5138EA18 - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la Route de Boirargues à Lattes à l'entreprise SCAM TP sise 825 avenue de la Cresse Saint Martin - 34660 Cournonsec pour un montant de 1 829 423,73 euros HT (offre de base). Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'à réception définitive des ouvrages. Le délai d'exécution des travaux part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux, pour une durée de 34 semaines dont 8 semaines de préparation.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 nov. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 03/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

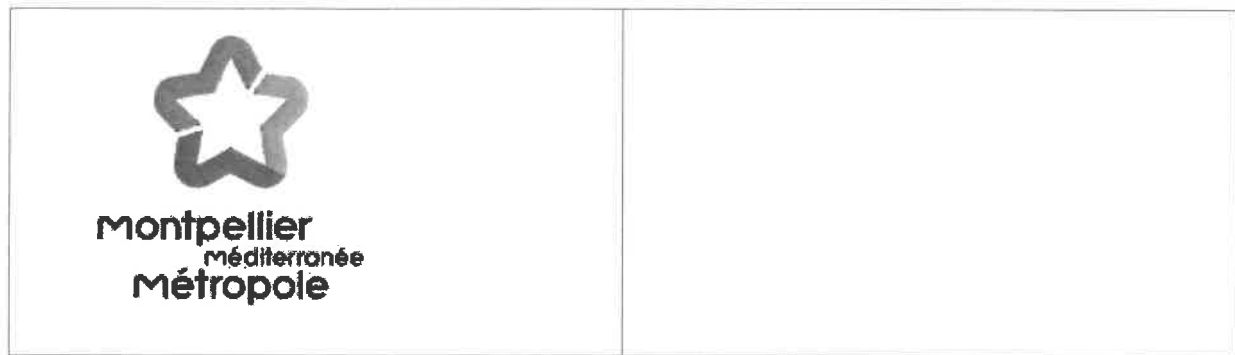
034-243400017-20180101-65626-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/12/18

Réception en Préfecture : 03/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
subséquent n°4 de maîtrise d'œuvre pour
la réalisation de l'Aire de Grand Passage
située sur la commune de Pérols dans le
cadre de la réalisation d'un réseau d'aires
d'accueil des Gens du voyage de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine dans le domaine de la cohésion sociale, la politique de la Ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des Gens du voyage, la gestion des temps, l'accessibilité, l'autonomie et du handicap,
- VU la convention de mandat d'études en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M,

relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDERANT

- qu'une procédure a été lancée par la SA3M dans le cadre de son mandat, conformément à l'article 71 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre de maîtrise d'oeuvre, pour une durée de 48 mois non reconductible. Il s'agit d'un accord cadre sans montant minimum ni maximum.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 09 janvier 2018 a attribué le marché au groupement dont le mandataire est ARTELIA VILLE ET TRANSPORT 115 rue Raymond Recouly – 34070 MONTPELLIER, en groupement avec IMAGINE architecte, Christophe Fayel Architecte, Artelia Bâtiment et Industrie, NEMIS paysagiste, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.
- qu'il y a lieu dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole de Montpellier, d'attribuer à Artélia le marché subséquent n°4 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'Aire de Grand Passage située sur la commune de Pérols.
- que les montants retenus sont conformes à l'accord cadre de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux d'infrastructure, de VRD, d'hydraulique, d'études environnementales et de traitement paysager des aménagements et des bâtiments nécessaires à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil et de grand passage des gens du voyage signé le 12 février 2018.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer à Artélia le marché subséquent n°4 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'Aire de Grand Passage située sur la commune de Pérols pour un montant de 26 775,54 € HT (32 130,65 € TTC). Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 déc. 2018

Signé.

Madame la Vice-Présidente

Annie YAGUE

Publiée le : 03/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

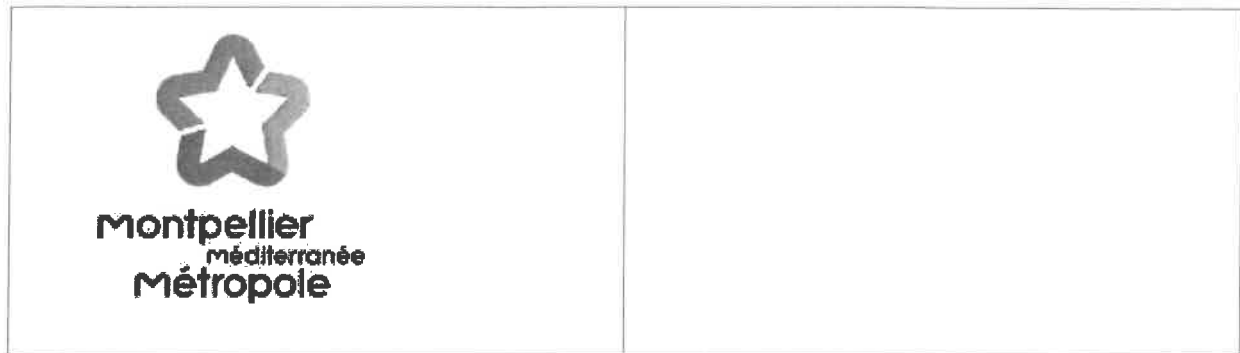
034-243400017-20180101-65761-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/12/18

Réception en Préfecture : 03/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'attribution du marché
subséquent n°5 de maîtrise d'œuvre pour
la réalisation de l'Aire de Grand Passage -
Commune de Saint Jean de Védas -
Réalisation d'un réseau d'aires d'accueil
des Gens du voyage de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine dans le domaine de la cohésion sociale, la politique de la Ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des Gens du voyage, la gestion des temps, l'accessibilité, l'autonomie et du handicap,
- VU la convention de mandat d'études en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M,

relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDERANT

- qu'une procédure a été lancée par la SA3M dans le cadre de son mandat, conformément à l'article 71 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre de maîtrise d'oeuvre, pour une durée de 48 mois non reconductible. Il s'agit d'un accord cadre sans montant minimum ni maximum.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 09 janvier 2018 a attribué le marché au groupement dont le mandataire est ARTELIA VILLE ET TRANSPORT 115 rue Raymond Recouly – 34070 MONTPELLIER, en groupement avec IMAGINE architecte, Christophe Fayel Architecte, Artelia Bâtiment et Industrie, NEMIS paysagiste, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.
- qu'il y a lieu dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole de Montpellier, d'attribuer à Artélia le marché subséquent n°5 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'Aire de Grand Passage située sur la commune de Saint-Jean-de-Védas.
- que les montants retenus sont conformes à l'accord cadre de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux d'infrastructure, de VRD, d'hydraulique, d'études environnementales et de traitement paysager des aménagements et des bâtiments nécessaires à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil et de grand passage des gens du voyage signé le 12 février 2018.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer à Artélia le marché subséquent n°5 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'Aire de Grand Passage située sur la commune de Saint Jean de Védas pour un montant de 28 034,89 € HT (33 641,65 € TTC). Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 déc. 2018

Signé.

Madame la Vice-Présidente

Annie YAGUE

Publiée le : 03/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-65766-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

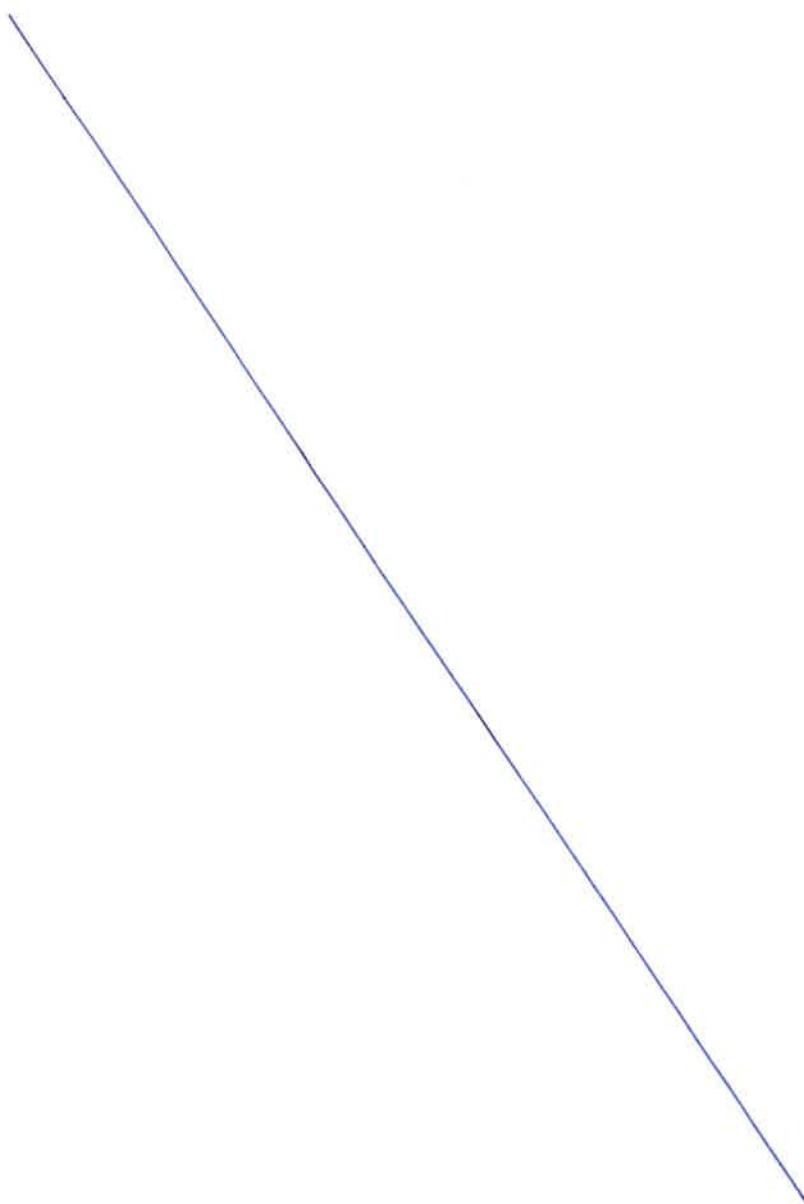
Envoi Préfecture : 03/12/18

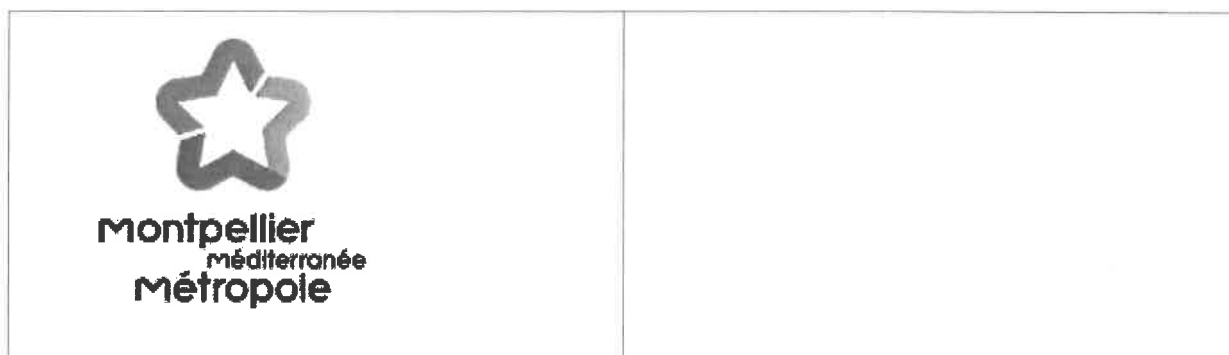
Réception en Préfecture : 03/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire

Décision n° MD2018-1015

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
subséquent n°6 de maîtrise d'œuvre pour
la réalisation de l'Aire de Grand Passage
située sur la commune de Fabrègues dans
le cadre de la réalisation d'un réseau
d'aires d'accueil des Gens du voyage de
Montpellier Méditerranée Métropole.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine dans le domaine de la cohésion sociale, la politique de la Ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des Gens du voyage, la gestion des temps, l'accessibilité, l'autonomie et du handicap,
- VU la convention de mandat d'études en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M,

relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDERANT

- qu'une procédure a été lancée par la SA3M dans le cadre de son mandat, conformément à l'article 71 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre de maîtrise d'oeuvre, pour une durée de 48 mois non reconductible. Il s'agit d'un accord cadre sans montant minimum ni maximum.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 09 janvier 2018 a attribué le marché au groupement dont le mandataire est ARTELIA VILLE ET TRANSPORT 115 rue Raymond Recouly – 34070 MONTPELLIER, en groupement avec IMAGINE architecte, Christophe Fayel Architecte, Artelia Bâtiment et Industrie, NEMIS paysagiste, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.
- qu'il y a lieu dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole de Montpellier, d'attribuer à Artélia le marché subséquent n°6 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'Aire de Grand Passage située sur la commune de Fabrègues.
- que les montants retenus sont conformes à l'accord cadre de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux d'infrastructure, de VRD, d'hydraulique, d'études environnementales et de traitement paysager des aménagements et des bâtiments nécessaires à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil et de grand passage des gens du voyage signé le 12 février 2018.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer à Artélia le marché subséquent n°6 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'Aire de Grand Passage située sur la commune de Fabrègues pour un montant de 26 082,19 € HT (31 298,63 € TTC). Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente
Annie YAGUE**

Publiée le : 03/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-65769-AR-1-1

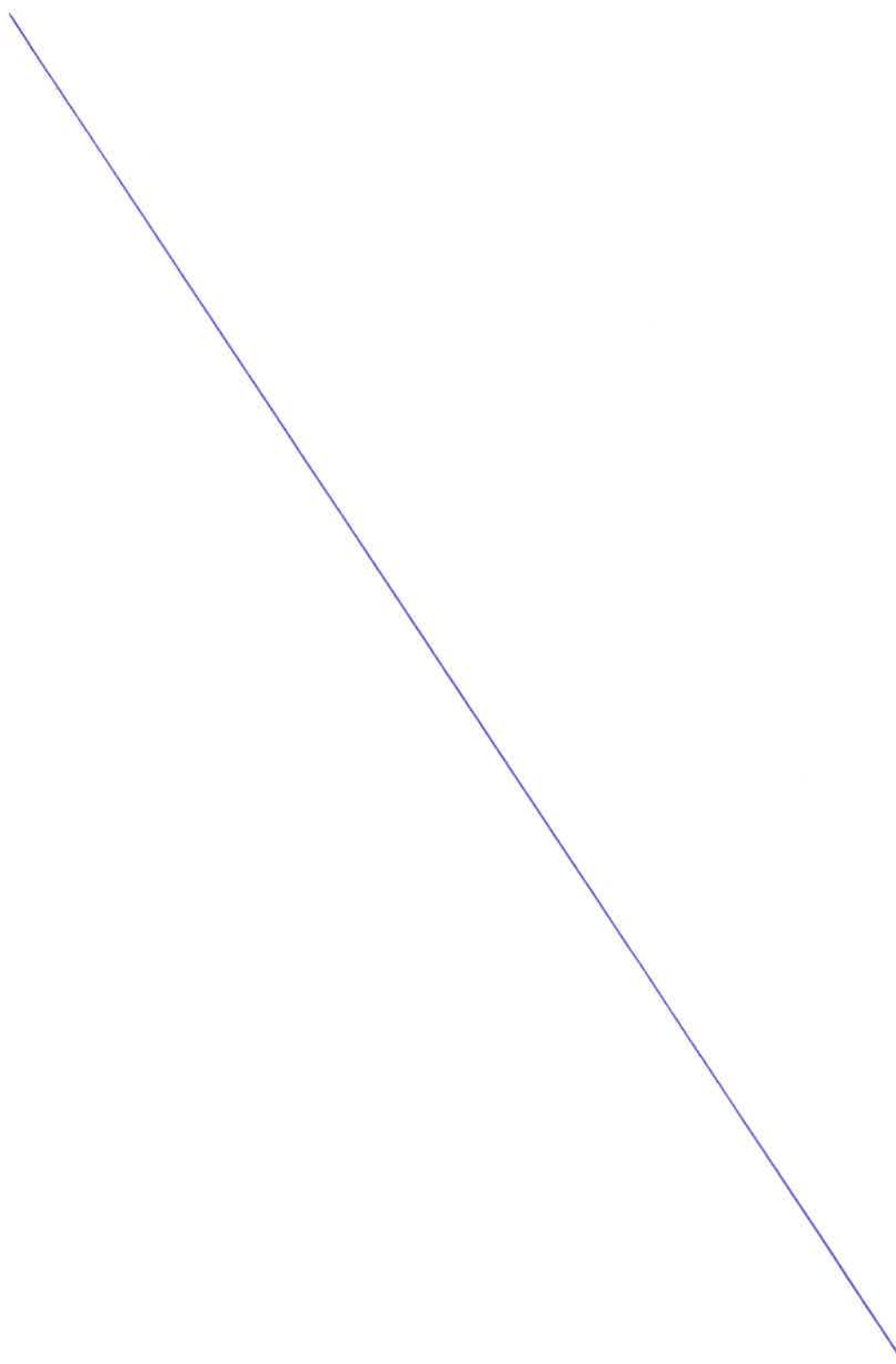
Acte Certifié exécutoire

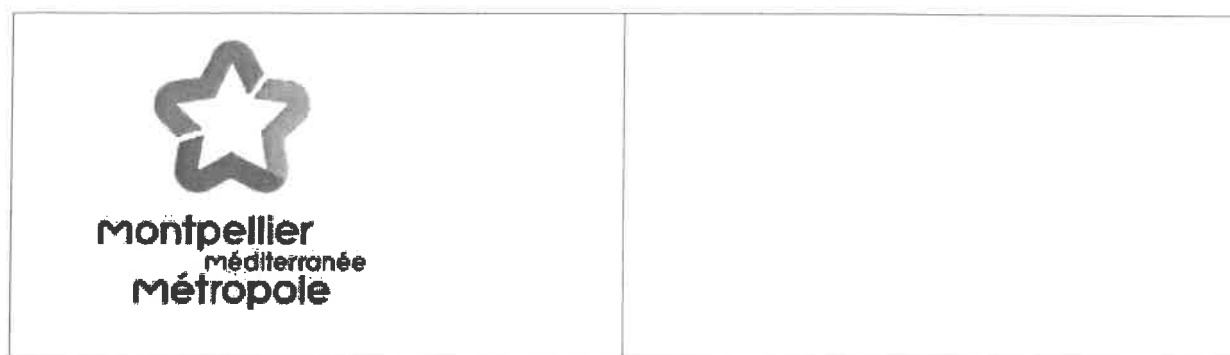
Envoi Préfecture : 03/12/18

Réception en Préfecture : 03/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
subséquent n°7 de maîtrise d'œuvre pour
la réalisation de l'Aire d'Accueil
Permanent - Commune de Castries -
Réalisation d'un réseau d'aires d'accueil
des Gens du voyage de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine dans le domaine de la cohésion sociale, la politique de la Ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des Gens du voyage, la gestion des temps, l'accessibilité, l'autonomie et du handicap,

- VU la convention de mandat d'études en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M, relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDERANT

- qu'une procédure a été lancée par la SA3M dans le cadre de son mandat, conformément à l'article 71 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre de maîtrise d'œuvre, pour une durée de 48 mois non reconductible. Il s'agit d'un accord cadre sans montant minimum ni maximum.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 09 janvier 2018 a attribué le marché au groupement dont le mandataire est ARTELIA VILLE ET TRANSPORT 115 rue Raymond Recouly – 34070 MONTPELLIER, en groupement avec IMAGINE architecte, Christophe Fayel Architecte, Artelia Bâtiment et Industrie, NEMIS paysagiste, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.
- qu'il y a lieu dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole de Montpellier, d'attribuer à Artélia le marché subséquent n°7 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'Aire d'Accueil Permanent située sur la commune de Castries.
- que les montants retenus sont conformes à l'accord cadre de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux d'infrastructure, de VRD, d'hydraulique, d'études environnementales et de traitement paysager des aménagements et des bâtiments nécessaires à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil et de grand passage des gens du voyage signé le 12 février 2018.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer à Artélia le marché subséquent n°7 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'Aire d'Accueil Permanent située sur la commune de Castries pour un montant de 119 997,03 € HT (143 996,76 € TTC). Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

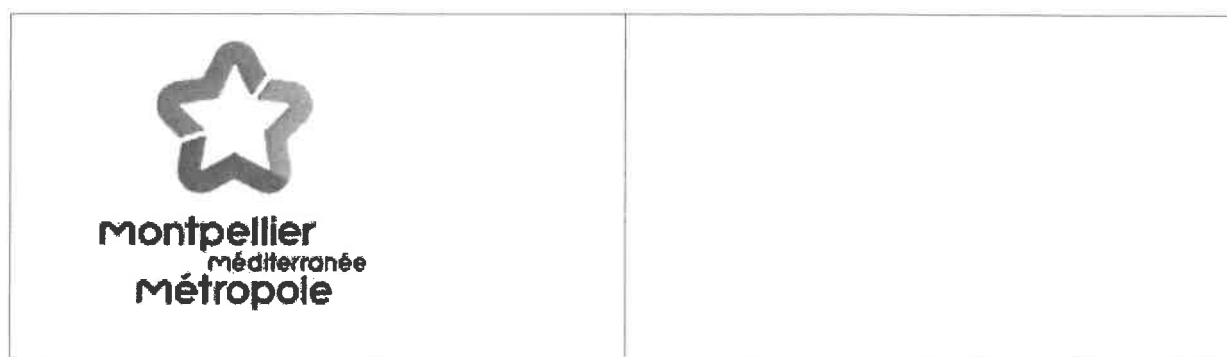
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 déc. 2018

**Signé.
Madame la Vice-Présidente
Annie YAGUE**

Publiée le : 03/12/18
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-65773-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 03/12/18
Réception en Préfecture : 03/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
subséquent n°8 de maîtrise d'œuvre pour
la réalisation de l'Aire d'Accueil
Permanent - Commune de Cournonterral -
Réalisation d'un réseau d'aires d'accueil
des Gens du voyage de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine dans le domaine de la cohésion sociale, la politique de la Ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des Gens du voyage, la gestion des temps, l'accessibilité, l'autonomie et du handicap,

- VU la convention de mandat d'études en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M, relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDERANT

- qu'une procédure a été lancée par la SA3M dans le cadre de son mandat, conformément à l'article 71 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre de maîtrise d'oeuvre, pour une durée de 48 mois non reconductible. Il s'agit d'un accord cadre sans montant minimum ni maximum.

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 09 janvier 2018 a attribué le marché au groupement dont le mandataire est ARTELIA VILLE ET TRANSPORT 115 rue Raymond Recouly – 34070 MONTPELLIER, en groupement avec IMAGINE architecte, Christophe Fayel Architecte, Artelia Bâtiment et Industrie, NEMIS paysagiste, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

- qu'il y a lieu dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole de Montpellier, d'attribuer à Artélia le marché subséquent n°8 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'Aire d'Accueil Permanent située sur la commune de Courmonterral.

que les montants retenus sont conformes à l'accord cadre de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux d'infrastructure, de VRD, d'hydraulique, d'études environnementales et de traitement paysager des aménagements et des bâtiments nécessaires à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil et de grand passage des gens du voyage signé le 12 février 2018.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer à Artélia le marché subséquent n°8 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'Aire d'Accueil Permanent située sur la commune de Courmonterral pour un montant de 116 425,20 € HT (139 710,24 € TTC). Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

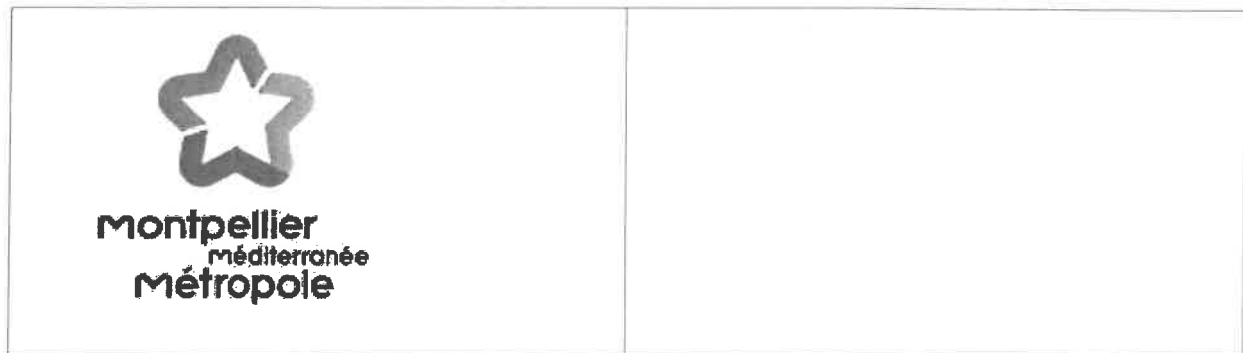
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 déc. 2018

**Signé.
Madame la Vice-Présidente
Annie YAGUE**

Publiée le : 03/12/18
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-65779-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 03/12/18
Réception en Préfecture : 03/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au
mandat d'étude - Aire d'accueil des gens
du voyage**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de 11^e Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans les domaines des « Cohésion sociale, politique de la ville, lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage, gestion de temps, accessibilité et handicap »,
- VU la convention de mandat pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole, conclue le 29 novembre 2016 avec la SA3M,
- **CONSIDÉRANT :**
 - Que la finalisation des études pré-opérationnelles conclut à la nécessité de réaliser deux dossiers de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), d'ajuster la programmation en réalisant un centre social et de réhabiliter en partie l'aire d'accueil permanent de Castelnau-le-Lez,

- Qu'au regard de la prise en compte de ces évolutions, il convient d'augmenter de 90 000 € HT la rémunération du mandataire et les modalités de financement et de règlement des dépenses,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au mandat pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole, passé avec la SA3M.

ARTICLE 2 : Le montant de la rémunération du mandataire est augmenté de 90 000 € pour passer à un montant total de 1 123 102 € HT (1 347 744 € TTC).

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 déc. 2018

Signé.

Madame la Vice-Présidente

Annie YAGUE

Publiée le : 03/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

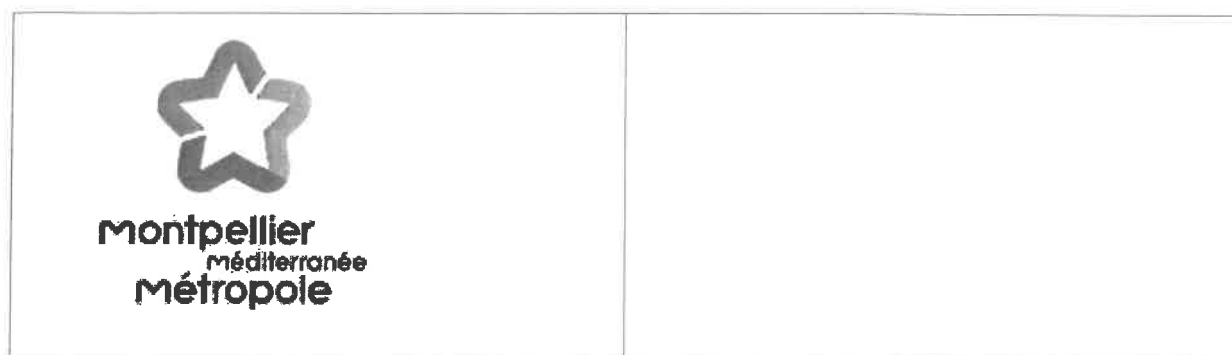
034-243400017-20180101-65859-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/12/18

Réception en Préfecture : 03/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1
d'augmentation du montant de l'accord-
cadre à bons de commande n°4661AT16
relatif aux travaux et maintenance de
voirie - Lot 1 Pôle Plaine Ouest**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°14200 autorisant la signature du lot n°1 « Pôle Plaine Ouest » de l'accord-cadre n°4661AT16 relatif aux travaux et maintenance de voirie, attribué à l'entreprise EIFFAGE ROUTE MEDITERRANEE, pour un montant annuel maximum de 1 125 000,00 euros HT et pour une durée d'un an reconductible trois fois ;
- VU l'avis favorable de la Commission d'appel d'offre en date du 11/12/2018.

Considérant :

- Que le présent accord-cadre en est à sa deuxième année d'exécution, et que le montant maximum sera atteint avant la date du terme de cette seconde année ;

- Que pour couvrir les besoins en « petits travaux » de réfection et d'aménagement sur le territoire du Pôle Plaine Ouest représentant 7 communes (Cournonterral, Cournonsec, Pignan, Fabrègues, Saussan, Lavérune et Saint Jean de Védas) dès le début de l'année 2019, il convient d'augmenter le montant annuel maximum du Lot 1 du marché n°4661AT16 (2018L03571), dans la limite de 15%, soit de 168 750, 00 € HT, faisant ainsi passer le montant annuel maximum du lot 1 à 1 293 750, 00 € HT par an. ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 d'augmentation de 15% du montant annuel maximum du Lot n°1 « Pôle Plaine Ouest » de l'accord-cadre n°4661AT16 relatif aux travaux et maintenance de voirie, passé avec l'entreprise EIFFAGE ROUTE MEDITERRANEE,

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908,

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 18/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

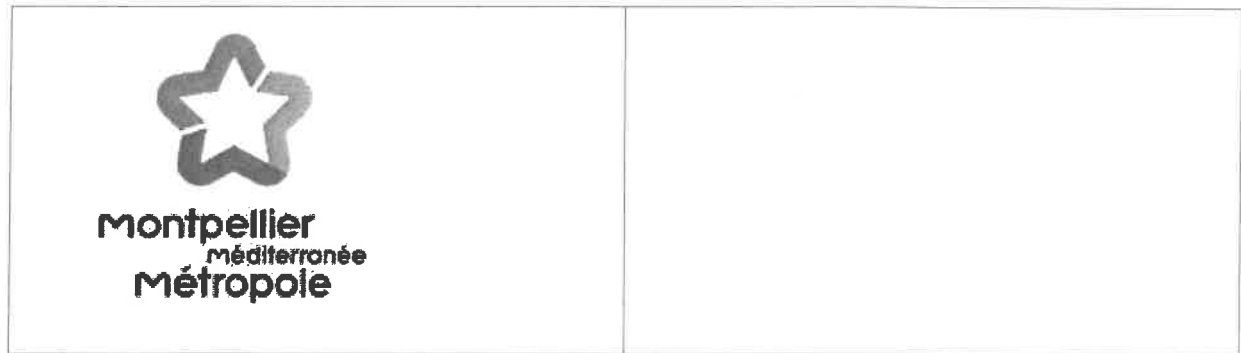
034-243400017-20180101-65993-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/12/18

Réception en Préfecture : 18/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de
prestation de services de la Commune de
Montpellier au bénéfice de Montpellier
Méditerranée Métropole pour la gestion
des archives**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER, en qualité de Vice-Président ;
- VU les avis rendus par les Comités Techniques de la Commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole des 11 septembre et 15 octobre 2018,

CONSIDERANT :

- Qu'une convention d'assistance scientifique et technique pour le traitement et l'exploitation des archives de la Communauté d'Agglomération a été signée le 21 juillet 2006 avec la Commune de Montpellier,
- Que cette convention renouvelée dans les mêmes termes les 30 septembre 2009, 8 octobre 2012 et 25 juin 2015, est arrivée à échéance le 29 juin 2018,
- Que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler la convention en l'adaptant aux nouveaux besoins liés à la mutualisation des services et aux transferts de compétences
- Que Montpellier Méditerranée Métropole remboursera à la Commune de Montpellier la charge nette des dépenses.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de prestation de services de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des archives

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 déc. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER**

Publiée le : 10/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

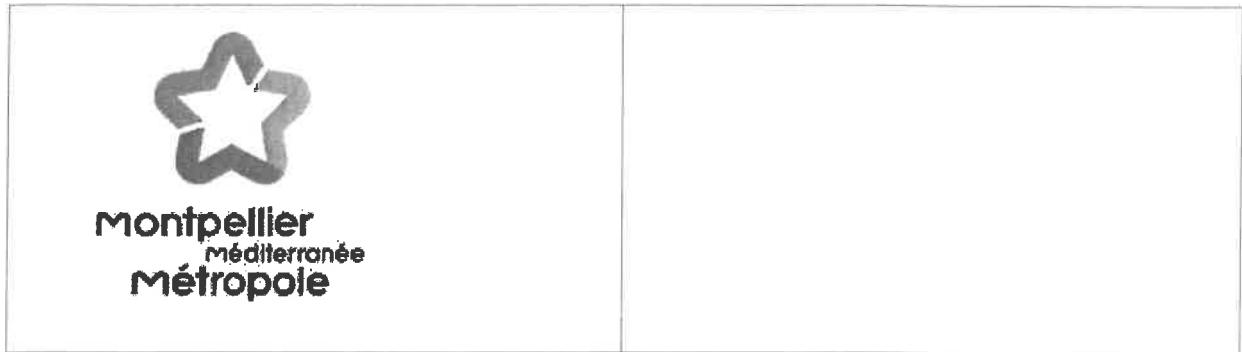
034-243400017-20180101-66064-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/12/18

Réception en Préfecture : 10/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4826AT17 -
LOT N°2 - Terrassements assainissement
chaussées et aménagements paysagers -
RD610 Déviation de Castries - Avenant n°1
- Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°D2017-370 du 27/06/2018 attribuant le lot 2 du marché n°4826AT17 au groupement conjoint UPEE7 (Mandataire) / VALÉRIAN, sise à Saint aunes (34130) pour un montant de 195 191,70 € HT.

CONSIDERANT :

- que le lot 2 du marché 4826AT17 a été conclu pour des travaux de terrassements, d'assainissement, de chaussées et d'aménagement paysagers nécessaire à la réalisation de la déviation de Castries;

- qu'un aléa de chantier important a eu pour conséquence la réalisation de prestations supplémentaires non prévues au marché. Le volume de décapage de la terre végétale réalisé par l'entreprise VALERIAN dans le cadre du LOT1 s'est avéré insuffisant ;
- Le MOE a souhaité modifier le mélange de graines prévu dans le marché pour l'ensemencement hydraulique des talus et des zones à aménager ;
- Le manque de terre végétale a obligé le MOE à modifier le projet d'aménagement paysager. Ces modifications ont permis de réaliser des économies.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot 2 du marché n°4826AT17 avec le groupement conjoint UPEE7 (mandataire)/ VALERIAN sans incidence financière mais avec une répartition différente. La répartition initiale était de 71 293,60 € HT pour UPEE7 et 123 898,10 € HT pour VALERIAN. La nouvelle répartition est de 61 508,55 € HT pour UPEE 7 et 133 683,15 € HT pour VALERIAN.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 07/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

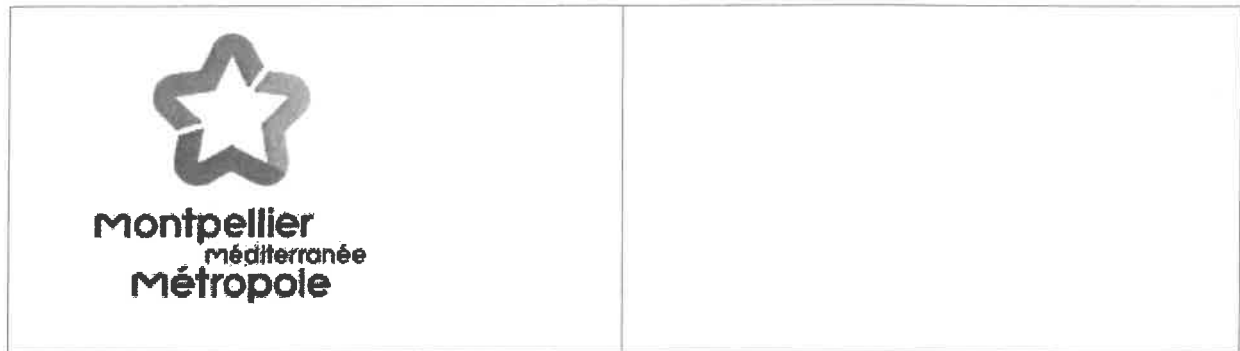
034-243400017-20180101-66019-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/18

Réception en Préfecture : 07/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention entre La
Régie des Eaux de Montpellier
Méditerranée Métropole et Montpellier
Méditerranée Métropole pour l'installation
d'équipements de télécommunication LoRa
sur les réservoirs de Montpellier -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires,

les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme» ;

- **VU** le projet de la Cité intelligente de Montpellier Méditerranée Métropole qui repose sur quatre strates et des domaines d'activité qui s'inscrivent résolument dans la dynamique French Tech :

- la capture des données,
- la remontée des données,
- la strate numérique avec l'entrepôt et le traitement de données,
- la mise à disposition de données pour générer de nouveaux services urbains ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre du projet de la cité intelligente, Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de bâtiments permettant d'accueillir des antennes LoRa ;

- que la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole dispose de bâtiments pouvant accueillir ce type d'installation.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention pour l'installation d'équipements de télécommunication LoRa sur les réservoirs de Montpellier entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette convention est conclue à titre gracieux pour une durée de 10 ans à compter de la date de notification par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. La Régie facturera à l'Occupant, les déplacements suivants :

- concernant les opérations de maintenances préventives, au-delà de 3 interventions annuelles : 190 euros par déplacement,
- concernant les opérations de maintenances curatives : 280 euros, dès le premier déplacement.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

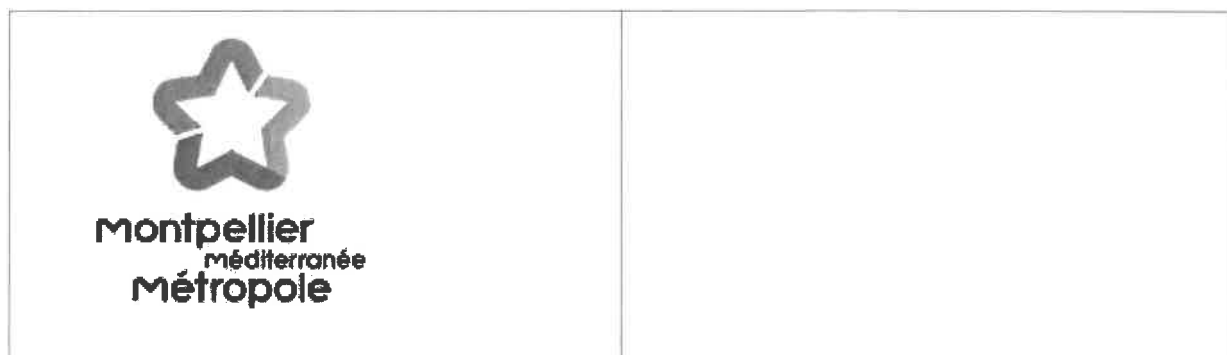
034-243400017-20180101-66212A-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/11/18

Réception en Préfecture : 28/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'une emprise
de 191 m² non cadastrée en section SN sur
la partie de la rue du Mas des Brousses
déclassée sise commune de Montpellier -
Aménagement du quartier
CAMBACERES**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU le code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €
- VU la délibération du conseil municipal de la Ville de Montpellier n°2015-438 du 5 novembre 2015, constatant la désaffectation de la rue du Mas des Brousses non cadastrée pour une emprise de 3 994 m² et prononçant son déclassement du Domaine Public et son intégration au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'avis de France Domaine en date du 14 novembre 2018,
- VU la concession d'aménagement signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) le 16 octobre 2013,

- VU la demande d'acquisition formulée par la SA3M dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle de la ZAC 1 du quartier CAMBACERES à Montpellier moyennant le prix de 25 €/m² soit 4 775 € hors taxes,

CONSIDERANT :

- que la cession à la SA3M de l'emprise section SN DP b d'une superficie de 191 m² non cadastrée prise sur la rue du Mas des Brousses déclassée est nécessaire dans le cadre de la réalisation des travaux d'aménagement de la ZAC 1 du quartier CAMBACERES.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) l'emprise section SN DP b d'une superficie de 191 m² non cadastrée prise sur la rue du Mas des Brousses déclassée.

ARTICLE 2 : Cette cession aura lieu moyennant le prix 4 775 € (quatre mille sept cent soixante quinze euros) hors taxes, régime de la TVA en vigueur en sus. Les frais de l'acte sont à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

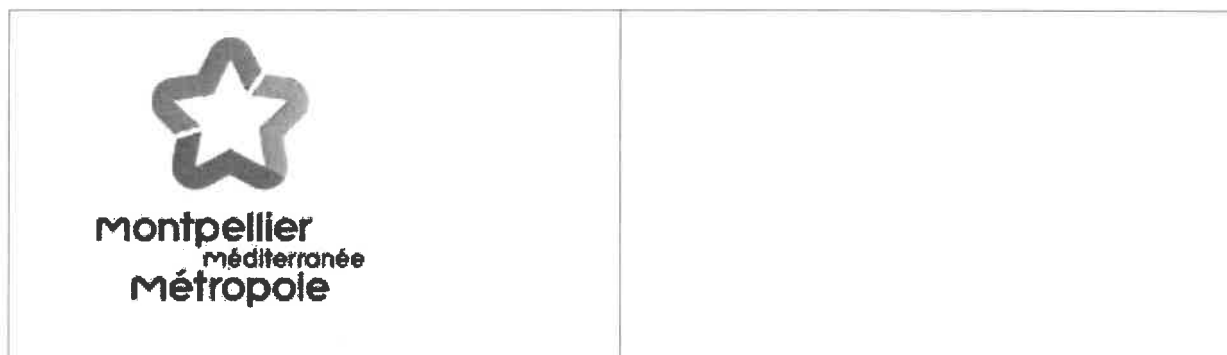
034-243400017-20180101-66715A-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/11/18

Réception en Préfecture : 28/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de
prestation de services réciproques de la
commune de Montpellier et de Montpellier
Méditerranée Métropole pour la gestion du
parc automobile**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 en date du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine Illaire en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mises à dispositions ascendantes et descendantes sur la base de la convention type adoptée par délibération,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine Illaire, dans le domaine des Ressources Humaines,

CONSIDERANT :

- que la Ville de Montpellier dispose aujourd'hui d'un service Parc automobile, chargé de faire fonctionner un garage municipal géré en régie et situé au Centre Technique Municipal de Garosud,
- qu'un tel outil permet une gestion efficiente de l'entretien et de la maintenance des véhicules : les agents du service portent en interne un diagnostic sur l'état des véhicules, et arbitrent entre réparation ou remplacement selon le coût estimé, sans recours à un prestataire extérieur,

- que les équipements techniques de ce garage et le personnel municipal qui y est affecté sont depuis 2017 mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'entretien d'une partie de ses véhicules.

- que la présente décision propose d'établir une nouvelle convention qui a pour objet de se substituer à la convention n°V2017/233 de 2017,

- que la neutralité financière de cette organisation est assurée par la séparation des dépenses d'investissement, de carburants et d'assurance et la refacturation réciproque d'une partie de la masse salariale des agents municipaux hors périmètre du service commun, ainsi que des opérations de maintenance par la Ville à la Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de la convention de prestations de services réciproques concernant la gestion du parc automobile entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que tous documents afférents.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole chapitres 930 et 938.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

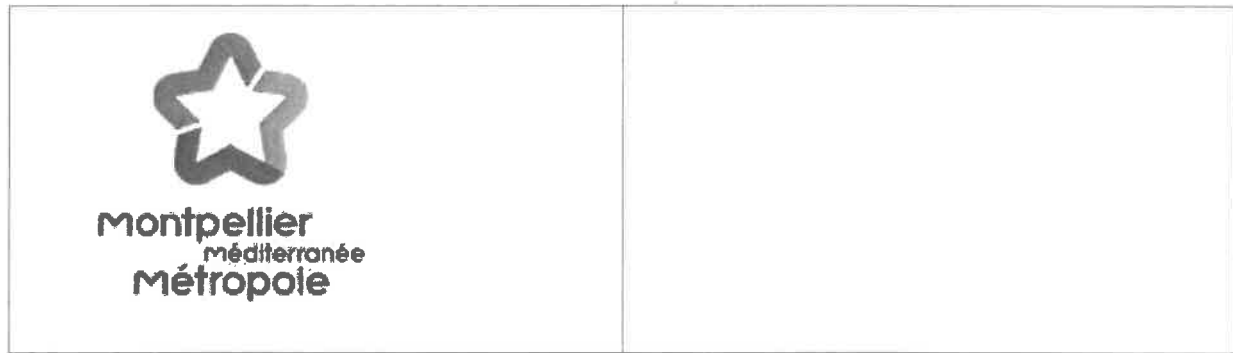
034-243400017-20180101-66276A-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/11/18

Réception en Préfecture : 28/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BS 486 - Lieudit Terres del Rey -
Commune Le Crès**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le protocole transactionnel proposé par la SCI Les Hameaux del Rey, organisant les modalités de la cession entre la SCI et Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle cadastrée BS 486, d'une superficie de 2918 m² lieudit Terres del Rey sur la commune du Crès.
- **CONSIDERANT** que cette parcelle en nature d'espace vert et de chemin piétonnier doit être acquise afin de permettre la réalisation d'un cheminement doux pour permettre la connexion entre la coulée verte du salaison et le domaine public voirie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le protocole détaillant les modalités d'acquisition auprès de la SCI Terres del Rey, de la parcelle BS 486 d'une superficie de 2918 m² située lieudit Terres del Rey sur la commune du Crès.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 20 426 € pour le terrain de 2 918 m², montant auquel il convient de rajouter l'indemnité de prise de possession anticipée de 5 000 € et la perte de capital végétal de 3 754 euros, soit un montant total de 29 180 euros.

ARTICLE 3 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, et notamment le protocole d'accord, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

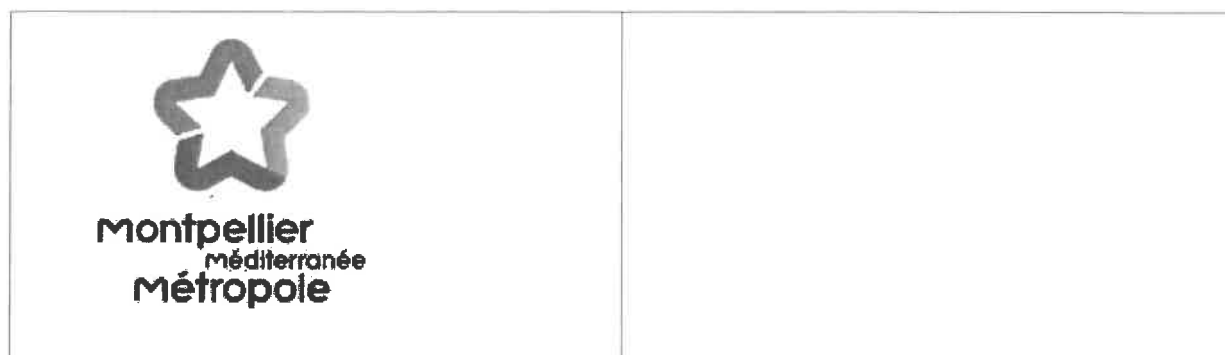
034-243400017-20180101-66476-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Organisation et Evaluation
Service Contrôle de Gestion

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au Règlement Général sur
la Protection des Données (RGPD) - Mise à
jour de la convention de prestation de
service entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;
- VU le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques et notamment l'article 37 du RGPD ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs

accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme » ;

- VU la délibération n°V2018-156 en date du 3 mai 2018 pour la Ville de Montpellier relative à la convention de prestation de service du Délégué à la Protection des Données ;

- VU la décision n°MD2018-362 publiée le 31 mai 2018 pour Montpellier Méditerranée Métropole relative à la convention de prestation de service du Délégué à la Protection des Données ;

- VU la convention initiale ;

CONSIDERANT :

- que les démarches de rapprochement et de mise en synergie des services de la Ville de Montpellier, de son Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et de Montpellier Méditerranée Métropole ont conduit à la désignation d'un Délégué à la Protection des Données (DPD) commun pour les trois entités ;

- qu'initialement rattaché à la Direction Organisation Evaluation de la Ville de Montpellier, le DPD mutualisé fait aujourd'hui partie du service commun de la Direction Organisation Etudes Evaluation géré par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que conformément à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales, les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans le service mis en commun sont transférés de plein droit dans l'entité gestionnaire du service commun ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà approuvé la convention de prestation de service du DPD ;

- qu'il est nécessaire de mettre à jour la convention de prestation de service afin de prendre en compte le transfert du DPD initialement agent Ville vers Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de prestation de service du DPD de Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la Ville de Montpellier.

La convention prend effet à compter de la signature par les deux entités pour une durée de deux ans et est reconductible de manière tacite par période d'un an, le nombre de périodes de reconduction ne pouvant excéder 3 (soit une durée maximale de 5 ans).

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction, à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 05/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

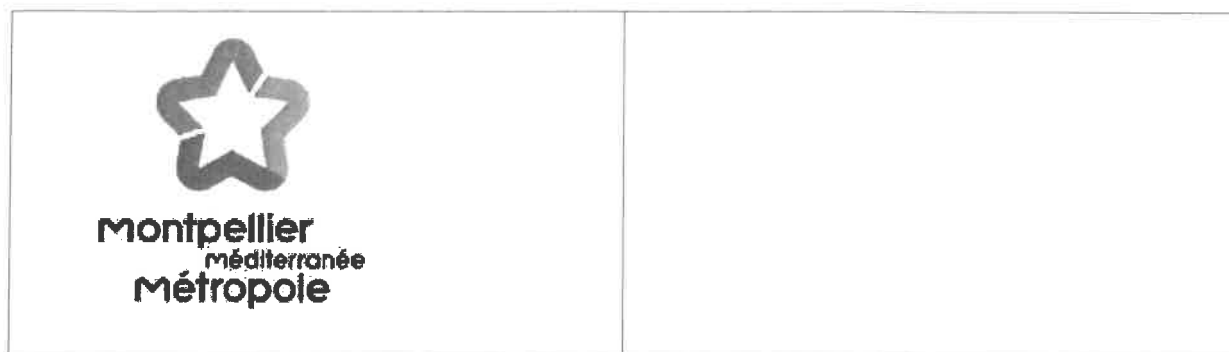
034-243400017-20180101-66293-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/12/18

Réception en Préfecture : 05/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°3580DS14
"Nettoyage du gymnase Pitot-Peyrou, du
Palais des sports René-Bougnol et du Stade
de la Mosson de Montpellier Méditerranée
Métropole" - Lot n°2 "Palais des sports
René-Bougnol" - Avenant n°1

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,
- VU la délibération n° 12218 en date du 6 février 2014 attribuant le lot n°2 « Palais des sports René-Bougnol » du marché n° 3580DS14 « Nettoyage du gymnase Pitot-Peyrou, du Palais des sports René-Bougnol et du Stade de la Mosson de Montpellier Méditerranée Métropole » à

l'entreprise Karola Services, sise à Montpellier (34080) – 386, avenue de Fès, pour un montant de 117 087 euros HT sur sa durée (période initiale et trois années de reconduction),

CONSIDÉRANT que les délais imposés par la procédure d'un lancement d'un nouveau marché rendent nécessaire une prolongation d'une durée de quatre mois du marché actuel afin de garantir le maintien du nettoyage du Palais des sports René-Bougnol pendant la durée de la procédure,

CONSIDÉRANT que l'économie générale du marché n'est pas remise en cause et qu'il convient de procéder à la conclusion d'un avenant en ce sens,

CONSIDÉRANT que la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable à la passation de cet avenant lors de séance du 13 novembre 2018,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au lot n° 2 « Palais des sports René-Bougnol » du marché n°3580DS14 « Nettoyage du gymnase Pitot-Peyrou, du Palais des sports René-Bougnol et du Stade de la Mosson de Montpellier Méditerranée Métropole » avec l'entreprise Karola Services, sise à Montpellier (34080), avenant d'un montant de 9 757,25 euros HT, soit un écart de 8,33% par rapport au marché initial.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 déc. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER**

Publiée le : 10/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

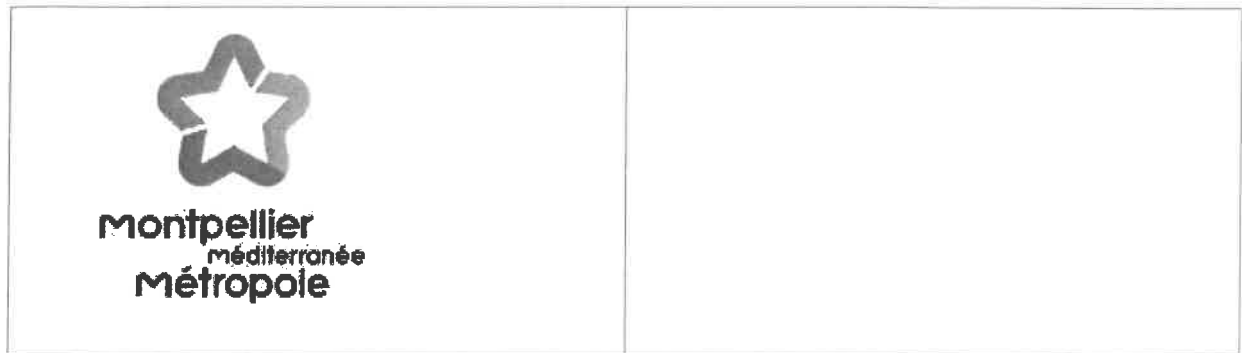
034-243400017-20180101-66469-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/12/18

Réception en Préfecture : 10/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Organisation et Evaluation
Service Contrôle de Gestion

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au Règlement Général sur
la Protection des données (RGPD) - Mise
en place d'un contrat de prestation de
service entre Montpellier Méditerranée
Métropole et le Centre Communal
d'Action Sociale de la Ville de Montpellier
- Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le code de l'action sociale et des familles ;
- VU l'article 17 II 2 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques et notamment l'article 37 du RGPD ;
- VU les avis rendus par le comité technique de la Ville de Montpellier le 26 mars 2018,
- VU les délibérations initiales n°V2018-156 en date du 3 mai 2018 pour la Ville de Montpellier et n°2018/119 en date du 28 mai 2018 pour le CCAS de Montpellier ;
- VU la convention initiale ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, dans les domaines de « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme » ;

CONSIDERANT :

- que la mise en synergie des services de la Ville de Montpellier, de son Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et de Montpellier Méditerranée Métropole, ont conduit à la désignation d'un Délégué à la Protection des Données (DPD) commun pour les trois entités ;

- qu'initialement rattaché à la Direction Organisation Evaluation de la Ville de Montpellier, le DPD mutualisé fait aujourd'hui partie du service commun de la Direction Organisation Etudes Evaluation géré par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que conformément à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales, les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans le service mis en commun sont transférés de plein droit dans l'entité gestionnaire du service commun ;

- que l'article 17 II 2 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics dispose que ladite ordonnance n'est pas applicable lorsqu'une personne morale contrôlée par un pouvoir adjudicateur attribue un marché à une autre personne morale contrôlée par le même pouvoir adjudicateur ;

- qu'il est nécessaire de prendre en compte le transfert du DPD initialement agent Ville vers Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de prestation de service du DPD de Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier.

La convention prend effet à compter de la signature par les deux entités pour une durée de deux ans et est reconductible de manière tacite par période d'un an, le nombre de périodes de reconduction ne pouvant excéder 3 (soit une durée maximale de 5 ans).

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 05/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

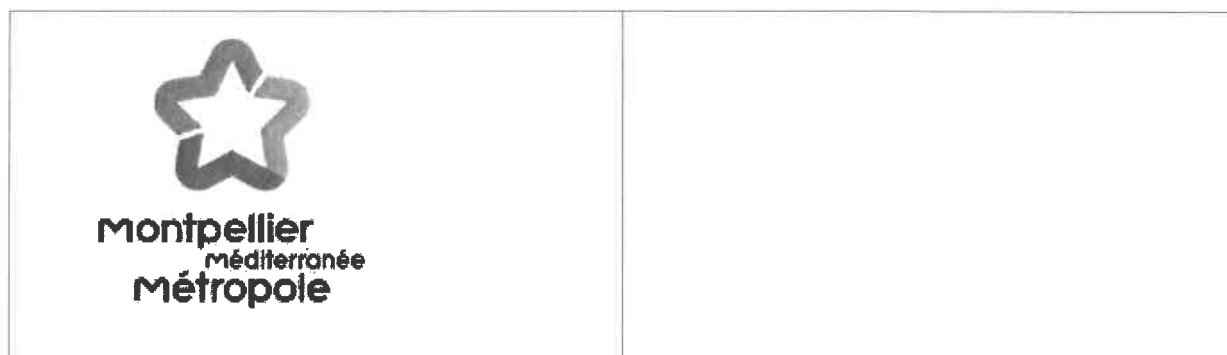
034-243400017-20180101-66335-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/12/18

Réception en Préfecture : 05/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°3580DS14
"Nettoyage du gymnase Pitot-Peyrou, du
Palais des sports René-Bournol et du Stade
de la Mosson de Montpellier Méditerranée
Métropole" - Lot n° 3 "Stade de la
Mosson" - Avenant n° 1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,
- VU la délibération n°12218 en date du 6 février 2014 attribuant le lot n° 3 « Stade de la Mosson » du marché n°3580DS14 « Nettoyage du gymnase Pitot-Peyrou, du Palais des sports René-Bournol et du Stade de la Mosson de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise Sud Service, sise

à Castelnau-le-Lez (34171) – PA La Garrigue – BP 21, pour un montant de 313 232,00 euros HT et pour une durée de quatre années (toutes reconductions confondues),

CONSIDÉRANT que les délais imposés par la procédure d'un lancement d'un nouveau marché rendent nécessaire une prolongation d'une durée de quatre mois du marché actuel afin de garantir le maintien du nettoyage du Stade de la Mosson pendant la durée de la procédure,

CONSIDÉRANT que l'économie générale du marché n'est pas remise en cause et qu'il convient de procéder à la conclusion d'un avenant en ce sens,

CONSIDÉRANT que la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable à la passation de cet avenant lors de séance du 13 novembre 2018,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au lot n° 3 « Stade de la Mosson » du marché n° 3580DS14 « Nettoyage du gymnase Pitot-Peyrou, du Palais des sports René-Bournol et du Stade de la Mosson de Montpellier Méditerranée Métropole » avec l'entreprise Sud Service, sise à Castelnau-le-Lez (34171), avenant d'un montant de 26 102,67 euros HT, soit un écart de 8,33% par rapport au marché initial.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 déc. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER**

Publiée le : 10/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

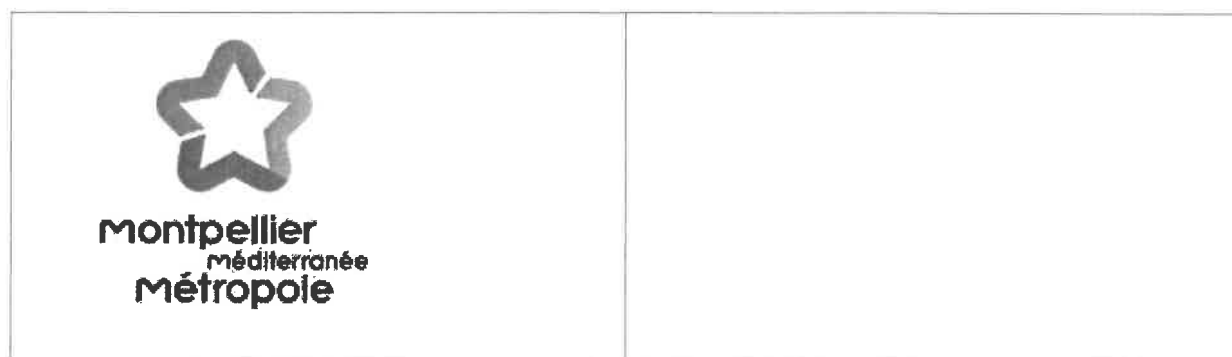
034-243400017-20180101-66475-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/12/18

Réception en Préfecture : 10/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Mission Rénovation Urbaine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord-cadre de
prestations d'études de maîtrise d'œuvre
urbaine - Nouveau projet de
renouvellement urbain du quartier de la
Mosson - Mandat d'études confié à la
SA3M - Autorisation de signature du
marché subséquent n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal Marion dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et

ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme » ;

- VU la convention de mandat d'études en date du 1er septembre 2016 au bénéfice de la SA3M pour assurer le suivi du protocole de préfiguration du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) pour les quartiers Mosson et Cévennes ;

CONSIDERANT :

- qu'une procédure de dialogue compétitif a été lancée conformément aux articles 75 et 76 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et que celle-ci a abouti à la signature d'un accord cadre une durée de 5 ans reconductible deux fois de manière expresse pour une période de 5 ans avec l'équipe Passagers des Villes (mandataire) sise 1 rue de la République 69001 Lyon, en date du 20 août 2018 ;
- qu'il est aujourd'hui nécessaire, sur la base du fondement de cet accord cadre, de conclure un marché subséquent qui portera sur :
 - l'élaboration du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson,
 - une étude complémentaire sur le parking sous dalle du grand mail et la revitalisation du stationnement,
 - une étude hydraulique sur le Rieutort,
 - une prestation d'OPCU sur le phasage du NPRU.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer un premier marché subséquent à l'accord cadre de maîtrise d'œuvre urbaine pour le NPRU sur le quartier Mosson à Montpellier à l'entreprise Passagers des Villes et à ses cocontractants, avec un montant minimum fixé à 1 178 000 € HT et sans montant maximum, sur la base du CCTP et du bordereau des prix unitaires de ce marché subséquent (CCTP-MS et BPU-MS). Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de notification du marché subséquent. Sa durée est de 14 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 10/12/18

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-66500-CC-1-1**

Acte Certifié exécutoire

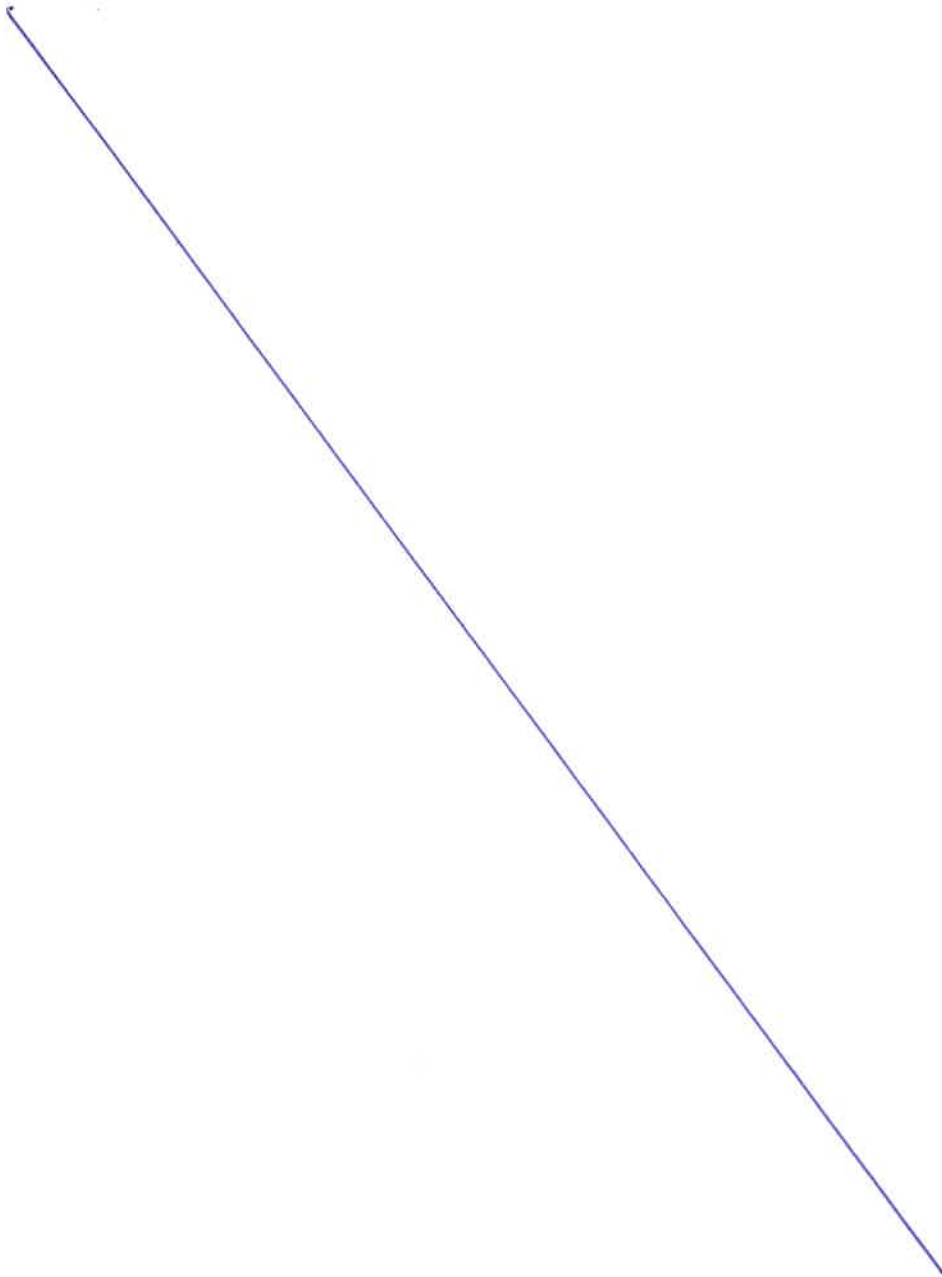
Envoi Préfecture : 10/12/18

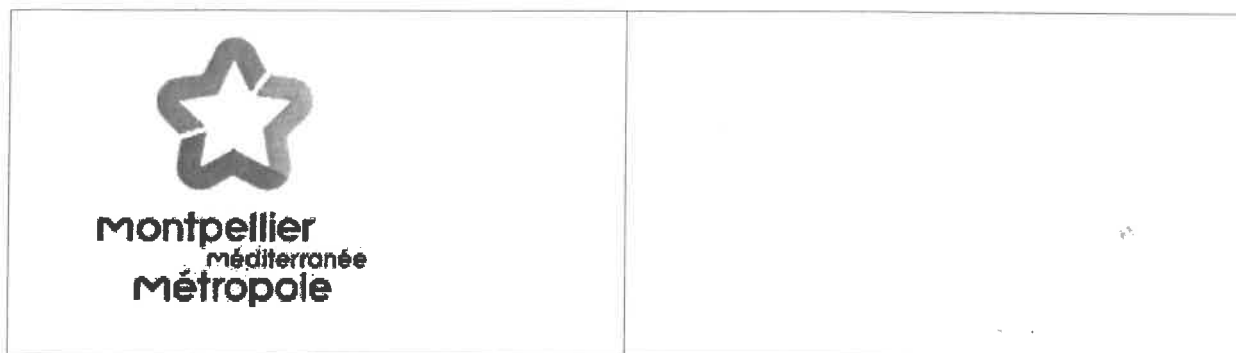
Réception en Préfecture : 10/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire

Décision n° MD2018-1043

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M8B0008DE - Mission de détection de
projets d'implantation sur Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal Marion dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat ;

- CONSIDERANT :

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 12 mois à compter du 1^{er} janvier 2019.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix des prestations au regard de la DPGF (40%) et la valeur technique au regard du mémoire technique (60%)
- Qu'après analyse, l'entreprise REGIONAL PARTNER, 1 impasse du Commandant Marchand, 56000 Vannes, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M8B0008DE relatif à la mission de détection de projets d'implantation sur la Métropole de Montpellier à l'entreprise REGIONAL PARTNER, pour un montant de 66 500 euros HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 10/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

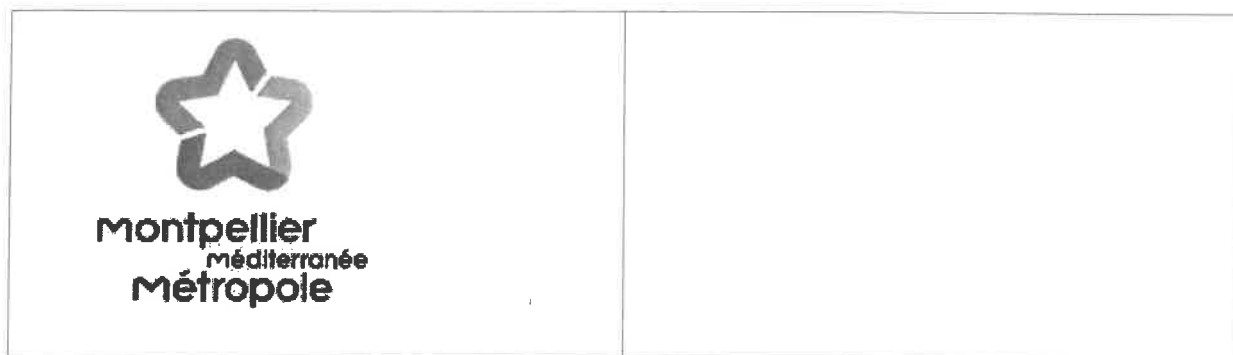
034-243400017-20180101-66552-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/12/18

Réception en Préfecture : 10/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société LABOSUD dans
la Zac Garosud Extension à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des « Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC GAROSUD EXTENSION à Montpellier : la société LABOSUD, représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Georges RUIZ, est candidate à l'acquisition du lot 6 de 11 552 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux, laboratoires, locaux industriels et entrepôt/stockage de 5 734 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 6 500 m². L'utilisateur final sera le laboratoire LABOSUD (laboratoire de biologie médicale cytologie et anatomie pathologique). La société prévoit un effectif de 260 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société LABOSUD ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

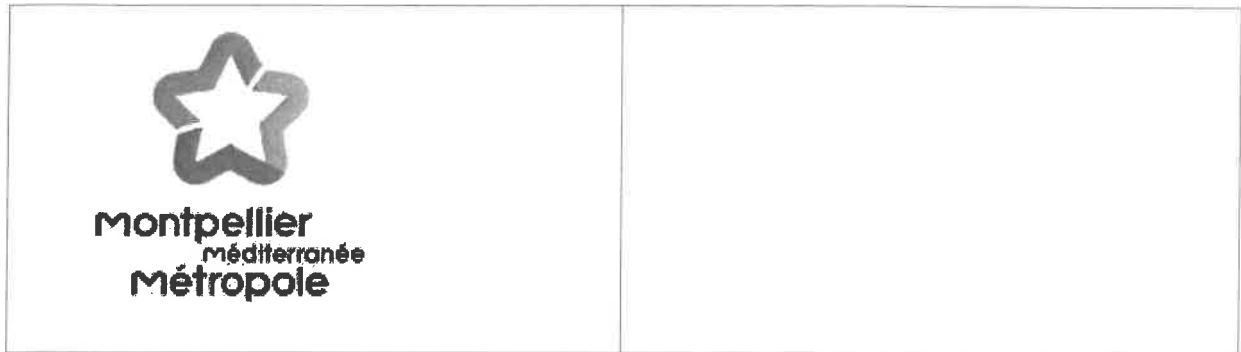
034-243400017-20180101-66679A-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/11/18

Réception en Préfecture : 28/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5153DE18
pour le nettoyage des 3 bâtiments du BIC
CAP ALPHA-CAP OMEGA-MIBI de
Montpellier Méditerranée Métropole et
l'espace Métropole de l'aéroport de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,

- **CONSIDERANT** la nécessité de passer un marché de fournitures courantes et services « Nettoyage des bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole Cap Alpha –Cap Omega – Mibi et l'espace Métropole de l'aéroport de Montpellier »,

- **CONSIDERANT** qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles 27, 78 et 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Une partie des prestations définies à l'acte d'engagement sera passée en application des articles 78 et 80 du décret 2016-360 relatif aux accords cadres pour les prestations ponctuelles. Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes avec un montant des commandes pouvant être passées au titre de ces prestations ponctuelles limité par un seuil maximum annuel de 10 000 € HT. Le marché est passé pour une durée de un an à compter de sa date de notification et il est reconductible une fois.

- **CONSIDERANT** que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
1/ Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement et du montant du DQE pour les prestations ponctuelles limitées à un seuil maximum annuel de 10 000,00 euros HT.

2/ Valeur technique au regard du mémoire technique

- **CONSIDERANT** qu'après analyse, l'entreprise KAROLA SERVICES sise 386 Avenue de Fès 34080 MONTPELLIER présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché 5153DE18 à l'entreprise KAROLA SERVICES pour un montant forfaitaire annuel (DPGF) de 84 786,49 euros HT et pour un montant estimatif des prestations ponctuelles (DQE) de 8 595,00 euros HT limitées par un seuil maximum annuel à 10 000,00 euros.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936

ARTICLE 3 : d'autoriser Madame la Vice - Présidente Chantal MARION à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 13/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

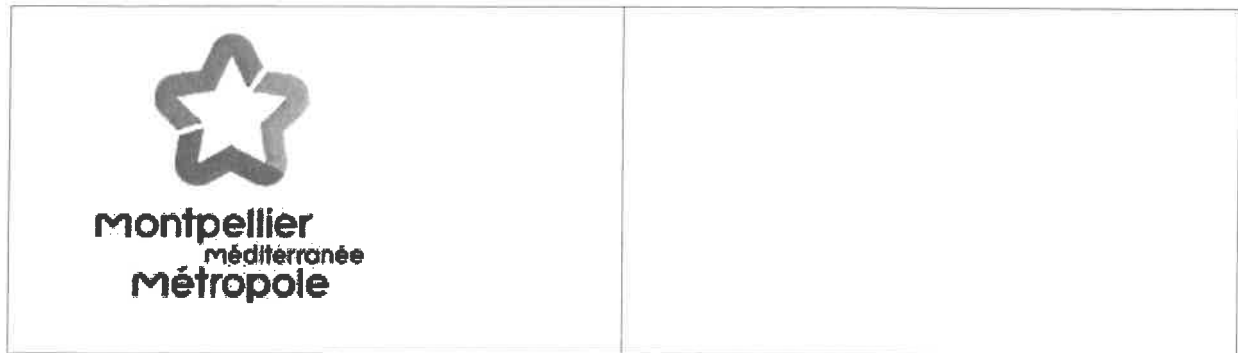
034-243400017-20180101-66712-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/12/18

Réception en Préfecture : 13/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°5023B02 - Travaux de sécurité écoles -
Réaménagement de la rue Viollet le Duc -
Montpellier - Attribution du marché -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;
- VU l'approbation formulée en Commission d'appel d'Offres en date du 13 novembre 2018 ;

CONSIDERANT :

- qu'un réaménagement de la rue Viollet le Duc à Montpellier est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un

marché subséquent, pour une durée de 3 mois à compter de l'ordre de service de démarrage hors période de préparation de travaux ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 70 %
- Valeur technique au regard du mémoire technique : 30 %

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 13.11.18 a été informée du choix de l'offre de l'entreprise COLAS Midi Méditerranée, Zone Industrielle la lauze, rue Saint Exupéry, sise à Saint Jean de Védas, comme présentant l'offre la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°5023B02 – Travaux de sécurité écoles – Réaménagement de la rue Viollet le Duc à Montpellier à l'entreprise COLAS Midi Méditerranée, pour un montant estimatif de 299 298,43 € HT. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 3 mois hors période de préparation des travaux.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 déc. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 12/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

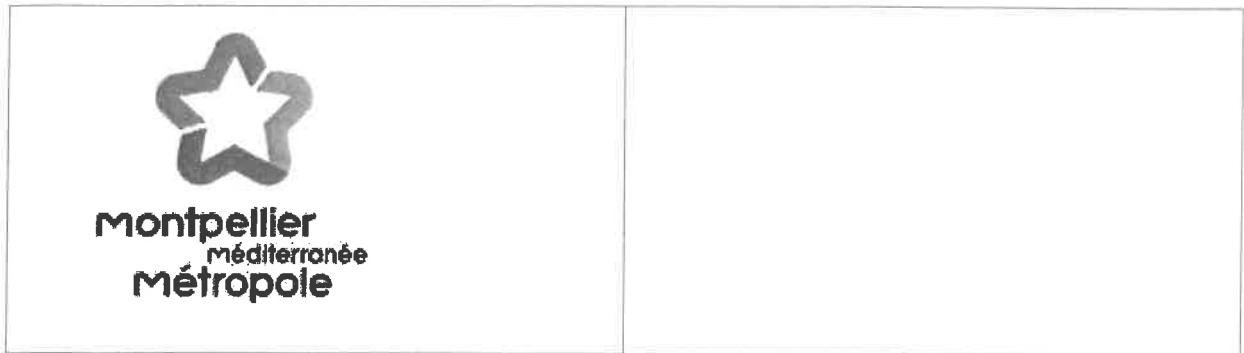
034-243400017-20180101-66748-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/12/18

Réception en Préfecture : 12/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4765 UH18
pour la Mission de suivi-animation du
Programme Opérationnel de Prévention et
d'Accompagnement des Copropriétés
(POPAC) en Quartier Politique de la Ville -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SEGURA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Noël SEGURA dans le domaine du « Logement »,

CONSIDERANT :

- que la prévention et l'accompagnement des copropriétés fragiles est un enjeu important pour la Métropole, et ce d'autant plus dans les quartiers Politique de la Ville qui concentrent les dysfonctionnements de gestion, d'impayés et de situations de fragilité des ménages.
- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée conformément à l'article 25-I.1° et 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande, sans minimum, ni maximum, pour une durée de 36 mois à compter de sa notification, avec reconduction possible d'un an.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Critères	Pondération
1-Valeur technique au regard du mémoire technique	60 points
2-Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif	40 points

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 novembre 2018 a classé les offres et choisi l'offre de l'entreprise *Urbanis, sise 188 allée de l'Amérique latine à NIMES*, comme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché 4765 UH18 « *Mission de suivi-animation du Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriétés en Quartiers Politique de la Ville (QPV)* » à l'entreprise *Urbanis*, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 36 mois, avec une reconduction possible d'une année.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 déc. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-66791-CC-1-1

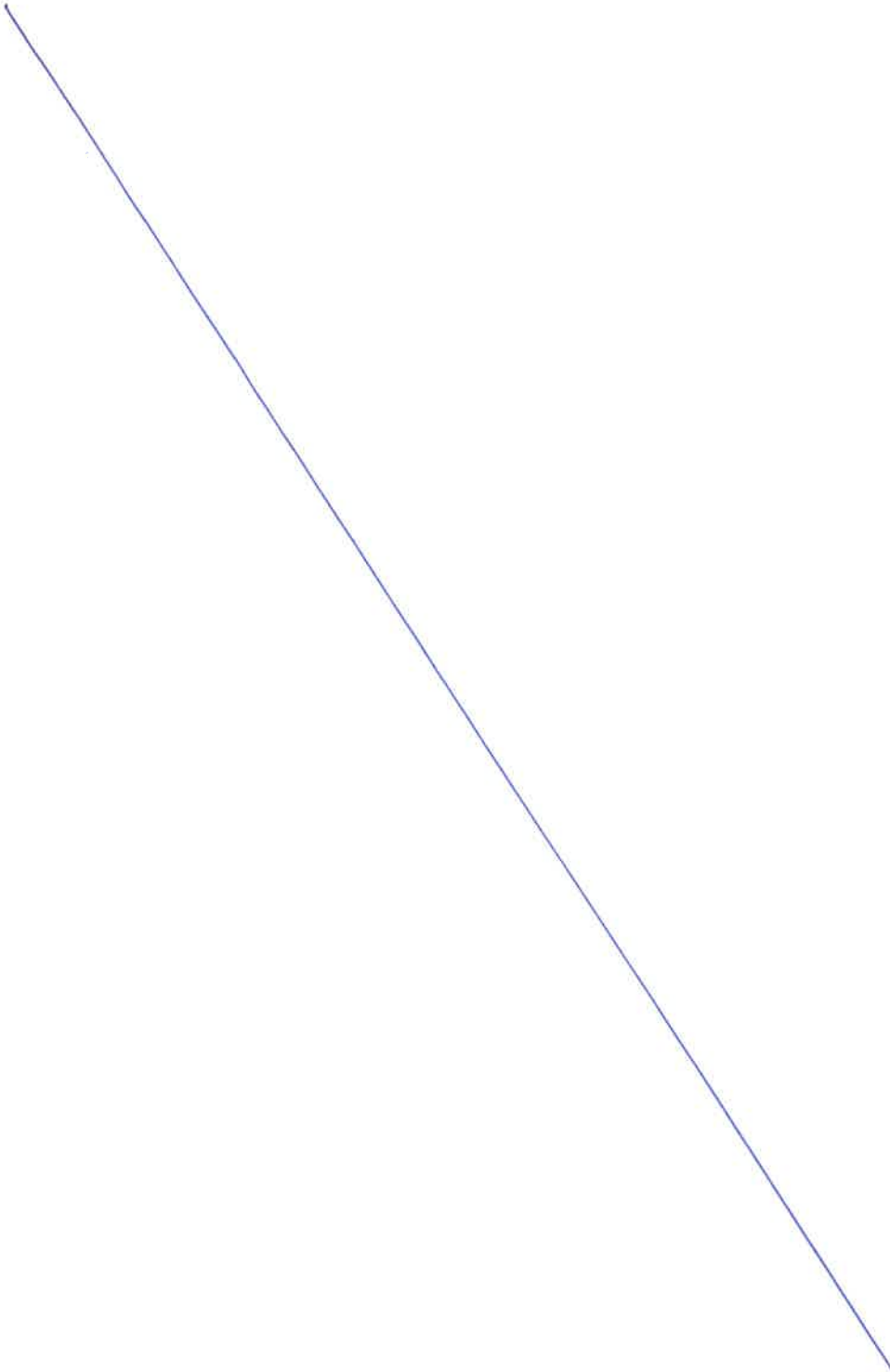
Acte Certifié exécutoire

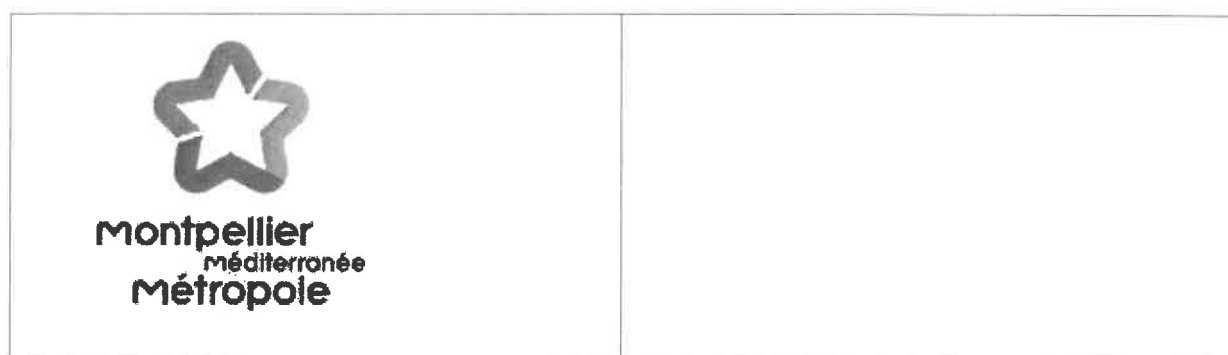
Envoi Préfecture : 18/12/18

Réception en Préfecture : 18/12/18

Décision n° MD2018-1049

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°5 à la
convention d'occupation du domaine
public conclue entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
ECOCLIMASOL pour une réduction de la
surface de ses locaux au sein du bâtiment
MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2018 au sein du bâtiment MIBI,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} septembre 2015 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise ECOCLIMASOL pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenants dont le dernier est en date du 1^{er} septembre 2018,
- **CONSIDERANT** que la société ECOCLIMASOL a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une réduction de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** qu'une suite favorable a été réservée à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société ECOCLIMASOL pour la restitution du module B0.26 d'une surface de 25,70m² situé au rez-de-chaussée du bâtiment MIBI. La surface occupée par la société ECOCLIMASOL passe de 91,60m² à 65,90m².

ARTICLE 2: A compter de sa date de notification, la durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la prorogation de la convention initiale, soit jusqu'au 31 août 2021, renouvelable de manière expresse par période de trois ans.

ARTICLE 3: La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ECOCLIMASOL pour la nouvelle surface de 65,90 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à 839,57 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 15124 du Conseil de Métropole en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 4: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5: Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-66794-CC-1-1

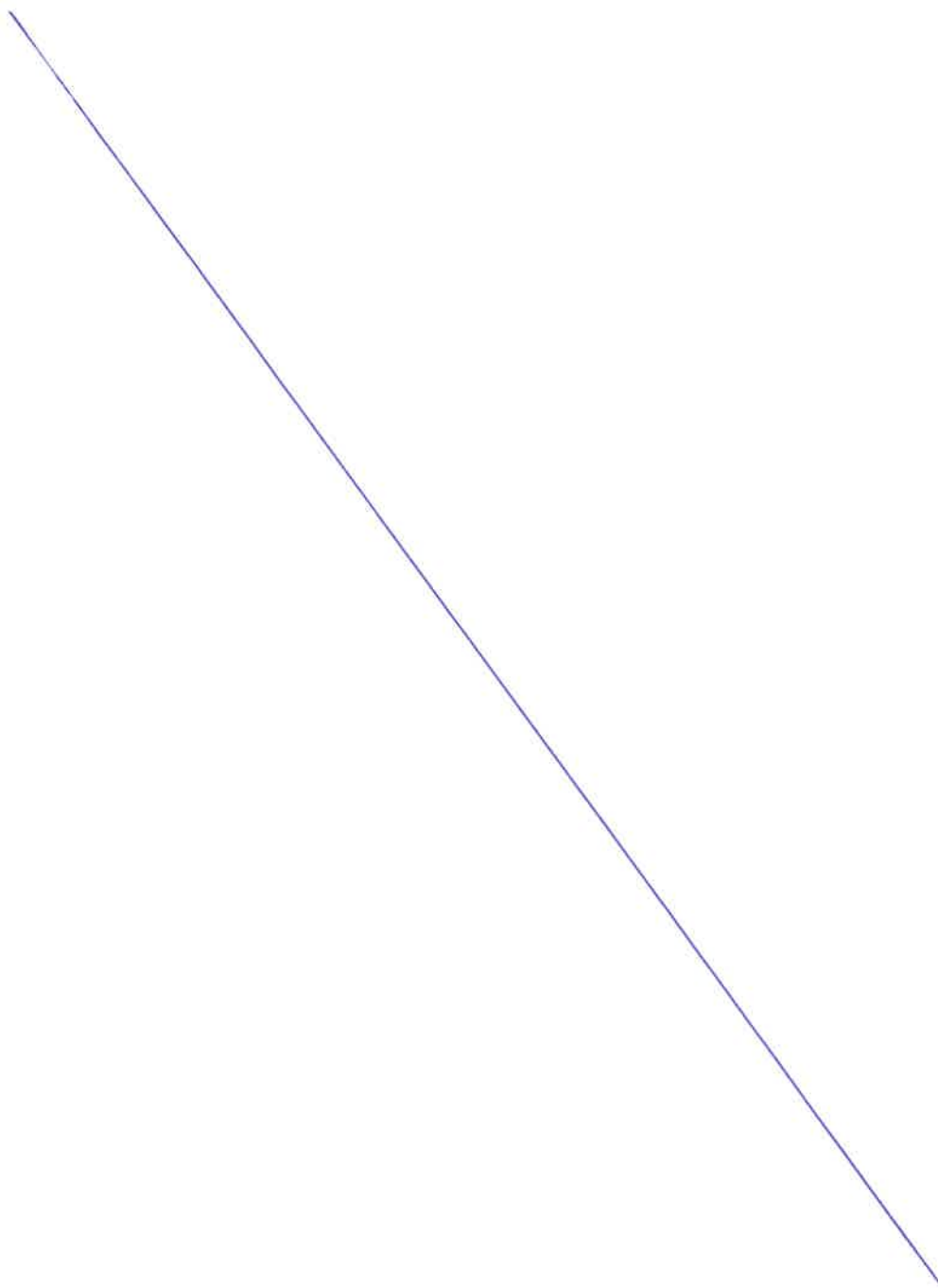
Acte Certifié exécutoire

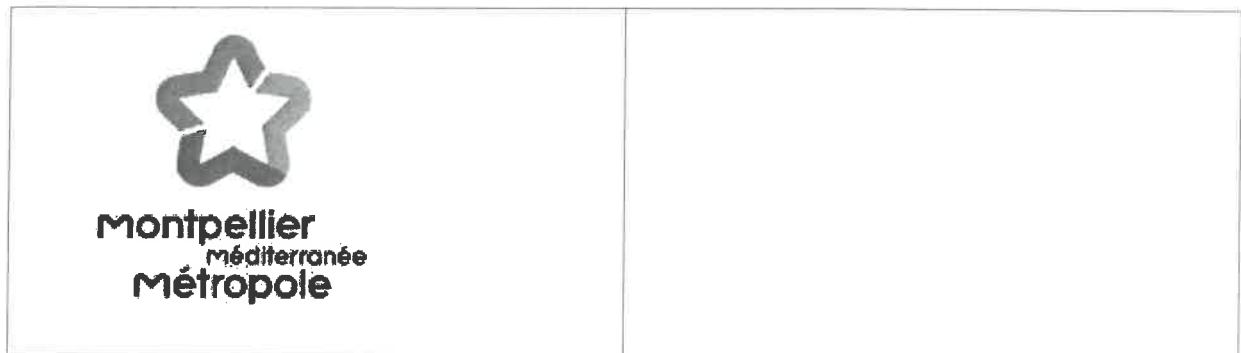
Envoi Préfecture : 12/12/18

Réception en Préfecture : 12/12/18

Décision n° MD2018-1050

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction Transition Energétique et Ecologique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du lot 2 du
marché n°5103TE18 relatif à la révision et
animation du plan climat énergie
territorial en plan climat air énergie
territorial, la démarche Cit'ergie associée
et l'élaboration du schéma directeur des
énergies**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine lié au développement durable, l'environnement incluant la protection et la mise en valeur des milieux naturels sensibles, la lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores, la biodiversité et la

culture scientifique et technique incluant l'Aquarium Mare Nostrum, le planétarium Galilée, le Plan Climat Air Energie Territorial,

CONSIDERANT :

- que le Plan Climat Energie Territorial 2013-2018 doit être révisé en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) afin de répondre aux exigences du décret d'application de la loi pour la Transition Energétique et la Croissance Verte n°2016-849 du 28 juin 2016, que le dispositif de suivi et d'évaluation du PCAET sera élaboré au travers de la démarche Cit'ergie et qu'au titre de sa compétence d'autorité organisatrice de la distribution de l'énergie, la métropole souhaite élaborer un schéma directeur des énergies,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 25-I.1° et 67 à 68 et 77 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre sans minimum et sans maximum alloti en 3 lots,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- valeur technique au regard du mémoire technique : 70%,
 - 2- prix des prestations au regard du total de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire plus total HT du Détail Quantitatif Estimatif : 30%,
- qu'après analyse, la commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 13 novembre 2018, a classé les offres du lot n°2 et choisi, pour ce lot, l'entreprise INSTITUTIONS ET PROJETS, sise 12 Rue Castilhon, 34000 Montpellier, celle-ci présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le lot 2 du marché 5103TE18 « Révision et animation du plan climat en plan climat air énergie territorial, l'évaluation environnementale, la démarche Cit'ergie associée et l'élaboration du schéma directeur des énergies » à l'entreprise INSTITUTIONS ET PROJETS, pour un montant sans minimum, ni maximum. Les prestations étant rémunérées aux quantités réellement exécutées des prix du Bordereau des Prix Unitaires. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 4 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le lot 2 du marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 28/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-66933-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

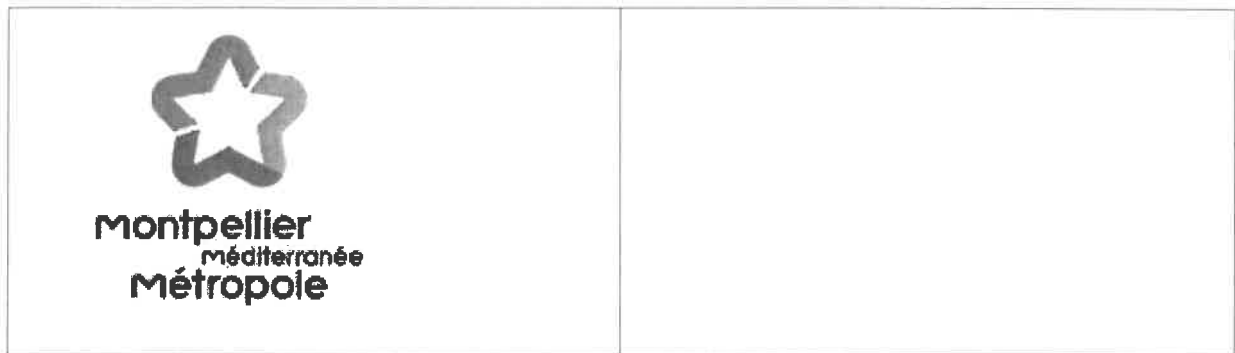
Envoi Préfecture : 28/12/18

Réception en Préfecture : 28/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire

Décision n° MD2018-1052

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société NETIA dans
l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des « Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société NETIA, représentée par Monsieur Anthony SAVELLI, est un fournisseur de solutions logicielles d'automation radio, de gestion et de diffusion de contenus audiovisuels.

Locataire du lot B08C de 631 m², la société est candidate à la location du lot B08G de 57 m² à compter de novembre 2018 et jusqu'à la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31 décembre 2018.

L'entreprise projette un effectif de 50 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société NETIA ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

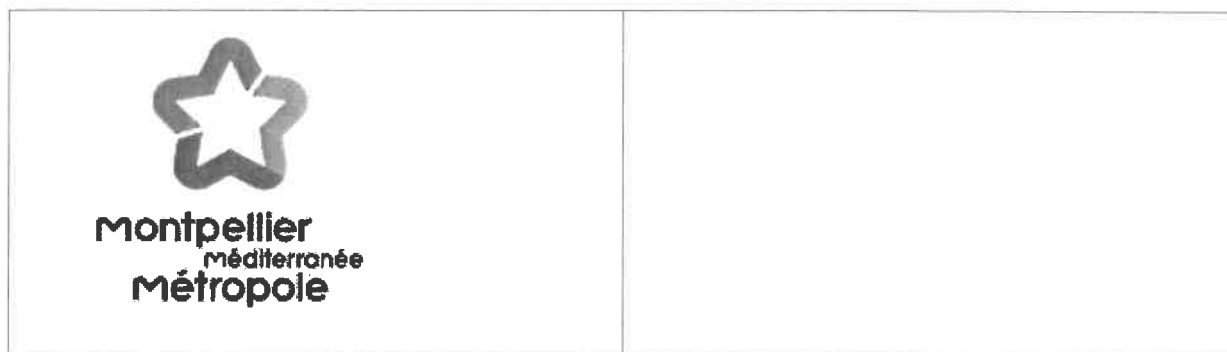
034-243400017-20180101-66941A-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/11/18

Réception en Préfecture : 28/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5207DC18
de nettoyage des bâtiments du site
archéologique Lattara - musée Henri
Prades**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de faire procéder au nettoyage des locaux du site archéologique Lattara - musée Henri Prades,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sous la forme d'un marché passé en application des articles 78 et 80 du décret, comprenant une base forfaitaire pour les prestations courantes de nettoyage et un accord-cadre à bons de commande pour les prestations exceptionnelles de nettoyage avec un montant maximal annuel de commande de 1 500 € H.T., conclu pour une période initiale d'un an, allant du

1^{er} janvier au 31 décembre 2019, reconductible une fois, pour une période d'un an. Il est précisé que le montant des prestations pour la durée totale du marché, soit deux ans période de reconduction comprise, ne pourra atteindre le seuil de 80 000 € H.T. prévu à l'article 22 du décret 2016-3060.

- les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations (60%) et la valeur technique au regard de la production d'un mémoire technique et d'un planning (40%).

- qu'après analyse et traitement des offres, l'entreprise G'NET, située 1475 rue Hélène Boucher, 34 135 Mauguio, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5207DC18 de nettoyage des bâtiments du site archéologique Lattara – musée Henri Prades à l'entreprise G'NET pour un montant forfaitaire annuel de 27 363,60 € H.T et un montant maximal annuel de 1 500 € HT de prestations exceptionnelles de nettoyage, par application aux quantités réellement exécutées des prix du Bordereau de Prix Unitaires.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 déc. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER**

Publiée le : 24/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

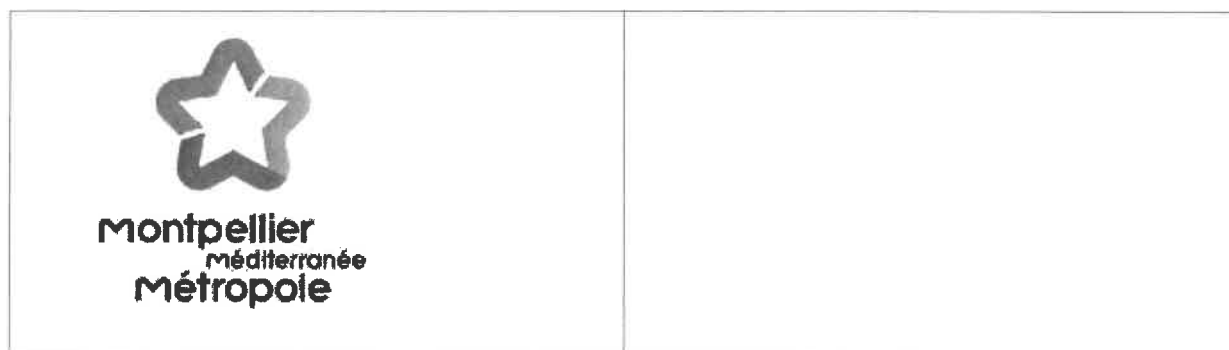
034-243400017-20180101-67113-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/12/18

Réception en Préfecture : 24/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n°4548UH16 - Programme d'études relatif
à l'élaboration du Programme Local de
l'Habitat (PLH) 2019-2024 de Montpellier
Méditerranée Métropole - autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SEGURA en qualité de Vice-Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Noël SEGURA dans le domaine du « Logement »,
- VU la décision N°D2016-955 attribuant le marché n°4548UH16 du Programme d'études relatif à l'élaboration du Programme Local de l'Habitat 2019-2024 de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise EOHS, pour un montant de 169 485 euros HT (toutes reconductions confondues ou

toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 36 mois (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises),

- CONSIDERANT :

- que le programme d'études s'organisant autour de 4 phases successives a évolué depuis la date de notification du marché,
- que la passation d'un avenant n°1 au marché est nécessaire au vu des 2 modifications apportées sur les prestations demandées au titulaire sur la phase 2, telles que :
 - un travail complémentaire lié à l'examen du marché foncier en secteur d'extension urbaine représentant un supplément de 2 000 € HT pour le cotraitant Adéquation,
 - l'annulation partielle des investigations liées à l'examen des nouvelles capacités constructives en secteur urbain dégagant ainsi une économie de 21 750€ entre le mandataire EOHS (-5 600 €) et le cotraitant Condition Urbaine (-16 150 €),
- que les modifications financières du marché représentent une moins-value de 19 750 € sur les prestations rémunérées par le prix global et forfaitaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché Programme d'études relatif à l'élaboration du Programme Local de l'Habitat 2019-2024 de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise EOHS, avenant d'un montant de – 19 750 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 déc. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Noël SEGURA**

Publiée le : 10/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

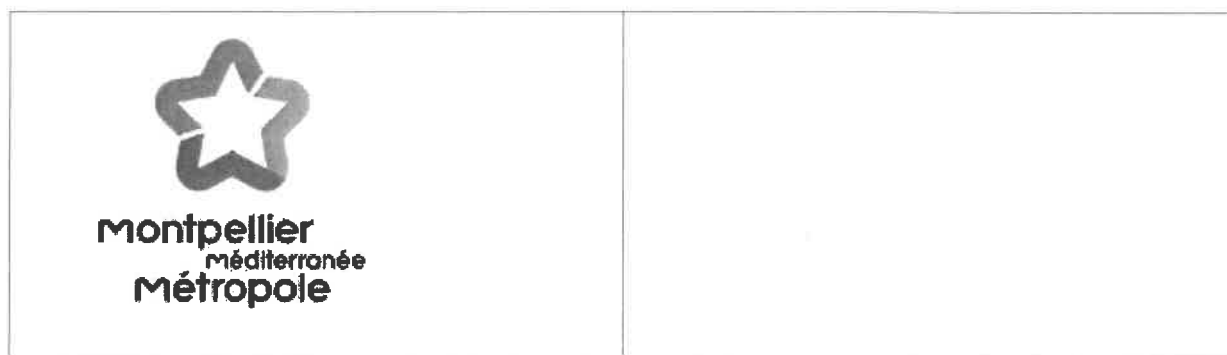
034-243400017-20180101-67129-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/12/18

Réception en Préfecture : 10/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché
n°5095MG18 - Exploitation et
maintenance en génie climatique d'une
partie des bâtiments de Montpellier
Méditerranée Métropole - Attribution -
Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, contentieux, affaires juridiques et protocole » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole a besoin d'un marché d'exploitation et de maintenance en Génie Climatique pour une partie de ses bâtiments ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 25-I.1 et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Une partie des prestations, définies à l'acte d'engagement, sera passée en application de l'article 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres à bons de commandes sans minimum ni maximum.

Le marché est conclu à compter de sa notification pour une durée d'un an. Il peut-être être reconduit de manière tacite trois fois pour une période de 1 an ;

- que le marché est décomposé en 2 lots :

- Lot n°1 « Locaux administratifs »,
- Lot n°2 « Bâtiments Culturels et sportifs » ;

- que les critères retenus pour le jugement des offres pour chaque lot étaient pondérés de la manière suivante :

- Prix des prestations au regard de la DPGF et du DQE 40%
- Technique au regard du mémoire technique 60% ;

- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 30/10/2018, a classé les offres et choisi :

- pour le Lot n°1 « Locaux administratifs », l'entreprise SPIE FACILITIES, sise Parc d'activités Marcel Dassault, 170 rue Henri Farman, 34 435 Saint-Jean de Védas cedex, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

- pour le Lot n°2 « Bâtiments culturels et sportifs » », l'entreprise SPIE FACILITIES, sise Parc d'activités Marcel Dassault, 170 rue Henri Farman, 34 435 Saint-Jean de Védas cedex, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le Lot n°1 « Locaux administratifs » du marché n°5095MG18 - Exploitation et maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'entreprise SPIE FACILITIES pour un montant forfaitaire annuel de 3 948,08 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an, reconductible de manière tacite 3 fois 1 an.

ARTICLE 2 : D'attribuer le Lot n°2 « Bâtiments culturels et sportifs » du marché n°5095MG18 - Exploitation et maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'entreprise SPIE FACILITIES pour un montant forfaitaire annuel de 69 499,32 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an, reconductible de manière tacite 3 fois 1 an.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principale de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930, 933, 936 et 938.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD**

Publiée le : 26/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

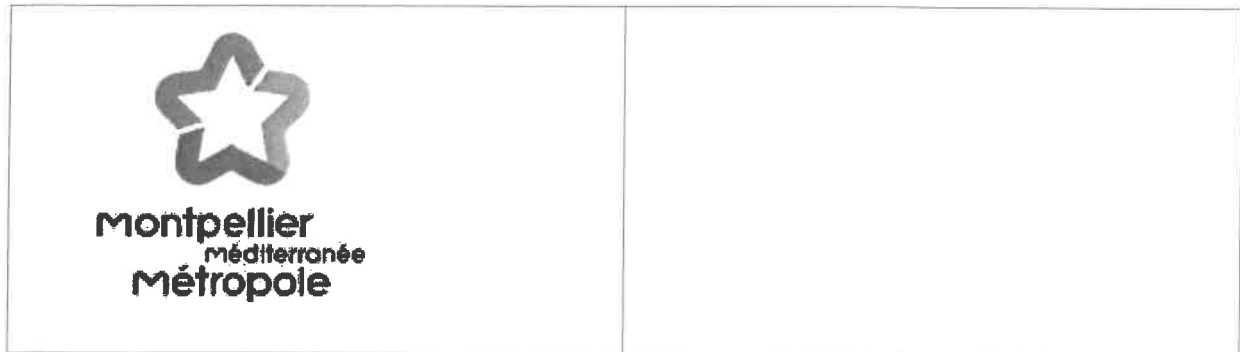
034-243400017-20180101-67180-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26/12/18

Réception en Préfecture : 26/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché
n°4804MG17 - Travaux de modernisation
d'un parc d'ascenseur au siège de
Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de l'Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole ;

CONSIDERANT :

- que le parc d'ascenseurs au Siège de Montpellier Méditerranée Métropole a dépassé les 20 ans d'installation et que les pièces de rechange ne sont plus produites, que tous les systèmes d'automatisation sont à changer, que les règles de sécurité ont évolué et doivent être respectées, qu'il est nécessaire de moderniser le parc d'ascenseurs du Siège de la Métropole ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché de travaux à procédure adaptée, le délai d'exécution des travaux étant de 9 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé d'inclure dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique, avec un nombre minimum obligatoire d'heures d'insertion à réaliser correspondant à 5% du nombre d'heures estimé dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1/Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement : 40% ;
 - 2/Valeur technique au regard du mémoire technique : 60% ;
- qu'après analyse, l'entreprise KONE SA, 2 impasse marc Seguin – Z les Coteaux – 34439 Saint Jean de Védas, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°4804MG17 - Travaux de modernisation et de mise en sécurité et en conformité d'un parc d'ascenseurs au Siège de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise KONE SA, pour un montant de 173 376 euros H.T.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 6 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD**

Publiée le : 06/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

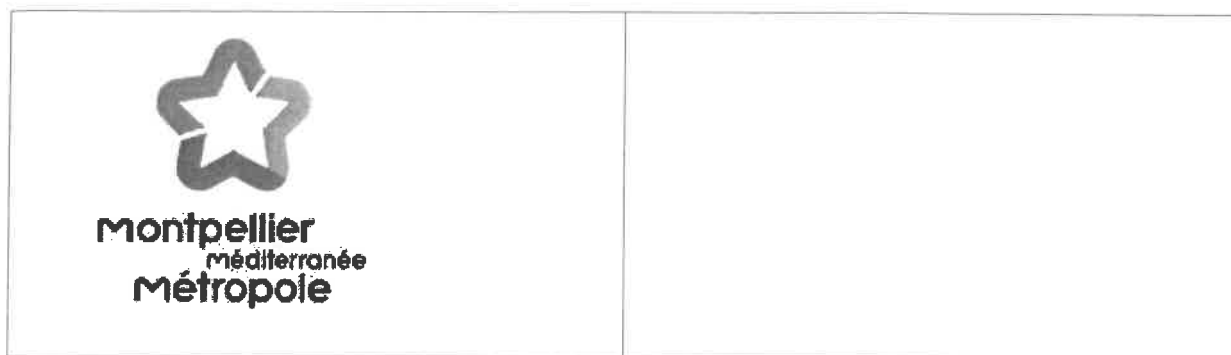
034-243400017-20180101-67195-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/12/18

Réception en Préfecture : 06/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant portant sur
le marché n°3727 - Prestations de
gardiennage pour Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration générale, affaires juridiques, contentieux, protocole » ;
- VU la notification de l'accord-cadre du 27/02/2015 attribuant le marché 3727MG14 « Prestations de gardiennage pour Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise ASI Sécurité pour une durée de 4 années ;

- CONSIDERANT :

- Que le marché 3727MG14 s'achève au 31/12/2018,
- Que la procédure d'un nouvel accord cadre ayant fait l'objet d'une déclaration sans suite, il est nécessaire de prolonger ce marché par un avenant n°1 pour une durée de 4 mois, le temps de relancer une nouvelle procédure,
- Que le marché prendra donc fin le 30/04/2019 ;
- Que la conclusion de l'avenant n°1 de prolongation est sans incidence financière sur le montant de l'accord cadre qui est passé sans maximum;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 3727MG14 afin de le prolonger de 4 mois avec l'entreprise ASI Sécurité, sans incidence sur le montant du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n° 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 déc. 2018

Signé.

Madame la Vice-Présidente déléguée

Isabelle GUIRAUD

Publiée le : 14/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

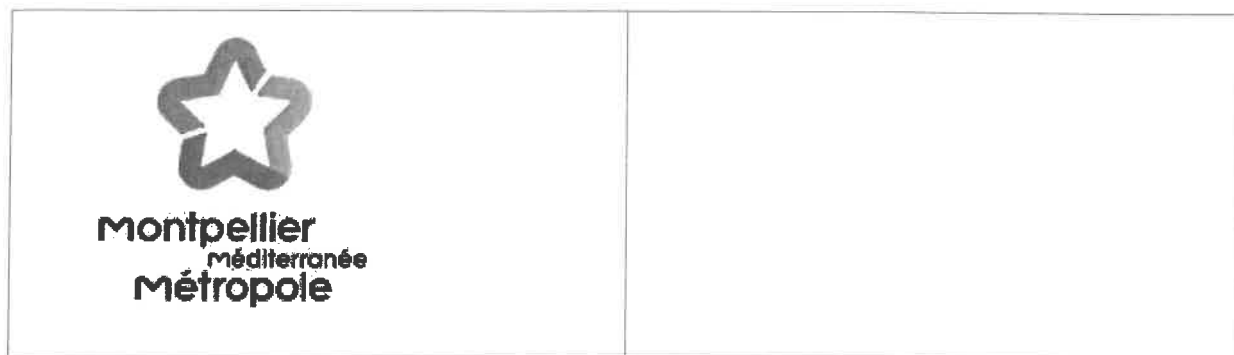
034-243400017-20180101-67507-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/12/18

Réception en Préfecture : 14/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 portant
sur le marché n°3710MG14 - Entretien,
contrôle et maintenance du Parc
Automobile de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration générale, affaires juridiques, contentieux, protocole »,
- VU la notification de l'accord-cadre du 12/01/2015 attribuant le marché n°3710MG14 « Entretien, contrôle et maintenance du Parc Automobile de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise Sud V.O Services pour une durée de 4 années,

CONSIDERANT :

- Que la date d'achèvement du marché n°3710MG14 est au 31/12/2018,
- Que la redéfinition complexe du besoin a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure, il est nécessaire de prolonger ce marché par un avenant n°1 pour une durée de 4 mois,
- Que le marché prendra donc fin le 30/04/2019 ;
- Que la conclusion de l'avenant n°1 de prolongation est sans incidence financière sur le montant de l'accord cadre qui est passé sans minimum ni maximum. À titre indicatif, le montant de la dépense est estimé à 35 000 euros HT pour la période des 4 mois ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°3710MG14 afin de le prolonger de 4 mois avec l'entreprise Sud VO Services, sans incidence sur le montant du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n° 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 6 déc. 2018

Signé.

Madame la Vice-Présidente déléguée

Isabelle GUIRAUD

Publiée le : 06/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

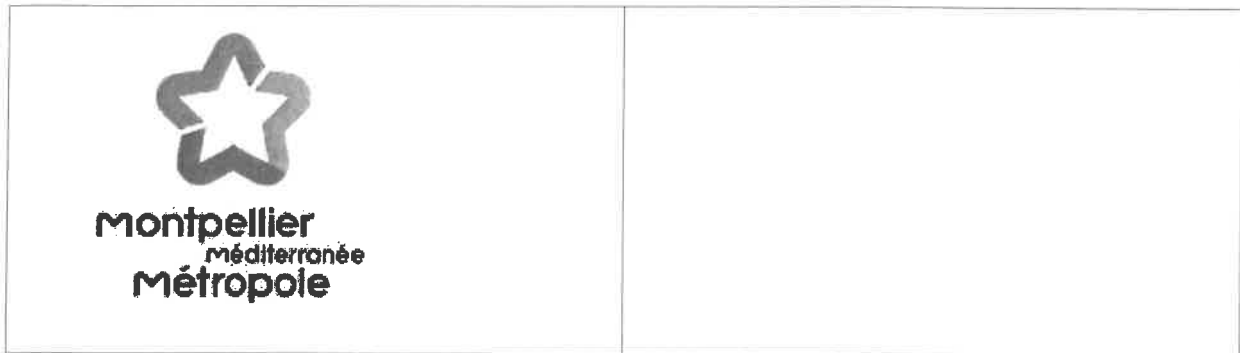
034-243400017-20180101-67416-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/12/18

Réception en Préfecture : 06/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à l'octroi de la protection fonctionnelle

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2123-34 et L. 2123-35, L. 5217-7 et L.5215-16 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de 2^{ème} Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder la protection fonctionnelle aux agents et élus qui en font la demande conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et des articles L. 2123-34, L. 2123-35, L. 5217-7 et L. 5215-16 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'arrêté du Président n°A2017-161 du 6 juillet 2017 portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA en cas d'absence ou d'empêchement du Président ;

CONSIDERANT que la Métropole est tenue d'accorder sa protection au Président, à l'élu le suppléant ou ayant reçu une délégation, d'une part, lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions et, d'autre part, lorsque celui-ci est victime de violences, menaces ou outrages à l'occasion ou du fait de ses fonctions ;

CONSIDERANT qu'à ce titre, la Métropole doit prévenir les attaques à l'encontre de ses élus, leur apporter son soutien et son assistance dans les procédures judiciaires ;

CONSIDERANT qu'au titre de l'assistance, la Métropole doit à l'élu une aide au recours au ministère d'avocat (librement choisi par l'élu) ainsi que la prise en charge des honoraires d'avocat utiles à sa défense, des frais de procédure sur justificatifs et des consignations ;

CONSIDERANT que la Métropole, ayant pour obligation d'assurer une juste réparation du préjudice subi par l'élu, prendra en charge les dommages et intérêts qui lui sont alloués sur la base de la décision juridictionnelle définitive si la personne condamnée ne s'en est pas acquittée (la Métropole se retournant ensuite contre la personne condamnée) ;

CONSIDERANT que Monsieur Philippe SAUREL, Président et Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, sont visés par une plainte pour diffamation en date du 14/12/2016 ;

CONSIDERANT qu'au regard des faits existants, ils n'ont pas commis de faute personnelle pouvant remettre en cause leur droit à la protection ;

CONSIDERANT qu'ils ont effectué une demande de protection fonctionnelle ;

DECIDE

ARTICLE 1 d'accorder la protection fonctionnelle à Monsieur Philippe SAUREL et Madame Stéphanie JANNIN dans le cadre de la première instance de l'affaire relative à la plainte pour diffamation déposée le 14/12/2016.

ARTICLE 2 : d'autoriser Monsieur le Président à prendre toute disposition utile à la mise en oeuvre de la présente décision et à signer à cet effet tout acte ou document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 déc. 2018

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Max LEVITA

Publiée le : 03/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

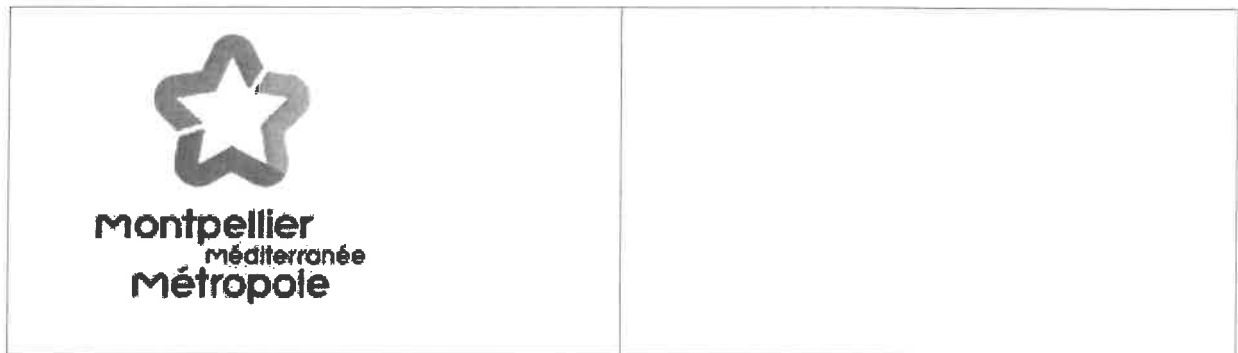
034-243400017-20180101-67258-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/12/18

Réception en Préfecture : 03/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°5137EA18
- Travaux de renforcement du réseau
d'assainissement sur la commune de Saint
Jean de Védas - Avenue de la Condamine**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

CONSIDERANT :

- que sur la commune de Saint Jean de Védas, des travaux de renforcement du réseau d'assainissement avenue de la Condamine sont nécessaires ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché public à procédure adaptée pour une durée de travaux de 45 semaines dont 6 semaines de préparation. ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 novembre 2018 a :

- été informée du choix de l'offre de base de l'entreprise SOLATRAG sise Zone Industrielle - 34302 AGDE Cedex mandataire solidaire du groupement conjoint SOLATRAG/SCAM TP/EIFFAGE ROUTE présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°5137EA18 - Travaux de renforcement du réseau d'assainissement sur la commune de Saint Jean de Védas - avenue de la Condamine - à l'entreprise SOLATRAG sise Zone Industrielle - 34302 AGDE Cedex mandataire solidaire du groupement conjoint SOLATRAG/SCAM TP/EIFFAGE ROUTE pour un montant de 1 849 529,11 euros HT (offre de base). Le délai d'exécution des travaux est de 45 semaines dont 6 semaines de préparation de chantier. La préparation du chantier part à compter de la date fixée par ordre de service. Le délai d'exécution des travaux part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 28/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

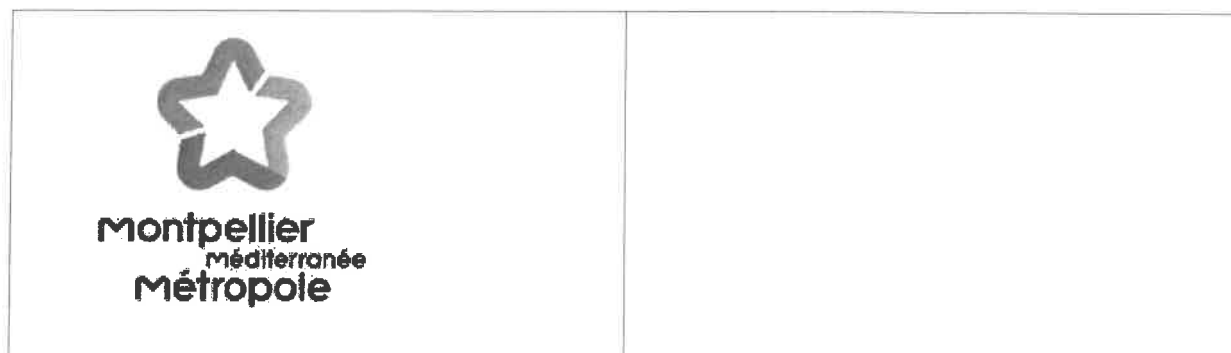
034-243400017-20180101-67291-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/12/18

Réception en Préfecture : 28/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société FACILIGO dans
l'Hôtel French Tech à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines Déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine (SCoT, PLUi)
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société FACILIGO, représentée par Madame Hind EMAD est une SAS dont l'activité est la mise en relation de voyageurs à mobilité réduite avec des voyageurs autonomes lors de déplacements ou voyages, dans tous types de transports.

Elle est candidate à la location du lot 3.3 de 35.84 m² à compter du 03/12/2018.
L'entreprise projette un effectif de 5 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société FACILIGO ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine est autorisée à signer la convention de sous occupation ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 déc. 2018

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

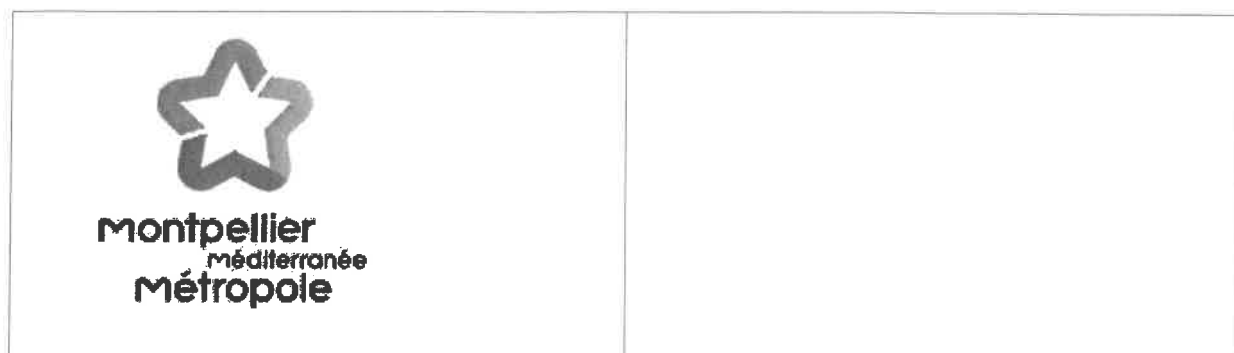
034-243400017-20180101-67299-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/12/18

Réception en Préfecture : 12/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une donation de
Monsieur Christian Bonnefoi d'une de ses
toiles, Babel I "de la sphère", 90°, datée de
1978**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Christian Bonnefoi domicilié à Changy 45220 Gy-les-Nonains, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une de ses toiles, *Babel I "de la sphère", 90°*, datée de 1978, dimension 190 x 120 cm x 2 cm, d'une valeur de 90 000 euros (quatre-vingt-dix mille euros).
- **CONSIDERANT** qu'il ya lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Christian Bonnefoi d'une de ses toiles, *Babel I "de la sphère", 90°*, datée de 1978, dimension 190 x 120 cm x 2 cm, d'une valeur de 90 000 euros (quatre-vingt-dix mille euros).

ARTICLE 2 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

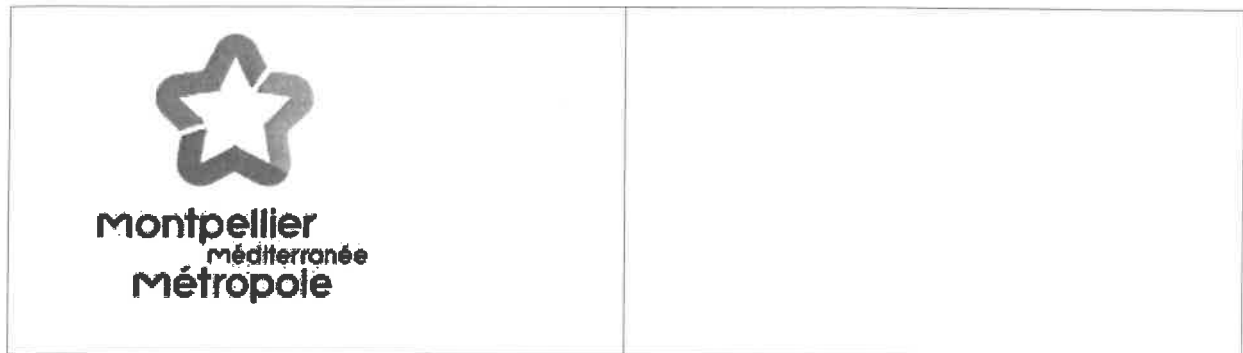
034-243400017-20180101-67333-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/12/18

Réception en Préfecture : 12/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une donation de
l'Indivision héritier Pallier, représentée par
Madame Coralie Bernard Pallier, d'une
esquisse de Frédéric Bazille, La Chienne
Rita**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT**, que l'Indivision héritiers Pallier, domiciliée La Bazilette, 33 allée de Pont Aven, 34000 Montpellier, représentée par Madame Coralie Bernard Pallier, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une esquisse de Frédéric Bazille, la *Chienne Rita*, d'une valeur de 1 500 euros (mille cinq cent euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de l'Indivision héritiers Pallier, représentée par Madame Coralie Bernard Pallier, d'une esquisse de la *Chienne Rita* de Frédéric Bazille, d'une valeur de 1 500 euros (mille cinq cent euros).

ARTICLE 2 : Cette esquisse de Frédéric Bazille sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 12 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

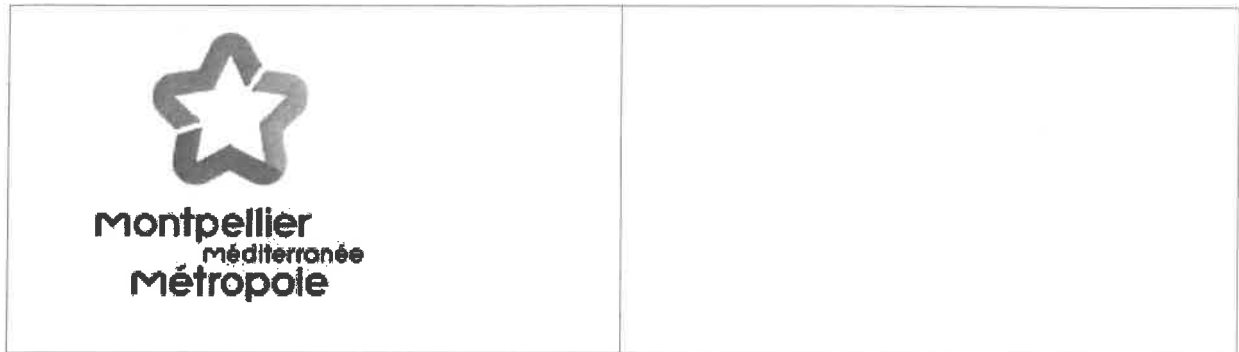
034-243400017-20180101-67354-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/12/18

Réception en Préfecture : 12/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une donation de
Monsieur Frédéric Jacques Temple de trois
dessins d'Albert Dupin (1910-2005) : Nu
agenouillé, Nu allongé et Deux figures
debout**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT**, que Monsieur Frédéric Jacques Temple, domicilié 6 rue du Temple, 30250 Aujargues, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole trois dessins d'Albert Dupin (1910-2005), *Nu agenouillé*, Plume encre de chine, lavis d'encre brune sur dessin préparatoire au crayon graphite, 39.8 x 30.9 cm, *Nu allongé*, Crayon graphite sur papier carton, lustré, 24.2 x 40.1 cm et *Deux figures debout*, Crayon graphite sur papier carton, lustré, 64.9 x 50 cm d'une valeur totale de 500 euros (cinq cent euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Frédéric Jacques Temple de trois dessins d'Albert Dupin (1910-2005), *Nu agenouillé*, Plume encre de chine, lavis d'encre brune sur dessin préparatoire au crayon graphite, 39.8 x 30.9 cm, *Nu allongé*, Crayon graphite sur papier carton, lustré, 24.2 x 40.1 cm et *Deux figures debout*, Crayon graphite sur papier carton, lustré, 64.9 x 50 cm d'une valeur totale de 500 euros (cinq cent euros).

ARTICLE 2 : Ces dessins seront conservés au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 12 déc. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 12/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

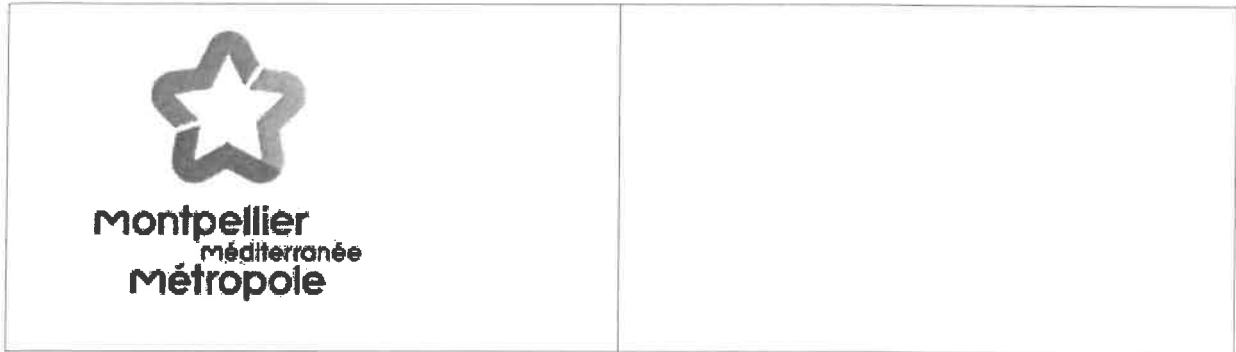
034-243400017-20180101-67359-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/12/18

Réception en Préfecture : 12/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une donation de
Monsieur Jean Hilaire de dix gouaches de
Jean Hugo (Paris, 1894-Lunel, 1984)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT**, que Monsieur Jean HILAIRE, domicilié 121, avenue de Lodève, 34070 Montpellier, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole *dix gouaches* sur dessin préparatoire au crayon graphite de Jean HUGO (Paris, 1894-Lunel, 1984) d'une valeur de 1 000 euros (mille euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Jean HILAIRE de *dix gouaches* sur dessin préparatoire au crayon graphite de Jean HUGO (Paris, 1894-Lunel, 1984), d'une valeur de 1 000 euros (mille euros).

ARTICLE 2 : Ces dix gouaches sur dessin préparatoire au crayon graphite de Jean HUGO (Paris, 1894-Lunel, 1984) seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 12 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

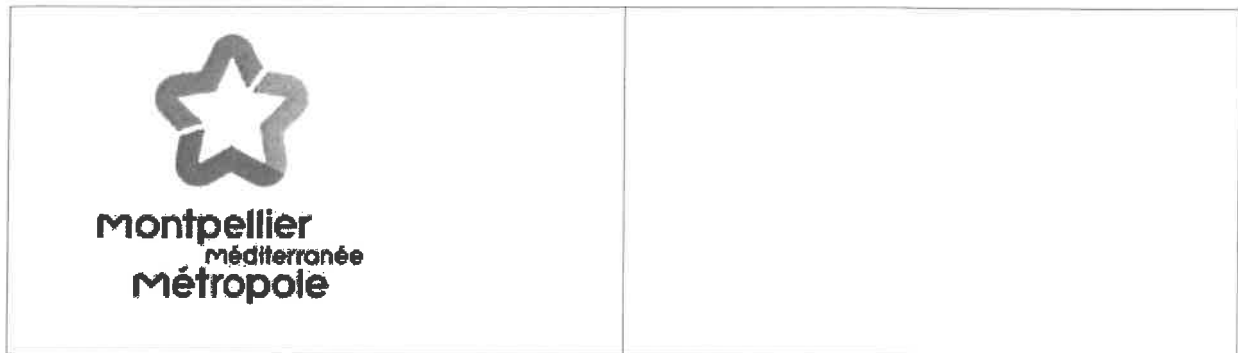
034-243400017-20180101-67406-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/12/18

Réception en Préfecture : 12/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au transfert de propriété
de la Ville de Montpellier
dans le patrimoine de Montpellier
Méditerranée Métropole
du volume 1 du parking Saint-Roch**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences des métropoles,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées, de la part des collectivités et établissements publics de coopération communale,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Montpellier n°V2018-426 en date du 28 novembre 2018,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Commune de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code,

- **CONSIDERANT** que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Montpellier du bien énuméré ci-dessous:

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance
Volume 1 du parking Saint-Roch	EV n°524	6 282 m ²

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété sera effectué à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte d'inscrire à son inventaire la propriété transférée pour une valeur de 16 540 000 € HT (Seize millions cinq cent quarante mille euros Hors Taxe).

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte de transfert ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 déc. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 11/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

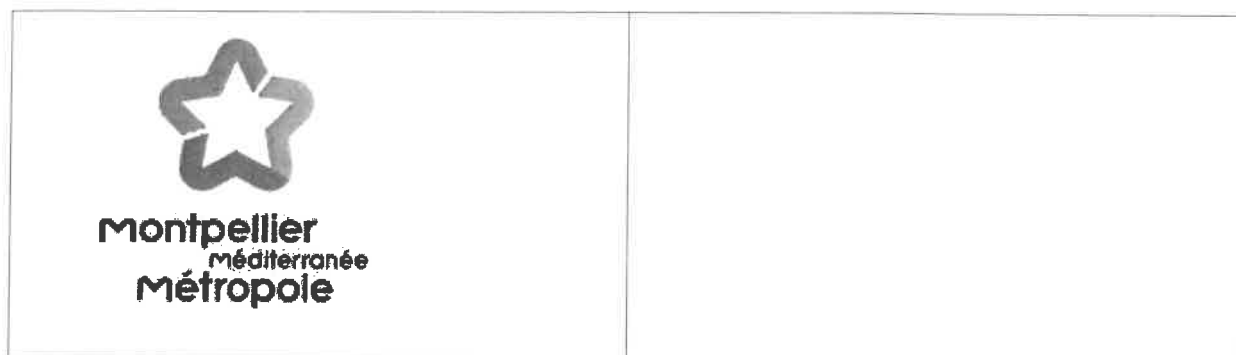
034-243400017-20180101-67403-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/12/18

Réception en Préfecture : 11/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles en nature de voiries et espaces
communs Lotissement les Combes
Commune de Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- VU la demande de rétrocession des voies et espaces communs du Lotissement Les Combes situé sur la Commune de Cournonsec formulée par GGL Groupe et GGL Aménagement, afin de permettre le classement des emprises dans le domaine public de la Métropole.
- VU l'avis favorable du Pôle Plaine-Ouest en date du 2 octobre 2018.
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voies et espaces communs du lotissement « Les Combes » sur la Commune de Cournonsec.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe la parcelle BD 158 d'une superficie de 750 m² en nature de voirie en vue de son intégration au domaine public métropolitain, et auprès de GGL Aménagement les parcelles suivantes en nature de voiries et d'espaces communs :

Parcelle	Type	Surface (m2)
BD 275	Bassin	1510
BD 177	EV	133
BD 181	Voirie	496
BD 193	Voirie	11
BD 195	Voirie	1007
BD 279	Voirie	1463
BD 200	Parking	194
BD 207	Voirie	190
BD 212	Voirie	954
BD 218	Voirie	344
BD 219	Accès Bassin	95
BD 220	Voirie	480
BD 277	Voirie	527
BD 232	Voirie	662
Total		8066 m2

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie et des équipements publics.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018


Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

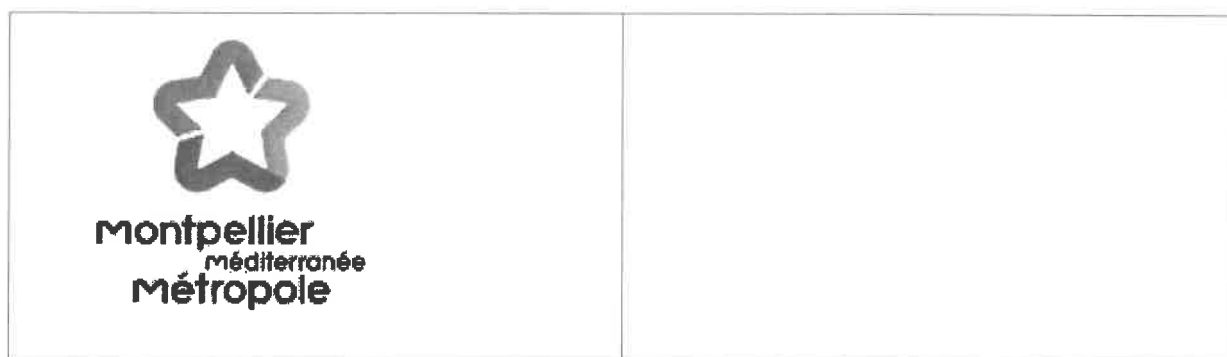
034-243400017-20180101-67431-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la conclusion d'un bail
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la société Cannabes - Location de locaux
à Cournonterral.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration générale, Contentieux, Affaires juridiques et Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de locaux afin d'y installer des services métropolitains,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut un bail avec la SCI CANNABES, sise ZAC Canabes ; 34 660 Cournonterral représentée par Monsieur Jean-Marc PONS.

ARTICLE 2 : Le bail porte location d'un local d'une surface de 221 m², sur une parcelle de 700 m² avec partie engazonnée et allée de graviers, clôturée dont la SCI CANNABES est propriétaire.

ARTICLE 3 : La durée du bail est de 3 ans renouvelable une fois ; il prendra effet à compter du 2 janvier 2019 et prendra fin le 31 décembre 2025.

ARTICLE 4 : Le montant du loyer mensuel est de 2 100 € HT, conformément à l'avis de France Domaines du 22/11/2018, auquel sera appliqué le taux de TVA en vigueur, et auquel s'ajoutera le remboursement de la taxe foncière, soit le montant de 135,42 €.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente Déléguée est autorisée à signer le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 05/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

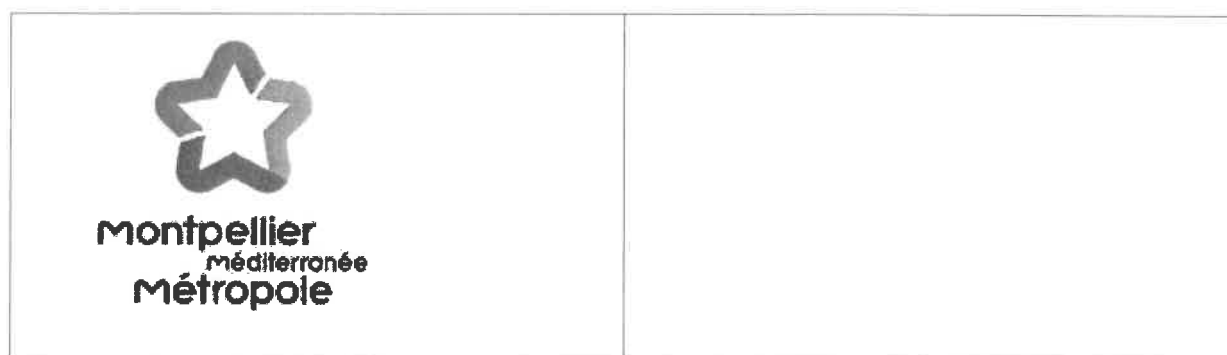
034-243400017-20180101-67527-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/12/18

Réception en Préfecture : 05/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°5151RI18
de mise en place d'une plateforme de
gestion de tags NFC/Beacons**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur, recherche, innovation, international et Artisanat »,
- VU que la Cité intelligente de Montpellier Méditerranée Métropole ou EcoCité numérique vise à renforcer les capacités en matière de partage de l'information transversale en temps réel et de simulation numérique afin :
 - d'optimiser et rationaliser des ressources naturelles et énergétiques,
 - d'enrichir la gamme des services délivrés aux usagers, mesurer et contrôler ces services,
 - de réagir en temps réel aux situations opérationnelles d'urgence,

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire pour la Montpellier Méditerranée Métropole dans la démarche de la Cité intelligente d'acquérir une plateforme de gestion de tags NFC/QR codes Beacons et de diffusion de contenus contextualisés, sur terminaux mobile, comprenant l'hébergement, l'exploitation et la maintenance de la solution ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément à l'article 27 et 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 en vue de la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum et un opérateur économique. La durée de l'accord cadre est de trois ans à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1 - valeur technique au regard du mémoire technique (60 %)
 - 2 - prix des Prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (40 %) ;
- Qu'après l'analyse, l'entreprise CONNECTHINGS, 54 rue de Paradis, 75010 Paris, présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5151RI18 de mise en place d'une plateforme de gestion de tags NFC/Beacons, à l'entreprise CONNECTHINGS sise à PARIS (75010), sur la base d'un accord-cadre à bons de commande d'un montant global maximum de deux cent mille euros hors taxes (200 000,00 € HT). Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de trois ans

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 14/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

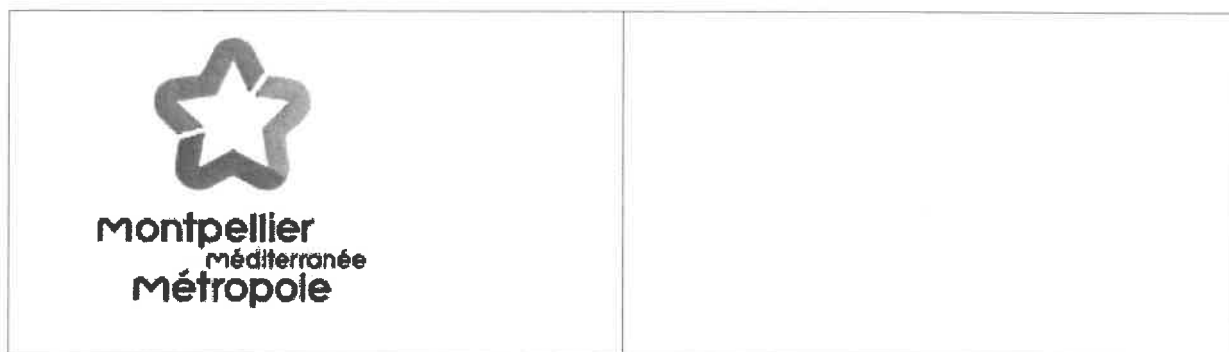
034-243400017-20180101-67529-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/12/18

Réception en Préfecture : 14/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
de maîtrise d'œuvre de conception et
réalisation des travaux de restructuration
de la médiathèque centrale Emile Zola afin
de transférer les droits et obligations de la
société Frustié et Associés, cotraitante, à la
société EGIS Bâtiments Sud-Ouest**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la convention de mandat conclue en date du 28 Juillet 2017, transmise en préfecture le 31 Juillet 2017 et notifiée le 17 Aout 2017 au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),

- VU la décision N°MD2018-388 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Emile Zola dans le cadre de l'intégration des services de la médiathèque F. Fellini au groupement d'entreprises TRAVERSES + Frustié + Astier + Inse + Aker + Jourdan pour un montant global forfaitaire provisoire de 380 305 € HT,

- CONSIDERANT :

- Que les droits et obligations de la société Frustié et Associés, cotraitante, doivent être transférés à la société EGIS Bâtiments Sud-Ouest suite à la réorganisation administrative des services du groupe EGIS, qui a procédé à une opération de fusion (dissolution sans liquidation, emportant transmission universelle de patrimoine) entre la Société Cabinet Frustié et Associés, filiale détenue à 100% par la Société Egis Bâtiments Sud-Ouest, et cette dernière ;
- Que ce transfert nécessite la conclusion d'un avenant au marché précité.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Emile Zola dans le cadre de l'intégration des services de la médiathèque F. Fellini afin de prendre acte de ce transfert.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le présent avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 17/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

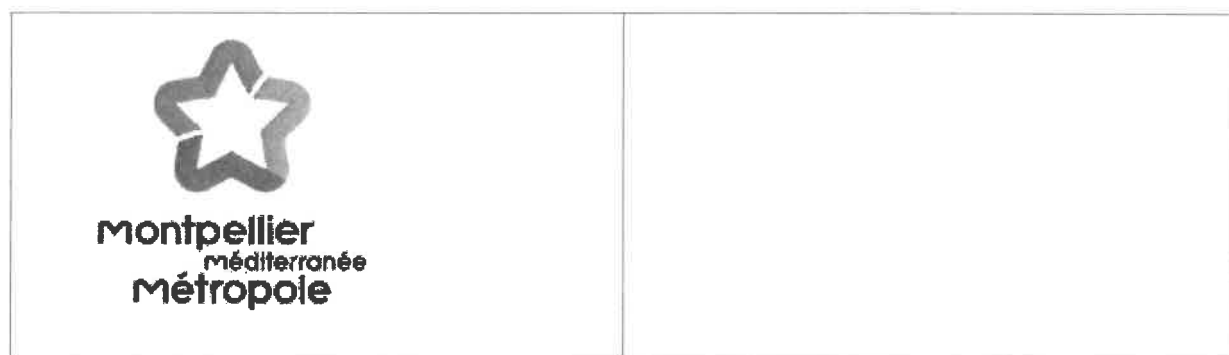
034-243400017-20180101-67541-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/12/18

Réception en Préfecture : 17/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
IPRASENSE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 01 décembre 2013 passée entre la Métropole et la société IPRASENSE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société IPRASENSE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IPRASENSE pour une période de six mois à compter de sa notification.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IPRASENSE pour la surface de 24 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 342,00 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 12 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

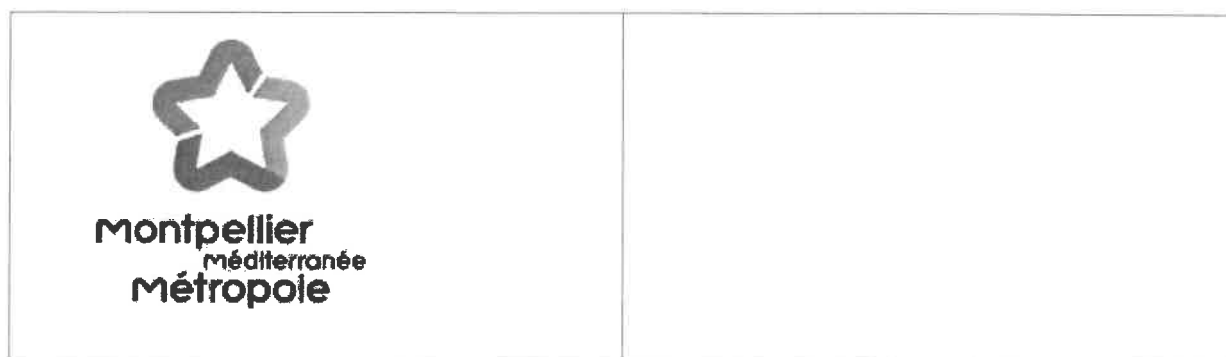
034-243400017-20180101-67627-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/12/18

Réception en Préfecture : 12/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles AI 179 et AI 347 rue du Mistral
Commune de Saint-Drézéry**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de Madame BEDE pour céder les parcelles AI 179 et AI 347 d'une superficie respective de 52 m² et de 73 m² situées rue du Mistral à Saint-Drézéry.
- **CONSIDERANT** que ces deux parcelles sont en nature de voirie, et qu'il convient de les intégrer au domaine public métropolitain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable les deux parcelles cadastrées AI 179 et AI 347 d'une superficie respective de 52 m² et de 73 m² situées rue du Mistral à Saint-Drézéry auprès de Madame Catherine BEDE.

ARTICLE 2 : L'acquisition sera réalisée à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018


Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

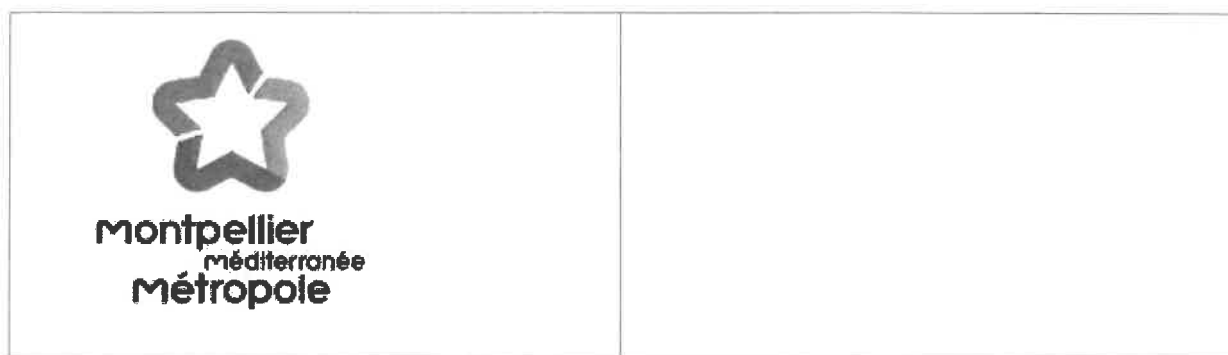
034-243400017-20180101-67659-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 à la
convention de groupement de commandes
Ville de Montpellier - Montpellier
Méditerranée Métropole pour le marché de
travaux et de maintenance de la voirie
n°4661AT17 (lots 6 à 10)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
 - VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
 - VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
 - VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
 - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015,
 - VU la délibération N°14199 autorisant la signature de la convention de groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour les prestations de travaux et maintenance de voirie.
- CONSIDERANT**
- que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont en groupement de commandes sur 5 lots géographiques du marché n°4661AT17, lots situés sur le Pôle Territorial Montpellier,

- que sur les lots 6 « Montpellier – Quartiers Près d'Arènes, Port Marianne et Croix d'argent » et 8 « Montpellier – Quartiers Mosson et Cévennes », les montants maximum prévus à la Convention pour la Ville de Montpellier doivent être revus à la hausse afin d'assurer une continuité de service,
- que pour le lot 6 le montant annuel maximum pour la part ville doit être augmenté de 30 000€, soit 80 000€ HT/an (le montant de la part Métropole sur ce lot est donc diminué de 30 000€ soit 1 920 000€ HT/an),
- que pour le lot 8 le montant annuel maximum pour la part ville doit être augmenté de 150 000€, soit 200 000€ HT/an (le montant de la part Métropole sur ce lot est donc diminué de 150 000€ soit 1 800 000€ HT/an),

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant à la convention de groupement de commandes pour les prestations de travaux et maintenance de voirie afin de modifier les montants maximums annuels de répartition entre la Ville de Montpellier et la Métropole sur les lots 6 et 8 du marché n°4661AT17.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

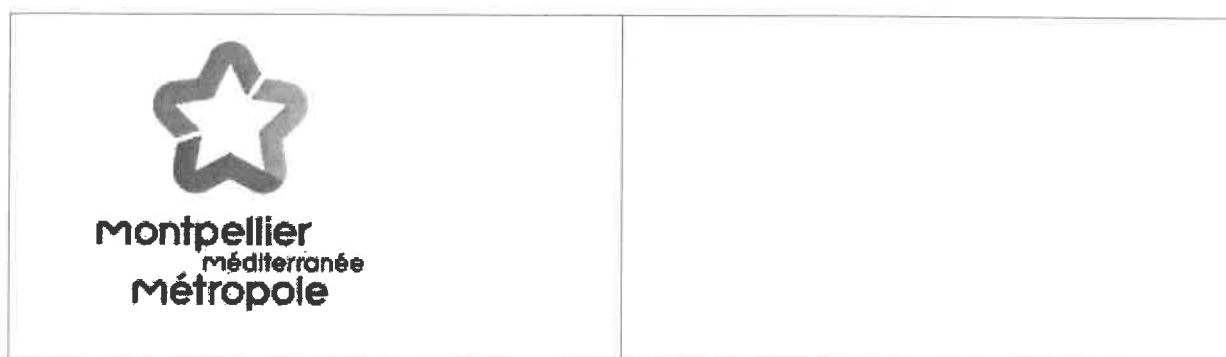
034-243400017-20180101-67761-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/12/18

Réception en Préfecture : 12/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution des
marchés de travaux pour la réalisation
d'un réseau d'aires d'accueil des gens du
voyage sur le territoire de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine dans le domaine de la cohésion sociale, la politique de la Ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des Gens du voyage, la gestion des temps, l'accessibilité, l'autonomie et du handicap,

- VU la convention de mandat d'études en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M, relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDERANT :

- Qu'il y a lieu dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole de Montpellier, d'attribuer des marchés de travaux ;

- Qu'une procédure a été lancée en procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord cadre à marchés subséquents sans minimum, ni maximum. L'accord cadre est prévu pour une durée de 48 mois ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% pour la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations ;

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30 octobre 2018 a classé les offres et choisi les entreprises suivantes présentant les offres économiquement les plus avantageuses :

- . Lot 1 Terrassement Voiries : entreprise JOULIE TP
- . Lot 2 Réseaux humides : entreprise MALET
- . Lot 3 Réseaux secs : entreprise REEL
- . Lot 4 Espaces verts : entreprise UPEE7
- . Lot 5 Gros œuvre - Charpente : entreprise BALBOA
- . Lot 6 Second œuvre : entreprise VIP PLUS
- . Lot 7 Plomberie : entreprise VIP PLUS
- . Lot 8 Electricité : entreprise TEC ELEC.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché à :

- L'entreprise JOULIE TP pour le lot 1 Terrassement Voiries pour un montant de commande test de 480 600€ HT (AGP) et 857 485€ HT (AAP) soit 1 338 085 € HT,
- L'entreprise MALET pour le lot 2 Réseaux humides pour un montant de commande test de 237 116,87€ HT (AGP) et 237 110,99€ HT (AAP) soit 474 227,86 € HT,
- L'entreprise REEL pour le lot 3 Réseaux secs pour un montant de commande test de 389 245,43€ HT (AGP) et 749 632,67€ HT (AAP) soit 1 138 878 € HT,
- L'entreprise UPEE7 pour le lot 4 Espaces verts pour un montant de commande test de 262 858,75€ HT (AGP) et 482 489€ HT (AAP) soit 745 347,75 € HT,
- L'entreprise BALBOA pour le lot 5 Gros œuvre - Charpente pour un montant de commande test de 154 534 € HT,
- L'entreprise VIP PLUS pour le lot 6 Second œuvre pour un montant de commande test de 102 705 € HT,
- L'entreprise VIP PLUS pour le lot 7 Plomberie pour un montant de commande test de 19 007,50 € HT,
- L'entreprise TEC ELEC pour le lot 8 Electricité pour un montant de commande test de 13 319 € HT.

Les marchés prendront effet à compter de la date fixée par l'ordre de service.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 déc. 2018

Signé.

Madame la Vice-Présidente

Annie YAGUE

Publiée le : 03/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

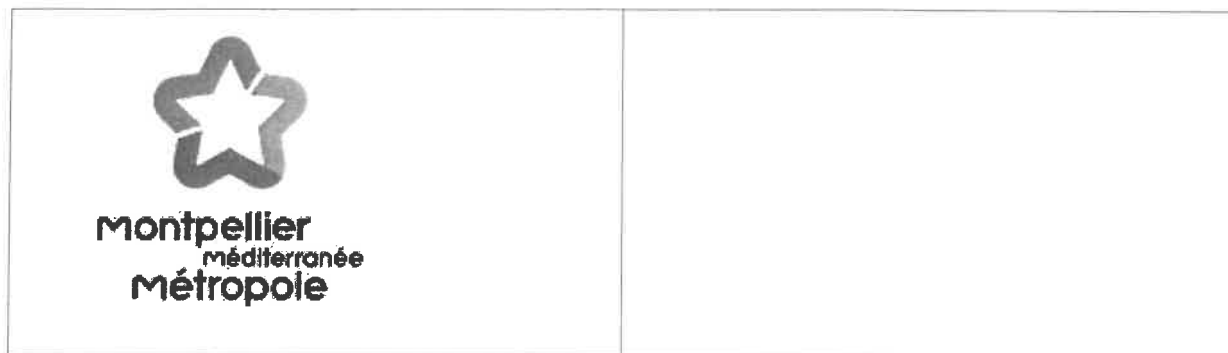
034-243400017-20180101-67822-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/12/18

Réception en Préfecture : 03/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1805442-6 TA - Isabelle MARQUE"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** la requête n°1805442-6 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 8 novembre 2018 par Madame Isabelle MARQUE contre la décision du 2 mai 2018 par laquelle le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a refusé d'octroyer à Madame MARQUE une aide financière consécutivement à l'avis défavorable émis par la commission du Fonds de Solidarité pour le Logement,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1805442-6 par Madame Isabelle MARQUE le 8 novembre 2018.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

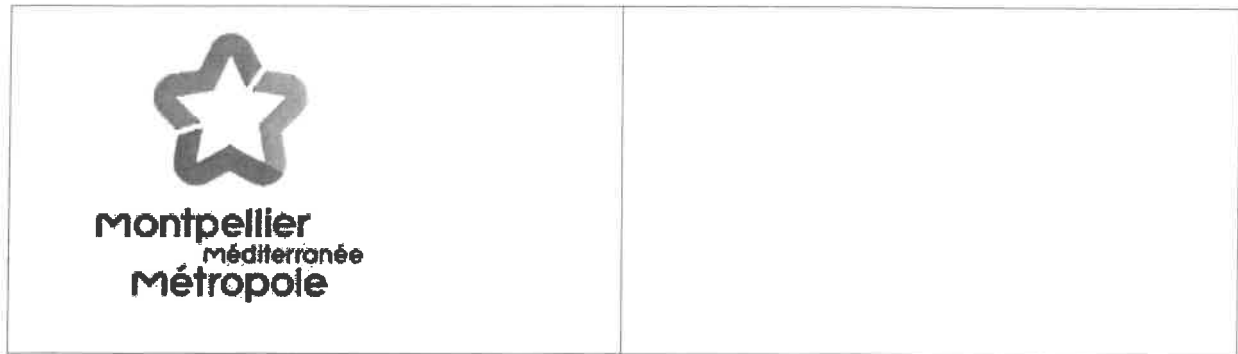
034-243400017-20180101-67805A-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/11/18

Réception en Préfecture : 28/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°3 à la
convention d'occupation du domaine
public conclue entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
AVINEON pour une réduction de la
surface de ses locaux au sein du bâtiment
MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2018 au sein du bâtiment MIBI,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} mai 2013 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise AVINEON pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenants dont le dernier est en date du 1^{er} décembre 2017,
- **CONSIDERANT** que la société AVINEON a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une réduction de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** qu'une suite favorable a été réservée à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société AVINEON pour la restitution du module B2.20 d'une surface de 29,20m² situé au deuxième étage du bâtiment MIBI. La surface occupée par la société AVINEON passe de 118,10m² à 88,90m².

ARTICLE 2: A compter de sa date de notification, la durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la prorogation de la convention initiale, soit jusqu'au 30 avril 2019, renouvelable de manière expresse par période de trois ans.

ARTICLE 3: La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société AVINEON pour la nouvelle surface de 88,90 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à 1 210,81 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°15124 du Conseil de Métropole en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 4: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5: Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-68059-CC-1-1

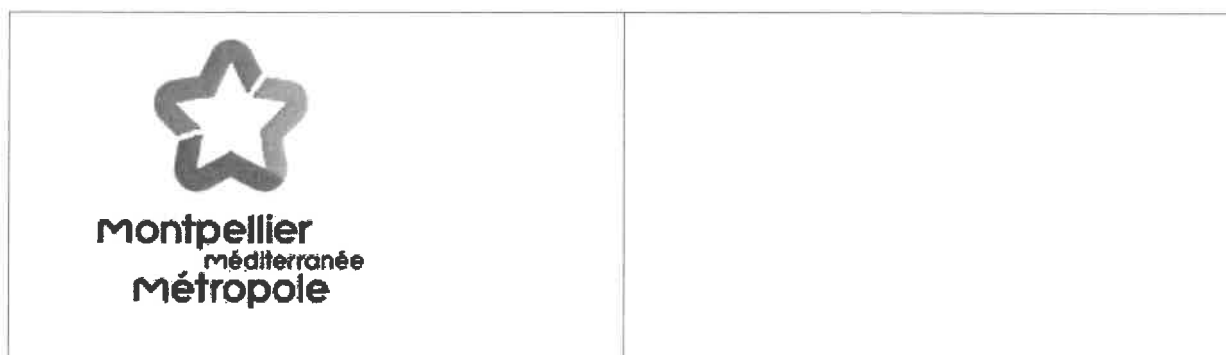
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/12/18

Réception en Préfecture : 12/12/18

Décision n° MD2018-1090

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5224RI18
d'infogérance et prestations d'assistance à
l'exploitation du système d'information de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international et Artisanat » ;
- VU l'infogérance du Service d'Assistance Utilisateur, consistant en la mise en place d'une équipe technique sur le siège de la Métropole garantissant que les utilisateurs du système d'information de la Métropole puissent continuer à profiter de la disponibilité de l'ensemble de ses composants pour l'accompagnement de leurs tâches ;
- **CONSIDÉRANT :**
 - Qu'il est nécessaire de relancer l'infogérance du Service d'Assistance Utilisateur ;

- Qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément à l'article 25-I du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum, ni maximum, pour une durée d'un an reconductible trois fois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1 - valeur technique au regard du mémoire technique (60 %)
 - 2 - prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40 %) ;
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 25/09/2018 a choisi l'offre de l'entreprise PROSERVIA, 15 rue Christian PAUC, 44000 Nantes, comme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre n°5224RI18 d'infogérance et d'assistance à l'exploitation du système d'information Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise PROSERVIA, 15 rue Christian PAUC, 44000 Nantes, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum, ni maximum.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 13/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

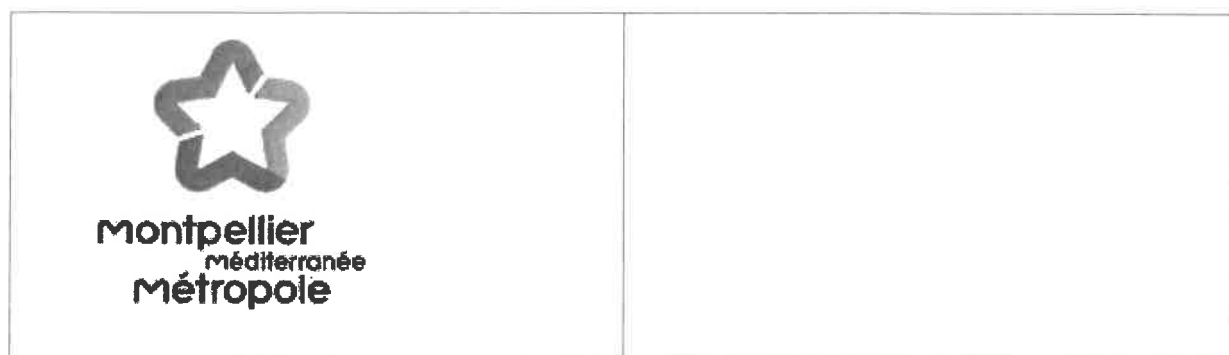
034-243400017-20180101-68088-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/12/18

Réception en Préfecture : 13/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée AP 164 angle Passage
des Blaques et rue des Aires - Commune de
Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le courrier de Madame BRACCO acceptant les termes de la négociation,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée AP 164 de 13 m² à titre de régularisation foncière, car cette parcelle a déjà fait l'objet des aménagements de voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame BRACCO, la parcelle cadastrée AP 164 d'une superficie de 13 m², située à l'angle du passage des Blaques et la rue des Aires à Montferrier-sur-Lez, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

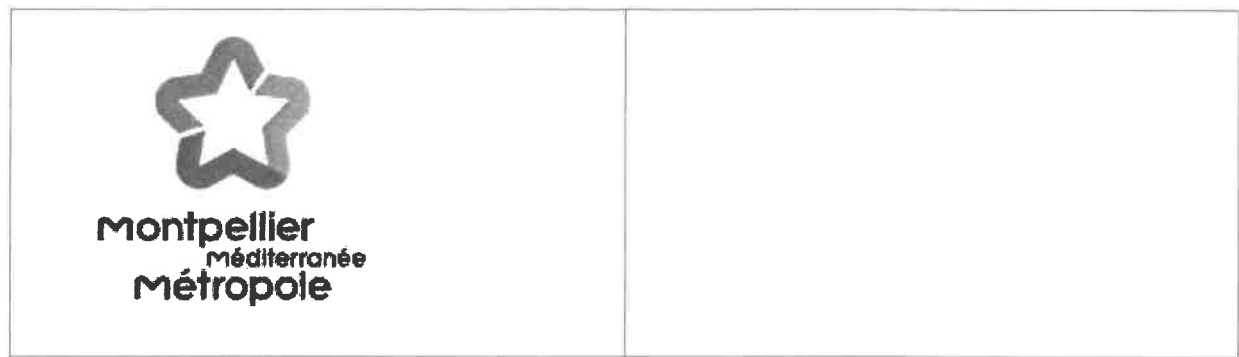
034-243400017-20180101-68104-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées DS 801 et DS 803
auprès de la société Eméris avenue du
Pont-Trinquat Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** le courrier de la société Eméris acceptant les termes de la négociation, afin de prévoir l'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir les parcelles cadastrées DS 801 et DS 803 afin de permettre l'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société SAS Eméris ou toute autre personne venant en substitution de cette société, les parcelles cadastrées DS 801 d'une superficie de 6 m², et DS 803 d'une superficie de 19 m², situées avenue du Pont Trinquat à Montpellier, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

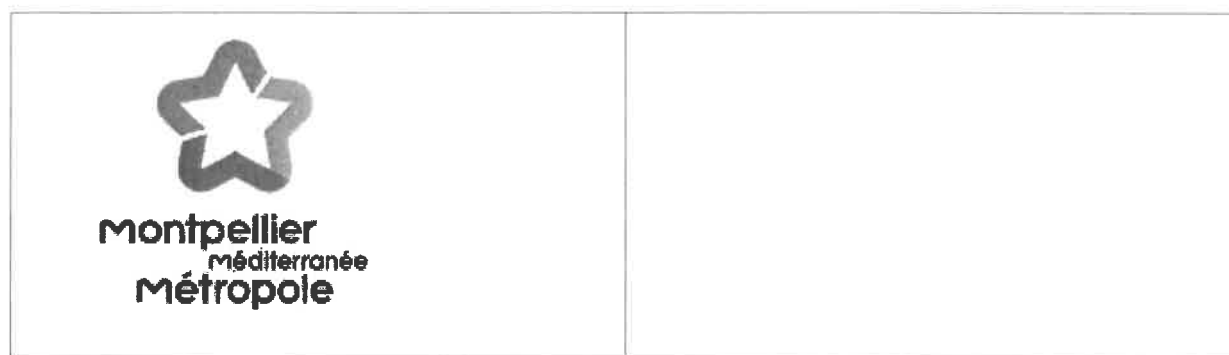
034-243400017-20180101-68120-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
contrat de location entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
Urgence Solaire - Ateliers Eco-artisans rue
de Font Froide à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
 - VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
 - VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
 - VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole » ;
- CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose d'ateliers Eco-artisans disponible à la location pour des entreprises artisanales spécialisées dans l'écoconstruction, l'éco-rénovation mais aussi les énergies propres et les énergies renouvelables ;
- CONSIDERANT** que la société Urgence Solaire recherche des locaux afin d'exercer son activité qui porte sur l'achat, la vente, l'installation, l'entretien de tous matériels et fournitures relatifs aux énergies renouvelables ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société Urgence Solaire dont le siège social est situé 115 impasse du dragon, 34 090 Montpellier.

ARTICLE 2 : La location concerne des locaux dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire, d'une surface d'environ 82,55 m², identifiés Lot 3 et situés au 391 rue de Font Froide, 34 090 Montpellier.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa signature. Il est renouvelable une fois de façon expresse pour la même durée.

ARTICLE 4 : La location est consentie pour un loyer annuel de 5 365,75 euros HT. Avec la TVA au taux de 20% en vigueur en sus, le loyer annuel est de 6 438,90 euros hors charges et hors taxe locale.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

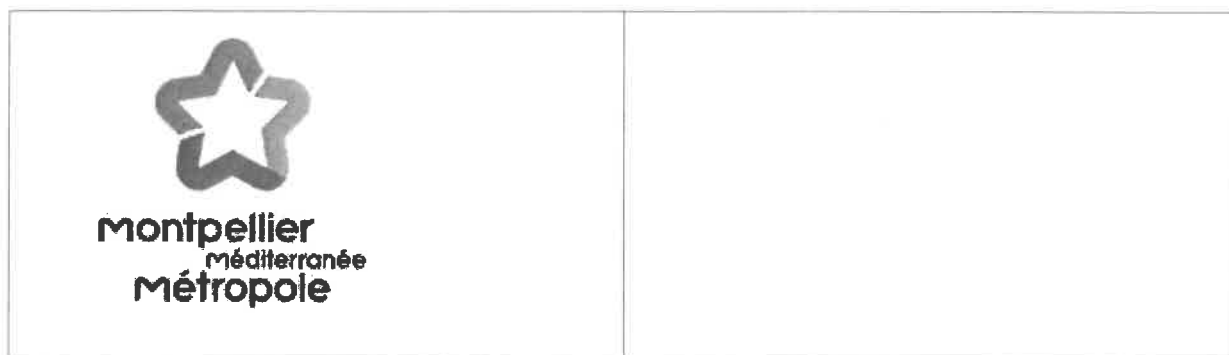
034-243400017-20180101-68157-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/12/18

Réception en Préfecture : 12/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché
subséquent n°5023A07 relatif aux travaux
d'aménagement de la rue des terres noires
à Pérols**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la décision n° MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 mars 2018,

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour l'aménagement de la rue des terres noires à Pérols ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 1 « 3M Ouest », sous la forme d'un marché subséquent, pour un délai d'exécution de 8 mois maximum ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix pondéré à 50 % ;
 - Valeur technique pondéré à 30 % ;
 - Délai pondéré à 20 %.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 27 novembre 2018 a été informée du choix de l'attributaire EIFFAGE présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°5023A07 relatif aux travaux d'aménagement de la rue des terres noires à Pérols à l'entreprise EIFFAGE à Saint Jean de Védas (34433) pour un montant de 857 208,10 euros HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 3 mois et demi, période de préparation de 30 jours incluse.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 21/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

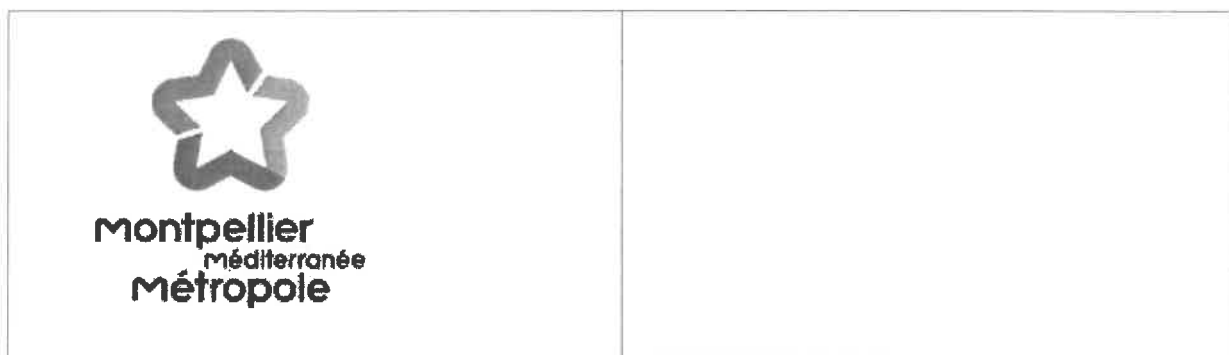
034-243400017-20180101-68404-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/12/18

Réception en Préfecture : 21/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
4811 Renforcement de conduites AEP de
refoulement, réhabilitation et dévoiement
de conduites EU à Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU la décision n°D2017-821 du 17 octobre 2017 attribuant le marché 4811EA17 Renforcement de conduites AEP de refoulement, réhabilitation et dévoiement de conduites EU à Montferrier-sur-Lez au groupement SADE/SOGEA SUD dont le mandataire est l'entreprise SADE sise 820 rue de la Marbrerie – BP 33 – 34741 Vendargues Cedex pour un montant de 2 498 392.80 euros HT et pour une durée de 7 mois plus 6 semaines de préparation de chantier,

- VU la décision n°MD2018-034 du 30 janvier 2018 autorisant la signature de l'avenant 1 de transfert au marché 4811EA17 Renforcement de conduites AEP de refoulement, réhabilitation et dévoiement de conduites EU à Montferrier-sur-Lez avec le groupement SADE/SOGEA SUD dont le mandataire est l'entreprise SADE sise 820 rue de la Marbrerie – BP 33 – 34741 Vendargues Cedex afin d'acter le transfert de la société SOGEA SUD à la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE et donc d'acter la transformation du groupement titulaire SADE/SOGEA SUD en SADE/ SOGEA SUD HYDRAULIQUE,

CONSIDERANT :

- que des modifications liées aux nouvelles exigences techniques de la Régie des Eaux ont eu lieu,
- que des prix nouveaux provisoires ont été notifiés par Ordre de Service,
- que l'ensemble de ces éléments entraine une plus-value,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 4811EA17 Renforcement de conduites AEP de refoulement, réhabilitation et dévoiement de conduites EU à Montferrier-sur-Lez avec le groupement SADE/SOGEA SUD HYDRAULIQUE dont le mandataire est l'entreprise SADE sise 820 rue de la Marbrerie – BP 33 – 34741 Vendargues Cedex, avenant d'un montant de 22 121€ HT

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de transfert et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 18/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

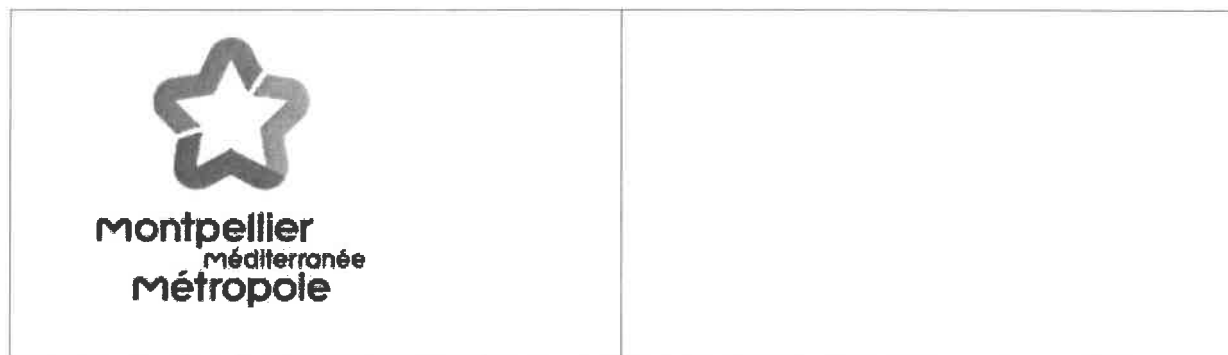
034-243400017-20180101-68292-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/12/18

Réception en Préfecture : 18/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature du marché
subséquent N°5023A09 relatif aux travaux
de réaménagement de la rue des Roudères
à Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision N°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre N°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que des travaux de réaménagement de la rue des Roudères à Saint Jean de Védas sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret N°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre N°5023AT17 – Lot 1 « 3M-Ouest », sous la forme d'un marché subséquent, pour un délai maximum d'exécution de 6,5 mois pour la Tranche Ferme et 6 mois pour la Tranche Optionnelle, période de préparation de 1 mois comprise ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- . Prix pondéré à 40 %
- . Valeur technique pondérée à 60 %
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 27 novembre 2018 a été informée du choix de l'attributaire Eiffage Route Méditerranée sise à Saint Jean de Védas (34433), présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent N°5023A09 relatif aux travaux de réaménagement de la rue des Roudères à Saint Jean de Védas à l'entreprise Eiffage Route Méditerranée sise à Saint Jean de Védas (34433) pour un montant estimatif de 524 931,70 € HT (TF + TO). Le marché prend effet à sa notification. Le délai d'exécution part de l'ordre de service de démarrage des travaux. Sa durée est de 6,5 mois pour la Tranche Ferme, période de préparation de 1 mois comprise et de 6 mois pour la Tranche Optionnelle, période de préparation de 1 mois comprise.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/12/18

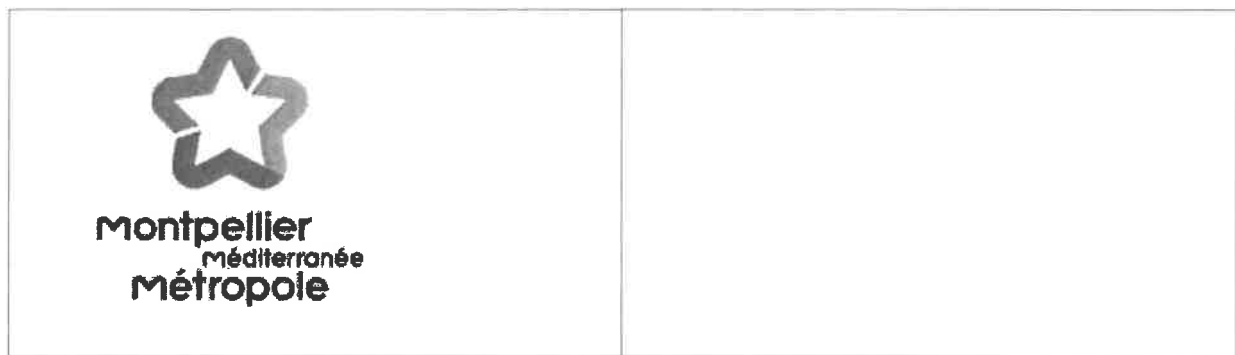
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-68362-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/12/18

Réception en Préfecture : 12/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution des
marchés de travaux - Extension et
rénovation du centre de tri des déchets
ménagers recyclables secs DEMETER -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public,

- CONSIDERANT :

- La délibération du Conseil n°12188 du 6 février 2014 approuvant le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité ;
- La délibération n°12712 du 18 décembre 2014 autorisant la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue par la suite SA3M, pour la réalisation de l'opération ;
- La désignation au terme d'une procédure de concours, du groupement SETEC (mandataire) – A+ - URBA LINEA – QUASSI – CALDER Ingénierie – EPSILON, maître d'œuvre chargé des études de conception du projet, de la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage pour les marchés de travaux du process et d'exploitation ;
- Le lancement d'une consultation d'entreprises dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de celles du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et pour une durée prévisionnelle de quinze (15) mois :
 - Selon une procédure d'Appel d'Offres Ouvert pour la passation de marchés publics de travaux des lots 02/03 et 09 à 18 ;
 - Selon une procédure adaptée ouverte avec faculté de négociation pour la passation de marchés publics de travaux des lots 01, 04 à 08 et 19 ;
 - Selon une procédure concurrentielle avec négociation pour la passation de marchés publics de travaux des lots 15 et 16, suite à la décision de déclaration d'infructuosité émise en date du 02 Août 2018 se basant sur le caractère inacceptable des offres reçues au sens de l'article 59 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, en regard du dépassement substantiel du budget dans le cadre de l'Appel d'Offres Ouvert initial,
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Critère n°1. – Analyse de la valeur technique : 60 %, décomposé comme suit :
 - Sous critère 1.1 - Organisation du chantier, sécurité et environnement - 50%
 - Sous critère 1.2 - Méthodologie d'intervention et qualité des fournitures – 25%
 - Sous critère 1.3 - Respect des délais d'exécution du calendrier prévisionnel des travaux – 15%
 - Sous critère 1.4 - Moyens humains et matériels affectés aux études d'exécution et au chantier – 10%
 - Critère n°2 – Analyse de la qualité financière : 40 %
- L'analyse des offres et l'avis de la réunion de la Commission d'Appel d'Offres du 27 Novembre 2018,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer les marchés de travaux pour la réalisation de l'extension et de la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DEMETER » aux entreprises suivantes, présentant les offres économiquement les plus avantageuses :

- Lot 01 : Terrassement, groupement BRAULT, pour un montant de 96 000,00 € HT,
- Lot 02/03 : Fondations - dallage - reprises existant - gros œuvre, entreprise EMF, pour un montant de 1 195 333,00 € HT,
- Lot 04 : Charpente métallique, entreprise LANDRAGIN, pour un montant de 147 652,00 € HT,
- Lot 05 : Charpente bois, entreprise SBC, pour un montant de 314 561 € HT,
- Lot 06 : Couverture- Etanchéité, entreprise SOPREMA, pour un montant de 228 000,00 € HT,
- Lot 07 : Bardage, entreprise LANDRAGIN, pour un montant de 393 743,20 € HT,
- Lot 08 : Menuiseries Extérieures, entreprise ZONCA, pour un montant de 42 483,93 € HT,
- Lot 09 : Serrurerie, entreprise DELMAS, pour un montant de 96 250,00 € HT,
- Lot 10 : Cloisons - doublages – faux plafonds, entreprise CORTINA, pour un montant de 92 323,50 € HT,
- Lot 11 : Menuiseries intérieures, entreprise MCH, pour un montant de 53 866,24 € HT,

- Lot 12 : Carrelage – faïences, entreprise SOMEREV, pour un montant de 59 590,34 € HT,
- Lot 13 : Peinture – nettoyage, entreprise SOPESUD, pour un montant de 19 772,20 € HT,
- Lot 14 : Ascenseur, entreprise NSA, pour un montant de 52 400,00 € HT,
- Lot 15 : Plomberie, CVC, ECS, entreprise SERCLIM, pour un montant de 150 000,00 € HT,
- Lot 16 : Electricité CFo CFa, entreprise JP FAUCHE, pour un montant de 245 471,62 € HT,
- Lot 17 : Défense incendie – sprinklage, entreprise AAI, pour un montant de 490 000,00 € HT,
- Lot 18 : VRD, groupement BRAULT, pour un montant de 636 999,10 € HT.
- Lot 19 : Espaces verts, entreprise SARIVIERE, pour un montant de 22 756,00 € HT,

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 en section d'investissement.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL**

Publiée le : 18/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

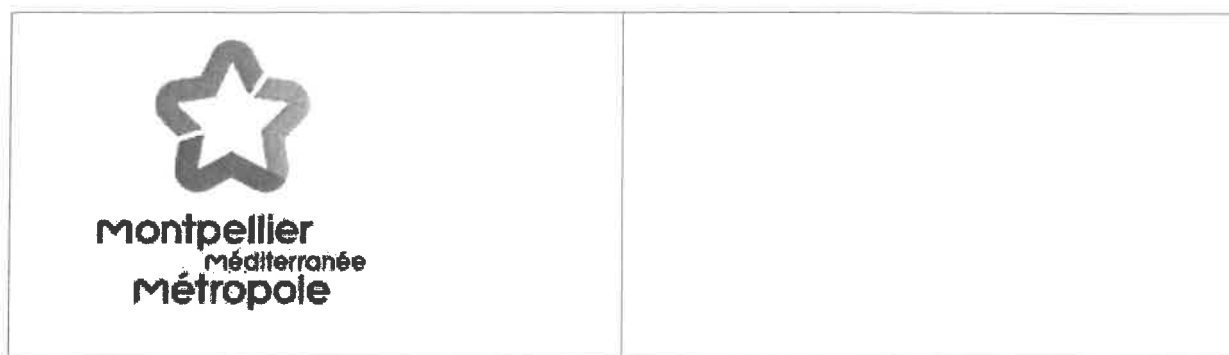
034-243400017-20180101-68320-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/12/18

Réception en Préfecture : 18/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule Ford Connect immatriculé
AA-724-ME économiquement irréparable -
Hôtel des Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule Ford Connect techniquement réparable mais économiquement irréparable et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le véhicule Ford Connect immatriculé AA-724-ME, techniquement réparable mais économiquement irréparable est réformé et cédé à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 11/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

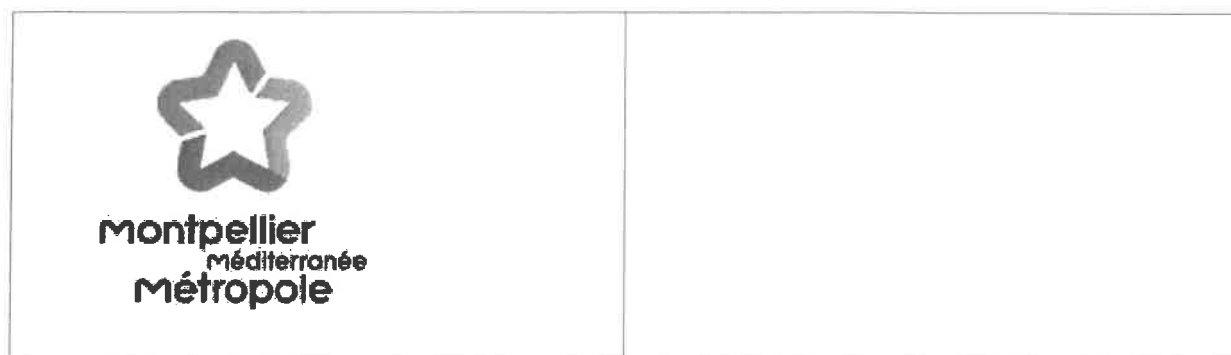
034-243400017-20180101-68399-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/12/18

Réception en Préfecture : 11/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M8B0016DC de réalisation, édition et
diffusion du catalogue raisonné du fonds
des peintures italiennes du musée Fabre

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de passer un marché de réalisation, édition et diffusion du catalogue raisonné du fonds des peintures italiennes du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché à procédure adaptée,
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire : 40 % ; Valeur technique : 60 % ;

- Qu'après analyse, les Editions Silvana Editoriale, société sise Via dei Lavoratori 78, 20092 CINISELLO BALSAMO – Milan –ITALIE présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché à procédure adaptée N°M8B0016DC de réalisation, édition et diffusion du catalogue raisonné du fonds des peintures italiennes du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole à la société d'éditions SILVANA EDITORIALE pour un montant de 31 200 € H.T. soit 31 200 € T.T.C. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 17/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

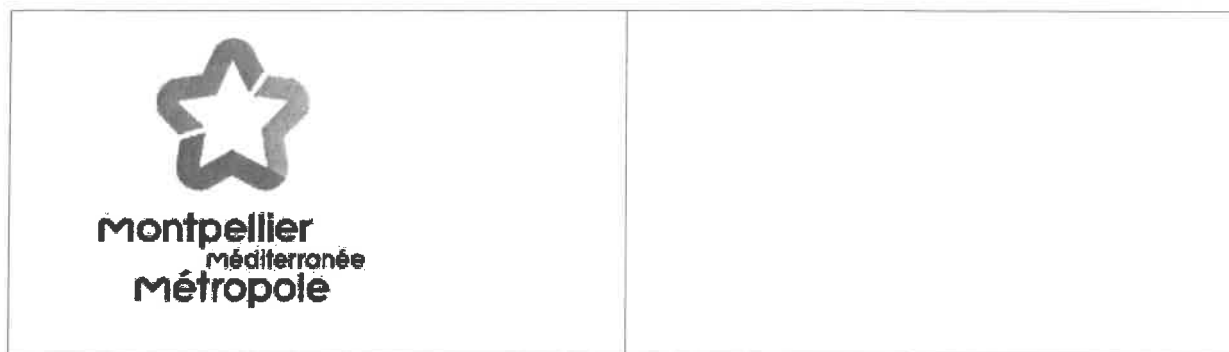
034-243400017-20180101-68407-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/12/18

Réception en Préfecture : 17/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
partenariat avec la commune de
Villeneuve-lès-Maguelone pour la mise à
disposition d'espaces au Centre Culturel
Béranger de Frédol et l'autorisation
d'occupation du domaine public communal**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupations temporaires de terrains publics ou privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- la volonté commune de Villeneuve-lès-Maguelone et de Montpellier Méditerranée Métropole de développer la coopération entre les équipements municipaux et le réseau métropolitain des médiathèques,
- que la médiathèque George Sand, d'intérêt métropolitain, est située au sein du Centre culturel municipal Béranger de Frédol à Villeneuve-lès-Maguelone,

- le souhait du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole de pouvoir bénéficier de la mise à disposition d'espaces du Centre culturel municipal Béranger de Frérol pour l'organisation de certaines manifestations de la programmation culturelle de la médiathèque George Sand, ainsi que de l'autorisation d'occupation du domaine public communal pour l'organisation de la manifestation « Partir en livres, la grande fête du livre jeunesse »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La commune de Villeneuve-lès-Maguelone met à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole certains espaces du Centre Culturel Béranger de Frérol (salle polyvalente Sophie Desmarets et ses annexes, théâtre J. Savary, hall d'accueil, galerie d'exposition, salles de réunion) afin qu'y soient accueillies certaines manifestations de la programmation culturelle de la médiathèque George Sand.

ARTICLE 2 : La mise à disposition sera établie selon les besoins de la médiathèque George Sand, en fonction du calendrier des réservations, et après étude de la qualité du projet par l'équipe du Centre Culturel Béranger de Frérol, pour un ou plusieurs des espaces sus nommés.

ARTICLE 3 : La commune de Villeneuve-lès-Maguelone autorise l'occupation du domaine public communal dans le cadre de la manifestation « Partir en livres, la grande fête du livre jeunesse », organisée par le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, dans les lieux définis comme suit : Grand Jardin, plage du Pilou, parvis de l'hôtel de Ville, Square Berthès.

ARTICLE 4 : La mise à disposition d'espaces du Centre Culturel Béranger de Frérol et l'autorisation d'occupation du domaine public communal sont consenties à titre gracieux compte tenu de l'intérêt général constitué par ces manifestations.

ARTICLE 5 : La présente convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable deux fois pour la même durée par tacite reconduction.

ARTICLE 6 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer la convention visée à l'article 3, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 déc. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 05/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-68452-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

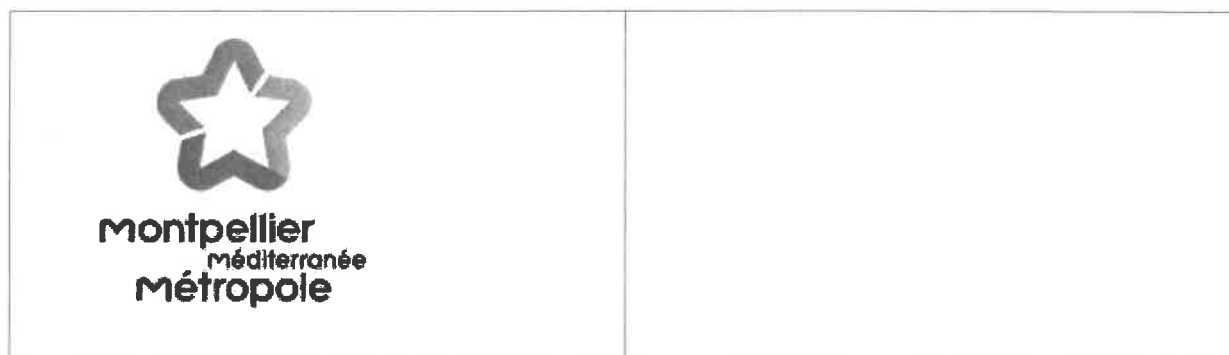
Envoi Préfecture : 05/12/18

Réception en Préfecture : 05/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

[The content of this page is crossed out with a large diagonal line.]



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de mise
à disposition d'espaces de la Médiathèque
Jules Verne au bénéfice de l'association '
L'ouvre-boîtes '**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT :**
 - que l'association « L'ouvre-boîtes » a sollicité la mise disposition d'espaces de la médiathèque métropolitaine Jules Verne, située à Saint Jean de Védas, afin de pouvoir y mettre à disposition un fond de plus de 800 jeux, propriété de l'association, et d'offrir la possibilité à ses adhérents de les emprunter, les mercredis de 14h à 18h et un samedi sur deux de 14h à 18h ;
 - que cette mise à disposition est possible dans l'attente de l'installation de l'association dans ses nouveaux locaux ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire des espaces de la médiathèque métropolitaine Jules Verne est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association « L'ouvre-boîtes ».

ARTICLE 2 : L'occupation est autorisée les mercredis de 14h à 18h et un samedi sur deux de 14h à 18h du 1^{er} janvier 2019 au 31 août 2019.

ARTICLE 3 : L'occupation est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 déc. 2018


Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 04/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

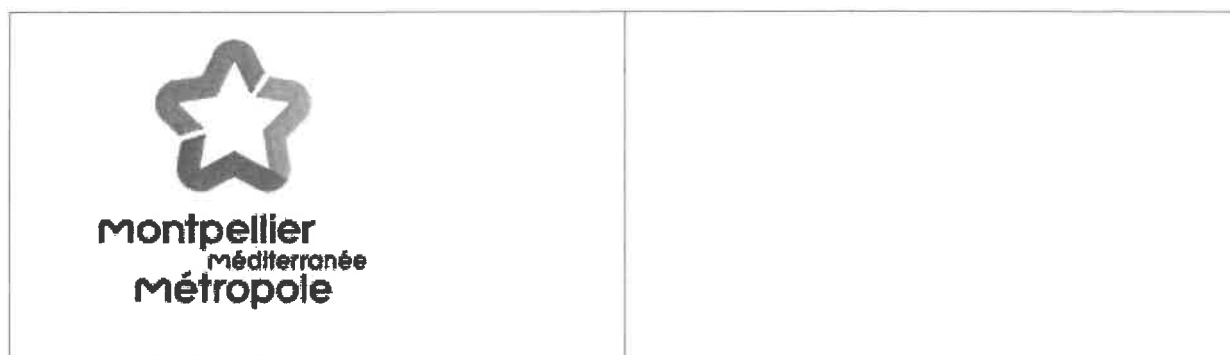
034-243400017-20180101-68455-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/12/18

Réception en Préfecture : 04/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché
subséquent n°M8C0002AT relatif aux
travaux d'aménagement de la rue du Bosc
à Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour l'aménagement de la rue du Bosc à Clapiers ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n° 5023AT17 – Lot 3 « 3M Est », sous la forme d'un marché subséquent, pour une durée de 7 semaines, période de préparation de 2 semaines incluse.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix pondéré à 50 % ;
 - Valeur technique pondérée à 30 % ;
 - Délai pondéré à 20 %.
- que la Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 27 novembre 2018 a été informée du choix de l'attributaire COLAS MIDI MEDITERRANEE Agence Vendargues présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M8C0002AT relatif aux travaux d'aménagement de la rue du Bosc à Clapier à l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE Agence Vendargues pour un montant de 109 714,00 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 7 semaines, période de préparation de 2 semaines incluse.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 déc. 2018


Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 21/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

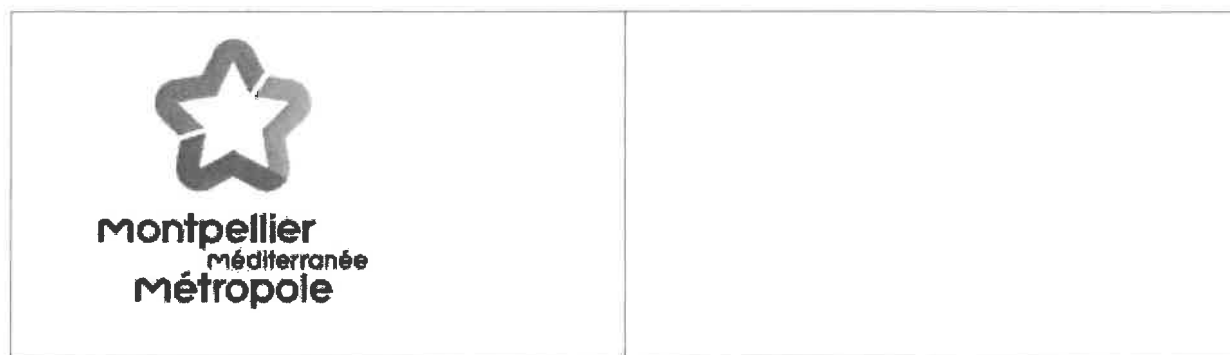
034-243400017-20180101-68526-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/12/18

Réception en Préfecture : 21/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de
parcelles en nature de voiries - Lotissement
Mas de Plagnol-Marty
Commune de Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- VU la demande de rétrocession de parcelles en nature de voiries situées sur la commune de Cournonsec formulée par GGL Aménagement, afin de permettre le classement des emprises dans le domaine public de la Métropole.
- VU l'avis favorable du Pôle Plaine-Ouest en date du 28 novembre 2018.
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries du lotissement «Mas de Plagnol-Marty» sur la Commune de Cournonsec.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Aménagement les parcelles suivantes en nature de voiries :

Parcelle	Type	Surface (m2)
AP 32	Voirie	150
AP 92	Voirie	75

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018


Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

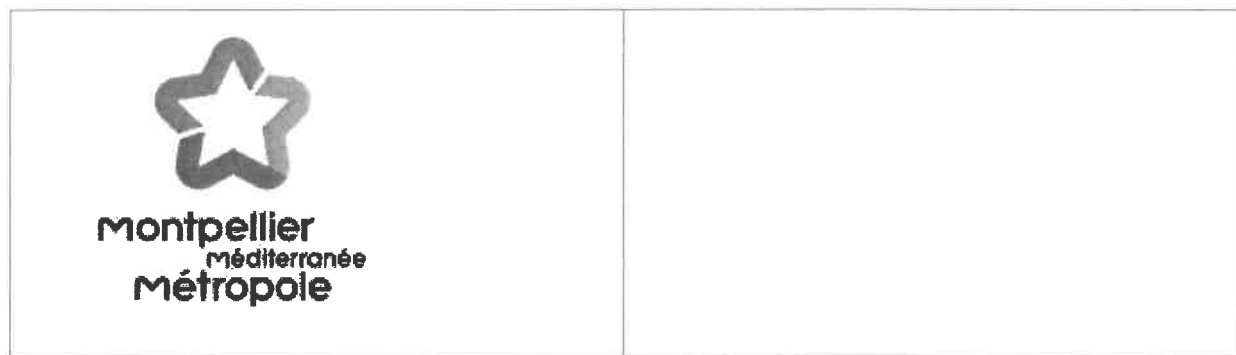
034-243400017-20180101-68746-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative aux avenants n°1 de
prolongation du marché multi-attributaire
n°4055TV15 relatif à l'élagage, abattage et
débroussaillage des arbres**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération en date du 26 mai 2016 attribuant l'accord cadre multi-attributaire n°4055TV15 relatif à l'élagage, l'abattage et de débroussaillage des arbres aux entreprises SERPE SASU, G. GORCE et PHILIP FRERES, sans montant maximum et pour une durée courant de sa notification au 31 12 2016, reconductible deux fois une année ;
- VU l'avis favorable de la Commission d'appel d'offres en date du 11/12/2018.

CONSIDERANT que l'accord cadre n°4055TV15 relatif à l'élagage, l'abattage et de débroussaillage des arbres arrive à terme le 31/12/2018, et qu'une procédure de relance est en cours, il convient de proroger cet accord cadre pour une durée de trois mois, afin de couvrir les besoins en attendant la passation du nouveau contrat, soit jusqu'au 31/03/2019.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants de prolongation de trois mois de l'accord cadre multi-attributaire n°4055TV15 relatif à l'élitage, l'abattage et le débroussaillage des arbres avec les entreprises SERPE SASU, G. GORCE et PHILIP FRERES. Cet accord cadre étant sans montant maximum, ces avenants sont sans incidence financière.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 18/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

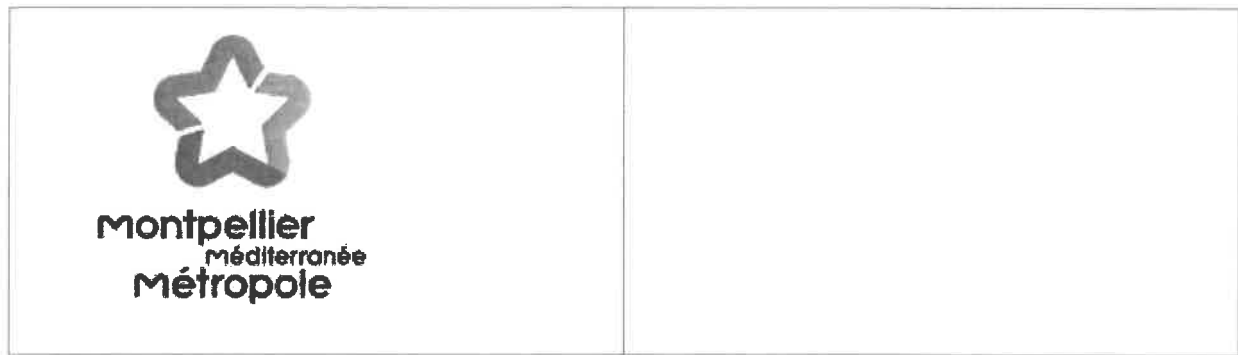
034-243400017-20180101-68689-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/12/18

Réception en Préfecture : 18/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Assignment
TGI - SARL KOSY"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU l'assignation près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier déposée par la SARL KOSY tendant à obtenir paiement d'une indemnité d'éviction consécutivement au non renouvellement à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole du contrat de bail des locaux à usage commercial sis rue de la Fontaine de la Banquière à Boirargues Lattes.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite à l'assignation déposée par la SARL KOSY.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 04/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

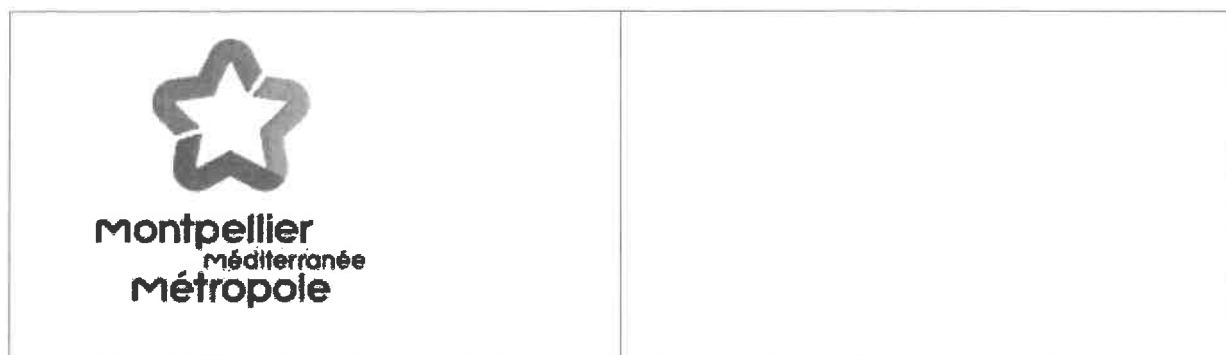
034-243400017-20180101-68713-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/12/18

Réception en Préfecture : 04/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "TGI
Montpellier - Copropriété les Cévennes à
Montpellier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de la bonne administration de la résidence les Cévennes à Montpellier, il est nécessaire qu'un administrateur provisoire soit désigné pour procéder à la scission de la copropriété,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts dans cette affaire près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 04/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

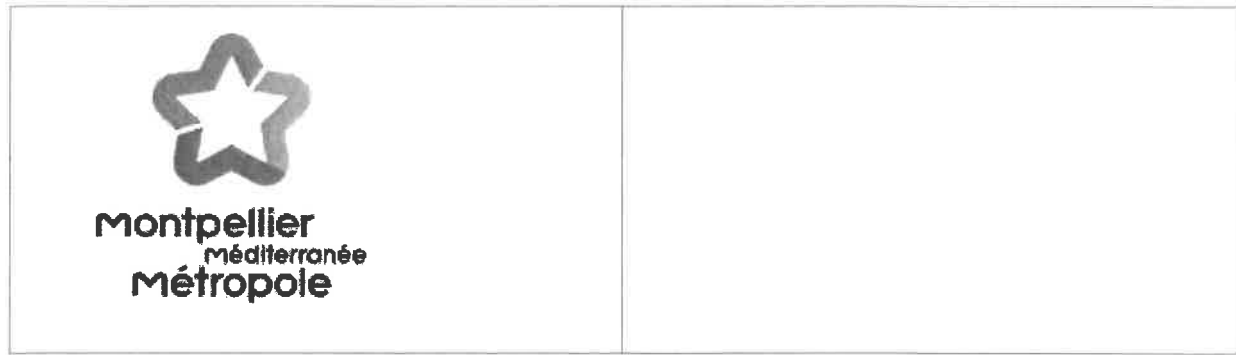
034-243400017-20180101-68727-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/12/18

Réception en Préfecture : 04/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 de
prolongation du marché n°3571TV14
relatif aux travaux de signalisation
horizontale et verticale**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°12192 en date du 6 février 2014 approuvant le lancement de la procédure d'appel d'offre et autorisant la signature du marché n°3571TV14 relatif aux travaux de signalisation horizontale et verticale, sans montant maximum et pour une durée d'un an reconductible trois fois ;
- VU l'avis favorable de la Commission d'appel d'offres en date du 11/12/2018.

CONSIDERANT :

- Que le marché n°3571TV14 relatif aux travaux de signalisation horizontale et verticale arrive à terme le 31/12/2018, et qu'une procédure de relance de ce marché est en cours, il convient de proroger le marché pour une durée de trois mois, afin de couvrir les besoins en attendant la passation du nouveau marché, soit jusqu'au 31/03/2019.

- Que le marché ne comportant pas de montant maximum, une estimation a été établie compte tenu des consommations des années précédentes sur la période allant du 01/01/2019 au 31/03/2019 s'élevant à 102 000 € HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant de prolongation de trois mois du marché n°3571TV14 relatif aux travaux de signalisation horizontale avec l'entreprise MIDITRACAGE. Cet avenant est sans incidence financière dans la mesure où le marché ne comprend pas de montant maximum.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 et 938.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 déc. 2018


Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

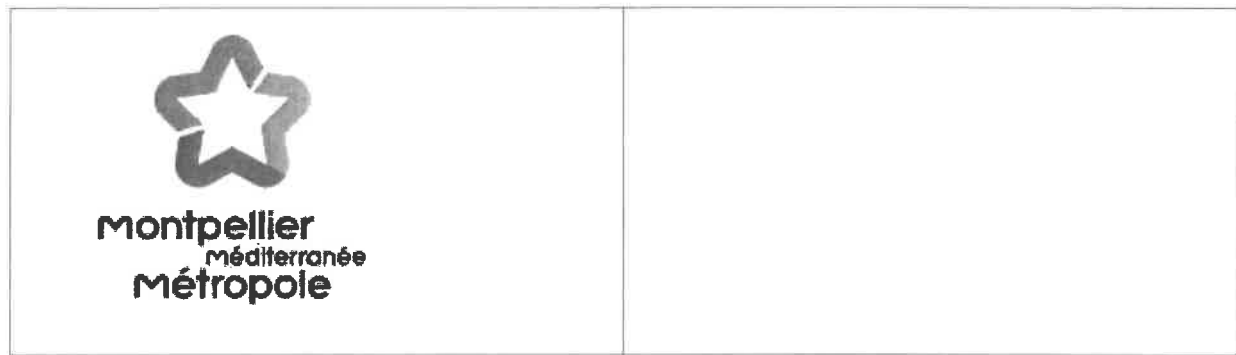
034-243400017-20180101-68743-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/12/18

Réception en Préfecture : 18/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 de
prolongation du marché n°4147TV15
relatif aux travaux de signalisation
verticale**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, portant création de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en vertu duquel a eu lieu le transfert, de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole, du marché n°4147TV15 relatif aux travaux de signalisation verticale, passé sans montant maximum et pour une durée d'un an reconductible trois fois avec l'entreprise SIGNAUX GIROD.
- VU l'avis favorable de la Commission d'appel d'offres en date du 18/12/2018.

CONSIDERANT :

- Que le marché n°4147TV15 relatif aux travaux de signalisation verticale arrive à terme le 06/02/2019, et qu'une procédure de relance de ce marché est en cours, il convient de proroger le

marché pour une durée de trois mois, afin de couvrir les besoins en attendant la passation du nouveau marché, soit jusqu'au 05/05/2019.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant de prolongation de trois mois du marché n°4147TV15 relatif aux travaux de signalisation verticale avec l'entreprise SIGNAUX GIROD GRAND SUD, le marché restant sans montant maximum.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 21/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

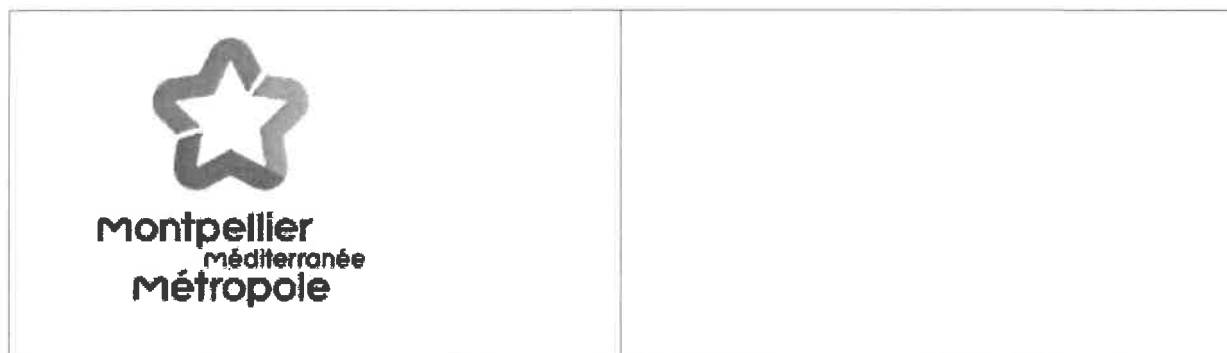
034-243400017-20180101-68747-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/12/18

Réception en Préfecture : 21/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5152MG18
Marché de location, entretien et
maintenance de fournitures d'hygiène
sanitaire de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de l'Administration Générale, Contentieux, Affaires juridiques et Protocole,
- **CONSIDERANT :**
 - que le marché actuel de location, entretien et maintenance de fournitures d'hygiène sanitaire arrive à échéance au 31/12/2018, il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de conclure un nouveau marché,

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et passée en application de l'article 78 et 80 du décret n° 216-360-du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum de 25 000 euros HT par an et un opérateur économique.
- l'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter du 01/01/2019 ou de sa notification si celle-ci est postérieure. L'accord-cadre peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1) Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire : 60%
 - 2) Technique au regard du mémoire technique : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise INITIAL, sise 130 rue de la Calade, ZI du Salaison, 34740 Vendargues présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5152MG18 « Marché location, entretien et maintenance de fournitures d'hygiène sanitaire de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise INITIAL, pour un montant sans minimum et un montant maximum de 25 000 euros HT par an.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de la Métropole, aux chapitres 930, 933 et 938.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD**

Publiée le : 24/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

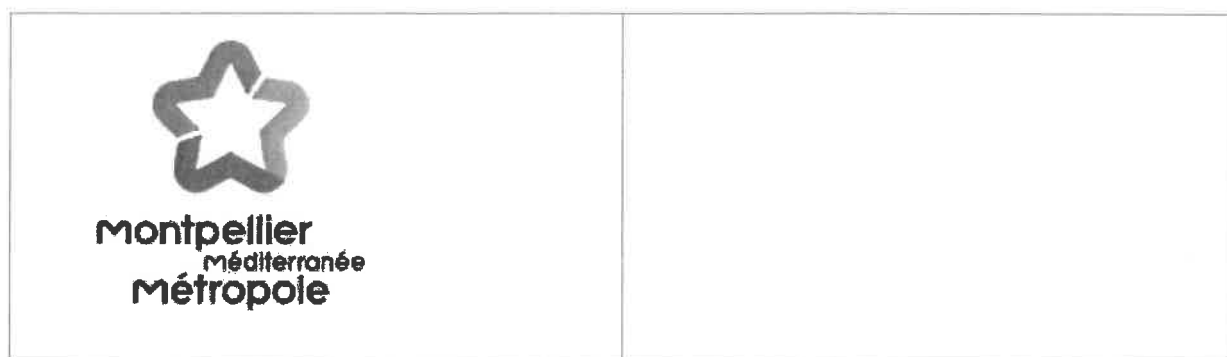
034-243400017-20180101-68873-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/12/18

Réception en Préfecture : 24/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Unité administrative qualité de vie au travail

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision autorisant la signature d'un
avenant au marché n°5073RH18
prestations de médecine professionnelle et
préventive à destination du personnel de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente Déléguée
- VU la décision n°MD2018-361 attribuant le marché n°5073RH18 « prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise AMETRA pour un montant de 180 000 € HT pour une durée de 7 mois

Considérant :

- Que le contexte évolutif important de mutualisation entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole implique le transfert de 500 agents supplémentaires.

- Qu'il est donc nécessaire d'amender le marché initialement passé avec l'AMETRA en levant la réserve de 2000 agents maximum pour la porter à 2500 agents maximum.

D E C I D E

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise AMETRA, avenant qui porte le nombre d'agents concernés à 2500 maximum. Cette évolution d'effectif n'a pas d'incidence financière.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget du service Qualité de Vie au Travail de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Régine ILLAIRE**

Publiée le : 13/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

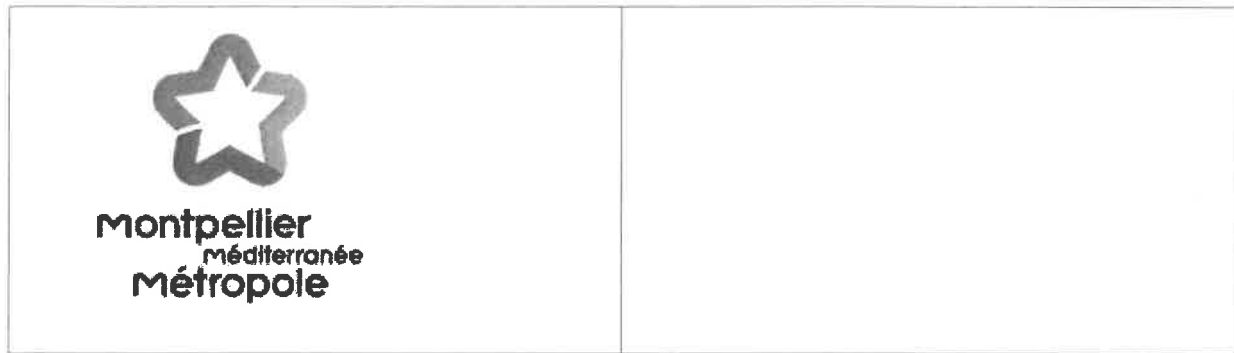
034-243400017-20180101-68930-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/12/18

Réception en Préfecture : 13/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5024EA18 -
Construction de la station d'épuration de
Murviel-lès-Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT :

- que la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier doit être construite et que des travaux sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 le 25 mars 2016 sous la forme d'un marché public passé en procédure adaptée pour une durée globale de 12 mois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 2. Prix au regard du montant global et forfaitaire à l'acte d'engagement : 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 27 novembre 2018 a :
 - été informée du choix du groupement SYNTEA (mandataire solidaire du groupement conjoint) / VALERIAN sis ZAC des Balarucs - 12 Rue Toussaint Fléchaire – 84510 Caumont sur Durance présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°5024EA18 – Construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier au groupement SYNTEA (mandataire solidaire du groupement conjoint) / VALERIAN sis ZAC des Balarucs - 12 Rue Toussaint Fléchaire – 84510 Caumont sur Durance, pour un montant de 1 675 000,00 euros HT. Le début d'exécution du marché part de la date fixée par ordre de service. Les délais d'exécution des phases 1 et 2 de travaux, de la mise en service et de l'assistance à l'exploitation partent de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de les commencer.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 28/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

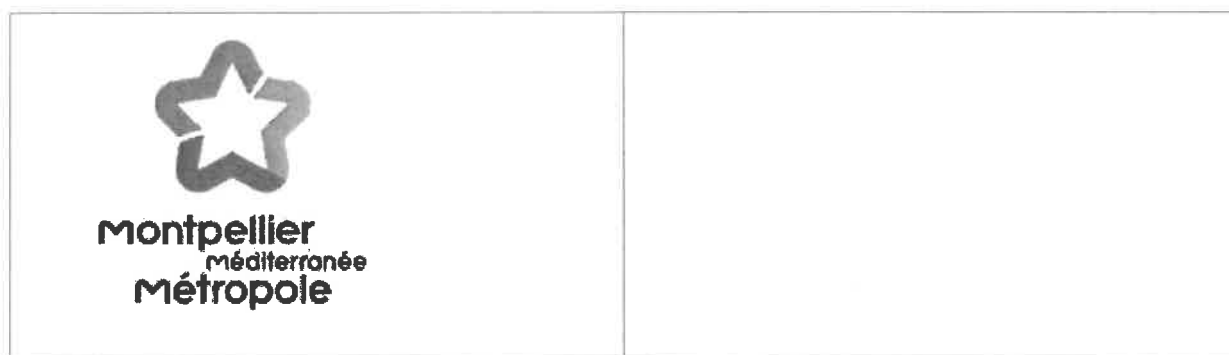
034-243400017-20180101-68868-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/12/18

Réception en Préfecture : 28/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la 5^{ème} ligne de
tramway - Parcelle AN210 route de Mende
à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des Transports et de la Mobilité ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation de la 5^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway et le bouclage de la 4^{ème} ligne au profit de la Métropole ;

CONSIDERANT :

- que le bien situé au 1828 route de Mende à Montpellier, cadastré section AN n°210 appartenant au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Le Marivaux, est nécessaire à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ladite parcelle,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la Métropole à acquérir le bien immobilier situé au 1828 route de Mende à Montpellier, cadastré section AN n°210, appartenant au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Le Marivaux.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 31 400,00 euros (trente et un mille quatre cents euros), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné ci-dessus est signé par :
- Monsieur Jean-Pierre RICO, en qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la délibération n°9943 du 26 janvier 2011, approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par un représentant du Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Le Marivaux et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

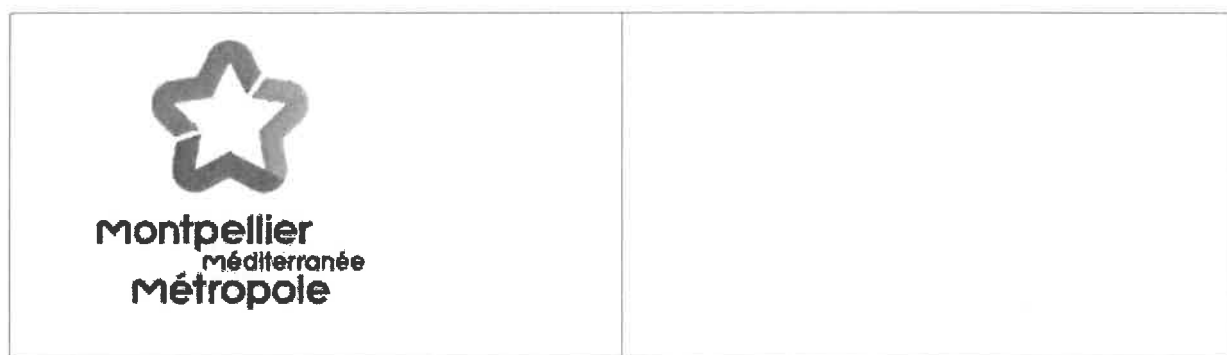
034-243400017-20180101-68902-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Direction de la Propreté et de la
Valorisation des Déchets
Service de collecte des déchets ménagers
Régie d'avances Pôle d'exploitation de
Pignan
Clôture de la régie**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,

- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- **Vu** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- **Vu** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,

- **Vu** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,

- **Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- **Vu** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

- **Vu** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,

- Vu la décision 2004-13 en date du 14 janvier 2004 portant création d'une régie d'avances au service de collecte des déchets ménagers dans le pôle d'exploitation de Pignan,

-Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière en date du 4 décembre 2018,

CONSIDERANT que cette régie d'avances du service de collecte des déchets ménagers dans le pôle d'exploitation de Pignan n'a plus d'activité, il s'avère nécessaire de la clôturer

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter de ce jour, il est mis fin au fonctionnement de la régie d'avances du service de collecte des déchets ménagers dans le pôle d'exploitation de Pignan ;

ARTICLE 2 : Il est mis fin aux fonctions du régisseur et de son mandataire suppléant ;

ARTICLE 3 : Le régisseur devra verser la totalité des pièces justificatives d'avances ainsi que les documents, valeurs et stocks lors de sa sortie de fonction en tant que régisseur d'avances ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 déc. 2018

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Max LEVITA

Publiée le : 12/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

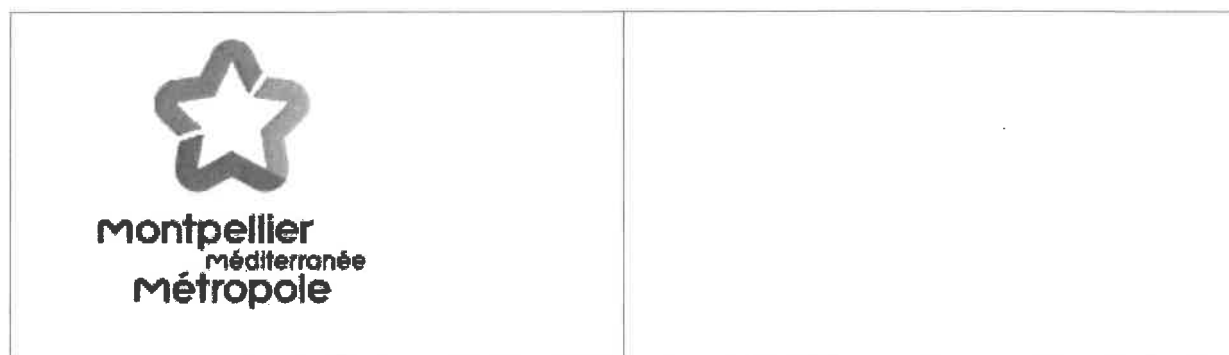
034-243400017-20180101-69014-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/12/18

Réception en Préfecture : 12/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5155DE18
de maintenance multi-technique avec
travaux et prestations associés à la
maintenance pour les 3 bâtiments du BIC
de Montpellier Méditerranée Métropole
Cap Alpha-Cap Omega-Mibi**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,

- **CONSIDERANT** la nécessité de passer un marché de maintenance multi-technique avec travaux et prestations associés à la maintenance pour les 3 bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole Cap Alpha–Cap Omega–Mibi,

- **CONSIDERANT** qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles 27, 78 et 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Une partie des prestations définies à l'acte d'engagement sera passée en application des articles 78 et 80 du décret 2016-360 relatif aux accords cadres pour les prestations ponctuelles. Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes avec un montant des commandes pouvant être passées au titre de ces prestations ponctuelles limité par un seuil maximum annuel de 40 000,00 € HT. Le marché est passé pour une durée de un an à compter de sa date de notification et il est reconductible une fois,

- **CONSIDERANT** que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants

1/ Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement et du montant du DQE pour les prestations ponctuelles limitées à un seuil maximum annuel de 40 000,00 euros HT. (pondération 40 % de la note)

2/ Valeur technique au regard du mémoire technique. (pondération 60% de la note)

- **CONSIDERANT** qu'après analyse, l'entreprise ENGIE COFELY, sise 201 rue Euclide – Parc Euréka – CS49531 34960 Montpellier Cedex 02 présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché 5155DE18 à l'entreprise ENGIE COFELY pour un montant forfaitaire annuel (DPGF) de 43 280,00 euros HT et pour un montant estimatif des prestations ponctuelles (DQE) de 28 688,00 euros HT limitées par un seuil maximum annuel à 40 000,00 euros.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : d'autoriser Madame la Vice - Présidente Chantal MARION à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 21/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

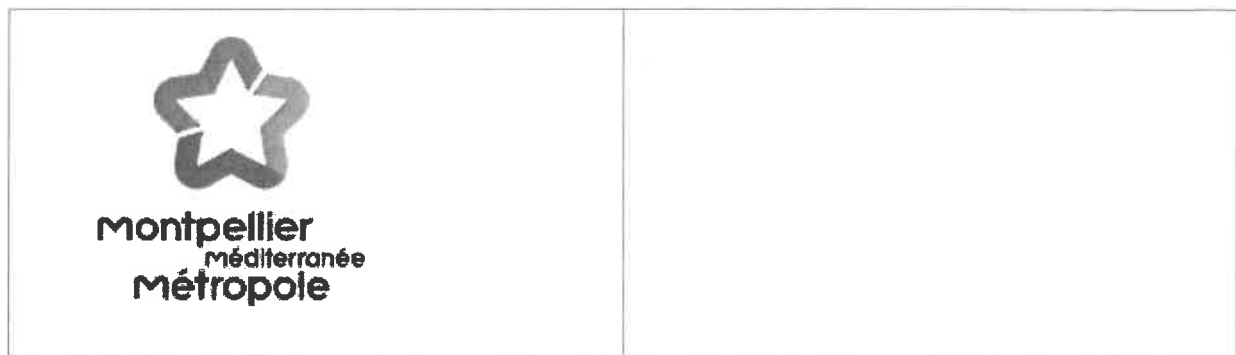
034-243400017-20180101-68976-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/12/18

Réception en Préfecture : 21/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation de
dépôt de permis de construire sur le site du
Domaine d'Ô à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,

CONSIDERANT :

- que depuis le transfert de la partie nord du Domaine d'Ô au 1^{er} janvier 2018, Montpellier Méditerranée Métropole dispose de l'ensemble des droits et obligations du propriétaire sur la partie du site mise à sa disposition pour l'exercice de la compétence transférée ;
- que la présence sur ce site de constructions modulaires nécessite le dépôt d'un permis de construire ;
- que ces constructions nécessitant des autorisations d'urbanisme sont occupées par les associations Printemps des Comédiens et Folies lyriques ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise les occupants des constructions modulaires d'une surface de 210m² installés sur la partie nord du Domaine d'Ô à déposer des permis de construire pour ces installations ;

ARTICLE 2 : Ces permis de construire concernent la partie du nord du Domaine d'Ô, située à Montpellier, pour laquelle Montpellier Méditerranée Métropole dispose de l'ensemble des droits et obligations du propriétaire ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

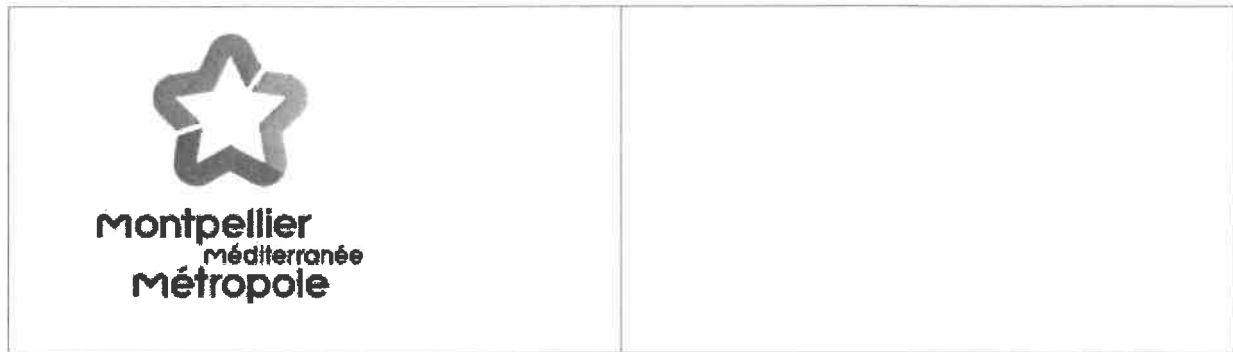
034-243400017-20180101-69054-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/12/18

Réception en Préfecture : 28/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de réalisation
des travaux d'amélioration des
installations de captage et de valorisation
du biogaz de l'unité de méthanisation
Amétyst - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public,

- VU la convention de mandat (délibération n°11882 en date du 24 septembre 2013) confiant à la SA3M les travaux d'amélioration des installations de captage et de valorisation du biogaz de l'unité de méthanisation Amétyst,

CONSIDERANT :

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 71 et 73 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché concurrentiel avec négociation ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : l'analyse de la valeur technique (50 %), l'analyse de la qualité financière (40 %) et l'analyse des délais d'exécution du marché proposés par le candidat (10 %).

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30 octobre 2018 a :

- été informée du choix de l'entreprise FBI BIOME, 84 avenue de la Ferte Million, 02 600 VILLIERS COTTERETS, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de travaux d'amélioration des installations de captage et de valorisation du biogaz de l'unité de méthanisation Amétyst à l'entreprise FBI BIOME, pour un montant de 506 685 euros HT soit 608 022 € TTC.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL**

Publiée le : 18/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

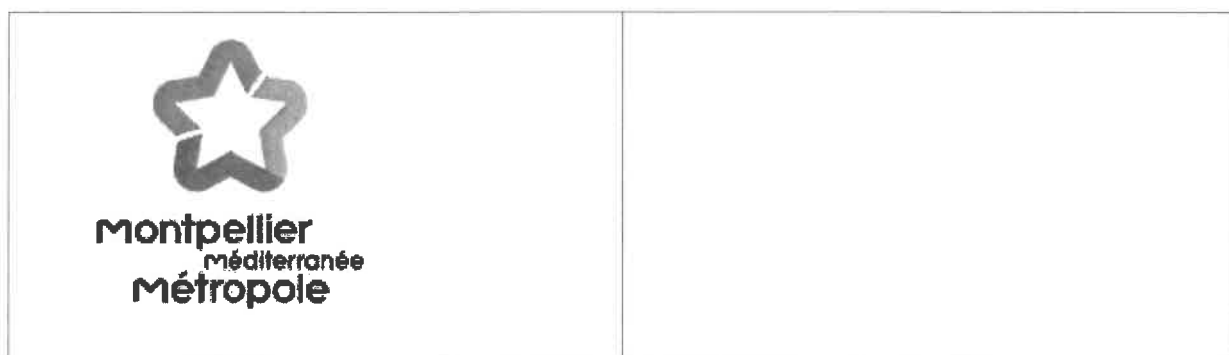
034-243400017-20180101-69049-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/12/18

Réception en Préfecture : 18/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement de plusieurs emprises Pôle
Multimodal - Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU l'arrêté préfectoral n°2016-1-1361 du 27 décembre 2016 portant constatation du transfert des routes départementales de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine.
- VU les travaux d'aménagement du Pôle Multimodal sur la commune de Baillargues et ses incidences sur les différentes propriétés foncières,
- **CONSIDERANT** que suite à la réalisation du Pont rail proche du Pôle d'échange Multimodal de Baillargues et à l'aménagement de la nouvelle voie de connexion de la RD 613 et de la RD 26, plusieurs emprises de voies ne sont plus affectées à l'usage du public :

DP 1	3 m ² environ
DP 2	96 m ² environ
DP 3	112 m ² environ
DP 4	255 m ² environ
DP 5	148 m ² environ
DP 6	262 m ² environ
DP 7	318 m ² environ
DP 8	1150 m ² environ
DP 9	84 m ² environ
DP 10	1040 m ² environ
BE 162 p 1	17 m ² environ
BE 168 p 1	14 m ² environ
BE 168 p 3	26 m ² environ
BE 168 p 4	38 m ² environ
BE 168 p 5	2 m ² environ

- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public de ces emprises à extraire du domaine public afin de prononcer leur déclassement et les intégrer au domaine privé de la Métropole,

- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur, dans la mesure où de nouvelles voies ont été aménagées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait des emprises suivantes à extraire du domaine public, situées Route Départementale 26 à Baillargues constituant d'anciennes voies ou tronçons de voies,

DP 1	3 m ² environ
DP 2	96 m ² environ
DP 3	112 m ² environ
DP 4	255 m ² environ
DP 5	148 m ² environ
DP 6	262 m ² environ
DP 7	318 m ² environ
DP 8	1150 m ² environ
DP 9	84 m ² environ
DP 10	1040 m ² environ
BE 162 p 1	17 m ² environ
BE 168 p 1	14 m ² environ
BE 168 p 3	26 m ² environ
BE 168 p 4	38 m ² environ
BE 168 p 5	2 m ² environ

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de ces emprises situées Route Départementale 26 à Baillargues et les intègre à son domaine privé.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale des emprises désaffectées et déclassées.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 24/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

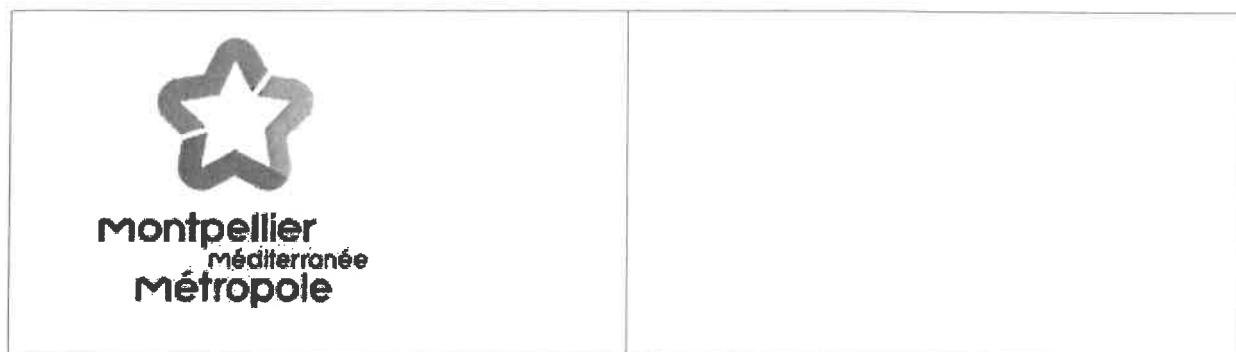
034-243400017-20180101-69076-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/12/18

Réception en Préfecture : 24/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de prêt
d'œuvres avec le Musée du vin de
Champagne et d'archéologie régionale
d'Épernay**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres,
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

Considérant :

- Que l'organisation de l'exposition temporaire « Torques et Compagnie - Cent ans d'archéologie des Gaulois dans les collections du Musée d'Épernay » présentée au Site archéologique Lattara – musée Henri Prades du 23 février au 2 septembre 2019, nécessite le prêt d'œuvres des musées partenaires.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : qu'une convention de prêt d'objets protohistoriques, de monographies et d'archives du Musée du vin de Champagne et d'archéologie régionale d'Épernay est conclue avec la Ville d'Épernay, afin de présenter ces œuvres lors de l'exposition temporaire « Torques et Compagnie - Cent ans d'archéologie des Gaulois dans les collections du Musée d'Épernay ».

Cette convention précise les modalités de ce prêt, consenti à titre gracieux, notamment en termes d'emballage et de convoiement, de conservation, d'assurance et de sécurité des œuvres. La valeur d'assurance des œuvres prêtées est de 178 670 €.

ARTICLE 2 : que la durée de la convention de prêt inclut les phases de transport aller-retour, de stockage, de montage et de démontage, d'emballage et de déballage des oeuvres. Les objets prêtés seront déposés au Site archéologique Lattara – musée Henri Prades au plus tard le 25 janvier 2019 et leur convoiement retour interviendra au plus tard deux semaines après la fin de l'exposition temporaire.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 déc. 2018

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 24/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

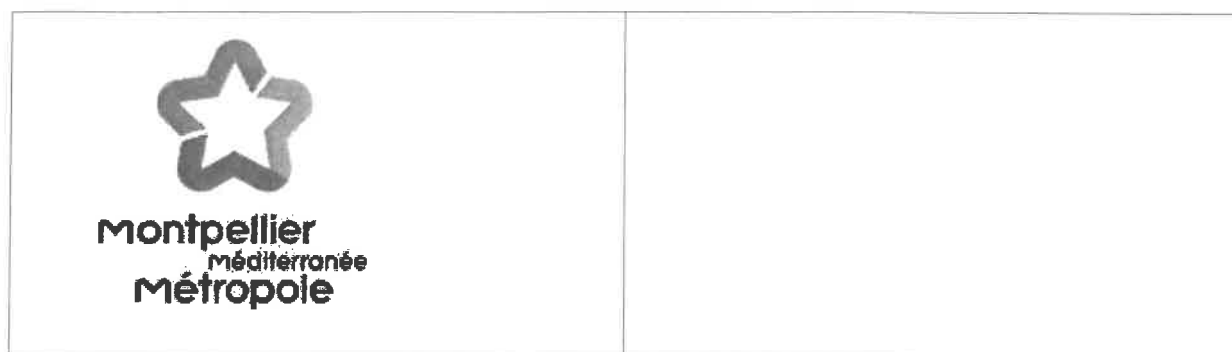
034-243400017-20180101-69123-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/12/18

Réception en Préfecture : 24/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ALL IN ONE
ELECTRONICS dans les Ateliers Relais
de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société ALL IN ONE ELECTRONICS, représentée par Monsieur Olivier SAUZEAT a pour activité l'étude et la fabrication de cartes électroniques. Actuellement locataire du lot A05 représentant 112.50 m², elle est candidate au renouvellement de son bail à compter du 1^{er} janvier 2019. ALL IN ONE ELECTRONICS emploie actuellement 3 personnes et projette d'atteindre 6 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ALL IN ONE ELECTRONICS, ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

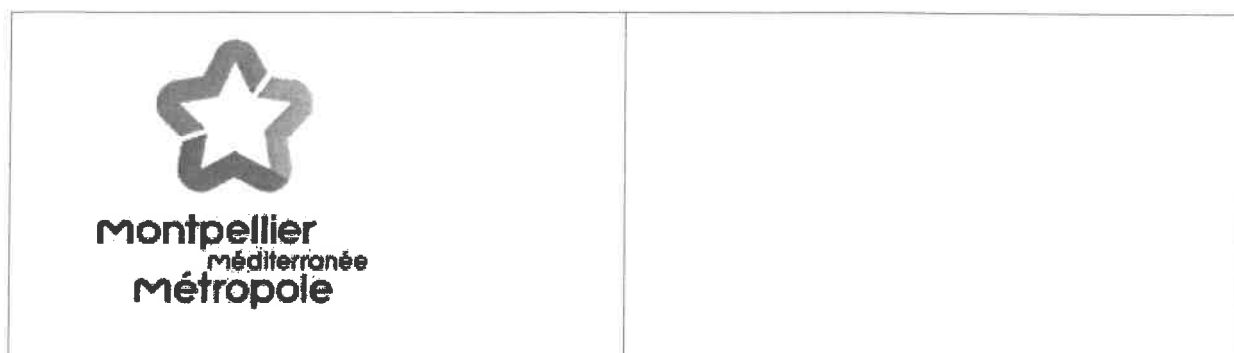
034-243400017-20180101-69183-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/12/18

Réception en Préfecture : 28/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ERBA
DIAGNOSTICS FRANCE dans le
Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans le Quartier EUREKA à Castelnau-le-Lez : la société ERBA DIAGNOSTICS FRANCE est une SAS représentée par son gérant Monsieur André CHOJNACKI. Elle est candidate à l'acquisition du lot 3B2 de 2 038 m² pour la réalisation d'un immeuble de bureaux et laboratoires de 985.30 m² (bureaux, espaces communs). Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 990 m².
La société prévoit 40 emplois à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SAS ERBA DIAGNOSTICS FRANCE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

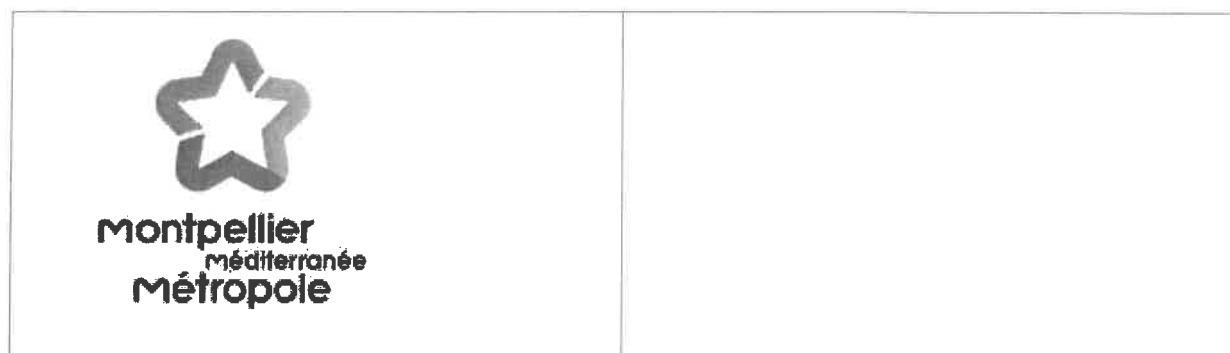
034-243400017-20180101-69193-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/12/18

Réception en Préfecture : 28/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
Michel MOUSSOL - Cour d'Appel de
Montpellier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU l'avis de déclaration d'appel déposée par Monsieur Michel MOUSSOL près la Cour d'Appel de Montpellier le 27 novembre 2018 contre la décision prononcée par le Juge de l'Expropriation le 17 octobre 2018 relative à la fixation judiciaire du prix d'une emprise de la parcelle cadastrée section AI n°320 sise sur le territoire de la commune de Prades le Lez et ce, dans le cadre du plan d'alignement de la rue du Mas de Prades.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour d'Appel de Montpellier suite à l'avis de déclaration d'appel déposée par Monsieur Michel MOUSSOL le 27 novembre 2018.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 20/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

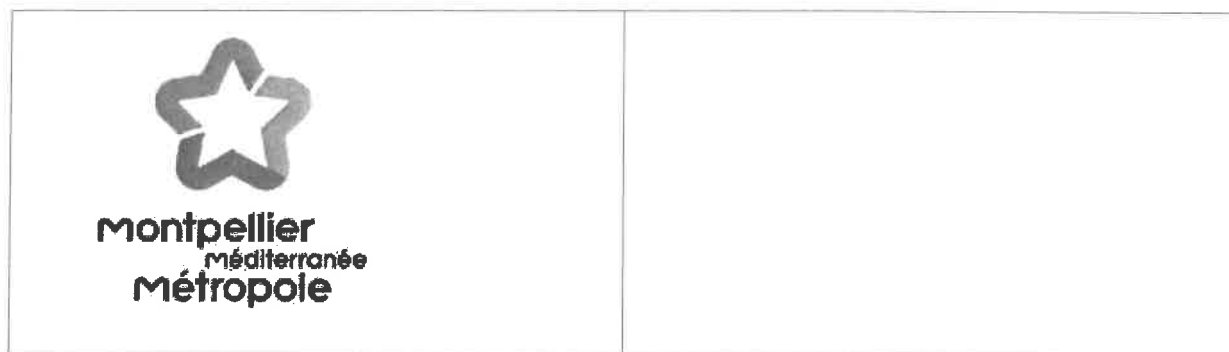
034-243400017-20180101-69222-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/12/18

Réception en Préfecture : 20/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "SCI
TOUZELINE - Cour d'Appel de
Montpellier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
 - VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
 - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU l'avis de déclaration d'appel déposée par la SCI TOUZELINE près la Cour d'Appel de Montpellier le 27 novembre 2018 contre la décision prononcée par le Juge de l'Expropriation le 17 octobre 2018 relative à la fixation judiciaire du prix d'une emprise de la parcelle cadastrée section AI n°310 sise sur le territoire de la commune de Prades le Lez et ce, dans le cadre du plan d'alignement de la rue du Mas de Prades.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à l'avis de déclaration d'appel déposée par la SCI TOUZELINE près la Cour d'Appel de Montpellier le 27 novembre 2018.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 20/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

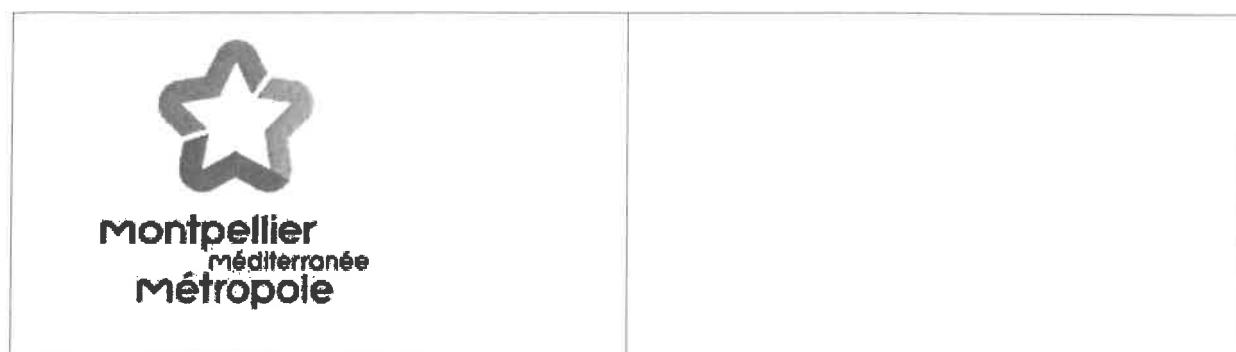
034-243400017-20180101-69229-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/12/18

Réception en Préfecture : 20/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Innovation Politique Contractuelle Système d'Information Géographique
Service SIG Métropolitain

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 de
prolongation d'une durée de douze mois du
marché n°3599UH14 portant sur la
conception et le développement d'une
maquette 3D ' Grand Territoire ' temps
réel et évolutive au service de
l'Aménagement du Territoire de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- las- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, dans le domaine du développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech, artisanat, planification urbaine (SCoT, PLUi)

- VU la décision D2015-689 attribuant le marché n° 3599UH14 du marché « conception et développement d'une maquette 3D « Grand Territoire » temps réel et évolutive au service de l'Aménagement du Territoire de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise IGO SAS dont le siège social se situe Immeuble NIMAXIS – 78 rue John Mac Adam – Chemin de Carsalade – 30900 Nîmes, pour un montant de 53 438.50 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 36 mois (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).

CONSIDERANT :

- Que l'objet de ce marché porte sur la conception et le développement d'une maquette 3D « Grand Territoire » temps réel et évolutive au service de l'Aménagement du Territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Que le marché a été notifié le 30 décembre 2015,
- Qu'il est nécessaire de prolonger la durée du marché de douze mois suite à des contraintes imprévues,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de prolongation d'une durée de douze mois au marché n°3599UH14 « développement d'une maquette 3D « Grand Territoire » temps réel et évolutive au service de l'Aménagement du Territoire de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise IGO SAS dont le siège social se situe Immeuble NIMAXIS – 78 rue John Mac Adam – Chemin de Carsalade – 30900 Nîmes, avenant sans incidence sur le montant du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 19/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

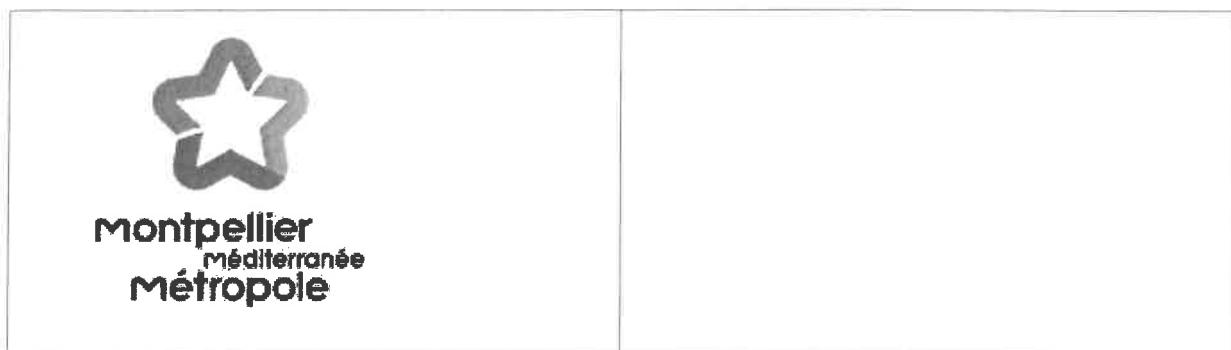
034-243400017-20180101-69245-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/12/18

Réception en Préfecture : 19/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AI 586 - Rue du Mistral -
Commune de Saint-Drézéry**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole;
- VU la promesse de cession signée le 31 octobre 2018 par Madame RIBEYROLLES Anne Marie,
- **CONSIDERANT** que la parcelle AI 586 est en nature de voirie et d'espace vert et qu'il convient de régulariser la situation juridique de cette parcelle,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle AI 586 d'une superficie de 31 m², rue du Mistral à Saint-Drézéry auprès de Madame Anne Marie RIBEYROLLES.

ARTICLE 2 : L'acquisition est réalisée à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu. La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

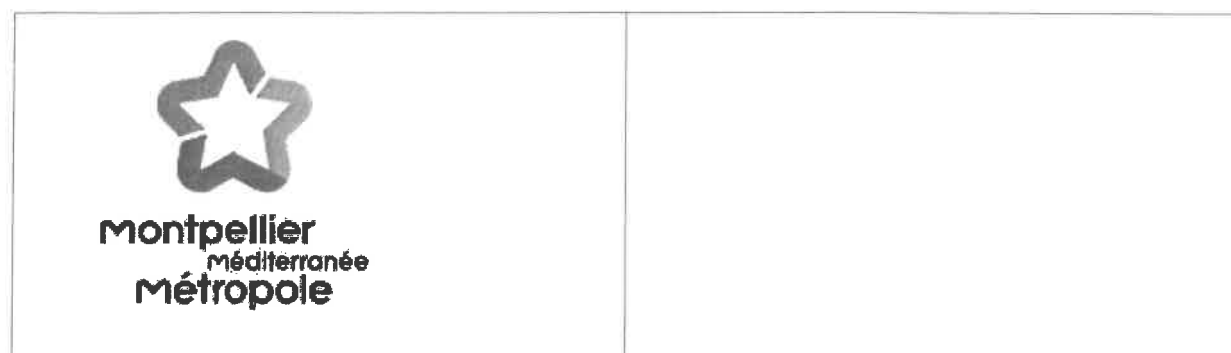
034-243400017-20180101-69365-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
ECOMNEWS au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 7 juillet 2015, passée entre la Métropole et la société ECOMNEWS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière

d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 27 février 2018,

- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société ECOMNEWS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ECOMNEWS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 novembre 2019.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ECOMNEWS pour la surface de 59,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 814,06 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 15124 du conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

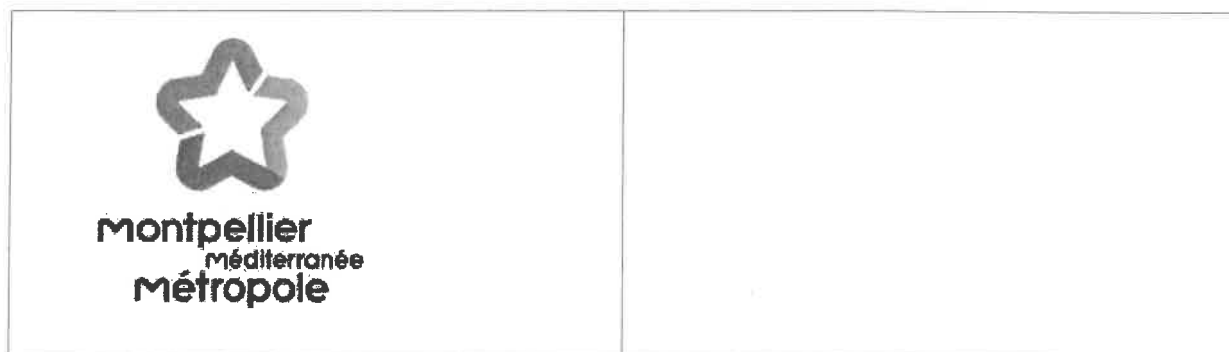
034-243400017-20180101-69370-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/12/18

Réception en Préfecture : 28/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
AWADAC au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 7 décembre 2015, passée entre la Métropole et la société AWADAC pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises

Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 1^{er} avril 2018,

- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société AWADAC n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société AWADAC pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 novembre 2019.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société AWADAC pour la surface de 180,28 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 2 455,41 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 15124 du conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

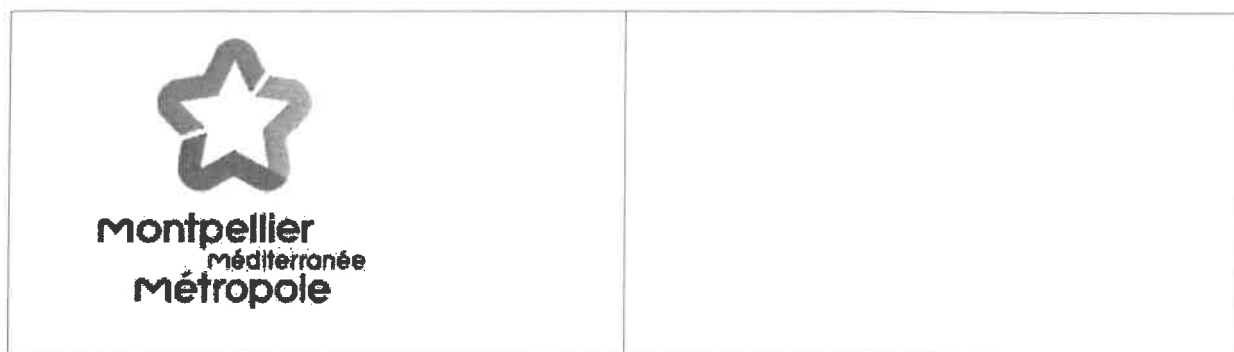
034-243400017-20180101-69375-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/12/18

Réception en Préfecture : 28/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant 1 au marché
n°4417DM16 portant sur l'exploitation du
parc de stationnement des Arceaux (à
Montpellier)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14050 en date du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des « Transports et Mobilité »,
- VU la décision de la Ville de Montpellier n°2015/0475 en date du 17 novembre 2015 attribuant le marché d'exploitation du parking des Arceaux à la société EFFIA Stationnement,

Ce marché n°4417DM16 a été attribué à la société EFFIA Stationnement pour un montant de 516 354 € HT et pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

CONSIDERANT :

- Le transfert de compétences de la Ville de Montpellier vers la Métropole, notamment en matière de gestion des parcs de stationnement ;
- Que le marché, arrivant à échéance, doit être prolongé de 3 mois afin de permettre l'attribution d'un nouveau marché d'exploitation du parking des Arceaux qui débutera le 1^{er} avril 2019 ;
- Que la commission d'appel d'offres du 18 décembre 2018 a émis un avis favorable à la passation de cet avenant,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché d'exploitation du parking des Arceaux (situé sur la commune de Montpellier) avec l'entreprise EFFIA Stationnement d'un montant de 43 029.49 € H.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 au marché 4417 DM16 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 déc. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO**

Publiée le : 31/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

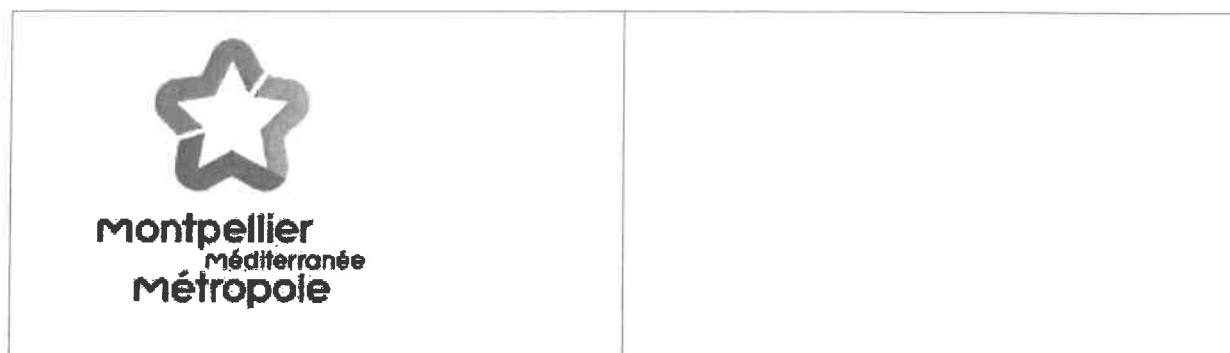
034-243400017-20180101-69393-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31/12/18

Réception en Préfecture : 31/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de mise
à disposition d'un local par la Ville de
Montpellier à Montpellier Méditerranée
Métropole - Local du 498 rue Louise
Michel à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité auprès de la Ville de Montpellier la mise à disposition d'un local afin d'y accueillir le Conseil Citoyen Pompignane,
- **CONSIDERANT** que la Ville de Montpellier dispose d'un local libre situé au 498 rue Louise Michel à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier signent une convention de mise à disposition concernant un local d'environ 40 m² situé 498 rue Louise Michel Montpellier.

ARTICLE 2 : La convention est conclue pour une durée de 1 an à compter de sa signature.

ARTICLE 3 : Les locaux étant mis à disposition pour y accueillir le Conseil Citoyen Pompignane, cette mise à disposition est consentie à titre gratuit par la Ville.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

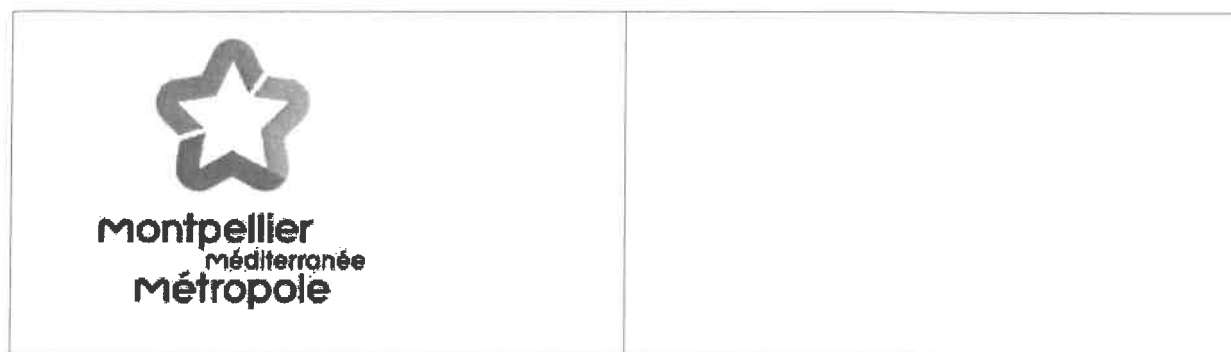
034-243400017-20180101-69461-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'approbation du projet
de convention pour la mise à disposition
gratuite, les conditions d'utilisation et de
gestion quotidienne des locaux poubelle
rue de Rhodes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS – ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS – ORSAL dans le domaine de « Prévention et valorisation des déchets, Propreté de l'espace public »,
- VU la nécessité de modifier le point de collecte des déchets de la rue de Rhodes pour des questions d'hygiène et d'intégration urbaine,
- VU le projet d'implantation de deux locaux permettant d'entreposer l'ensemble des conteneurs nécessaires au stockage des déchets produits par les riverains de la rue de Rhodes à Montpellier, proposé par la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets,

CONSIDERANT :

- La nécessité de signer une convention définissant les conditions de mise à disposition gratuite de ces locaux ainsi que les conditions d'utilisation et de gestion quotidienne, notamment en terme d'accès, de propreté et d'entretien-maintenance.
- Qu'une convention sera établie avec chacun des établissements commerciaux desservis par ces locaux, qui, en l'échange d'un accès gratuit et sécurisé aux dits-locaux, auront à leur charge de procéder à l'entretien régulier des locaux et des bacs.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole propose un projet de convention pour la mise à disposition gratuite des locaux de pré stockage des déchets produits par les établissements commerciaux de la Rue de Rhodes, précisant les conditions d'utilisation et de gestion quotidienne des usagers, notamment en terme d'accès, de propreté et d'entretien-maintenance.

La convention prendra effet à compter de sa notification pour une durée de 5 ans.

ARTICLE 2 : La Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer le projet de convention pour la mise à disposition gratuite de ces locaux ainsi que les conditions d'utilisation et de gestion quotidienne, notamment en terme d'accès, de propreté et d'entretien-maintenance.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

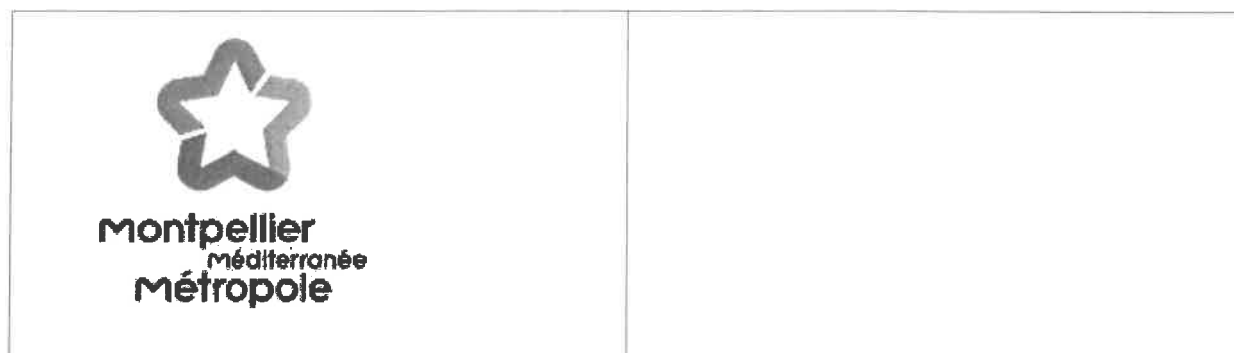
034-243400017-20180101-69633-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/12/18

Réception en Préfecture : 28/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule Citroën Berlingo
immatriculé EL-578-FR économiquement
irréparable - Hôtel des Ventes à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver le véhicule Citroën Berlingo immatriculé EL-578-FR techniquement réparable mais économiquement irréparable et qu'il convient de le céder pour réforme,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme le véhicule Citroën Berlingo immatriculé EL-578-FR techniquement réparable mais économiquement irréparable et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

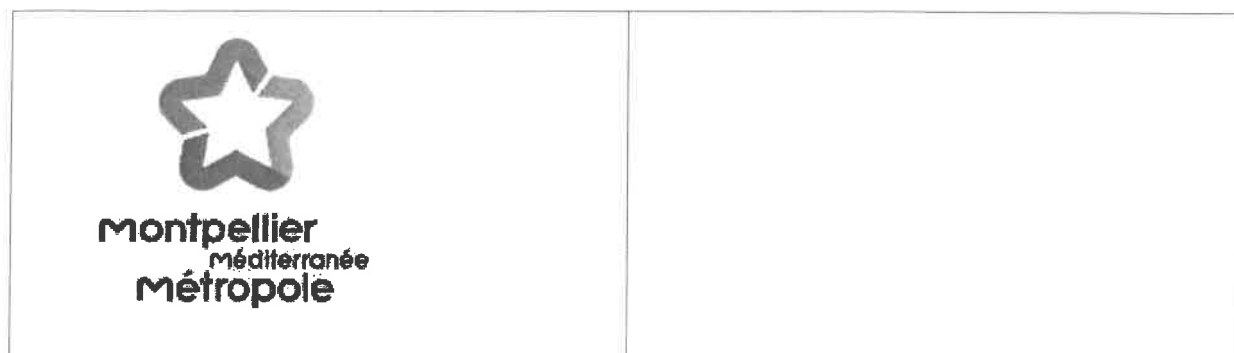
034-243400017-20180101-69504-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'une benne à ordures ménagères de
marque Citroën immatriculée BG-013-PJ
économiquement irréparable - Hôtel des
Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une benne à ordures ménagères de marque Citroën immatriculée BG-013-PJ, techniquement réparable mais économiquement irréparable et qu'il convient de la céder pour réforme,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme la benne à ordures ménagères de marque Citroën immatriculée BG-013-PJ techniquement réparable mais économiquement irréparable et la cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

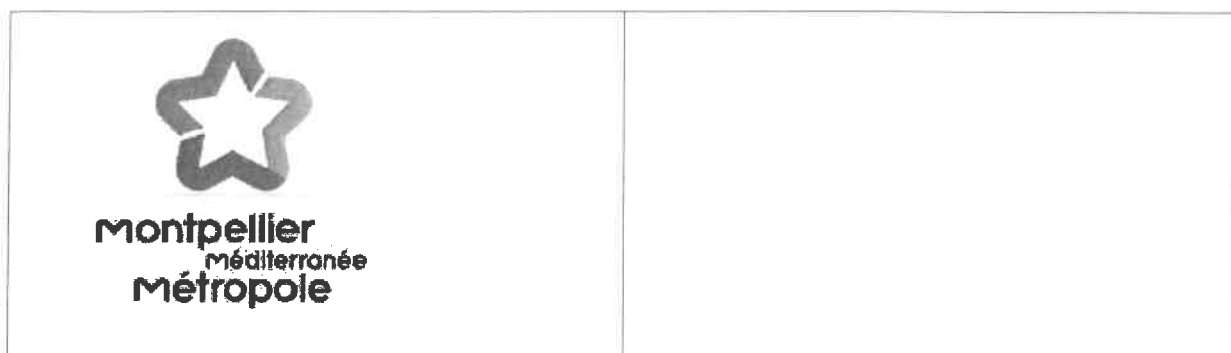
034-243400017-20180101-69513-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au transfert de propriété
du tronçon du lit du Lez dans le cadre de la
compétence dite GEMAPI - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du Service Public de l'Eau et de l'Assainissement,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération prise en conseil municipal de la ville de Montpellier en date du 25 octobre 2018, portant sur le transfert de propriété du tronçon du Lez entre la Région Occitanie et la Ville, avec la mise en œuvre de l'action résolutoire,

- VU la délibération de la Région Occitanie prise en commission permanente du 12 octobre 2018 sur la rétrocession d'un tronçon du lit du Lez au profit de la commune de Montpellier, à savoir les deux parcelles cadastrées SB 41 et SC 51,
- VU la délibération prise en conseil de Métropole en séance du 20 décembre 2017 n° 15145 portant sur la prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques – gouvernance du cycle de l'eau - compétence GEMAPI,
- **CONSIDERANT** que ces deux parcelles sont concernées par la compétence GEMAPI assurée par Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} janvier 2018,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de la compétence GEMAPI, Montpellier Méditerranée Métropole doit acquérir les emprises nécessaires liées à l'exercice de sa compétence,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Ville de Montpellier les parcelles cadastrées SB 41 et SC 51 d'une contenance totale de 34 543 m², à savoir un tronçon du lit du Lez situé sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette acquisition aura lieu moyennant un euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement, à charge pour la Métropole d'assurer la gestion de ce bien dans le cadre de la compétence GEMAPI.

ARTICLE 3 : Maître Caulier, notaire à Baillargues, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, ou toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-69604-AU-1-1

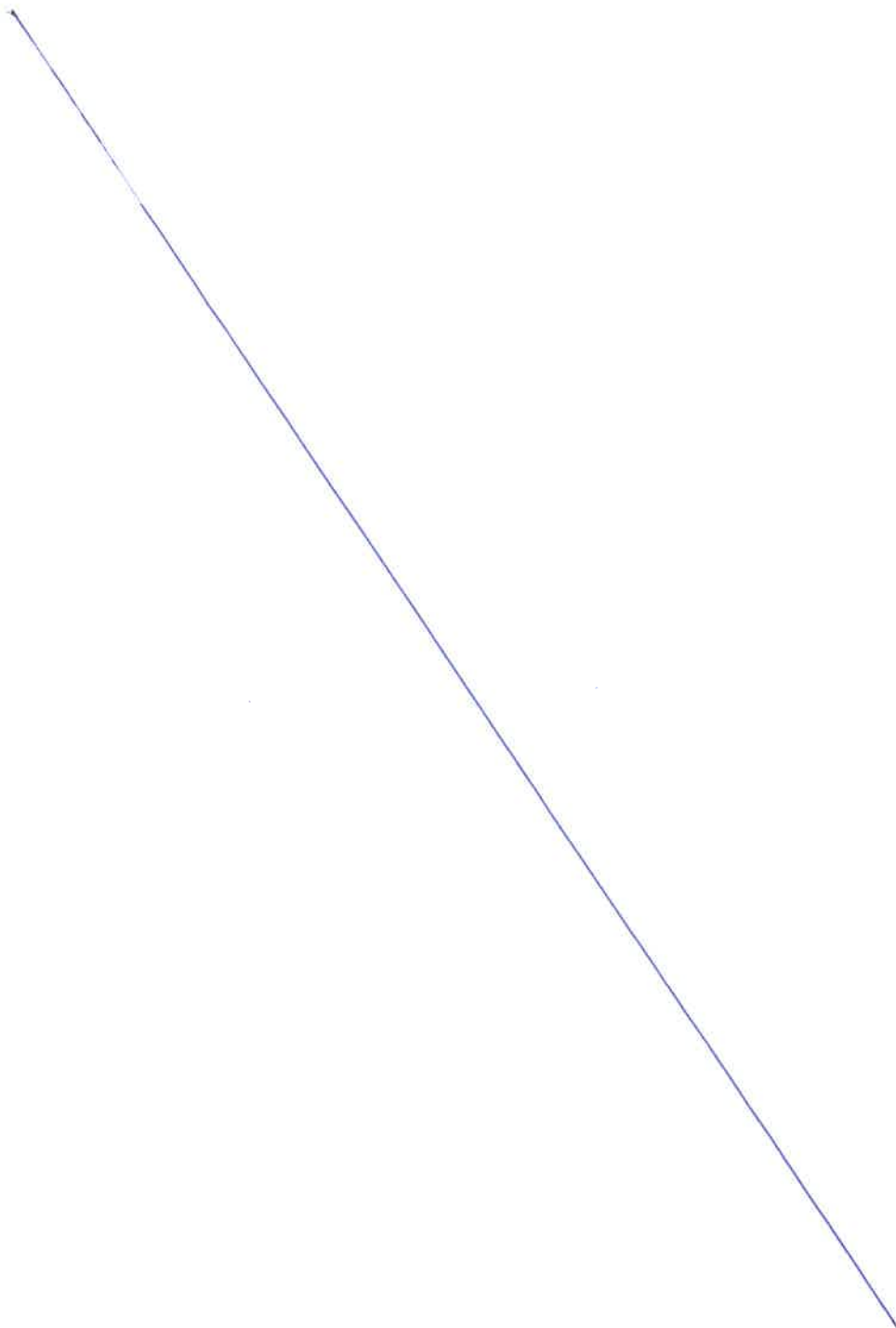
Acte Certifié exécutoire

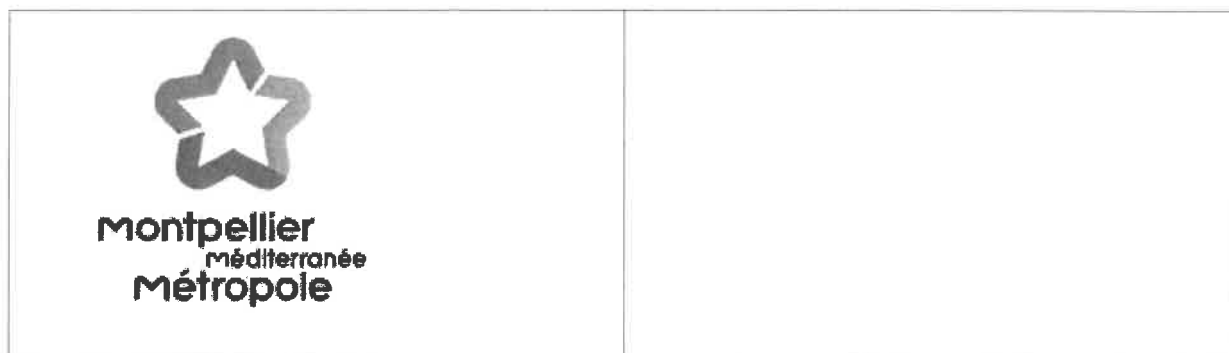
Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5070EP18 -
Maîtrise d'œuvre - RD5 - Cournonsec -
Recalibrage de la chaussée - Piste cyclable
- Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision N°MD2018-492 attribuant le marché n°5070EP18 au groupement MEDIAE (Mandataire) / SEDOA / ORTA, pour un montant de 41 526,25 euros HT et pour une durée de 52 mois.

CONSIDERANT :

- que le marché n°5070EP18 a été conclu pour la maîtrise d'œuvre nécessaire à la réalisation d'un recalibrage de chaussée et à la création d'une piste cyclable sur la RD5 à Cournonsec ;
- que le marché prévoyait une analyse du dossier établi par les services du Département de l'Hérault ;

- que ce dossier présente de nombreuses lacunes sur les postes de terrassement, de pluvial et d'ouvrage d'art ;
- qu'une modification en moins-value et une modification de la répartition des rémunérations des différents cotraitants a eu lieu ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché n°5070EP18 avec le groupement MEDIAE / SEDOA / ORTA avec une incidence négative de 12 570,00 euros HT, soit une diminution de 30% du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

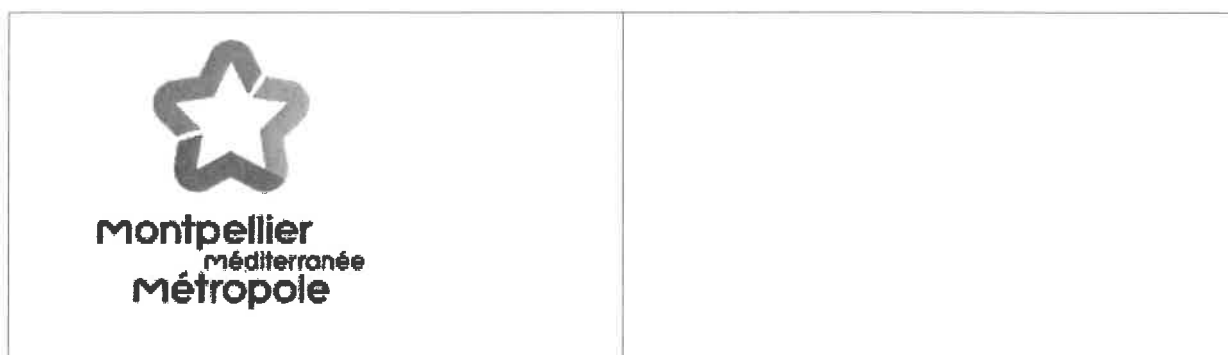
034-243400017-20180101-69684-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au sinistre ayant
endommagé le véhicule de Montpellier
Méditerranée Métropole - Indemnités
d'assurances - Acception d'une offre
d'indemnisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurances, dont le montant est supérieur à 5 000 €,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD, dans le domaine de l'Administration générale, le contentieux, les affaires juridiques et le protocole,
- **CONSIDERANT** la proposition d'Assurances Sécurité, société de courtage de la Sauvegarde - GMF, compagnie d'assurances flotte automobile de Montpellier Méditerranée Métropole, du versement de l'indemnité d'assurance d'un montant de 5 300 € suite à la déclaration de sinistre en date du 19 janvier 2017 ayant causé des dommages matériels sur le véhicule de la Métropole immatriculé BY 025 FQ,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'indemnité d'assurance d'un montant de 5 300 €.

ARTICLE 2 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée dans le domaine de l'Administration générale, le contentieux, les affaires juridiques et le protocole est autorisée à signer l'acceptation d'indemnité visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD**

Publiée le : 24/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

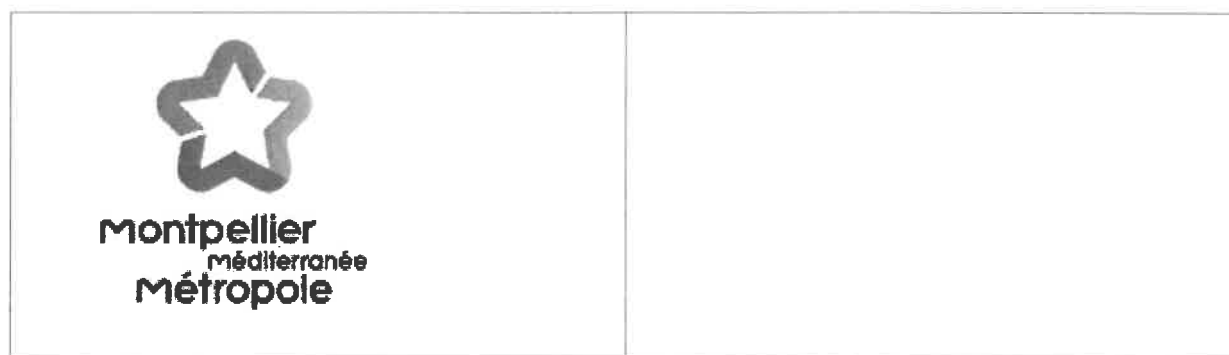
034-243400017-20180101-69791-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/12/18

Réception en Préfecture : 24/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Direction de la Propreté et de la
Valorisation des Déchets
Service collecte des déchets ménagers
Régie de recettes Station de compostage de
Grammont
Ajout d'une recette autorisée**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leur établissements publics locaux,
- Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

-Vu les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables,

-Vu la décision n° 2004-14 modifiée, du Conseil de Communauté en date du 9 janvier 2014 portant création d'une régie de recettes auprès de la Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets,

- Vu la décision n° 2008-586 du 25 novembre 2008, portant création d'une sous-régie de recettes auprès de la Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets,

-Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière en date du 11 décembre 2018,

CONSIDERANT que la plateforme de Grammont s'est dotée d'un nouvel outil (un pont à bascule). Il convient d'ajouter une tarification supplémentaire en cas de perte du badge d'accès.

DECIDE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2004, afin de permettre l'encaissement des recettes sur la station de compostage de Grammont, une régie de recettes est créée auprès du Service Demeter de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée à la station de compostage de Grammont située Domaine Horticole de Grammont 34000 MONTPELLIER.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Toutes opérations effectuées dans le cadre de la Station de compostage (recettes issues du dépôt par les usagers autorisés des déchets verts en vue de leur traitement par compostage et recettes issues de l'enlèvement du produit fini (compost) par les usagers.
- **En cas de perte du badge d'accès au pont bascule un montant de 10 euros sera facturé à l'utilisateur pour le renouvellement.**

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire
- chèques bancaires

ARTICLE 5 : Un fonds de caisse d'un montant de quatre cent euros (400,00 €) est mis à la disposition du régisseur.

ARTICLE 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3 000 €.

ARTICLE 7 : Il est créé une sous-régie de recettes dont les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif de la sous-régie.

ARTICLE 8 : Le régisseur est tenu de verser auprès de la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 9 : Le régisseur verse auprès de la Trésorière Municipale la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie

ARTICLE 10 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Les suppléants ne percevront pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 déc. 2018

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Max LEVITA

Publiée le : 18/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

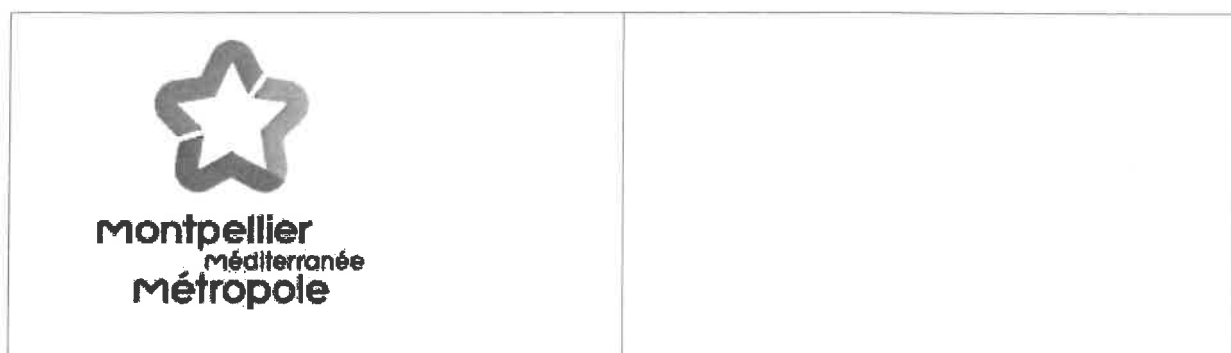
034-243400017-20180101-69775-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/12/18

Réception en Préfecture : 18/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Direction de la Propreté et de la
Valorisation des Déchets
Service collecte des déchets ménagers
Sous Régie de recettes Station de
compostage de Grammont
Ajout d'une recette autorisée**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

- VU la décision n°2004-14 modifiée du Conseil de Communauté en date du 09 janvier 2004 portant création d'une régie de recettes auprès de la Direction de la Prévention et de la Gestion des déchets,
- VU l'avis conforme de Madame la Trésorière en date du 11 décembre 2018,

CONSIDERANT que la plateforme de Grammont s'est dotée d'un nouvel outil (un pont à bascule). Il convient d'ajouter une tarification supplémentaire en cas de perte du badge d'accès.

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter du 1er novembre 2008, il est institué une sous régie de recettes auprès de la Direction de la Prévention et de la Gestion des déchets.

ARTICLE 2 : Cette sous régie est installée Station de Compostage, Domaine Horticole de Grammont à Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Toutes opérations effectuées dans le cadre de la Station de compostage (recettes issues du dépôt par les usagers autorisés des déchets verts en vue de leur traitement par compostage et recettes issues de l'enlèvement du produit fini (compost) par les usagers).
- **En cas de perte du badge d'accès au pont bascule un montant de 10 euros sera facturé à l'utilisateur pour le renouvellement.**

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- au moyen de chèques bancaires ou postaux ou assimilés,

ARTICLE 5 : Un fonds de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du sous régisseur.

ARTICLE 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le sous régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3 000 €.

ARTICLE 7 : Le mandataire est tenu de verser le montant de l'encaisse au régisseur ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et toutes les semaines et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 8 : Le mandataire verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de recettes et toutes les semaines et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 déc. 2018

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Max LEVITA

Publiée le : 18/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

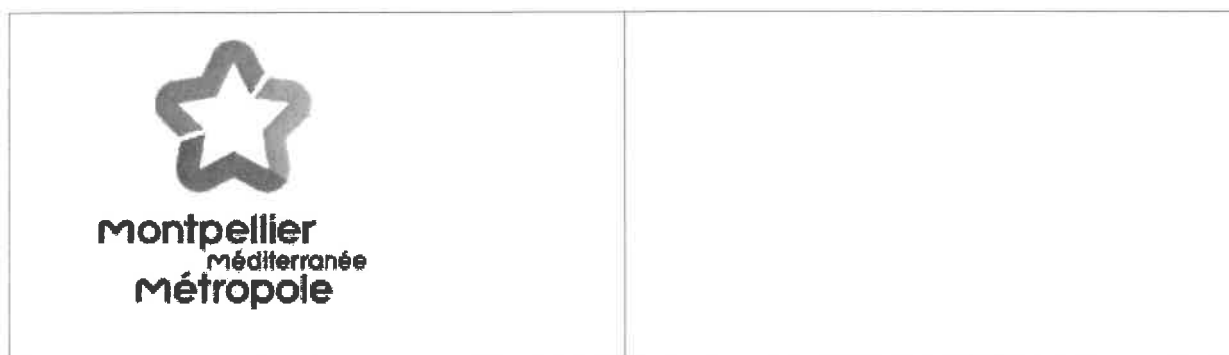
034-243400017-20180101-69788-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/12/18

Réception en Préfecture : 18/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'une balayeuse de marque Hako type
Labor économiquement irréparable - Hôtel
des Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une Balayeuse de marque HAKO type Labor et qu'il convient de le réformer pour les pièces détachées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour réforme une balayeuse de marque Hako type Labor, n°de série WMU2X56E49WL00178, techniquement réparable mais économiquement irréparable à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

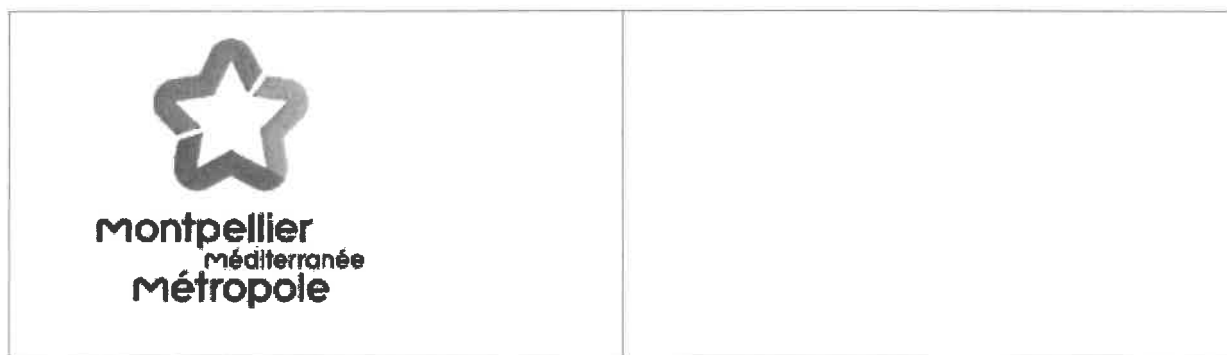
034-243400017-20180101-69854-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la vente d'une emprise
de terrain de 496 m² chemin de la Peyrière
commune de Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint-Jean de Védas n° 2015-2017 en date du 22 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain.
- VU la décision du Président n° 2015-828 en date du 08 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses
- VU la décision du Président n°2018-806 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 496 m² environ à détacher du Chemin de la Peyrière situé dans la ZAC Roquefraïsse sur la commune de Saint Jean de Védas.
- VU l'avis de France Domaine en date du 26 novembre 2018, référence 2018-270V1406
- VU l'accord de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par mail en date du 12 décembre 2018, acceptant les modalités de transfert de propriété de ces emprises.

- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ces emprises, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la SERM une emprise d'une superficie de 496 m² environ à détacher du Chemin de la Peyrière situé dans la ZAC Roquefraïsse sur la commune de Saint Jean de Védas, à savoir les nouvelles parcelles cadastrées AW 296, AW 297 et AW 298.

ARTICLE 2 : Le prix de vente est consenti pour un montant de 9920 €, à savoir 20 €/m², conformément au prix fixé par France Domaine.

ARTICLE 3 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

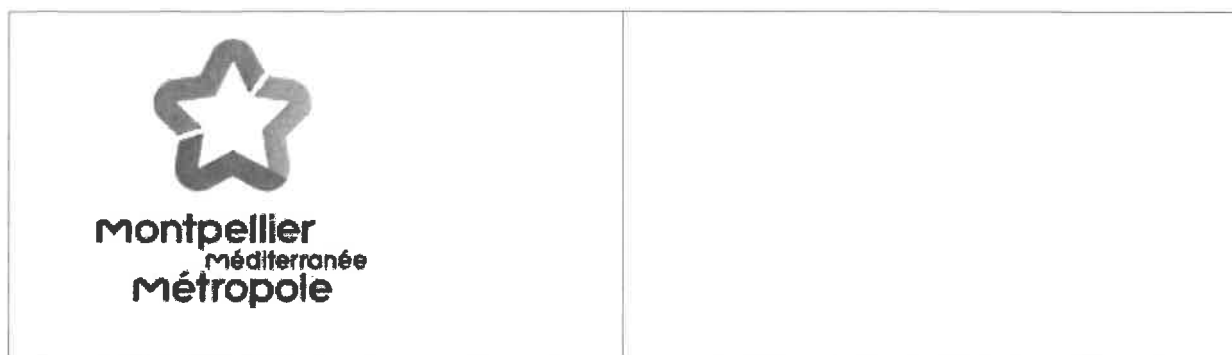
034-243400017-20180101-69919-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (3M)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de prestation
de service de coordinateur en matière de
sécurité et de protection de la santé pour la
conception et la réalisation de la phase 1
du cimetière métropolitain sur le site de
Grammont à Montpellier - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche » ;

- VU la délibération n°13245 en date du 30 septembre 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a défini les critères relatifs à la compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain » ;
- VU la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche » ;
- VU la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n° MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire d'intégrer la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour la conception et la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte avec faculté de négociation a été lancée le 17 septembre 2018 conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 pris en application de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 sous la forme d'un marché unique pour une durée de soixante-dix mois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique (60%)
 - Prix de la prestation (40%)
- Qu'après analyse des offres selon les critères techniques et financiers, et tel que rapporté par le mandataire SA3M dans son rapport du 12 novembre 2018, le candidat DEKRA INDUSTRIAL sis 725 rue Louis Lépine – Le Millénaire – 34000 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché pour la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour la conception et la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier au prestataire DEKRA INDUSTRIAL, pour un montant forfaitaire de 34 960 € HT. Le marché prend effet dès la notification du marché au prestataire. Sa durée est de soixante-dix mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 déc. 2018

**Signé.
Monsieur le Vice-Président délégué
Laurent JAOUL**

Publiée le : 24/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

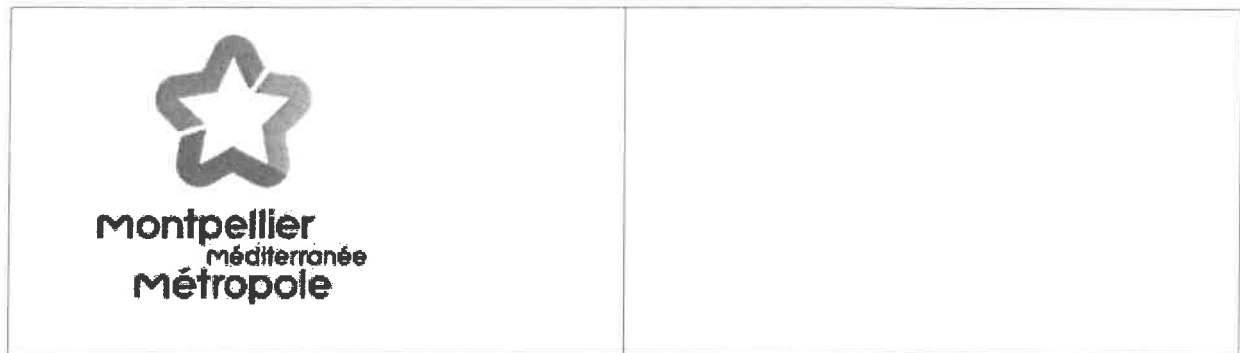
034-243400017-20180101-69937-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/12/18

Réception en Préfecture : 24/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°1 au
marché 4025MG16 "Prestation de
télésurveillance, intervention de sureté et
sécurité des équipements de Montpellier
Méditerranée Métropole"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration générale, affaires juridiques, contentieux, protocole » ;
- VU la délibération du 22/07/2015 autorisant le lancement de la consultation et la signature du marché ;

- VU la notification de l'accord-cadre du 20/09/2016 attribuant le marché n°4025MG16 «Prestation de télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole» à la société GLCE Littoral pour un montant forfaitaire annuel de 667 185,84€ HT, pour une durée initiale de 9 mois puis reconductible 3 fois et prenant fin au 20/06/2020 ;

Considérant :

- Que suite au déploiement du système de télésurveillance à partir du PC Zola, la prestation de report de la télésurveillance sur un PC extérieur (article 11.3 du CCTP) est à supprimer,
- Qu'il est donc nécessaire de signer un avenant n°1 au marché 4025MG16 pour tenir compte cette nouvelle situation,
- Que cette prestation sera effective à compter du 1^{er} janvier 2019,
- Que l'avenant n° 1 a une incidence financière sur le montant de l'accord-cadre,

Décide

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° 4025MG16 à l'entreprise GLCE Littoral d'un montant 15 840€ HT (en moins-value) soit un pourcentage de – 2,37% d'écart avec le montant initial. Le nouveau montant du marché public pour la partie forfaitaire (sans révision des prix) est de 651 345,84€ HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n° 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 janv. 2019

Signé.

Madame la Vice-Présidente déléguée

Isabelle GUIRAUD

Publiée le : 04/01/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

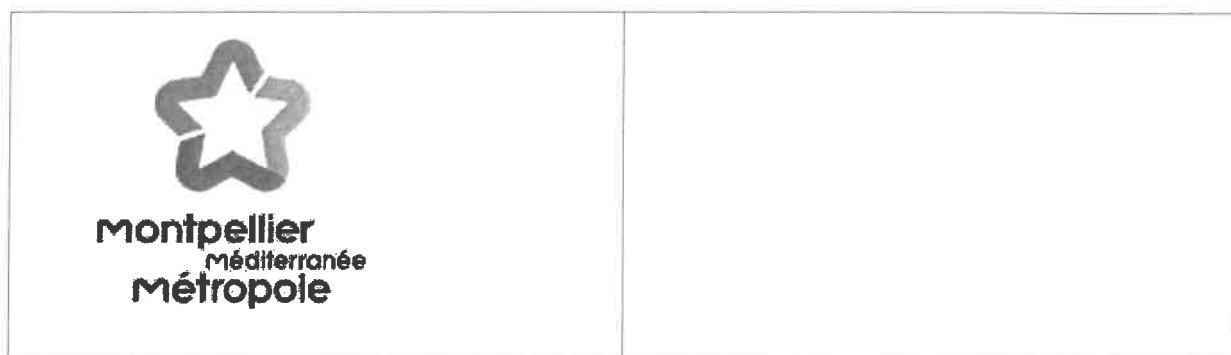
034-243400017-20180101-70032-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/01/19

Réception en Préfecture : 04/01/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
1805922-5 TA - Geniès BALAZUN"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1805922-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier déposée le 5 décembre 2018 par Monsieur Geniès BALAZUN contre le titre exécutoire n°120144 émis à son encontre par Montpellier Méditerranée Métropole en vue du recouvrement de la participation au financement assainissement collectif (PFAC) pour un montant de 1 900 euros.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1805922-5 le 5 décembre 2018 par Monsieur Geniès BALAZUN.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP PARME Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 20/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

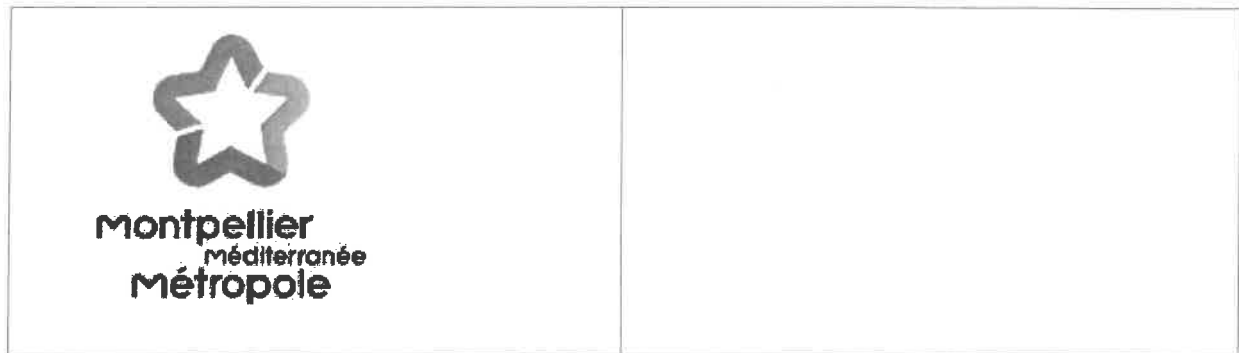
034-243400017-20180101-70036-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/12/18

Réception en Préfecture : 20/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n° 1 au
marché n°3692DC14 - lot 13 - de nettoyage
des établissements culturels de la
Communauté d'Agglomération de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **Vu** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **Vu** la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de première Vice-Présidente ;
- **Vu** la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture » ;

- **Vu** la délibération du Conseil n°12327 du 19 juin 2014 autorisant le lancement d'une procédure de consultation en appel d'offres relative au nettoyage des établissements culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- **Vu** le marché n° 3692DC14 et plus particulièrement son lot 13 concernant le musée Fabre, attribué à la société SUD SERVICE, sise P.A. La Garrigue, BP 21, 34171 CASTELNAU LE LEZ, pour un montant de 743 537,60 € HT (toutes reconductions confondues) et pour une durée de 4 ans (toutes reconductions confondues) ;

Considérant :

- qu'une nouvelle consultation n°5227DC18 en appel d'offres, relative au marché de nettoyage des bâtiments du musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran, est en cours de procédure.
- que le marché n°3692DC14, lot 13, arrivant à échéance le 31 décembre 2018, doit être prolongé de 3 mois, soit du 1^{er} janvier au 31 mars 2019, afin d'assurer la continuité du service public et permettre d'attendre l'attribution du nouveau marché.
- que la commission d'appel d'offres du 11 décembre 2018 a émis un avis favorable à la passation de cet avenant.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°3692DC14 relatif au nettoyage des établissements culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et plus particulièrement son lot 13 concernant le musée Fabre, avec l'entreprise SUD SERVICE, d'un montant de 46 952,73 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 28/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

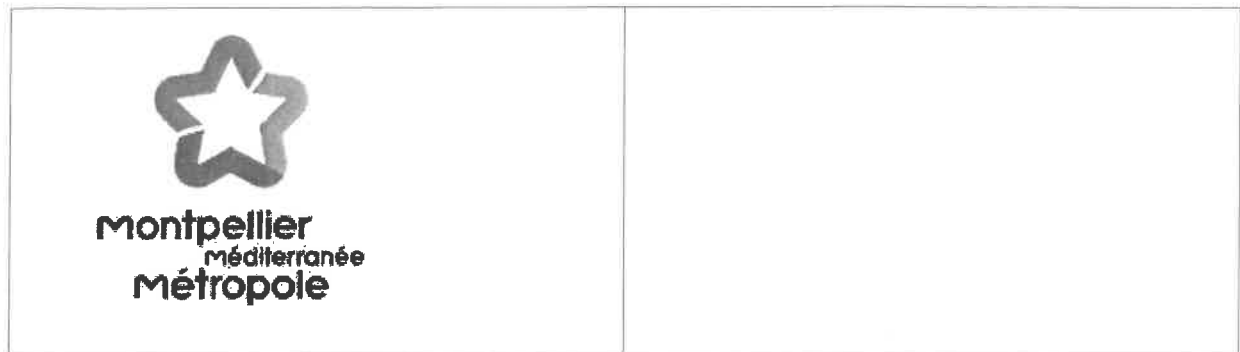
034-243400017-20180101-70101-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/12/18

Réception en Préfecture : 28/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Procédure
d'expulsion - Parking lycée Mendès France
Montpellier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU l'occupation sans autorisation par un groupe de gens du voyage des parkings, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, situés face au Lycée Mendès France de Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant sans autorisation les parkings, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, situés face au lycée Mendès France sis à Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 20/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

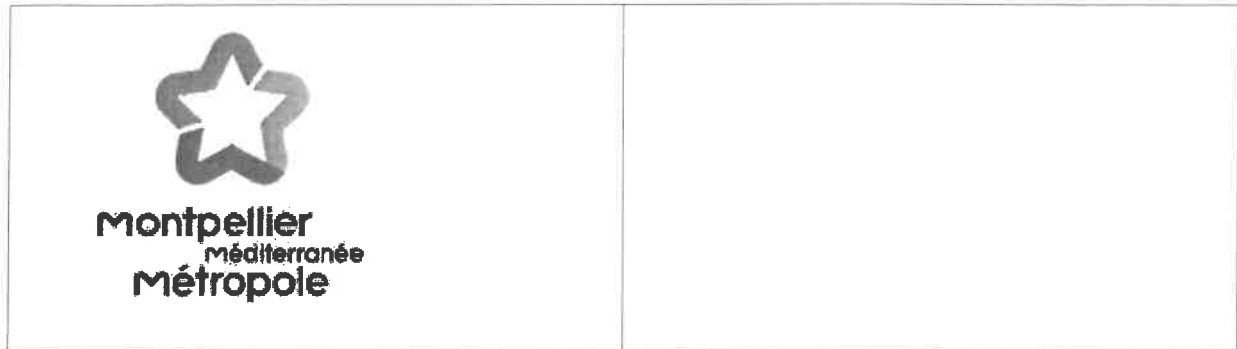
034-243400017-20180101-70245-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/12/18

Réception en Préfecture : 20/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°2 au
marché n°3670DC14 - lot 1 "maintenance
multitechnique des bâtiments et
installations techniques du musée Fabre et
de l'hôtel de Cabrières d'Espeyran"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de première Vice-Présidente ;
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture » ;

- VU la délibération du Conseil n°12422 du 31 juillet 2014 autorisant le lancement d'une procédure de consultation en appel d'offres relative à la maintenance multitechnique du musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran ;

- VU le marché n°3670DC14 - lot 1 - attribué à la société SERVICE MAINTENANCE ENERGIE, 165, rue de la Billière, 34660 COURNONSEC, pour un montant de 958 483,52 € HT (toutes reconductions confondues) et pour une durée de 4 ans (toutes reconductions confondues) ;

Considérant :

- qu'une nouvelle consultation n°5221DC18 en appel d'offres, relative au marché de maintenance multitechnique du musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran, est en cours de procédure.

- que le marché n°3670DC14, lot 1, arrivant à échéance le 31 décembre 2018, doit être prolongé de 3 mois, soit du 1^{er} janvier au 31 mars 2019, afin d'assurer la continuité du service public et permettre d'attendre l'attribution du nouveau marché.

- que la commission d'appel d'offres du 11 décembre 2018 a émis un avis favorable à la passation de cet avenant.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°3670DC14 - lot 1 - relatif à la maintenance multitechnique du musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran avec l'entreprise SERVICE MAINTENANCE ENERGIE d'un montant de 49 211,40 euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 28/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

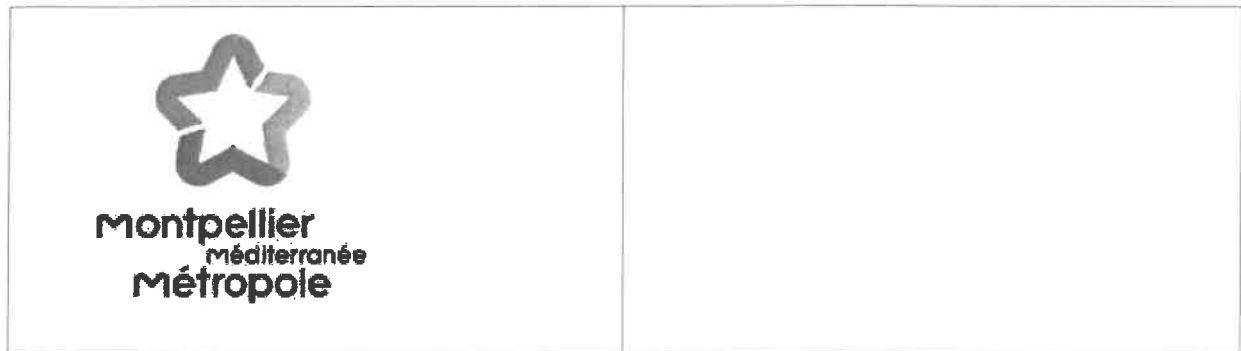
034-243400017-20180101-70303-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/12/18

Réception en Préfecture : 28/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1805918-4 TA - BADIE Véronique"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1805918-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier déposée le 4 décembre 2018 par Madame Véronique BADIE tendant à obtenir réparation pour préjudice subi consécutivement à une chute dont elle a été victime le 9 juillet 2018 au niveau du 2 rues des Etuves à Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1805918-4, le 4 décembre 2018, par Madame Véronique BADIE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Philippe AUDOUIN.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 20/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

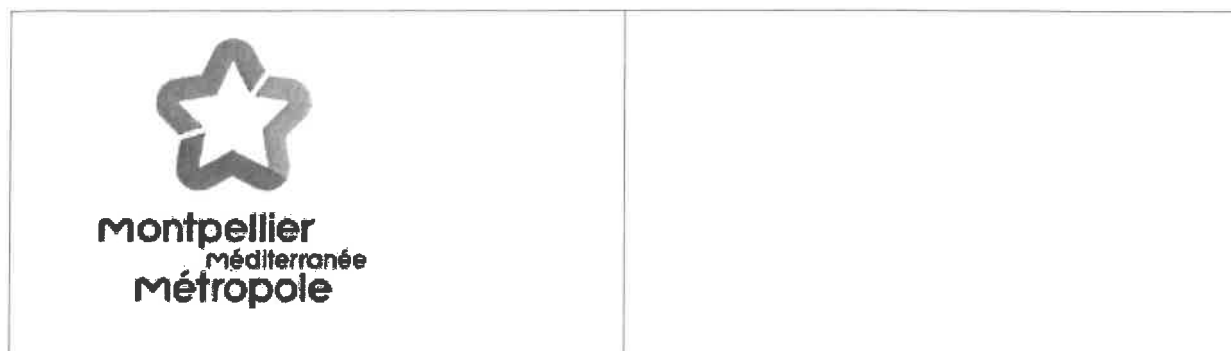
034-243400017-20180101-70384-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/12/18

Réception en Préfecture : 20/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n° 1 au
marché 3875GD15 de "Nettoisement et
collecte des déchets ménagers et assimilés
du centre-ville de Montpellier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- VU la délibération N°13221 attribuant le marché 3875GD15 de « Nettoisement et collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier » à l'entreprise S.M.N., pour un montant global de 120 327 900, 72 euros HT et pour une durée de 7 années.

Considérant :

- Que le présent avenant a pour objet de prendre en compte les évolutions d'usage de l'espace public sur certains secteurs du centre-ville de Montpellier qui nécessitent de faire évoluer certaines prestations de nettoyage et de collecte. Les modifications induites portent sur les articles 6.6.5 et 6.6.6 du CCTP. Les articles ainsi modifiés en annexe au présent avenant, annulent et remplacent les articles originaux.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché de « Nettoyement et collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier » à l'entreprise S.M.N., d'un montant de 1 704 108, 00 euros HT sur la durée résiduelle du marché (4 ans), correspondant à 1,42 % du montant global du marché.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL**

Publiée le : 03/01/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

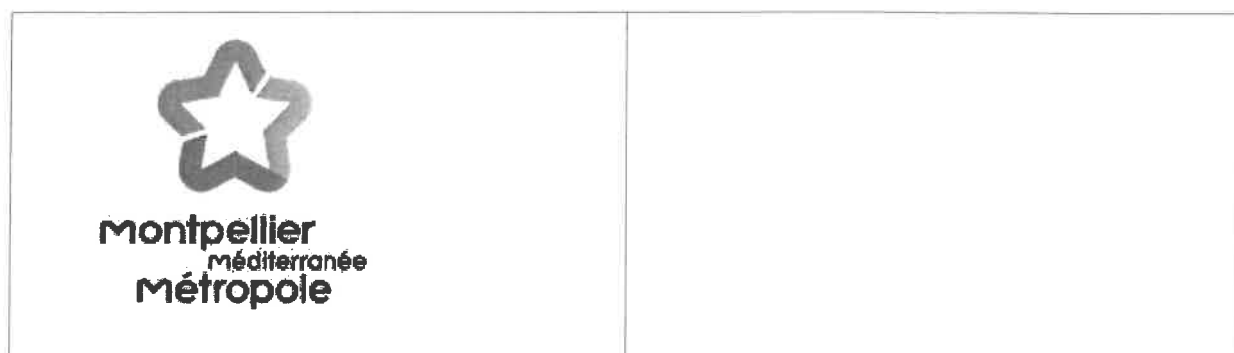
034-243400017-20180101-70436-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/01/19

Réception en Préfecture : 03/01/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Avenants aux marchés 3428AJ13 (Lots 1 et 3 à 6) et 3428AJ13ter (Lot 2) -
Souscriptions des contrats d'assurance de
la Communauté d'Agglomération de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires juridiques et Protocole »,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération n°12013 du 27 novembre 2013 attribuant les lots 1 et 3 à 6 du marché n° 3428AJ13 intitulé « Souscription des contrats d'assurance de la Communauté d'Agglomération de Montpellier »,
- VU la délibération n°12197 du 6 février 2014 attribuant le lot 2 du marché 3428AJ13ter intitulé « Souscription des contrats d'assurance de la Communauté d'Agglomération de Montpellier »,

CONSIDERANT :

- que les marchés 3428AJ13 et 3428AJ13ter arrivent à leur terme,
- que la procédure de consultation est en cours de procédure et ne pourra, en toute hypothèse, pas être notifiée de manière à assurer la continuité de la couverture des risques concernés,
- qu'il est dès lors nécessaire de prolonger les prestations des marchés 3428AJ13 et 3428AJ13ter comme suit : lot 1 : 3 mois, lot 2 : 3 mois, lot 3 : 6 mois, lot 4 : 4 mois, lot 5 : 5 mois, lot 6 : 4 mois,

DECIDE

ARTICLE 1 : Autoriser la signature des avenants aux marchés 3428AJ13 et 3428AJ13ter ;

L'incidence financière est de :

- Lot 1 « Risques Automobiles » : 74 711€, soit 10% par rapport au montant initial du marché ;
- Lot 2 « Risques de Dommages aux biens » : 160 000€, soit 7.86% par rapport au montant initial du marché ;
- Lot 3 « Tous risques expositions » : 7 000€, soit 2.17% par rapport au montant initial du marché ;
- Lot 4 « Risques de Responsabilités » : 35 300€, soit 9% par rapport au montant initial du marché ;
- Lot 5 « Atteintes à l'environnement » : 8 993,90€, soit 9% par rapport au montant initial du marché ;
- Lot 6 « Protection Juridique de la CAM et Protection Fonctionnelle des agents et élus » : 2 212,08€, soit 8% par rapport au montant initial du marché.

ARTICLE 2 : Dire que les dépenses seront imputées au budget principal, chapitre 920.

ARTICLE 3 : Autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 28/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

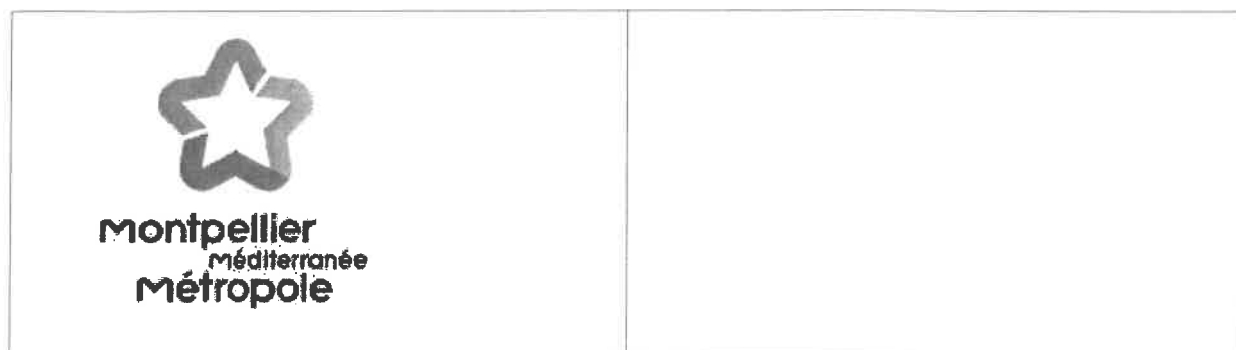
034-243400017-20180101-70572-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/12/18

Réception en Préfecture : 28/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de la parcelle
A 2388 - Impasse du Château
Commune de Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 112-8 et L 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU la demande de la SCI ITIER et de Monsieur et Madame SOMMAIN d'acquérir une emprise de 19 m² à extraire du domaine public située Impasse du Château à Castries,
- VU la décision n° D2016-963 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une partie de l'Impasse du Château à Castries,
- VU l'estimation du service des domaines n°2018-058 V 1579 en date du 17 Décembre 2018,
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède en indivision la nouvelle parcelle cadastrée A 2388 d'une superficie de 19 m² située Impasse du Château à CASTRIES, à la SCI ITIER et à Monsieur et Madame SOMMAIN, au prix fixé par France Domaines, soit un montant de 150 €.

ARTICLE 2 : L'acte de transfert de propriété sera rédigé par un notaire aux frais des acquéreurs.

ARTICLE 3 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

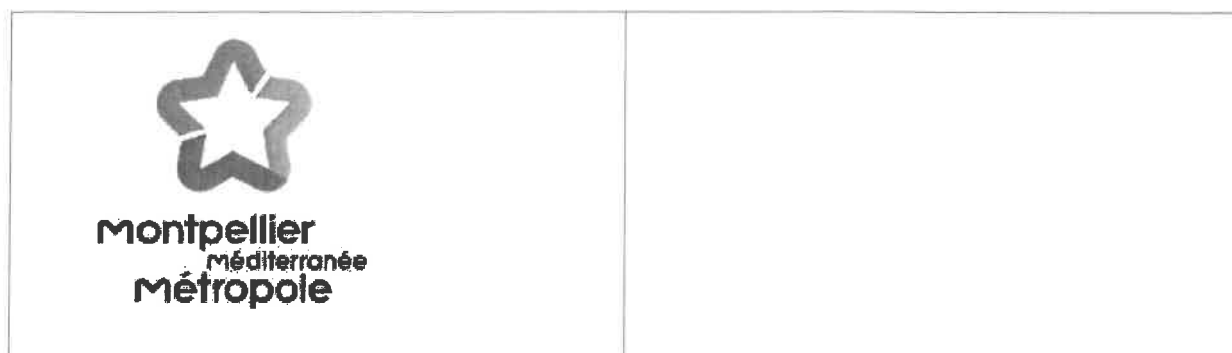
034-243400017-20180101-70668-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°3 du
marché de 3263UH13 - Lot n°1 et Lot n°2
concernant l'AMO pour la "révision du
SCoT de Montpellier Méditerranée
Métropole"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, dans le domaine du développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech, artisanat, planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la délibération n°11734 du 25 juillet 2013 concernant le marché n°3263UH13 « Mission d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) » dont le lot 1 a été attribué au groupement DBW/TETRA/DL avocat pour un montant de 148 500 euros HT, porté à 167 346,75 euros HT par un avenant n°1 et le lot 2, au groupement DBW/Claire SCHORTER/Agence POLES/Sylvie GROUEFF pour un montant de 225 462.50 euros HT porté à 254 772.63 euros HT pour une durée de 4 ans, porté à l'échéance du 31 décembre 2018

suite à la conclusion de l'avenant n°1. L'avenant n°2 n'ayant apporté qu'une modification de la répartition financière entre les cotraitants.

CONSIDERANT :

- Que l'objet de ce marché porte sur la formalisation du SCoT révisé conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme.
- Que le marché a été notifié 2 octobre 2013,
- Que le projet de SCoT révisé a été arrêté au Conseil de Métropole du 19 juillet 2018 et que la suite de la procédure comporte une phase administrative de consultation des partenaires puis d'enquête publique préalable à l'approbation du document, ainsi, il est nécessaire de prolonger la durée du marché, jusqu'à la finalisation de la procédure de révision du SCoT, c'est-à-dire lorsque le document devient exécutoire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 de prolongation jusqu'à la finalisation de la procédure de révision du SCoT (c'est-à-dire lorsque le document devient exécutoire) au marché 3263UH13 lot n° 1 et lot n°2 « Mission d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) » attribué à aux groupements précités, avenant sans incidence sur le montant du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018

Signé.

Madame la Vice-Présidente déléguée

Chantal MARION

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

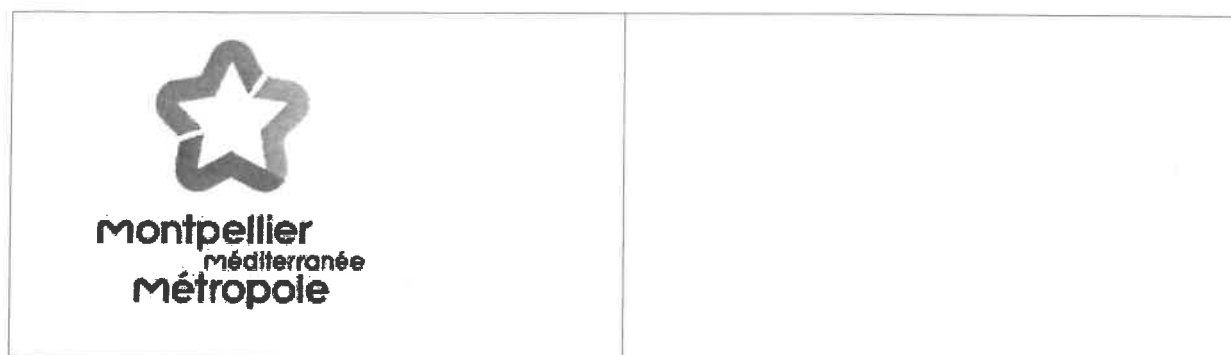
034-243400017-20180101-70753-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 du
marché 3308UH13 ' Mission d'études
environnementales et d'assistance à
maîtrise d'ouvrage pour la révision du
Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) '**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, dans le domaine du développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech, artisanat, planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la délibération n°11733 adoptée en Conseil du 25 juillet 2013 concernant l'attribution du marché n°3308UH13 « Mission d'études environnementales et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) » à l'entreprise SOBERCO ENVIRONNEMENT, sise Chemin de Taffignon à CHAPONOST, pour un montant de 260 400,50 euros HT porté à 369 252 euros HT par l'avenant n°1 (toutes reconductions confondues ou toutes

tranches à notifier comprises) et pour une durée de 45 mois initialement, puis à l'échéance du 31 décembre 2018 suite à la conclusion de l'avenant n°1.

Considérant :

- Que l'objet de ce marché porte sur l'accompagnement de la Métropole dans l'évaluation environnementale du document et ce jusqu'à la finalisation de celui-ci.
- Que le marché a été notifié le 9 octobre 2013,
- Que le projet de SCoT révisé a été arrêté au Conseil de Métropole du 19 juillet 2018 et que la suite de la procédure comporte une phase administrative de consultation des partenaires puis d'enquête publique préalable à l'approbation du document, ainsi, il est nécessaire de prolonger la durée du marché, jusqu'à la finalisation de la procédure de révision du SCoT, c'est-à-dire lorsque le document devient exécutoire.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 de prolongation marché jusqu'à la finalisation de la procédure de révision du SCoT (c'est-à-dire lorsque que le document devient exécutoire) au marché n° 3208UH13 « Mission d'études environnementales et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) » à l'entreprise SOBERCO ENVIRONNEMENT, sise Chemin de Taffignon à CHAPONOST, avenant sans incidence sur le montant du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 déc. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 27/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

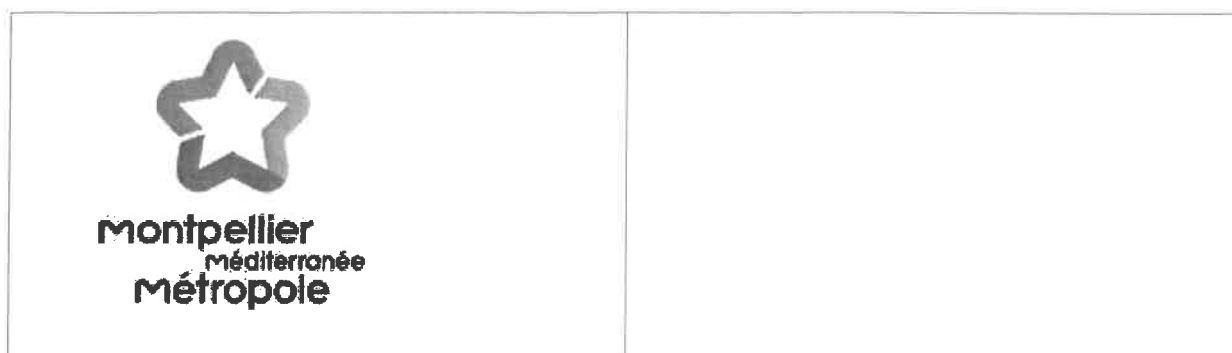
034-243400017-20180101-70762-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/18

Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Avenant n°1 au marché 3867 BIS AJ15 -
Prestations de services postaux -
Prolongation de la durée du marché sans
minimum ni maximum pour le lot n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération N°13307 du 30 septembre 2015 indiquant que la Commission d'Appel d'Offres, dans le cadre d'une procédure négociée, avait choisi, pour le lot 1 du marché de prestations de services postaux, l'entreprise LA POSTE, marché sans minimum ni maximum conclu pour une durée d'1 an reconductible 2 fois, se terminant au 31 décembre 2018 ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la relance du marché de prestations de services postaux dans le cadre d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier, impliquant une redéfinition complexe du besoin (art. 139.3°), il est nécessaire de prolonger de 6 mois la durée du marché n° 3867 BIS AJ15 pour le lot n° 1 (Acheminement et distribution des plis, tous poids confondus concernant la

France et l'International) afin de ne pas interrompre l'activité d'acheminement et de distribution des plis expédiés par Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché de prestations de services postaux à l'entreprise LA POSTE pour le lot n°1, portant la durée totale du marché à 42 mois, soit une date de fin au 30 juin 2019, sans incidence financière sur l'équilibre de ce marché sans minimum ni maximum. A titre indicatif, le montant de la dépense sur la période de prolongation est estimé à 100 000€ H. T.

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 déc. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/12/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-70913-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/12/18

Réception en Préfecture : 28/12/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE 3 - SOMMAIRE
ARRETES REGLEMENTAIRES JANVIER 2019

N°ARRETES	TITRES	PAGE
MAR2019-0034	Monsieur Mustapha MAJDOUL, Délégué au Vélo et Mobilités douces	Conseiller métropolitain 575



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Mustapha MAJDOUL
Conseiller métropolitain
Délégué au Vélo et Mobilités douces**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-18, L. 5211-9 et L. 5211-10
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n° 14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU la qualité de Conseiller métropolitain de Monsieur Mustapha MAJDOUL.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Mustapha MAJDOUL reçoit délégation au Vélo et Mobilités douces auprès de Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-président. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 janv. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 23/01/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-72777B-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/01/19

Réception en Préfecture : 22/01/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 4 – SOMMAIRE

PAGE

Certificat d’affichage relatif à la Convention de projet urbain partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SNC Palmer Plage, la SCI Palmer Montpellier et la SA3M	578
--	------------



Montpellier
Méditerranée
Métropole

Direction de l'Aménagement et du Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est et Nord

Réf. : 08nmgd19
Affaire suivie par : Gilles DURAND
Tél : 04 67 34 70 93.

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole certifie qu'a été affichée, du 12 décembre 2018 jusqu'au 14 janvier 2019 inclus, sur le panneau d'affichage officiel situé à l'extérieur de l'Hôtel de Métropole, la mention de signature en date du 26 novembre 2018, concernant une convention de projet urbain partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SNC PALMER PLAGE, la SCI PALMER MONTPELLIER et la SA3M, aménageur.

L'objet de cette convention est la prise en charge par les constructeurs d'une partie du coût des équipements publics à réaliser au sein du périmètre de PUP approuvé par la même délibération du Conseil métropolitain du 18 octobre 2018. Ces aménagements sont destinés à desservir notamment l'opération immobilière dénommée « Orange » (construction par la SNC PALMER PLAGE et la SCI PALMER MONTPELLIER) qui constitue un ensemble de bureaux de 16 700 m² de surface de plancher, au sein du campus technologique et tertiaire de la Pompignane à Montpellier.

Fait à Montpellier, le **21 JAN. 2019**

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole